

Trimestriel ▲ Hiver 96 ▲ N° 15 ▲ 38 F

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

L'EUROPE ET L'ISLAM

UN CONFLIT SÉCULAIRE

L'AVENTURE DES CROISADES

LA RECONQUÊTE ESPAGNOLE

L'ISLAM DANS LES BALKANS

HUIT ANS DE GUERRE EN ALGÉRIE

BIGEARD EN PREMIÈRE LIGNE

LE TERRORISME DES ALGÉRIENS

M 4250 - 15 - 38,00 F-RD

SOMMAIRE

L'Europe et l'Islam





Le maréchal Bugeaud (1784-1849)



Bigeard, au temps de l'Algérie

En couverture :
Un croisé



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Pierre Bonnefont, Anne Brassié, Bernard Cabanes, Guy Chambarlac, Jean-Pierre Cohen, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Jean Gauvin, Jean Grondin, Georges Laffly, Jean-Paul Leperlier, Jean Mabire, Macha Manski, Claude Martin, Michel Mohrt, Pierre Montagnon, Raymond Muelle, Pierre Pellissier, Paul Sérant, Arnaud Sibuet, Frédéric Valloire, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Pierre Vial.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 47.03.91.68.
Imprimerie Maulde et Renou.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés non numérotés entre les pages 66 et 67.

Crédit photo : AFP, BN, Casterman, Flament/Sirpa/ECPA, Musée de l'Armée, Musée de Picardie, Roger-Viollet, Sipa-press, Sygma, Tallandier.

Actualité de l'histoire

INFORMATIONS

Le centenaire de Pierre Gaxotte

1995 est l'année du centenaire de la naissance de l'historien Pierre Gaxotte. Aucune manifestation n'est venue commémorer cet anniversaire. Jean-Marie Rouart a consacré dans *Le Figaro Littéraire* un éditorial à l'historien, disciple de Charles Maurras et familier de l'Action française, rédacteur en chef avant-guerre de *Candide*, puis de *Je Suis Partout*, maître à penser de la jeune équipe du brillant hebdomadaire. Mais aucune réédition des œuvres de l'académicien n'a été annoncée. Pourtant sa *France de Louis XIV*, son *Louis XV*, son *Frédéric II*, surtout sa *Révolution française* – premier ouvrage de « révision » sur la période – méritaient de rencontrer un nouvelle génération de lecteurs.

Prises de guerre...

La biographie que Philippe Sollers consacre chez Plon à Vivant Denon (1745-1825), ce personnage inclassable et méconnu, qui a traversé tous les régimes de Louis XV à la Restauration, touché à presque tous les genres, à qui l'on doit entre autres la réorganisation du Louvre avec les milliers de statues et tableaux raflés par les armées napoléoniennes à travers l'Europe – surtout l'Italie – rappelle très à propos que le pillage des œuvres d'art est de règle pour les armées victorieuses et un attrait de la guerre. Goering et les nazis paraissent bien timides, et les Soviétiques à Berlin, en 1945, furent des enfants de chœur, si l'on compare leurs butins respectifs à celui accumulé entre 1802 et 1815 par Napoléon au long de ses campagnes !

Le temps retrouvé

Simone Gallimard qui dirigeait depuis trente-trois ans les prestigieuses éditions du Mercure de France s'est éteinte le 22 octobre dernier. Elle avait créé avec Jacques Brosse, la collection « Le Temps retrouvé », avec le but de faire raconter *« l'histoire par ses acteurs et ses témoins »* – journaux intimes, mémoires ou correspondances. 69 titres ont été publiés. Citons le *Journal* de Cléry – qui relate la détention de Louis XVI au Temple –, les *Mémoires* (1778-1815) de Marguerite de La Tour du Pin, ou encore les *Mémoires* de l'admirable Madame de La Guette.

Front populaire

Le livre de l'historien américain Stephen Koch *La fin de l'innocence, les intellectuels occidentaux et la tentation stalinienne* (Grasset) suscite quelques controverses. Curieusement, c'est l'interprétation qu'il propose du Front populaire qui indispose le plus certains critiques : *« un masque d'apparente moralité destiné* [...] *à dissimuler la politique de conciliation secrètement menée par Staline à l'égard d'Hitler ».* De quoi nourrir le débat, à la veille de la célébration du soixantième anniversaire du Front populaire.

Adieu à Corto Maltese

Le créateur du personnage de bande dessinée Corto Maltese est décédé le 20 août dernier. Né en 1927 à Rimini, il avait passé son enfance entre Venise et l'Abyssinie, quand celle-ci était encore une colonie italienne – il porta d'ailleurs la chemise noire des soldats de Mussolini, au début de la guerre à Addis-Abeba. Plus tard, quand l'Italie fut occupée par les troupes allemandes, il rejoignit les Alliés et devint interprète auprès de l'armée britannique (épisode dont il s'inspirera pour *Les Scorpions du désert*). Après 1945, il partit pour l'Argentine, où il publia ses premières bandes dessinées. C'est son personnage d'aventurier à la silhouette longiligne, et coiffé d'une casquette de marin, qui le rendra célèbre dans les années 70. Il a fait revivre à Corto Maltese, ce « gentilhomme de fortune » qui, comme lui, a sillonné le globe, tous les soubresauts du siècle (*Les Celtiques, Corto Maltese en Sibérie*...). Il lui a fait rencontrer Raspoutine, Jack London, Rimbaud, Lawrence d'Arabie ou Hemingway... Avec Hugo Pratt, la bande dessinée devenait histoire.

À lire : *Le désir d'être inutile, souvenirs et réflexions*, entretiens avec Dominique Petitfaux (Robert Laffont, 1991).

Les fouilles du port d'Alexandrie

Le premier volet de la campagne de fouilles archéologiques du port d'Alexandrie vient de s'achever. Environs 2 000 blocs éparpillés sur deux hectares au fond de l'eau ont été répertoriés. Une trentaine de pièces – des sphinx, des chapiteaux... – ont déjà été repêchées. La plus spectaculaire est un colosse de granit rouge dont il manque la tête et les jambes. Il s'agit d'un des deux premiers rois grecs qui ont régné sur l'Égypte, Ptolémée Ier Sôter (367-283 av. J.-C.) ou son fils Ptolémée II Philadelphe (308-246 av. J.-C.), représenté sous les traits du dieu Osiris. Les archéologues espèrent renflouer également sa tête et ses membres inférieurs. Il serait alors complet : la base de l'effigie et sa couronne, repêchées en 1985, attendent déjà au musée d'Alexandrie.



Roman von Ungern-Strernberg, « le baron fou ». Dessin de Hugo Pratt,* Corto Maltese en Sibérie, *Casterman.

Kipling, poète favori des Britanniques

Le poème de Rudyard Kipling *If* (*Tu seras un homme, mon fils*) a recueilli le plus de suffrages lors de la Journée nationale de la poésie, organisée le 12 octobre dernier en Grande-Bretagne. Il a été plébiscité parmi 1 000 poèmes, et son auteur arrive le premier devant 200 autres écrivains.

Italie

Des chercheurs italiens ont exhumé un exemplaire de l'unique essai politique d'Ezra Pound, intitulé *Jefferson et Mussolini*, et consacré à la doctrine fasciste. Le texte avait d'abord été publié aux États-Unis (en anglais), en 1935, puis à Venise (en italien), en 1944. Le livre avait ensuite disparu, Pound lui-même ne l'aurait jamais eu entre les mains.

Colloque Céline

Le prochain colloque de la Société des études céliniennes se tiendra à Amsterdam du 5 au 7 juillet 1996. Il aura pour thème les questions soulevées par la correspondance de Céline. L'occasion de plaider encore pour l'édition de la correspondance générale.

Renseignements : Société des études céliniennes. 5, rue Sébastien-Bottin, 75007 Paris.

A noter, dans le *Bulletin célinien* de novembre 1995, un remarquable article de Paul del Perugia, écrivain catholique traditionaliste, récemment disparu, sur la pensée politique de Céline.

Bulletin célinien, B.P. 70, B.1000 Bruxelles 22, Belgique.

Célébration de Descartes

Le philosophe naquit le 31 mars 1596. Une multitude d'ouvrages, de colloques ne manqueront pas de marquer cet anniversaire. La pensée de Descartes est plus complexe que ne l'imaginent ceux qui ont réduit « l'esprit cartésien » à son expression la plus simple (*« Je pense donc je suis »*) – au fond la plus fausse.

L'auteur du *Discours de la méthode*, en faisant de la raison le moyen de la connaissance, et en soumettant tout à son examen, a porté un coup sensible aux croyances qui exigent une foi spontanée. Il a en fait préparé la voie aux « philosophes » du XVIIIe siècle. Descartes est un grand maître d'irrespect. Voltaire saura tirer profit de son ironie hautaine.

Jeanne d'Arc

Gallimard reprend en « folio », au format de poche, un titre paru en 1973 dans sa fameuse collection « Archives », *Les Procès de Jeanne d'Arc*, d'Andrée et Georges Duby (320 pages, 42 F.). C'est la reconstitution tant du procès de 1431 condamnant pour sorcellerie la Pucelle, que de celui de 1456 entendant les témoins de son épopée, et la réhabilitant vingt-cinq ans après sa mort.

Jeanne d'Arc est présente sous la forme de statues dans de nombreuses communes de France, qui les entourent de respect et les entretiennent avec soin. D'autres municipalités, laissent à l'abandon ces représentations de l'héroïne nationale. Ainsi, la ville de Poitiers. Le délabrement de la Jeanne poitevine – en pied et en armes – est consternant : il y a longtemps que la dorure a laissé place à l'oxyde de cuivre. Œuvre de Maxime Réal del Sarte, sculpteur royaliste, héros de la Grande Guerre et auteur de plusieurs effigies de Jeanne à Rouen, Paris et Orléans, la statue de Poitiers fut inaugurée en 1929 à l'initiative de la Société des antiquaires de l'Ouest. L'association culturelle Terre et Peuple diffuse une pétition nationale pour demander la restauration de la Jeanne poitevine.

Terre et Peuple. 157, route de Génas, 69100 Villeurbanne.

Les Affiches de la Grande Guerre

Rémy Paillard s'est toujours passionné pour l'histoire de la guerre de 1914-1918. Une exposition organisée par ses soins et rassemblant des affiches, des journaux, des gravures, des photographies, des carnets de route vient de se tenir à Richelieu (Indre-et-Loire). Rémy Paillard a également publié un superbe album qui, tel un catalogue, propose, accompagnées chacune d'une brève légende (nom de l'illustrateur, date de création…) les reproductions en couleur de plus de 400 affiches de la Grande Guerre. La plupart proviennent de sa collection personnelle, la qualité des photographies est remarquable. On peut se procurer l'ouvrage chez l'auteur. (345 pages, 414 illustrations, 380 F).

Affiches 14-18. c/o Rémy Paillard. Réveillon. 37120 Razines.

Braveheart

Braveheart, le film de Mel Gibson, s'ouvre sur cette réflexion à longue portée : *« L'histoire est écrite par ceux qui ont pendu les héros »*. Bon début pour cette histoire vraie du rebelle écossais William Wallace, à qui sa bravoure et sa générosité avaient valu le surnom de « Cœur Brave », et qui, en 1296, se fit le défenseur de sa patrie opprimée par les Anglais, osa défier le roi d'Angleterre Edward Ier, le vaincre à la tête d'une armée de gueux, avant d'être capturé et décapité. Une formidable épopée médiévale qui échappe à la bêtise hollywoodienne des films dits de chevalerie. À ne pas manquer.

Annie Kriegel : « Une attitude qui était une altitude »

L'historienne Annie Kriegel est décédée le 27 août dernier. Alsacienne d'origine juive, elle s'était très jeune engagée dans la Résistance avant d'adhérer au PCF dont elle était devenue une des intellectuelles les plus en vue, responsable de l'idéologie et de l'intelligentsia. Normalienne, agrégée d'histoire, universitaire de renom, elle était avant tout un esprit libre. Après sa rupture avec le communisme, en 1953, elle n'a jamais hésité à s'exprimer haut et fort, quel qu'en soit le danger. Elle avait la même exigence de vérité à l'endroit des siens, et s'insurgeait contre toute *« police de la pensée »*. De sa thèse sur les *Origines du communisme français* (1964) à sa courageuse autobiographie, *Ce que j'ai pu comprendre* (Robert Laffont, 1991), elle a publié une dizaine d'études de référence sur la doctrine et le mouvement communistes. Elle avait fondé une école d'historiens du communisme, libres d'attaches universitaires et pour la plupart journalistes, dont elle jugeait les travaux utiles à la connaissance historique, formant ainsi un groupe de recherche sans équivalent en France. Elle avait en projet un ouvrage consacré au rôle et à la part des Juifs dans la révolution bolchevique. *« Il n'y avait qu'elle pour ne pas en être intimidée »*, a écrit François Furet. En sortant du communisme, elle n'était pas tombée dans les errements de la plupart des anciens staliniens. Du grand échec de sa jeunesse, elle avait tiré une exigence critique dont la lucidité ne fut jamais prise en défaut.

D.V.

EXPOSITIONS

Premiers chasseurs des Alpes

Les Alpes auraient accueilli leurs premiers habitants à la fin de la dernière glaciation, il y a 14 000 ans. Le radoucissement climatique avait fait fuir le gibier en altitude, vers les zones froides qui lui convenaient. Des chasseurs de chevaux, de rennes et de cerfs, s'aventurèrent dans les vallées alpines, et même dans les régions plus élevées, peuplées de bouquetins, de marmottes. Les fouilles archéologiques pratiquées ces vingt dernières années ont mis à jour les sites que ces premiers hommes occupèrent. L'exposition rassemble des armes, vestiges privilégiés de ces chasseurs préhistoriques qui suivaient les déplacements saisonniers du gibier, pratiquant déjà ainsi une forme de transhumance qui allait inaugurer le mode de vie alpin.

Premiers Alpins, des derniers chasseurs de la préhistoire aux premiers paysans. Jusqu'au 30 septembre 1996. Musée dauphinois. 30, rue Maurice-Gignoux, 38000 Grenoble. Tel : 76 85 19 00

Compagnonnage

D'après les archives disponibles, les origines des Compagnons du Tour de France remontent au moins au XVe siècle. Les institutions qu'ils ont mis en place ont défié le temps et ont prévalu dans leur ensemble jusqu'à nos jours. L'exposition, tout en retraçant l'histoire et l'organisation du mouvement, présente au fil des âges les chefs-d'œuvre de compagnons de tous les corps de métiers : du tailleur de pierre au confiseur, du charpentier au bottier, du menuisier au mécanicien...

Le Compagnonnage, chemin de l'excellence. Jusqu'au 6 mai 1996. Musée national des arts et traditions populaires. 6, avenue du Mahatma Gandhi, 75116 Paris. Tél : 44 17 60 70.

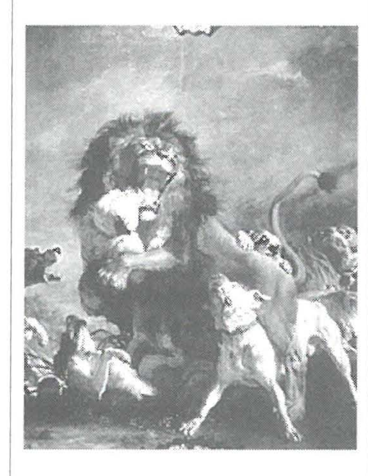
Serbie – Le livre blanc

Depuis quatre ans, les éditeurs français boudaient le salon du livre de Belgrade. En octobre dernier, trois écrivains, Alain Paucard, Frédéric Dutourd et Thierry Séchan ont décidé de rompre cet embargo « littéraire » et de témoigner par leur présence de la permanence de l'amitié franco-serbe. Lors de l'inauguration de la manifestation, Frédéric Dutourd a lu un message de soutien à la Serbie de son père Jean Dutourd, de l'Académie française. Les trois écrivains ont pris l'initiative de publier un *Livre blanc*

de la Serbie, qui paraîtra en janvier aux éditions de l'Âge d'Homme. On y trouvera, parmi d'autres, un texte de Vladimir Volkoff et une interview inédite du chef des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic par Patrik Besson.

Louis XV tableaux de chasse

Louis XV, grand amateur de chasse, comme tous les Capétiens, avait toujours manifesté un goût prononcé pour les tableaux à sujet cygénétique. Il avait fait aménager à Versailles, en marge des Grands Appartements, une suite de cabinets particuliers où il se retirait après la chasse pour souper avec ses familiers.



Les chasses exotiques de Louis XV, destinées à Versailles. La chasse du lion, par Jean-Jacques Bachelier.

Pour décorer cette « Petite Galerie » il avait commandé aux peintres les plus prestigieux de l'époque des tableaux représentant des scènes de chasse exotique. Huit immenses panneaux, dits des Chasses à l'étranger, (chasse du lion, du léopard, du tigre, du crocodile, de l'éléphant...) formèrent un ensemble exceptionnel, dispersé à la Révolution. Les voici de nouveau réunis, dans une reconstitution minutieuse de leur cadre d'origine.
Les Chasses exotiques de Louis XV.
Jusqu'au 14 janvier 1996.
Musée de Picardie. 48, rue de la République, 80000 Amiens.
Tél : 22 91 36 44.
Du 15 février au 12 mai 1996, au Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon.

LIVRES ANNONCÉS

Biographies, Mémoires

Ramsès III, par Violaine Vanoyeke.
En février, chez France-Empire.

Vercingétorix, par Camille Jullian (réédition).
En janvier, chez Tallandier.

Clovis, par Philippe Delorme.
En février, chez Tallandier.

Saint-Louis, par Jacques Le Goff.
En janvier, chez Gallimard (bibliothèque des histoires).

Le chêne de la sagesse, un roi nommé Saint-Louis, par Jean Markale.
En janvier, au Rocher.

Isabeau de Bavière, par Marie-Véronique Clin.
En février, chez Plon.

Rodolphe de Prague (1522-1612), l'empereur des alchimistes, par Jacqueline Dauxois.
En février, chez Lattès.

Henri IV, le roi vengé, par Jean Castarède.
En février, chez France-Empire

L'Enfant Louis XIII, par Madeleine Foisil.
En février, chez Plon.

Madame de Sévigné, par Anne Bernet.
En février, chez Plon.

Jean de La Fontaine en son siècle, par Jean Fumaroli.
En janvier, chez Bernard de Fallois.

Dans le sillage de Lapérouse et de Bougainville, par Yves Cazaux.
En décembre, chez Albin Michel.

La Duchesse de Berry, par André Castelot (remise en vente).
En février, chez Perrin.

Napoléon Bonaparte, par André Castelot.
En février, chez Perrin.

L'Aiglon, par André Castelot.
En décembre, chez Perrin.

Les Frères Péreire, par Jean Autin.
En décembre, chez Perrin.

Correspondance 1891-1937, par Élie Halevy (préface de François Furet).
En janvier, chez Bernard de Fallois.

Disraëli, par Jacques de Langlade.
En février, chez Plon.

Toukhachevsky, le créateur de l'armée rouge, par Sophie de Lastours.
En janvier, chez Albin Michel.

De l'Empire à l'exil, Mémoires 1911-1939, par Arkady Stolypine.
En janvier, chez Albin Michel.

Monsieur Gurdjeff, par Louis Pauwels (réédition).
En janvier, chez Albin Michel.

Jean Monnet, par Éric Roussel.
En janvier, chez Fayard.

Jean Anouilh, par Christophe Mercier.
En janvier, chez Christian de Bartillat.

Mémoires, par Alexandre Astruc.
En janvier, chez Christian de Bartillat.

Un si long orage, mémoires en deux volumes par Jean-Louis Foncine.
En décembre, aux éditions Héron, 58150 Tracy-sur-Loire.

Essais, Documents

Histoire militaire des guerres puniques, par Yann Le Bohec.
En janvier, au Rocher (collection l'Art de la guerre).

Le Goût du Moyen Âge, par Christian Amalvi.
En février, chez Plon.

Histoire et dictionnaire de la France classique et de la France baroque, par René Pillorget.
En février, chez Robert Laffont (Bouquins).

Lectures interdites; Le travail des censeurs au XVIIIe siècle, par Barbara de Negroni.
En janvier, chez Albin Michel.

La Traite des nègres sous l'Ancien Régime, par Lilianne Crété.
En février, chez Perrin.

Histoire des Corps-Francs allemands, 1918-1934, par Dominique Venner.
En mars, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

La Grande Histoire de la Seconde Guerre mondiale, du procès Laval aux jugements de Nuremberg, tome X (avec un index général), par Pierre Montagnon.
En janvier, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Histoire de la Résistance, par François-Georges Dreyfus.
En janvier chez Bernard de Fallois.

Nuremberg 2, le procès du communisme, par Jean-Marc Varaut.
En janvier, chez Lattès.

Dossier K.G.B., Comment les Soviétiques se sont emparés de la bombe nucléaire, par Vladimir Tchikov et Gary Kern.
En février, chez Robert Laffont.

L'Alliance atlantique, par Frédéric Bozo.
En février, chez Plon.

La Mort était leur métier. Le service Action durant la guerre d'Algérie, par Constantin Melnik.
En janvier, chez Perrin.

De Gaulle et l'Algérie française (1958-1962), par Michèle Cointet.
En janvier, chez Perrin.

Les Années Pompidou, par Michel Debré.
En février, chez Albin Michel.

Le Révisionnisme en histoire, par Jacques Dupont.
En janvier, chez Fayard.

L'Occidentalisme, essai sur le triomphe d'une idéologie, par Alexandre Zinoviev.
En janvier, chez Perrin.

L'Égypte des Mamelouks, par André Clot.
En février, chez Plon.

Les Contes gaéliques, par Douglas Hyde (préface de Jean Markale).
En février, au Rocher.

Les Révoltés d'Armorique, par Yann Brékilien.
En janvier, au Rocher (collection Brocéliande).

Histoire de Saint-Pétersbourg, par Wladimir Bérélowitch.
En février, chez Fayard.

Histoire de Madrid, par Bernard Bessière.
En février, chez Fayard.

Pages réalisées par Macha Manski

Agenda de l'histoire

Décembre

1er décembre
1934 – Assassinat à Leningrad de Kirov, bras droit de Staline. Cet événement servit de prétexte au déclenchement des grandes purges de 1935–1938.

2 décembre
1943 – Assassinat de Maurice Sarrault, directeur radical–socialiste du journal *La Dépêche de Toulouse* par des miliciens. Ce meurtre provoquera la fureur de Pierre Laval.

3 décembre
1851 – Mort du député Baudin sur une barricade du Faubourg Saint-Antoine, le lendemain du coup d'État du président Louis-Napoléon Bonaparte, futur Napoléon III.

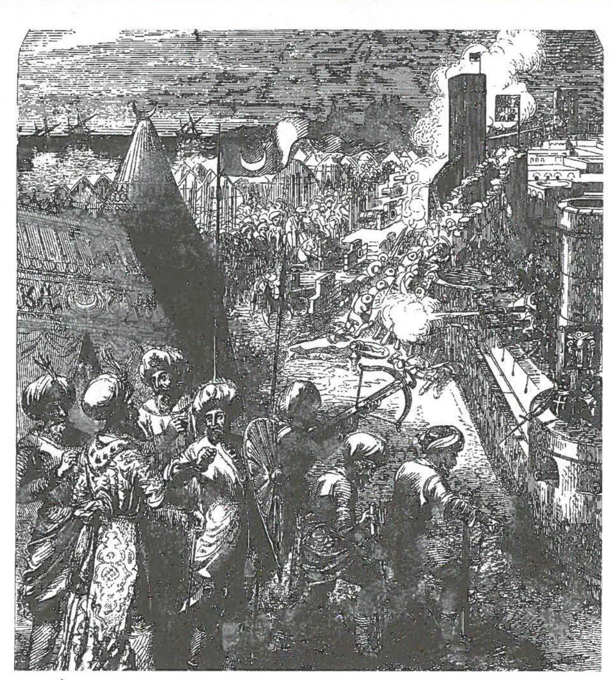
4 décembre
1642 – Mort du cardinal de Richelieu.

5 décembre
1965 – Premières élections au suffrage universel du président de la République française. À l'issue de ce premier tour, le général de Gaulle est mis en ballottage (44,64 % des voix), François Mitterrand obtient 31,72 % des voix, et Jean-Louis Tixier-Vignancour, 5,19 %.

7 décembre
1936 – Disparition au-dessus des Andes de Jean Mermoz aux commandes de l'hydravion « La Croix du Sud ».

9 décembre
1904 – Décès de Gabriel Syveton. Cet espoir du nationalisme français, l'un des fondateurs de la Ligue de la patrie française, avait été retrouvé « suicidé » à la veille de son procès pour avoir giflé le général André, l'homme de « l'affaire des fiches » et de la délation dans l'armée. Léon Daudet, dans ses *Souvenirs* (1926), racontera : *« J'ai vu jusqu'à présent trois enterrements, accompagnés par une foule immense : celui de Hugo, celui d'Alphonse Daudet, celui de Syveton. »*

10 décembre
1988 – Attribution du prix Nobel d'Économie à Maurice Allais. Cet économiste fut l'auteur, en 1962, d'un ouvrage démontrant l'inanité des « accords d'Évian », signés avec les représentants de la rébellion algérienne. Opposant au traité de Maastricht, il considère que l'exigence majeure de notre temps est *« de mettre fin à une situation fondée sur la mystification, le mensonge et l'escroquerie […]. Il faut remettre en vigueur les lois anciennes et les compléter pour s'opposer efficacement à la collusion de la ploutocratie, de la politicocratie et de la technocratie »*.



Épisode du siège de Rhodes. Dessin de Rouargue, d'après un manuscrit du XVe siècle.

11 décembre
1792 – Début à Paris du procès du roi Louis XVI.

12 décembre
1883 – L'amiral Courbet s'empare de la place de Son-tai au Tonkin, tenue par les Chinois.

13 décembre
1553 – Naissance à Pau de Henri de Navarre (futur Henri IV), fils d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret.

14 décembre
1861 – Mort au château de Windsor du prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha, époux de la reine Victoria depuis 1840. Il était né en 1817.

16 décembre
1948 – Proclamation de l'indépendance du Cambodge au sein de l'Union française.

17 décembre
1990 – Mort de l'écrivain Saint-Loup. Auteur de nombreux romans (*Les Volontaires*, *Face nord*, etc.). En 1952, il bénéficia d'une majorité de suffrages au jury du prix Goncourt pour son roman *La Nuit commence au Cap Horn*, lorsque la révélation de son passé combattant au sein de la LVF incita les jurés à renoncer à leur intention, à l'exception de Colette. Il sera incinéré le 23 décembre.

18 décembre
1546 – Mort à Eisleben de Martin Luther. En jetant les bases de la réforme protestante, il mit fin à l'unité de la chrétienté et jeta les bases du mouvement national allemand.

19 décembre
1793 – Le général Bonaparte reprend la ville de Toulon aux Anglais qui avaient été appelés au secours par la population insurgée contre la Convention. La répression sera sanglante.

20 décembre
1991 – La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris déclare amnistié le professeur Georges Boudarel, ancien commissaire politique de camps de prisonniers français du Vietminh pendant la guerre d'Indochine, que ses anciennes victimes voulaient faire inculper de « crimes contre l'humanité ».

21 décembre
1522 – Après cinq mois de siège, réduits par la famine, les chevaliers de Rhodes, commandés par Villiers de L'Isle-Adam, capitulent devant Soliman le Magnifique.

23 décembre
679 – Mort de Dagobert II. Après l'assassinat de Childéric II, roi d'Austrasie, Clotilde, première femme de Thierry III, envoie chercher en Irlande, en 676, son fils Dagobert II, exilé depuis 20 ans. Il régnera peu de temps car il mourra au cours d'une partie de chasse en forêt de Woëvre.

24 décembre
1980 – Décès du grand amiral Doenitz à l'âge de 89 ans. Dernier chef de l'État allemand unifié (IIIe Reich) en mai 1945, il sera détenu par les Alliés de 1945 à 1956. Les soldats de la Bundeswehr se virent interdire d'assister en uniforme à ses obsèques strictement privées.

25 décembre
1797 – Bonaparte est élu à l'Institut au fauteuil de Lazare Carnot.

28 décembre
1895 – Première représentation publique et payante du « cinématographe ». Ce procédé a été inventé par les frères Auguste et Louis Lumière.

31 décembre
1947 – Abdication forcée du roi Michel de Roumanie. La Roumanie cesse d'être un royaume et devient une « République populaire » communiste.

Janvier

1er janvier

1776 – Le comte de Saint-Germain, ministre de la Guerre, licencie les deux compagnies de mousquetaires de la Maison du Roi. Cette troupe assurait, avec les gardes français, la sécurité dans Paris. Elle fera défaut en 1789, pour autant que l'on eût voulu, alors, la faire donner.

2 janvier

1905 – Chute de Port-Arthur. Après onze mois de siège, ce port de Chine, mal défendu par sa garnison russe, tombe aux mains des Japonais. Le général Stoessel, commandant la place, sera traduit en conseil de guerre.

3 janvier

1955 – Suspension des relations diplomatiques de l'Irak avec Moscou.

4 janvier

1900 – Paul Déroulède est condamné par la Haute Cour : dix ans de bannissement.

6 janvier

1649 – Début de la Fronde parlementaire. Paris s'étant insurgé, Anne d'Autriche s'enfuit en pleine nuit pour Saint-Germain avec le roi Louis XIV, alors âgé de dix ans et le cardinal Mazarin. Les troupes royales, commandées par Condé, assiègent les Parlementaires qui acceptent la « Paix de Rueil ».

7 janvier

1949 – Démission du général Marshall aux États-Unis. Il est remplacé par Dean Acheson à la tête du département d'État.



Paul Déroulède



Louis XIV, enfant, à l'époque de la Fronde.

8 janvier

1961 – Référendum sur l'autodétermination en Algérie. Les résultats sont les suivants : plus de 75 % de « oui » en métropole.

9 janvier

1905 – « Dimanche rouge » à Saint-Pétersbourg. Le service d'ordre, débordé, tire sur une foule nullement insurgée. Le lien mystique qui unit le tsar et le peuple est rompu.

10 janvier

1944 – Exécution à Vérone de Galeazzo Ciano, gendre de Mussolini, accusé de trahison.

14 janvier

1559 – Couronnement de la reine Elisabeth Ière d'Angleterre. Elle déclara : *« Je suis un roi, je ne suis pas une reine »*.

15 janvier

1790 – L'Assemblée nationale décrète la division arbitraire de la France en 83 départements, sans liens avec les anciennes provinces. Ceux-ci seront réorganisés plus tard par Napoléon.

18 janvier

1936 – Mort, en Angleterre, de Rudyard Kipling, monstre sacré de la littérature, prix Nobel en 1907. Dans le prologue de l'une de ses nouvelles du recueil *Simples contes des collines*, publié en 1887, alors qu'il avait 21 ans, il écrivait : *« Il faut, quoi qu'il arrive, rester dans sa caste, sa race, son milieu. Que les Blancs aillent aux Blancs ; que les Noirs aillent aux Noirs. »* Toute sa vie, il restera fidèle à cette objurgation.

21 janvier

1884 – Décès de la marquise de Païva. Née dans le ghetto juif de Moscou de parents juifs polonais, cette célèbre courtisane du XIXe siècle eut successivement comme maris ou amants, un petit tailleur français, un célèbre pianiste viennois, un Lord anglais, un duc français, un marquis portugais (qui lui donnera son nom et son titre), un comte prussien qui l'épousera après avoir fait casser par le Vatican son mariage avec le marquis de Païva. Elle fit construire un somptueux hôtel particulier, où le mauvais goût le disputait à la richesse, sur un terrain situé 25, avenue des Champs-Élysées. Elle y recevait l'élite intellectuelle du Tout-Paris, notamment Gambetta désireux de négocier avec Bismarck Ces rencontres firent supposer qu'elle et son mari, le comte Henckel, se livrèrent à une sorte d'espionnage mondain. Priés par le gouvernement français de quitter le territoire, ils se réfugièrent en Silésie où elle mourut victime d'une attaque à l'âge de 65 ans.

23 janvier

52 av. J.-C. – Premier jour du soulèvement national gaulois contre César.

24 janvier

1900 – Défaite anglaise à Spion Kop dans une tentative de percer les lignes boers qui isolaient Ladysmith.

26 janvier

1983 – Mort de Georges Bidault. Cet agrégé d'histoire, ancien professeur au lycée Louis-le-Grand fut président du Conseil national de la Résistance après l'arrestation de Jean Moulin, en juin 1943. Président du Conseil en 1949 et plusieurs fois ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements de la IVe République, il fut l'un des plus fermes opposants à la politique gaulliste de l'Algérie, ce qui le conduira à entrer en clandestinité en juillet 1962. Poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'État, il se réfugie à l'étranger. Il rentre en France après l'amnistie de 1968.

27 janvier

1794 – Exécution horrible du prince de Talmont à Laval. La tête décapitée et mutilée de ce chef vendéen sera plantée sur les grilles de son château.

28 janvier

814 – Mort de Charlemagne, empereur d'Occident, à l'âge de 72 ans. Il avait régné quarante-six ans.

30 janvier

1793 – Mort du marquis de La Rouërie, chef de la première conjuration bretonne, à l'annonce de la mise à mort de Louis XVI. Il se reprochait de n'avoir pas agi avec une célérité capable de prévenir l'exécution du roi.

31 janvier

1950 – Reconnaissance officielle d'Hô Chi Minh par le gouvernement soviétique.

Février

1er février

1834 – Obsèques du député libéral Dulong, tué en duel par le général Bugeaud. Le marquis de La Fayette, présent, y pris froid et mourut des suites de ce refroidissement le 20 mai.
1979 – Retour en Iran de l'Ayatollah Khomeyni.

2 février

1943 – Victoire soviétique à Stalingrad. L'héroïque résistance de la VIe armée allemande avait permis de sauver les troupes du Caucase et du Don.

3 février

1317 – Institution de la loi salique. Ce recueil coutumier des Francs est officiellement reconnu comme loi du royaume de France. En excluant les femmes de la succession, les droits de Philippe V, devenu roi de France un an plus tôt, se trouvent confortés, au détriment de sa sœur Isabelle, épouse d'Edouard III d'Angleterre. Ce sera l'une des causes de la guerre de Cent Ans.

4 février

1505 – Mort de Jeanne de France, fille de Louis XI, à Bourges.

5 février

1917 – Mort d'Édouard Drumont. Celui qu'Emmanuel Beau de Loménie qualifiait d'*« anticapitaliste national »* fut enterré au cimetière du Père-Lachaise.

6 février

1956 – Manifestation des « tomates » à Alger contre Guy Mollet, chef socialiste du gouvernement de Front républicain, qui modifiera dès lors sa politique.

7 février

1901 – Second dîner de l'« Appel au soldat ». Au cours de celui-ci qui se tenait au café « L'Univers », place du Théâtre français (rebaptisée place André-Malraux), à Paris, Maurice Barrès y prononça une allocution remarquée : *« Il peut y avoir sur un territoire des périodes où la nationalité semble abolie : qu'importe ! si elle a subsisté dans un certain nombre de cerveaux. »*

8 février

1949 – Condamnation à perpétuité du cardinal Mindszenty, primat de Hongrie. Après quarante jours de détention et de secret, le cardinal a été traduit devant un tribunal populaire, sous l'inculpation de marché noir et de complot contre le régime socialiste. C'est Gabor Peter, chef de la police secrète hongroise qui a accumulé les « preuves ».

13 février

1945 – Début des bombardements de Dresde qui feront 250 000 morts, trois fois plus qu'Hiroshima. La destruction de la « Florence du nord » n'avait aucune utilité stratégique.

14 février

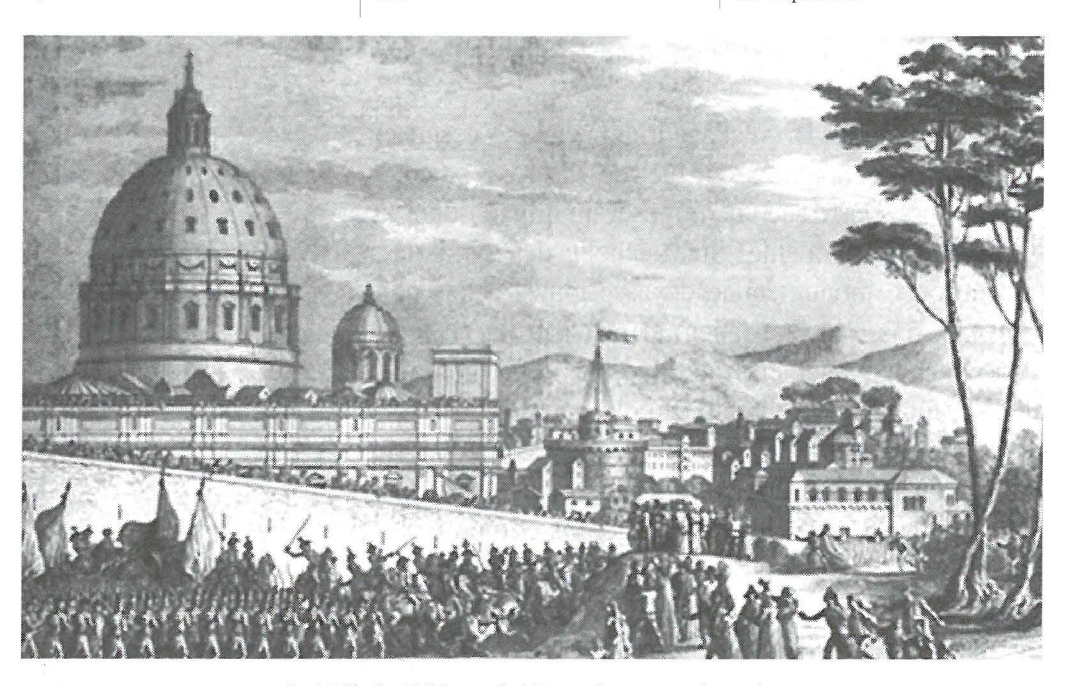
1991 – Mort à Dusseldorf du sculpteur Arno Breker à l'âge de 91 ans.

21 février

1934 – Découverte sur la voie ferrée Paris-Dijon du corps du conseiller Prince qui avait eu à connaître les activités de Stavisky. Sa mort (suicide ou assassinat ?) ne sera jamais élucidée.

23 février

1848 – Début de la révolution de 1848, à 10 heures du soir, boulevard des Capucines.



Le 15 février 1798, entrée à Rome des troupes françaises.

9 février

1960 – Dissolution du parti communiste au Maroc.

10 février

1948 – Signature à Paris du traité de paix avec la Finlande, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et l'Italie.

12 février

1554 – Décapitation de Jeanne Grey. Afin d'empêcher l'avènement de la catholique Marie Tudor sur le trône d'Angleterre, le roi Edouard VI déclara sa sœur bâtarde et choisit pour héritière Jeanne Grey, arrière-petite-fille d'Henri VII. Elle fut proclamée reine d'Angleterre le 10 juillet 1553, quelques jours après la mort d'Edouard VI, mais Marie Tudor fit reconnaître ses droits le 19 juillet. Abandonnée de tous, Jeanne fut condamnée à la décapitation. Cette reine de « neuf jours », victime de l'ambition de ses parents et de son entourage n'avait pas 17 ans lorsqu'elle mourut.

15 février

1794 – Adoption du drapeau français à trois bandes, bleu, blanc, rouge.
1798 – Entrée triomphale à Rome des troupes françaises commandées par le général Berthier. Le jour même fut proclamée la République romaine et le pape fut transféré à Sienne.

17 février

1905 – Assassinat du grand-duc Serge Alexandrovitch, frère d'Alexandre III et gouverneur général de Moscou.

18 février

1563 – Assassinat de François de Guise, chef du parti catholique, par le protestant Poltrot de Méré, à l'instigation, semble–t-il, de l'amiral de Coligny.

19 février

1952 – Mort de l'écrivain norvégien Knut Hamsun. Lauréat du prix Nobel de littérature en 1920, il s'était déclaré partisan du national-socialisme pendant la guerre.

24 février

1983 – Mort à Paris de l'historien et homme politique français Jacques Benoist-Méchin.

26 février

1946 – À l'instigation de la CGT et du parti communiste, la France ferme la frontière espagnole, dans l'espoir de provoquer la chute du général Franco, qui ne fut jamais aussi populaire que dans cette épreuve.

27 février

1989 – Mort du savant Konrad Lorenz, Prix Nobel de médecine (1973). Son œuvre a complètement renouvelé l'appréciation de la place de l'homme dans la nature et la connaissance de son comportement comparé à celui du monde animal.

Pages réalisées par Charles Vaugeois

Nostalgies

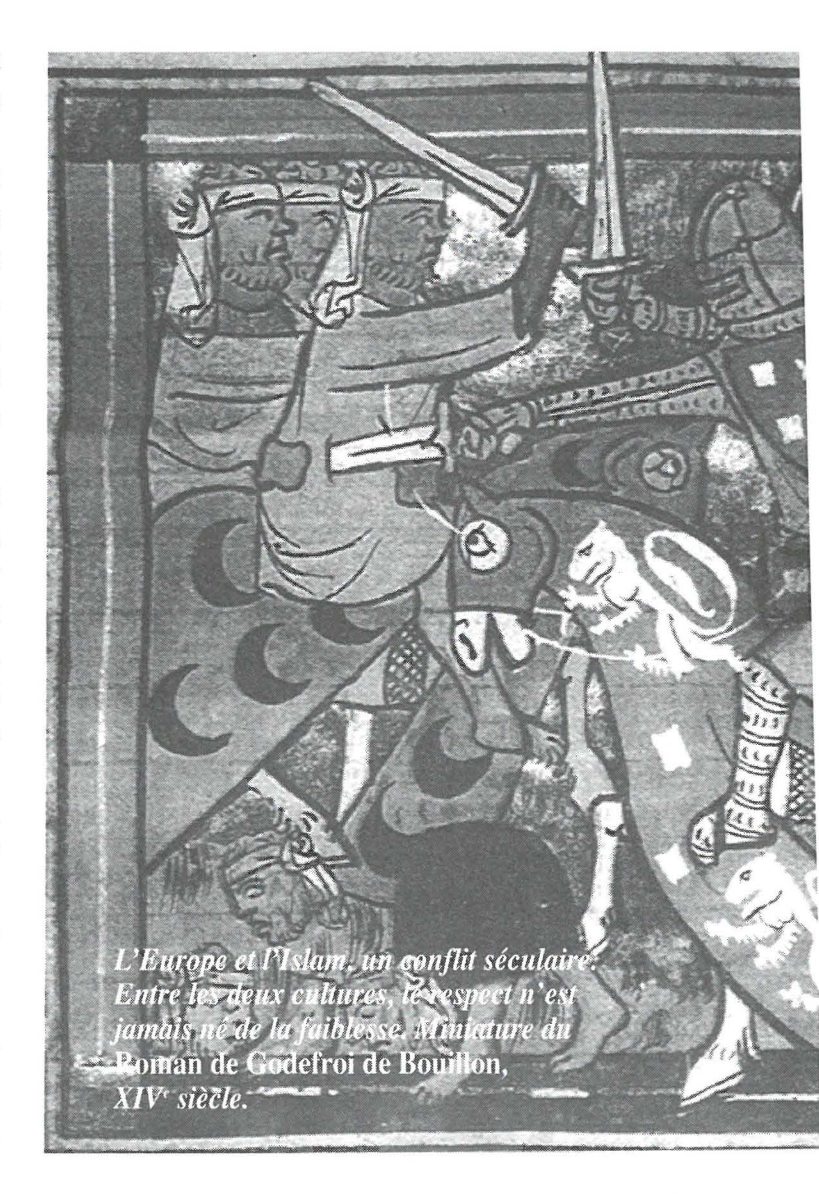
L'an 1995, à trois jours de la Saint-Jean d'été, fut inaugurée à Rome la plus imposante mosquée jamais édifiée en Europe.

Après Bruxelles, Lyon et Madrid, la cité des césars et des papes, l'*Urbs*, centre spirituel de l'Europe païenne et chrétienne, s'est donc vue imposer un minaret dont la signification est évidente. Sur l'échelle des symboles, cette mosquée monumentale dépasse toutes celles qui, depuis dix ans, ont été bâties un peu partout en terre européenne. L'événement fut salué par l'ensemble des milieux intellectuels, religieux et politiques.

Avant d'en dire plus, je veux souligner que j'ai du respect pour l'Islam et pour les fidèles de cette religion trop mal connue en Europe. Je confesse n'éprouver aucune animosité à l'encontre de l'islamisme qui est l'affaire des musulmans, non la mienne. On trouvera dans ce numéro d'*Enquête sur l'histoire* plusieurs études fort nuancées sur le sujet. Cela étant posé, je sais de science sûre qu'un peuple se condamne à mourir (s'il n'est déjà mort) quand il ne se jette pas à la gorge de l'étranger qui, par provocation, vient narguer ses dieux dans ses propres sanctuaires.

L'épisode de la mosquée romaine illustre l'actualité de notre enquête : l'Europe et l'Islam.

Un tel sujet ne conduit pas seulement à poser des question sur l'Islam. Il invite aussi à s'interroger sur l'Europe. Qu'est-ce en effet que l'Europe? La réponse n'est pas si simple. Mieux encore, qu'est-ce qu'un Européen ?


L'Europe et l'Islam, un conflit séculaire. Entre les deux cultures, le respect n'est jamais né de la faiblesse. Miniature du Roman de Godefroi de Bouillon, *XIV[e] siècle.*

Dans son essai sur l'*Art du roman*, Milan Kundera a suggéré une définition magnifique dans sa brièveté. Un Européen, dit-il, est celui qui a la nostalgie de l'Europe. Tout est dit ou presque. Nostalgie nous vient du grec *nostos* qui signifie retour, mot chargé depuis Nietzsche d'un sens à longue portée.

L'Europe, dont les Européens éprouvent la nostalgie, leur vient de la mémoire transfigurée par la légende. Cette Europe-là ne saurait se confondre avec les formes incertaines auxquelles son nom se trouve aujourd'hui associé. Et pourtant, même dans les lieux les moins propices, il arrive que souffle l'esprit.

Dans ses *Mémoires d'Europe* (Critérion, 1994), Otto de Habsbourg raconte qu'avant l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, le gouvernement catalan, sous la présidence de Jordi Pujol, vint faire un tour protocolaire de l'Europe. Ce périple ne commença ni à Bruxelles, ni à Luxembourg, ni à Strasbourg. C'est à Aix-la-Chapelle, ancienne capitale de Charlemagne, qu'il se rendit d'abord *« pour rendre compte à l'Europe*

d'Europe



du retour de ses Catalans ». Peu après, lors de la visite des représentants de la Catalogne à la séance plénière du Parlement européen, devant un parterre de députés fermés à son propos, Otto de Habsbourg rappela que la vénération des Catalans pour l'Empereur franc remontait à la reconquête de Barcelone sur les Maures en 801.

Affermissant la résistance du libre royaume des Asturies, l'établissement par Charlemagne de la marche d'Espagne redonna l'espoir aux peuples de la péninsule ibérique de se libérer un jour de l'Islam. Espoir maintenu de génération en génération pendant huit siècles, jusqu'au jour de 1492 où Ferdinand d'Aragon et Isabelle la Catholique, pénétrant dans Grenade, achevèrent la *Reconquista*.

Il n'est pas indifférent que *La Chanson de Roland*, œuvre littéraire fondatrice de la langue française ancienne, ait pour thème l'un des premiers épisodes de la Reconquête*. Roland le Preux fut célébré dans toute l'Europe, bien au-delà des pays de langue romane. En lui s'accomplit la figure spécifiquement européenne du chevalier, l'homme *« clair de visage et de cœur »*, héros tragique dont la geste tire sa beauté de l'histoire d'un grand malheur.

Figure lointaine à nos yeux. Si lointaine même qu'elle semble à jamais perdue. Et pourtant figure intacte, ayant triomphé des injures des hommes et du temps, préservée par les cheminements secrets de la nostalgie.

Je serais prêt à jurer que des rêves de chevalerie continuent de sommeiller dans le cœur d'une jolie collection de galopins européens, malgré tous les efforts que l'on fait pour les extirper.

Et je ne doute pas que, dans l'âme des petites filles, palpite toujours le songe mystérieux de l'amour, quand elle découvrent la légende d'Yseult aux longs cheveux.

L'évocation de l'amour et des rêveries de petites filles ne nous éloigne pas de l'histoire et de son interprétation. Rien n'est plus révélateur de la nature d'un peuple que ses rapports à l'amour. Si la fonction physique et sexuelle ne connaît pas de frontière, l'amour, lui, est inséparable de la culture donc de ce qui fait l'originalité des peuples. L'image de la femme en terre d'Islam, n'est pas celle que dévoile le sort de la belle Hélène ou les poèmes de Louise Labbé, la belle Cordière. Autant que la figure du chevalier, l'idée de l'amour distingue l'esprit des Européens.

DOMINIQUE VENNER

* Le thème ne réside pas dans le fait historique brut (massacre de l'arrière-garde franque par des Basques dans le défilé de Roncevaux), mais dans l'interprétation qu'en a donné *La Chanson*.

UNE LONGUE HISTOIRE : 732-1912

L'Europe et l'Islam

PAR PHILIPPE CONRAD

Dans les années qui suivent la mort de Mahomet (632), la foi nouvelle prêchée par le Prophète va connaître une expansion foudroyante. Les cavaliers surgis des déserts d'Arabie s'emparent successivement de la Syrie, de la Mésopotamie, de la Perse, puis de l'Égypte et de la Cyrénaïque. Ils menacent bientôt l'Asie mineure et l'Arménie, et le siècle n'est pas encore écoulé quand ils imposent leur loi sur un espace qui va du Maroc aux steppes de Transoxiane et aux portes de l'Inde. Confrontés d'emblée avec la puissance byzantine qui doit leur abandonner le Proche-Orient puis l'Afrique du Nord, les conquérants arabes vont bientôt se heurter aux peuples et aux royaumes chrétiens d'Occident, et c'est dans les montagnes cantabriques, dans la plaine languedocienne et non loin des rives de la Loire que la formidable vague va venir se briser. Une fois que sont donnés les coups d'arrêt de Covadonga et de Poitiers, la reconquête européenne et chrétienne va s'étendre sur plusieurs siècles.

638. Les envahisseurs arabes prennent le contrôle de Jérusalem et de la Palestine byzantine.

673-677. Les Arabes lancent l'assaut et échouent à cinq reprises, par terre ou par mer contre Constantinople.

693-698. L'Afrique du Nord byzantine tombe entre les mains des musulmans.

Juillet 711. Le roi wisigoth Roderic est battu sur les rives du rio Guadalete par les troupes arabo-berbères de Tarik. Les envahisseurs exploitent les divisions qui affectent alors l'aristocratie gothe et bénéficient de l'aide des communautés juives, dressées contre le pouvoir des rois de Tolède qui ont multiplié les persécutions antijudaïques au cours des années précédentes. La conquête de la péninsule ibérique est très rapide et facilitée par le fait que les Wisigoths, longtemps attachés à l'hérésie monophysite arienne, ont pu accueillir plus facilement la religion nouvelle.

718. Pélage (Pelayo) fonde le petit royaume asturien et inflige aux Musulmans leur première défaite à Covadonga (718 ou 722).



732. Charles Martel arrête les Arabes à Poitiers.

759. Reprise de Narbonne par Pépin le Bref, suivie de la reconquête de toute la Septimanie.

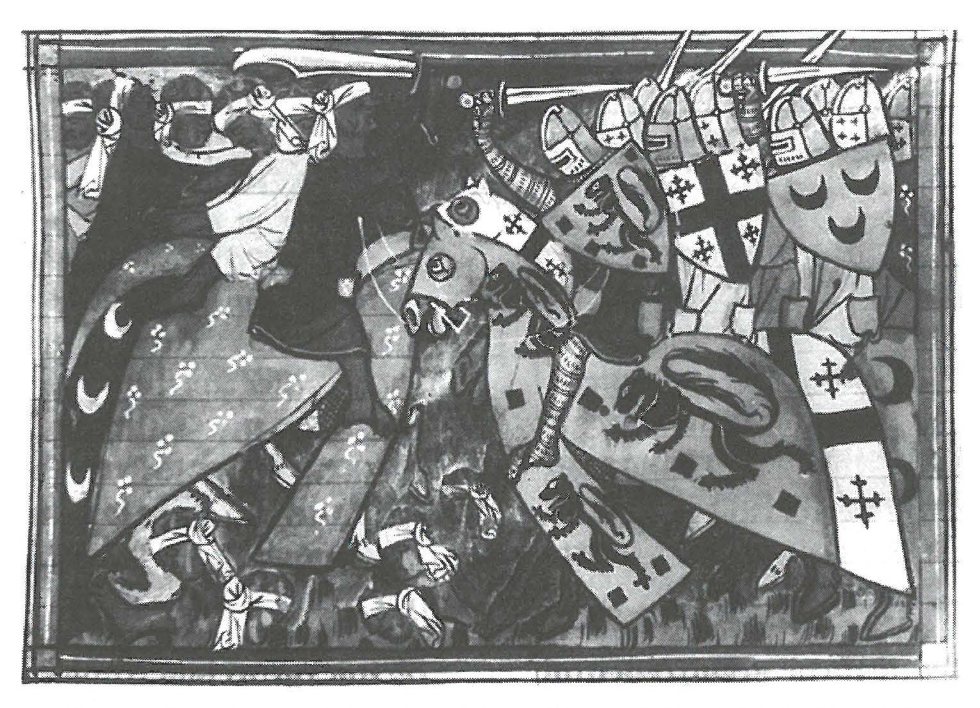
778-811. Expéditions de Charlemagne en Espagne. Échec devant Saragosse et attaque de son arrière-garde par les Basques à Roncevaux, sur le chemin du retour (15 août 778). Libération de Barcelone en 801. La Catlogne devient une marche de l'empire franc.

808. Premiers raids sarrasins contre l'Italie. La conquête de la Sicile et de la Crète commencent en 827. Rome est pillée en 846. Les Byzantins reprennent Bari en 871 et Tarente neuf ans plus tard.

891. Installation de la base sarrasine de Fraxinetum (La Garde-Freinet) sur la côte varoise. Les musulmans poussent à partir de là des raids de pillage réguliers dans l'arrière-pays, dans la vallée du Rhône et jusqu'au cœur des Alpes.

904. Sac de Thessalonique par une flotte musulmane.

961. Le basileus byzantin Nicéphore Phocas reprend la Crète aux musulmans, qui perdent la Cilicie et Chypre quatre ans plus tard. En 969, ce sont Antioche et Alep, demeurées trois



Chevaliers francs chargeant les Sarrasins. Miniature du **Roman de Godefroi de Bouillon**, *1337.*

siècles sous domination musulmane, qui sont reconquises par les Byzantins.

985. Barcelone est mise à sac par Al Mansour, qui conduit plusieurs campagnes dévastatrices dans le Nord de l'Espagne. Saint-Jacques-de-Compostelle est ainsi détruite en 997.

1016. Les Normands débloquent Salerne assiégée par une flotte sarrasine. L'intervention normande en Italie du Sud va en chasser les musulmans. Melfi est prise en 1043 par Guillaume Bras de Fer. Robert Guiscard devient duc de Pouille et de Calabre en 1059. Avec le concours de Roger, il chasse l'occupant de Messine en 1061, puis de Palerme en 1072. En 1087, la Sicile est entièrement reconquise.

1031. La fin du califat de Cordoue entraîne la division d'Al Andalus (l'Espagne musulmane) en « taifas », petits royaumes désormais vulnérables aux assauts chrétiens.

1071. Les Turcs seldjoukides battent les troupes de l'empereur byzantin romain Diogène à Mantzikert, à l'est de l'Anatolie. À la suite de ce désastre, l'empire grec perd la Syrie et une bonne partie de ses territoires d'Asie mineure, où s'établit le sultanat de Roum.

Mai 1085. Alphonse VI de Castille libère Tolède.

1086. Arrivée des Maures Almoravides en Espagne. Ils refont l'unité du camp musulman et battent les chrétiens à Zalacca.

1094. Prise de Valence par le Cid, mais la ville est reperdue après sa mort.

1095. Le pape Urbain II prêche la croisade à Clermont-Ferrand. En 1099, les croisés, conduits par Godefroi de Bouillon s'emparent de Jérusalem.

1108. Les Castillans sont vaincus à Uclès mais, dix ans plus tard, le roi d'Aragon Alphonse le Batailleur s'empare de Saragosse avant d'infliger plusieurs défaites aux Almoravides ; il tombe en 1134 lors de la bataille de Fraga.

1144. La reprise d'Edesse par les musulmans menace l'existence des États latins de Terre sainte.

1147. Saint Bernard prêche la deuxième croisade. Chute des Almoravides, prise de Séville par l'Almohade Yusuf. Prise de Lisbonne par les chrétiens.

1148. La deuxième croisade, conduite par Louis VII et l'empereur Conrad III échoue devant Damas.

1187. Désastre chrétien de Hattin (Tibériade). Saladin s'empare de Jérusalem. Trois ans plus tard, la troisième croisade ne peut reconquérir la Ville Sainte.

1198. L'émir Yakoub bat Alphonse VIII de Castille à Alarcos.

16 Juillet 1212. Une armée chrétienne composée de contingents venus des quatre royaumes chrétiens de la péninsule ibérique et commandée par Alphonse IX de Castille inflige une défaite décisive aux Almohades à Las Navas de Tolosa.

1229-1232. Le roi d'Aragon Jaime Ier le Conquérant reprend les Baléares.

1229. L'Empereur Frédéric II de Hohens-

CHARLES MARTEL À POITIERS

Au début du VIIIe siècle, il a suffi de quelques années aux envahisseurs musulmans pour conquérir la quasi-totalité de l'Espagne wisigothique. Franchissant les Pyrénées, ils se sont emparés de Narbonne et ont pris le contrôle du Languedoc jusqu'aux rives du Rhône. Ils comptent mettre à profit les divisions de la Gaule mérovingienne pour lancer de fructueuses razzias. Le 9 juin 721, le roi Eudes d'Aquitaine leur inflige pourtant devant Toulouse une première défaite. Quatre années de relative tranquillité vont suivre mais, dès 725, l'ennemi pousse un raid fructueux jusqu'à Autun. Eudes ayant échoué dans ses tentatives pour diviser l'adversaire, la situation s'aggrave de nouveau en 731 quand l'émir Abd er-Rahman al-Ghafiqi franchit par surprise les Pyrénées sur leur versant basque. Bordeaux est prise, ses églises sont brûlées, ses habitants massacrés et, malgré une vaine tentative d'Eudes pour arrêter l'adversaire au passage de la Dordogne, les musulmans prennent la route de Saint-Martin-de-Tours, le plus célèbre sanctuaire de Gaule, où il comptent renouveler la razzia réussite à Autun, cinq années plus tôt. L'émir brûle la basilique Saint-Hilaire de Poitiers mais vient se heurter, sur les rives du Clain, à vingt-cinq kilomètres au nord, à l'armée franque de Charles Martel, le maire du palais austrasien appelé à la rescousse par Eudes. Solidement armés et formés « en coin », les fantassins francs opposent une résistance à toute épreuve aux assauts tournoyants de la cavalerie légère musulmane. Au cours du combat, l'émir lui-même est tué. En ce début de Ramadan, la démoralisation de ses troupes est complète, au point qu'elles battent en retraite au cours des heures suivantes. Des bandes de fuyards sont attaquées par les Basques au passage des cols pyrénéens et la tradition veut que l'évêque de Limoges ait complété la déroute des envahisseurs l'année suivante sur les causses du Quercy près de l'actuelle localité de Martel. Il faudra cependant attendre 760 pour que Pépin le Bref chasse complètement les Arabes du Languedoc et surtout 801 et la formation de la marche d'Espagne pour que la Gaule du Sud-Ouest soit à l'abri des envahisseurs. Pour les chrétiens tombés sous la domination arabe, le succès de Charles Martel fut ainsi reçu comme l'annonce d'une inéluctable reconquête.

Ph. C.

PÈLERINAGE ET RECONQUÊTE

Les grands pèlerinages, ceux qui lançaient à l'aventure des foules de chrétiens en des pays lointains, sur des routes hasardées, furent les initiateurs et les soutiens de la reconquête contre les musulmans.

Pour parvenir à Rome, lorsqu'ils venaient du Nord, et surtout pour aller plus loin, vers d'autres lieux saints en Italie du Sud ou pour s'embarquer vers la Terre sainte, il leur fallait se compter nombreux et s'assembler en une troupe capable de faire face aux attaques, dans des pays souvent hostiles. Ces groupes armés ont cherché à contrôler les routes, à aménager des refuges fortifiés ; ils attaquaient les repaires de leurs ennemis, prenaient d'assaut villes ou forteresses, d'abord près des sanctuaires puis au long du chemin. Ce fut le prélude à une véritable conquête qui, bien évidemment, se nourrissait aussi de préoccupations et d'ambitions tant économiques que politiques. Les dévotions au sanctuaire de Saint-Michel au Monte Gargano ont ainsi préparé, provoqué la reconquête de l'Italie méridionale, et de la Sicile ; et la *Reconquista* ibérique trouva, au cours de plusieurs siècles, ses forces spirituelles et ses renforts armés dans le pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle.

Saint Michel archange, envoyé de Dieu pour accomplir de grands exploits guerriers, recevait les justes au paradis. Son culte suscitait de grandes dévotions en de nombreux lieux d'Occident. Au Puy-en-Velay, les dévotions à saint Michel, soutien des guerriers qui combattaient les Arabes, furent rapportées d'Espagne par les pèlerins de Compostelle.

Ces pèlerinages armés se hasardèrent à la conquête de la Sicile musulmane, contre laquelle une bande de trois cents Normands lançait de Salerne une première expédition dès 1038. Palerme fut prise en 1072 ; après de durs combats et des résistances acharnées de plusieurs réduits dans les montagnes, l'île était occupée, contrôlée.

JACQUES HEERS

La Première Croisade, Perrin 1995.



Pèlerins armés en marche vers Compostelle. Ils apportèrent un soutien essentiel à la Reconquête.

taufen récupère par traité Jérusalem, définitivement reperdue en 1244.

1236. Prise de Cordoue par Ferdinand III de Castille, suivie par la reconquête de Valence en 1238 puis par la prise de Séville par les Castillans en 1238. Murcie tombe en 1252.

1249-1250. Échec de la croisade de Saint Louis en Égypte. Le roi meurt devant Tunis en 1270.

1326. Prise de Brousse par les Ottomans, suivie de celle de Nicée en 1331.

1340. Victoire chrétienne de Rio Salado. L'Espagne est à l'abri de nouvelles invasions marocaines. Le royaume musulman nasride de Grenade devient vassal de la Castille.

1362. Les Ottomans s'emparent d'Andrinople. L'année suivante, ils battent une armée chrétienne de Hongrois, de Serbes et de Valaques sur les rives de la Maritsa.

1380. Le prince russe Dimitri Donskoï bat les Tatars à Koulikovo.

28 juin 1389. Les Serbes sont écrasés à Kossovo.

Septembre 1396. Défaite de la croisade de Nicopolis. Les chevaliers chrétiens conduits par Guillaume de Nevers et le futur duc de Bourgogne, Jean sans Peur, sont vaincus par le sultan Bayézid Yildirim (Bajazet l'Éclair).

1415. Les Portugais s'installent à Ceuta, sur la côte marocaine.

1443. Le Hongrois Jean Hunyadi, voïvode de Transylvanie, et le Serbe Georges Brankovitch reprennent Nich et Sofia aux Ottomans. De 1443 à 1468, l'Albanais Georges Kastriota (Skanderbeg) dirige la révolte de son pays

L'APPARITION DES TURCS

Ce sont les sources chinoises qui nous renseignent le mieux sur les ancêtres des Turcs présents au Proche-Orient à partir du XIe siècle. Les Hiong-Nou des Chinois – qui sont sans doute les futurs Huns d'Attila – sont connus dès le début de l'ère chrétienne dans les vastes steppes du Nord-Ouest de la Chine d'où ils menacent régulièrement l'empire des Fils du Ciel. Leur progression vers l'ouest les mènera jusqu'en Asie centrale, puis en Occident où leurs incursions déclencheront la mise en mouvement des peuples germaniques.

Au VIIIe siècle, les Ouïgours occupent les vastes espaces du futur Turkestan. Alors que la haute Asie orientale va bientôt tomber sous la domination mongole, le centre de gravité du monde turc se déplace vers l'ouest. Installée à Boukhara, la dynastie iranienne des Samanides recrute des combattants turcs et c'est ainsi que les nouveaux venus vont entrer en contact avec l'islam, qui les séduit. Gouverneur du Khorassan, un chef de guerre fonde en 962, en Afghanistan, la première dynastie turque, celle des Ghaznévides, qui sera vaincue en 1040 par de nouveaux arrivants, les Seldjoukides. Musulmans sunnites, ceux-ci vont s'imposer comme protecteurs du calife abbasside de Bagdad face à un islam qui, sous la direction des dynasties bouyide de Syrie et fatimide d'Égypte est majoritairement chiite aux Xe-XIe siècles. Maîtres du Khorassan et du Khwarezm, les Seldjoukides installent leur capitale à Ispahan en 1051, puis interviennent en 1055 à Bagdad, où le calife abbasside donne à leur chef , Toghrul Beg, le titre de sultan. En 1064, Alp Arslan envahit et occupe l'Arménie byzantine, puis s'empare en 1070 d'Alep. L'année suivante, il remporte, face à l'empereur Romain Diogène, la grande victoire de Mantzikert qui ouvre aux envahisseurs le plateau anatolien où s'édifie peu après le sultanat de Roum. Bientôt, les Seldjoukides imposent leur autorité à Jérusalem, avant d'en être chassés par les Fatimides d'Égypte. Leur dynastie demeurera la principale puissance de l'Orient musulman pendant tout le premier siècle des croisades. Après eux, ce sont les Ayyubides de Saladin et plus tard les Ottomans issus d'Ertoghrul qui porteront, face à l'Europe, l'étendard de l'islam.

Ph. C.



L'armée de Saladin, vengeur de l'Islam. Il reconquit Jérusalem en 1187. Cette miniature du Roman de Godefroi de Bouillon *(1337) évoque les cavaliers de Saladin à la bataille de Hattin, le 4 juillet 1187. À l'issue de ce désastre de l'armée franque, commandée par Guy de Lusignan, douze mille hommes d'armes furent tués ou capturés. Beaucoup de captifs furent exécutés.*

MENACES SARRASINES SUR LE MIDI DE LA FRANCE

Au début du VIIIe siècle, les incursions musulmanes en Gaule ne sont que le prolongement de la vague qui vient de déferler sur l'Espagne. Dès 718, Narbonne a été occupée. Nîmes et Carcassonne le sont en 725. Des raids sont poussés vers Toulouse, le Rouergue ou la vallée du Rhône. Ils mènent les envahisseurs jusqu'à Autun en 725. En 732, c'est une véritable armée placée sous les ordres d'Abd er-Rahman el-Ghafeki qui s'avance en Aquitaine et se dirige vers Tours, sans doute pour y piller le sanctuaire de Saint-Martin. En octobre 732, au nord de Poitiers, elle est interceptée par l'armée franque de Charles Martel qui lui inflige une complète défaite, confirmée l'année suivante dans le Quercy. Arles et la Provence sont cependant pillées en 737 et les envahisseurs se maintiennent dans le Languedoc, malgré les expéditions répétées qu'y mènent les Francs pour les en chasser. Il faut attendre 760 pour que Pépin le Bref reprenne Narbonne et l'ensemble de la région. L'incursion de Charlemagne au-delà des Pyrénées et la constitution de la Marche d'Espagne vont tenir l'ennemi à distance dans cette direction. Mais, au cours du IXe siècle, c'est par mer que les Sarrasins vont faire peser une menace constante sur notre Midi méditerranéen. Dans les années 840, Marseille et Arles sont attaquées à plusieurs reprises. Vers 890, une base permanente est établie sur la côte des Maures à Fraxinetum (La Garde-Freinet), dans le golfe de Saint-Tropez. Depuis cette tête de pont de la partie occidentale du comté de Fréjus, les envahisseurs mènent régulièrement de fructueuses razzias vers l'intérieur. Des bandes pillardes bien organisées poussent ainsi jusqu'aux grands cols alpestres et même jusqu'au lac de Constance. Le futur Dauphiné, le Piémont sont régulièrement frappés. Saint-Maurice-d'Agaune, dans le Valais, est occupé à plusieurs reprises et l'abbé de Cluny, Maïeul, est même enlevé puis libéré contre rançon. Ce n'est qu'en 972 que le comte Roubaud de Forcalquier, aidé des comtes de Provence et de Turin, purgera ce repaire sarrasin. Les raids vers l'intérieur vont cesser mais la menace venant de la mer persiste et le monastère de Lérins en fait plusieurs fois les frais au début du XIe siècle. Pendant des décennies, les villes du littoral vécurent dans l'insécurité et la façade méditerranéenne de la Gaule – si prospère durant l'Antiquité – connut alors une crise prolongée. Les choses ne s'améliorèrent vraiment qu'aux XIIe et XIIIe siècles. La physionomie militaire des villes et des villages bâtis sur les hauteurs témoignent toujours d'un danger constant qui les a marqués.

Ph. C.

SALADIN ET LE RÉVEIL MUSULMAN

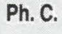
Né vers 1137 à Takrit dans le Kurdistan irakien, Salah ad-din ben Ayyoub va apparaître comme le vengeur de l'Islam, auquel il offre – moins d'un siècle après la première croisade – une éclatante revanche en reprenant Jérusalem aux Francs le 2 octobre 1187. Pour quelques décennies, il arrache le monde musulman à la crise qui l'affecte depuis le Xe siècle. À cette époque, le califat fatimide d'Égypte s'est posé en rival du califat abbasside de Bagdad, tombé lui-même sous la coupe des vizirs de la dynastie bouyide. L'irruption des Turcs seldjoukides qui s'emparent de Bagdad en 1055 accroît la division du monde musulman car les nouveaux venus engagent une lutte sans merci contre le califat chiite égyptien. C'est donc un monde islamique désuni et affaibli qui a dû faire face à l'arrivée des croisés et il est significatif qu'un an avant la chute de Jérusalem et sa mise à sac par les hommes de Godefroi de Bouillon, la ville ait été reprise aux Seldjoukides par les Fatimides.
L'installation des États croisés ne suscite d'abord que peu de réactions, et il faut attendre le deuxième tiers du XIIe siècle pour que l'émir de Mossoul, Imad ad-din Zengi, reprenne Edesse en 1144. Son fils Nour ed-Din s'empare, lui, de Damas en 1158 et c'est en 1169 que Saladin devient vizir du calife fatimide, avant de se débarrasser de lui en 1171 pour restaurer le sunnisme et reconnaître au moins formellement l'autorité du calife de Bagdad. À la mort de Nour ad-Din c'est tout le Proche-Orient, de la Syrie à l'Égypte, qui se trouve réunifié sous l'autorité de Saladin. Celui-ci veut reprendre aux croisés les territoires qu'ils ont conquis et il leur inflige à Hattin, près du lac de Tibériade, une écrasante défaite qui précède de peu la reprise de Jérusalem. Acre, Sidon et Ascalon sont perdues et le territoire chrétien se réduit comme une peau de chagrin. La IIIe croisade, qui est organisée à la suite de ce revers, permet aux chrétiens de reprendre Acre, Jaffa et Ascalon, mais Jérusalem demeure hors de portée. Saladin négociera avec Richard Cœur de Lion et manifestera des qualités chevaleresques qui seront appréciées des chroniqueurs chrétiens. Mort en 1193, il laisse derrière lui une dynastie ayyubide qui se maintiendra en Égypte pendant un demi-siècle, jusqu'à la mainmise des Mamelouks sur ce pays. Entre-temps le déferlement mongol aura réduit à néant les efforts consentis par l'émir pour réunifier et renforcer le Proche-Orient musulman.

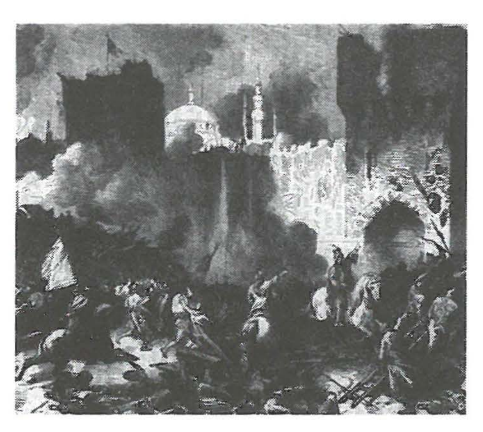
Ph. C.

BYZANCE, REMPART DE L'EUROPE

C'est d'abord aux dépens de l'Empire byzantin que s'effectue au VIIᵉ siècle l'expansion musulmane. Quatre ans seulement après la mort de Mahomet, les Arabes s'assurent en 636, avec la victoire du Yarmouk, le contrôle de la Syrie et de la Palestine, Jérusalem et Césarée ne tombant respectivement qu'en 638 et 640. Alors que les Perses sont battus en 637 à Qaddisiya, l'Égypte est envahie en 640. En moins de dix ans, les cavaliers surgis du désert ont détruit l'Empire sassanide et conquis la majeure partie du Proche-Orient byzantin. Bientôt le calife Mo'awiya va tenter de s'emparer de l'Asie mineure et de Constantinople. Disposant maintenant d'une force navale, il s'empare de Chypre, de Rhodes et de Chio. Constantinople est assiégée une première fois sans succès en 669, mais les Arabes reviennent à la charge entre 674 et 678. C'est un échec, car les navires de l'empereur Constantin IV sont équipés du redoutable feu grégeois. La victoire byzantine est complète et contraint l'envahisseur à se replier vers la Syrie en même temps qu'elle préserve pour plusieurs siècles l'Europe et l'Asie mineure chrétiennes. À l'inverse, l'Afrique du Nord byzantine est perdue. Pourtant, la renaissance de la dynastie macédonienne va voir les débuts d'une véritable reconquête orientale. Nicéphore Phocas reprend la Crète en 960-961. Chypre revient à son tour aux chrétiens en 965. Ces deux repaires de pirates ainsi neutralisés, la sécurité peut revenir sur les côtes égéennes et anatoliennes. En 975, Jean Tzimiscès parcourt victorieusement la Syrie où il contraint Damas, Sidon et Beyrouth à capituler. Cette série de succès assure la sécurité de l'Empire en Orient jusqu'à l'irruption, au XIᵉ siècle, des Turcs Seldjoukides en Anatolie. Au cours de la troisième campagne qu'il mène, en 1071, contre les nouveaux envahisseurs, Romain IV Diogène subit la terrible défaite de Mantzikert. La victoire du seldjoukide Kilidj Arslan ouvre aux Turcs l'Asie mineure. Bientôt amputée de ses riches provinces orientales. Après la prise de Constantinople par les croisés, au XIIIᵉ siècle, l'empire byzantin ne sera plus que l'ombre de lui-même et quand les murailles de Constantinople cèdent en 1453 devant Mehmed II, l'empire grec disparaîtra de l'histoire après avoir, pendant huit siècles, tenu sa place dans la lutte contre le danger musulman.

Ph. C.





Prise de Constantinople par Mahomet II, le 29 mai 1453.

contre le Turc. En novembre 1444, le roi Vladislav de Hongrie est battu et tué à Varna et, quatre ans plus tard, Jean Hunyadi est vaincu à son tour par les Turcs lors de la deuxième bataille de Kossovo.

1452. La prise de Phocée par les Ottomans ruine le commerce génois de l'alun. En 1475, la cité ligure perd son comptoir de Caffa sur la mer Noire.

1453. Prise de Constantinople par les Turcs (un premier siège s'était soldé par un échec en 1422).

1463. Conquête de la Bosnie par les Ottomans.

1471. Les Portugais s'emparent de Tanger.

1481-1492. Guerre de Grenade qui aboutit à la reprise de la ville par les Rois Catholiques.

1482. Les Turcs s'emparent de l'Herzégovine.

1497. Les Espagnols prennent Melilla, puis Mers el-Kébir en 1505 et Oran en 1509.

1522. Prise de Rhodes par les Turcs. Les chevaliers de Saint-Jean se replient sur Malte.

1526. La victoire de Mohacs, remportée sur le roi Louis II tué au combat, donne la Hongrie à Soliman le Magnifique, qui va venir assiéger Vienne en 1529.

1532. La résistance de la petite garnison autrichienne de Guns met Vienne à l'abri d'un nouveau siège.

1535. Charles Quint s'empare de Tunis.

1536. François Iᵉʳ conclut avec Soliman le Magnifique les capitulations. Le roi de France soutient de fait la puissance ottomane contre la Maison d'Autriche, au grand scandale de la chrétienté.

1537. Raid ottoman sur l'Italie du Sud. Ils assiègent sans succès la colonie vénitienne de Corfou.

1537-1538. Les Turcs sont en lutte contre les Portugais en mer Rouge et dans le golfe Persique.

1538. Soliman s'empare de la Bessarabie

À KOSSOVO, LA SERBIE TOMBE POUR CINQ SIÈCLES SOUS LE JOUG MUSULMAN

Alors qu'il vient de soumettre et d'humilier les Bulgares, en profitant largement des divisions qui affectent le camp chrétien face au péril ottoman, le sultan Mourad Iᵉʳ a bien l'intention d'en finir avec l'alliance qui unit le roi de Serbie Lazare au prince bosniaque Tvrtko. Au printemps de 1389, l'année suivante, à la tête d'une puissante armée, Mourad s'avance dans le Nord des Balkans. Il marche de Sofia vers la plaine de Kossovo, le « Champ des Merles », où va se livrer la bataille décisive, celle qui va décider pour longtemps du sort de la Serbie.

Le 28 juin, jour de la saint Guy, s'engage le combat. Il a été magnifié par l'épopée et il demeure difficile d'évaluer le chiffre des combattants engagés ou de préciser le déroulement de l'action. Il y a des chrétiens contraints à la soumission l'année précédente qui combattent dans l'armée ottomane. En face, l'armée serbe a été renforcée par des contingents valaques du voïvode Mircea et par des troupes albanaises.

Les chrétiens prennent d'abord l'avantage et des messagers du prince bosniaque porteront même la nouvelle de la victoire qui, transmise jusqu'en France, entraîne la célébration d'un *Te Deum* à Notre-Dame-de-Paris, en présence du roi Charles VI. Les chrétiens ont été abusés par l'annonce de la mort du sultan Mourad, poignardé par un chevalier monténégrin qui a réussi à se glisser jusqu'à sa tente et à tuer le chef ennemi, avant de tomber lui-même sous les coups de ses gardes.

Alors que la victoire paraît acquise, la trahison d'un contingent serbe commandé par Vuk Brankovitch ruine les espoirs chrétiens, au moment où une contre-attaque du fils de Mourad, Bajazet, emporte la décision.

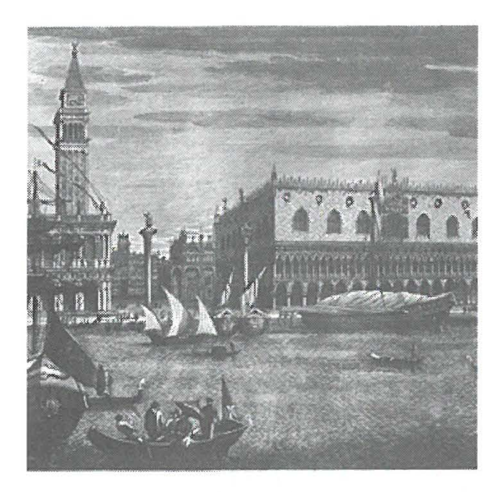
Au soir de cette journée, Lazare est décapité, ainsi que la plupart de ses chevaliers, devant le corps de Mourad. Pendant des siècles, le souvenir du sacrifice des héros de Kossovo va se transmettre dans la mémoire collective, jusqu'aux journées de 1989 qui marqueront sur place le réveil du sentiment national serbe.

Ph. C.

VENISE CONTRE LE GRAND TURC

C'est à la faveur de la quatrième croisade que la cité de la lagune a jeté les fondements d'une hégémonie de près de trois siècles en Méditerranée orientale. Malgré l'hostilité de leur rivaux génois, les Vénitiens bâtissent le seul empire colonial du Moyen Âge européen. Il comprend Durazzo en Adriatique, Coron et Modon sur les côtes du Péloponnèse, Nègrepont sur celles de l'Eubée, la Crète et, dans les Cyclades, les îles d'Andros, Amargos et Santorin. La chute, en 1261, de l'éphémère empire de Constantinople, amène la République des doges à défendre ses positions contre les tentatives de reconquête byzantines ; mais il apparaît bientôt qu'elle sera davantage un soutien qu'un adversaire pour l'empire grec moribond. Il faut faire face au danger turc et Venise tente alors vainement d'unir toutes les forces chrétiennes contre le péril ottoman. C'est l'occasion de s'emparer de Corfou en 1386, puis de Tinos et de Mykonos, mais aussi d'occuper temporairement Athènes et Salonique. Ce dernier port tombe aux mains du sultan en 1430 mais, en 1444, les Vénitiens s'installent à Valona sur la côte albanaise. Ils participent courageusement à la défense de Constantinople, dont la chute en 1453 est bientôt suivie par la perte de la majeure partie de la Morée. Alliée du Hongrois Mathias Corvin et de l'Albanais Skanderberg, Venise poursuit la lutte mais perd Nègrepont en 1470 et Tana, sur la côte de Crimée, cinq ans plus tard. En 1478, les bandes ottomanes ravagent le Frioul et, quand la paix est conclue en 1479, Argos est à son tour perdue. Un recul partiellement compensé en 1489 avec l'acquisition de Chypre. Mais au XVIe siècle, Venise perdra ses positions en Morée ainsi que les Cyclades, et même Chypre. Mais le 7 octobre 1571, les galères vénitiennes prennent part à la bataille de Lépante. Au siècle suivant, après vingt-quatre ans de résistance, les Turcs s'empareront de la Crète. Au lendemain de la défense victorieuse de Vienne (1683), l'adhésion à la sainte Ligue, formée par l'Autriche et la Pologne, permet aux Vénitiens de réoccuper temporairement la Morée. Si Corfou résiste encore victorieusement aux assauts turcs en 1716, le temps de l'hégémonie vénitienne est révolu. Face au sultan, ce sont désormais les armes de l'Autriche et de la Russie qui vont faire la décision.

Ph. C.



Au XIVe siècle, la République des doges, qui étend son empire marchand sur l'Adriatique, affronte directement la puissance turque jusqu'au XVIIIe siècle.

et de la Moldavie. La même année, la flotte ottomane bat la flotte hispano-vénitienne d'Andrea Doria à Preveza.

1541. Échec de Charles Quint devant Alger. les Portugais perdent Agadir, puis Safi.

1543. Barberousse met à sac Reggio et Nice, puis hiverne à Toulon d'où il attaque les côtes catalanes et toscanes.

1546. Mort de Barberousse. Dragut prend sa suite pour terroriser les rivages chrétiens de la Méditerranée.

1560. Échec espagnol devant Djerba, suivi en 1561 du blocus de Naples par les Turcs.

1563. Les Espagnols parviennent à conserver Oran.

1565. Malte résiste victorieusement à l'assaut turc.

1566. Dernière campagne de Soliman en Hongrie. Nicolas Zrinyi résiste pendant six mois dans Szeged aux assauts des janissaires.

1568-1570. Deuxième guerre de Grenade. L'Espagne doit écraser la révolte morisque.

1570. Les Ottomans prennent Chypre à Venise.

1571. Don Juan d'Autriche l'emporte à Lépante sur la flotte ottomane.

1574. Les Turcs reprennent Tunis aux chrétiens.

1578. Échec et mort, à Alcazarquivir, du roi Sébastien de Portugal qui tentait de conquérir le Maroc.

1593-1606. Nouvelle guerre austro-turque.

1609. Le roi Philippe III décide l'expulsion des Morisques d'Espagne. L'opération se prolonge jusqu'en 1614.

1622. Bombardement anglais d'Alger.

1638. Les Vénitiens détruisent une flotte barbaresque à l'entrée de l'Adriatique.

MALTE, FORTERESSE D'OCCIDENT

Installés à Chypre en 1291, après la fin des États latins de Terre Sainte, les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem se sont repliés sur Rhodes en 1308. La prise de l'île par les Turcs en 1522 les a contraints à chercher une nouvelle base et c'est le jeune empereur Charles Quint qui leur cède en 1530 l'archipel maltais, à charge pour eux de le fortifier. Les chevaliers doivent repousser un premier débarquement ottoman en 1547, suivi de nouvelles attaques en 1551 et 1555. Élu grand maître de l'ordre en 1557, Jean Parisot de La Valette va renforcer les défenses de l'île, mais les travaux sont loin d'être terminés quand l'ennemi livre, en 1565, son plus furieux assaut. La surprise est totale quand la flotte ottomane débarque plus de 20 000 hommes sur la côte Sud-Est les 18 et 19 mai. L'envahisseur occupe sans difficulté la quasi-totalité de l'île, mais les chevaliers conservent le fort Saint-Elme et la Vieille Ville, qui comprend le Bourg, un vaste camp retranché, et les forts de Saint-Michel et de Saint-Ange. Le 24 mai, les Turcs attaquent le fort Saint-Elme, qui commande l'accès au port. Ils espèrent ainsi y abriter rapidement leur flotte. Contre toute attente, la position résiste un mois, et ce n'est que le 23 juin que les assaillants en viennent à bout. Tous les défenseurs sont tués, mais leur résistance héroïque a permis à leurs compagnons de disposer des délais nécessaires au renforcement des autres ouvrages. Le 13 juin, un renfort espagnol amené de Sicile par Juan de Cardona parvient même à se jeter dans la ville pour y soutenir les défenseurs. Les Turcs s'attaquent maintenant au fort Saint-Michel, mais sans résultat malgré des pertes terribles. Le 7 août, une sortie de cavalerie lancée sur les arrières turcs y sème la panique et desserre l'étau. Un mois plus tard, une expédition de secours conduite par don Garcia de Toledo débarque un corps de fantassins. Menacés par la disette, les Turcs s'apprêtent à réembarquer. Ils vont tenter une dernière fois leur chance en attaquant par surprise la Vieille Cité. Ils s'y feront massacrer au cours de sauvages combats de rues. Ils n'ont plus d'autre issue que la fuite et, le 12 septembre, les dernières voiles ottomanes disparaissent à l'horizon. La nouvelle déchaîne l'enthousiasme dans toute l'Europe. Pendant deux siècles encore, sur leurs galères, les chevaliers de Malte poursuivent la lutte contre les Barbaresques d'Alger ou de Tripoli, jusqu'au jour de 1798 qui voit le général Bonaparte mettre un terme à l'histoire de cette avant-garde engagée depuis la Ière Croisade dans la défense de l'Europe.

Ph. C.

VIENNE ASSIÉGÉE

Arrêtées pour la première fois en 1529 sous les murs de la capitale des Habsbourg, les armées ottomanes menacent de nouveau le cœur de l'Europe en 1683. L'épreuve s'annonce terrible car l'armée impériale ne compte que soixante mille hommes, confiés au duc Charles de Lorraine, et il leur faudra le soutien de l'armée polonaise de Jean Sobieski et de contingents bavarois et saxons pour affronter les cent dix mille hommes réunis par Kara Mustapha. Quand l'ennemi apparaît le 14 juillet devant Vienne, Léopold Ier, la cour et le gouvernement ont quitté la capitale pour se replier vers Linz et Passau. Le comte Ernest de Starhemberg, commandant de l'artillerie, sera l'âme de la résistance. Les maisons des faubourgs ont été rasées avant l'arrivée des assiégeants pour dégager les espaces de tir, et un important ravitaillement a été stocké en prévision du siège. Pour Starhemberg, il s'agit de tenir pour permettre à Sobieski de se joindre à Charles de Lorraine et livrer bataille dans de bonnes conditions. Les Turcs font sauter les remparts, et obtiennent quelques succès. L'étau se resserre sur la ville.

Dans les premiers jours de septembre, les défenseurs commencent à élever des barricades pour livrer, s'il le faut, un combat de rues désespéré. Les munitions commencent à manquer. Vienne paraît à la dernière extrémité quand arrive enfin l'armée de secours. Le dimanche 12 septembre, les régiments polonais et allemands fondent sur les assaillants depuis les hauteurs boisées de Kählenberg. La surprise est totale dans le camp turc. En fin de journée, une charge des hussards polonais emporte la décision en semant la panique dans le camp ennemi. Le grand vizir s'enfuit en abandonnant un riche butin, et les pertes turques sont dix fois supérieures à celles des troupes européennes. Pendant que retentit un *Te deum* sous les voûtes de la cathédrale Saint-Étienne, les boulangers de la ville fabriquent le petit pain en forme de croissant qui va immortaliser cet épisode décisif de l'histoire européenne.

Ph. C.



Siège de Vienne en 1683. Le 12 septembre, l'armée de secours du roi de Pologne, Jean Sobieski, rejoint celle du duc Charles de Lorraine pour chasser l'armée ottomane. Après deux mois de siège, Vienne est sauvée.

1640. La flotte de Malte attaque et détruit par surprise la flotte corsaire de Tunis dans la rade de la Goulette.

1645-1669. Guerre de Candie. Après une longue résistance, les Vénitiens perdent la Crète. Le duc de Beaufort, le marquis de Tavannes et le comte de Waldeck sont tués dans la défense de Candie.

2 juillet 1664. L'armée ottomane est battue à Sankt Benedikt de Lewenz par le comte de Souches et, le 1er août, c'est l'armée de Montecuculli qui défait les forces turques sur les rives du Raab, près du monastère de Saint-Gothard, où les charges des Français du marquis de la Feuillade et du comte de Coligny se révèlent décisives. La même année, une expédition navale française est organisée contre les pirates barbaresques de Djidjelli.

1673. Les Espagnols installent un *presidio* à Alhucemas, sur la côte marocaine.

1681. Duquesne poursuit les pirates de Tripoli jusqu'à Chio, qu'il bombarde, et s'avance jusqu'aux Dardanelles pour intimider le grand vizir qui menaçait l'ambassadeur du roi de France. Il bombarde ensuite Alger à deux reprises, en 1682 et 1683.

Mars 1683. Traité d'alliance entre la Pologne, l'Autriche et le pape face au péril ottoman. Les Grands Électeurs, dont celui de Bavière, apportent leur soutien. Louis XIV, qui soutenait l'Autriche en 1664, demeure neutre et interdit à ses nobles d'aller combattre pour la défense de Vienne. Le prince de Conti et Eugène de Savoie n'en tiendront pas compte.

1683. 12 septembre. Bataille du Kahlenberg. L'armée de secours du roi de Pologne Jean Sobieski rejoint celle du duc Charles V de Lorraine pour battre l'armée de Kara Mustapha qui assiégeait Vienne depuis deux mois. L'année suivante, le duc Charles s'empare de Pest mais échoue devant Bude.

1686. Les Autrichiens reprennent Bude, occupée par les Turcs depuis un siècle et demi.

1686-1688. Les Vénitiens chassent les Turcs de toute la côte dalmate.

12 août 1687. Victoire chrétienne de Mohacs. Le duc de Lorraine occupe Osijek et libère toute la Slavonie; il s'avance en Transylvanie où il libère Cluj. L'année suivante, c'est Max-Emmanuel de Bavière qui reprend pour un temps Belgrade.

1689. Les Impériaux prennent Nich et Skopje et occupent une partie de la Macédoine et de l'Albanie. Ils sont accueillis en libérateurs dans les Balkans, en particulier par les Serbes, mais la reprise de la guerre sur le Rhin oblige l'Autriche à relâcher sa pression, contre l'avis de Charles de Lorraine.

1696. Prise d'Azov par les Russes.

1697. Grande Victoire du prince Eugène sur les Turcs à Zenta.

Février 1699. Paix de Karlowitz. La Hongrie et la Transylvanie sont libérées du joug ottoman, à l'exception du banat de Temesvar (Timisoara). Les Autrichiens organisent, en utilisant les réfugiés serbes, la nouvelle frontière des « confins militaires ».

1710. Prenant prétexte de la fuite du roi de Suède Charles XII à Constantinople, le tsar Pierre le Grand reprend la lutte contre les Turcs. Comptant sur le soutien des chrétiens balkaniques, il envahit la Moldavie mais,

battu, doit rendre Azov lors du traité du Prut en 1711.

5 août 1716. Deux ans après la reprise de la guerre contre le sultan, les Impériaux du prince Eugène écrasent les Turcs à Peterwaesein en Slavonie, puis s'emparent de Temesvar. L'année suivante, le prince bat devant Belgrade l'armée du grand vizir Halil Pacha.

21 juillet 1718. Traité de Passarowitz. Le banat de Temesvar, la petite Valachie et la Serbie du Nord reviennent à l'Autriche.

1739. La tsarine Anna Ivanovna obtient du sultan la cession du rivage de la mer Noire entre Bug et Dniestr.

1740. Renouvellement de l'alliance franco-ottomane.

1768. Pour soutenir la Pologne, Vergennes, ambassadeur de France à Constantinople encourage le sultan à déclarer la guerre à la Russie. En 1769, les Russes occupent les territoires allant du Dniestr au Danube (Bessarabie, Moldavie, Valachie) et poussent jusqu'à Jassy. Les 7 et 8 juillet 1770, la flotte russe d'Alexis Orlov écrase la flotte ottomane à Tchesmé, près de Chio, mais elle n'ose pas s'attaquer à Constantinople. L'armistice de 1771 oblige les Turcs à reconnaître la perte de la Crimée. En 1774, le traité de Kutchuk-Kaïnardji termine la guerre et permet à la Russie de récupérer Azov et l'embouchure du Dniepr. Le tsar devient de fait le protecteur des chrétiens des Balkans.

1775. L'Autriche récupère la Bukovine.

1785. Les Vénitiens détruisent presque complètement le port de la Goulette, après avoir bombardé Sousse l'année précédente.

1787. Nouvelle guerre russo-turque. Souvorov passe le Danube et contraint la Sublime Porte à traiter. Par la paix de Jassy conclue en 1792, la Turquie perd la côte entre Dniepr et Dniestr, là où, deux ans plus tard, les Russes fonderont Odessa.

1790. Les troupes de l'Empereur Léopold II prennent Belgrade mais l'Autriche, inquiète des événements de France, fait la paix avec les Turcs et rend Belgrade une fois de plus.

1804. Débuts de la révolte serbe. Karageorges est battu en 1813, mais un deuxième soulèvement éclate en avril 1815 et Miloch Obrenovitch obtient en décembre une semi-autonomie en devenant prince héréditaire des Serbes dans le cadre de l'Empire ottoman.

1815. Formation de l'Hétairie grecque.

1816. Expédition navale de Lord Exmouth contre Alger.

LE PRINCE EUGÈNE

Né à Paris en 1663, Eugène de Savoie était le fils d'Eugène Maurice, duc de Savoie-Carignan, comte de Soissons, et d'Olympe Mancini, la nièce de Mazarin. Sa faible constitution le vouant initialement à la carrière ecclésiastique, il est d'abord connu sous le nom d'abbé de Savoie, et quand il demande à rejoindre les armées, il se heurte au refus méprisant de Louis XIV. Profondément mortifié, il va alors offrir ses services à l'Empereur Léopold 1er au moment où les Turcs s'apprêtent – en 1683 – à assiéger Vienne. C'est contre l'ennemi ottoman qu'il fait ses premières armes avant de s'imposer rapidement comme un excellent chef de guerre. Il combat à Staffarde et à Coni durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Une fois la paix rétablie sur le Rhin et les Alpes,



Le prince Eugène de Savoie (1663-1736)

il reçoit – sur la recommandation de Starhemberg, l'héroïque défenseur de Vienne –, le commandement des forces engagées contre les Turcs. Il remporte en 1697 l'éclatante victoire de Zenta sur une armée ottomane pourtant très supérieure en nombre. Il permet ainsi à l'Empereur de négocier la paix victorieuse de Carlowitz. Auréolé de la gloire que lui vaut la libération définitive de la Hongrie et de la Transylvanie, il joue désormais un rôle décisif au sein du conseil impérial. La guerre de Succession d'Espagne le voit combattre de nouveau la France de Louis XIV, d'abord en Italie où il bat Catinat et Villeroi avant de livrer contre Vendôme la bataille demeurée indécise de Luzzara. En 1704, c'est en Bavière qu'il lutte aux côtés de Marlborough pour l'emporter sur les Français à Hochstädt. Reparti pour le Piémont, il les oblige à lever le siège de Turin. Il l'emporte de nouveau à Oudenarde et Malplaquet en 1709. On comprend que les historiens français se soient peu intéressés à cet adversaire acharné des ambitions de Louis XIV, mais ils ont commis ainsi une grave injustice car le prince Eugène a été l'un de ceux qui a écarté de manière définitive le péril ottoman qui planait depuis le XVIe siècle sur toute l'Europe centrale. La guerre de Succession d'Espagne terminée par le traité de Rastatt dont il est un des négociateurs, le prince repart en campagne contre les Turcs, encouragés par leurs récents succès aux dépens du tsar Pierre le Grand. En 1716, il écrase les troupes du sultan à Peterwardein et confirme ce brillant succès devant Belgrade l'année suivante. L'Autriche des Habsbourg se voit dès lors en situation d'entreprendre la libération des Balkans mais l'Empereur, confronté avec les ambitions italiennes des Bourbon d'Espagne, préfère négocier et conclure en 1718 le traité de Passarowitz, qui lui assure le contrôle du Banat de Temesvar et du Nord de la Serbie. Eugène se préoccupe alors de la colonisation et de la défense des territoires reconquis. C'est lui qui organise, avec les populations serbes réfugiées en territoire impérial les « Confins militaires » (krajinas), ces marches fortifiées appelées à constituer un « limes » infranchissable face au danger ottoman. Lors de la guerre de Succession de Pologne engagée en 1733, il commande l'armée impériale sur le Rhin. Il meurt à Vienne en 1736, après avoir été l'un des plus brillants serviteurs de la monarchie Habsbourg et de la cause européenne.

Ph. C.

1822. Le congrès d'Épidaure proclame l'indépendance grecque. Au congrès de Laibach, le ministre anglais Castlereagh considère la Turquie comme *« un mal nécessaire »* et Metternich déclare que *« trois ou quatre cent mille individus empalés, égorgés, pendus, cela ne compte guère. C'est une question hors de la civilisation.»* La même année, l'Europe philhellène s'indigne des massacres perpétrés à Chio par les Turcs.

1826. Chute de Missolonghi où meurt Byron. L'année suivante, Athènes est prise par les troupes égyptiennes venues soutenir les forces du Sultan.

20 octobre 1827. L'amiral français de Rigny déclenche la bataille de Navarin, au sud-ouest de la Morée. La flotte turque est anéantie par les flottes française, anglaise et russe. Il ne s'agit alors que d'imposer un armistice.

LA RECONQUÊTE DES BALKANS

C'est aux XIVᵉ et XVᵉ siècles que les peuples chrétiens des Balkans tombent sous le joug ottoman. Grecs, Bulgares, Serbes, Albanais, Valaques ou Macédoniens vont pourtant maintenir intacte la nostalgie de la liberté et de la grandeur passée. Considéré comme la « *raïa* » (le bétail) par l'occupant, soumis à de lourds impôts et au rapt systématique de leurs enfants qui sont convertis à l'islam et enrôlés ensuite dans la célèbre milice des janissaires, les peuples soumis se révoltent régulièrement contre leurs oppresseurs et contre les notables locaux convertis à l'islam à partir du XVIᵉ siècle pour préserver leurs privilèges.

À partir du XIXᵉ siècle, l'éveil en Europe du sentiment national, les encouragements de la Russie aux chrétientés orthodoxes maintenues sous la botte ottomane contribuent à faire changer les choses et, un peu partout, haïdouks serbes et pallicares grecs entretiennent une guérilla permanente. Dès 1815, le sultan doit reconnaître au Serbe Miloch Obrenovitch le statut d'une sorte de pacha chrétien. Quand la révolte grecque éclate, elle bénéficie du soutien de l'Europe indignée par les massacres de Chio. Alors que Byron meurt à Missolonghi et que Victor Hugo réclame pour l'enfant grec « *de la poudre et des balles* », le colonel français Favier vient se mettre au service des combattants de la liberté et l'intervention des puissances finit par déboucher, en 1829, sur l'indépendance hellénique. Sauvé du naufrage par l'intervention franco-anglaise de 1854-1856 (guerre de Crimée) contre la Russie, l'empire ottoman, qui n'est plus que « *l'homme malade de l'Europe* », doit concéder alors les indépendances serbe et roumaine mais le « Grand Saigneur » expédie encore ses bachi-bouzouks contre la Bosnie-Herzégovine révoltée en 1875. Le massacre des Serbes est bientôt suivi de celui des Bulgares solidaires de leurs voisins. Mais il faut attendre 1912 pour que la coalition formée par les Grecs, les Serbes, les Monténégrins et les Bulgares parvienne à en finir avec la domination ottomane. Le maintien de communautés musulmanes en Bosnie et en Albanie n'en faisait pas moins de la libération des Balkans une reconquête inachevée.

Ph. C.



En 1690, des populations serbes se réfugient sur le territoire des Habsbourg. Installées sur les frontières de l'Empire dans les « confins militaires » (krajinas), elles opposent aux Turcs une ligne de défense infranchissable. Tableau de Paja Ivanovitch.

1828. Le tsar Nicolas Iᵉʳ déclare la guerre à la Turquie. les Russes prennent la Silistrie en 1829, puis Andrinople, et contraignent le sultan à traiter. L'accord d'Andrinople assure l'indépendance de la Grèce. L'autonomie est reconnue à la Serbie et aux provinces roumaines. Un libre passage est accordé au commerce russe dans les détroits. À la faveur de la guerre turco-égyptienne – qui débute peu après – le traité turco-russe d'Unkiar-Skelessi (juillet 1833) fera de la Turquie un quasi-protectorat russe, mais l'Anglais Palmerston ne peut l'accepter et la Russie fera marche arrière lors de la signature des conventions de Londres en juillet 1841.

5 juillet 1830. Prise d'Alger par les Français.

1853. Nouvelle guerre russo-turque. Pour éviter l'effondrement de « l'homme malade de l'Europe », l'Angleterre entraîne la France contre la Russie en Crimée. À l'issue, le Congrès de Paris de 1856 reconnaît l'indépendance de la Serbie et des principautés roumaines et écarte la Russie des détroits.

1875. Révolte de la Bosnie-Herzégovine, puis de la Bulgarie. Alors que l'Europe s'indigne des « horreurs bulgares », perpétrées par les bachi-bouzouks du sultan, la Russie engage une nouvelle guerre contre la Turquie et lui impose en 1877 le traité de San Stefano, que l'Angleterre juge trop favorable aux intérêts russes. Elle obtient donc la réunion du Congrès de Berlin qui, en 1878, limite l'indépendance accordée à la Bulgarie l'année précédente.

1885. Révolte des chrétiens de Roumélie qui obtiennent leur rattachement à la Bulgarie.

1894-1896. L'Europe s'indigne mais laisse perpétrer les massacres contre les Arméniens.

1897. Insurrection crétoise. Scandalisée par la répression, l'Europe oblige le sultan à faire de la Crète une province autonome confiée au fils du roi de Grèce.

1902. Insurrections de Macédoine, sauvagement réprimées par les Turcs.

1911-1912. Guerre italo-turque. Elle permet à l'Italie de s'emparer de la Libye et du Dodécanèse.

1912. Coalition des États balkaniques (Serbie, Grèce, Bulgarie, Monténégro) contre la Turquie qui, à l'issue de cette « première guerre balkanique » ne conserve plus que Constantinople sur le sol européen. Les vainqueurs se déchireront entre eux en 1913, au cours d'une deuxième guerre balkanique qui a pour objet le partage de la Macédoine. Les Turcs en profiteront pour reconquérir Andrinople et une partie de la Thrace orientale.

Ph. C.

Philippe Conrad est historien. Il a publié de nombreux livres et prépare actuellement un ouvrage sur la Reconquête espagnole.

L'AVENTURE DE LA CROISADE

La geste des Francs

PAR PIERRE VIAL

Guerre sainte, premier acte de l'expansion occidentale, la croisade fut aussi l'événement fondateur d'une Europe conquérante et sûre d'elle-même. Ses conséquences se font encore sentir.

Il y a neuf cents ans, le 27 novembre 1095, le pape Urbain II prononce à Clermont le sermon de clôture du concile qui s'est déroulé les jours précédents dans la cité auvergnate. Ce sermon est un appel lancé aux chevaliers d'Occident pour participer à une expédition ayant pour but de secourir Constantinople, que l'on croit menacée par les Turcs, et de délivrer Jérusalem.

Le pape est censé ainsi répondre à un appel au secours lancé par les Byzantins, confrontés depuis plus de quatre siècles à la menace musulmane. Destiné à émouvoir et à mobiliser les Occidentaux, un tableau très noir est brossé par les Byzantins pour décrire les brimades et persécutions que subiraient les chrétiens d'Orient et les pèlerins occidentaux de la part des Turcs seldjoukides. Ces Turcs, convertis à l'islam au Xe siècle, se sont rapidement imposés comme protecteurs du calife de Bagdad et leur chef, portant le titre de sultan, s'est affirmé comme défenseur de l'islam sunnite (contre le califat fatimide, basé en Égypte et rival de Bagdad). Les ambassades byzantines envoyées en Occident pour demander des secours ont quelque peu forcé la note pour attendrir leurs interlocuteurs. Mais les historiens savent, aujourd'hui, que l'empereur byzantin Alexis Comnène, loin de souhaiter une guerre sainte, ne voulait qu'attirer à son service des mercenaires occidentaux. C'est donc sur un « *malentendu* » (Cécile Morrisson, *Les Croisades*, PUF, 1992) que la papauté mobilisa la chrétienté latine pour une entreprise exceptionnelle : la délivrance des Lieux Saints.

Le pape qui lance ainsi la prodigieuse aventure de la croisade est un Français. Né



L'Ordre des Hospitaliers et celui des Templiers constituent la seule armée permanente des Francs en Palestine après la prise de Jérusalem. Les moines-chevaliers assurent la garde des forteresses qui protègent le Royaume franc et ses voies de communication. Les Templiers, trop riches et trop puissants, seront brisés par Philippe le Bel, tandis que les Hospitaliers de Saint-Jean, devenus chevaliers de Malte, ont perduré jusqu'à nos jours.

vers 1035 à Châtillon-sur-Marne, Eudes (ou Odon) est issu d'une famille de la noblesse champenoise : son père était vassal des comtes de Champagne (de la maison de Blois-Chartres). Destiné très tôt à l'état clérical, il a fait ses études à la prestigieuse école cathédrale de Reims, sous la direction de Brunon de Cologne, le futur fondateur de la Grande Chartreuse. Nommé archidiacre de Reims, Eudes se fait en 1067 moine à Cluny. La grande abbaye bourguignonne rayonne alors sur toute la chrétienté. Eudes y exerce alors la fonction de prieur dès 1070. Puis, à partir de 1080, il est à Rome, dans l'entourage du pape Grégoire VII. En 1088, Eudes est élu pape par les cardinaux et devient Urbain II. Ce pape français est un fervent partisan de la réforme grégorienne (du nom de Grégoire VII), dont l'objectif majeur est d'éliminer l'influence des laïcs dans la vie de l'Église et même, au-delà, d'affirmer la supériorité du spirituel sur le temporel. Au nom des droits de la souveraineté dont les monarques estiment avoir été investis par Dieu, l'empereur germanique et aussi le roi de France regimbent devant cette prétention. Un violent conflit oppose, depuis des décennies, le pape et l'empereur et nombre d'Églises nationales soutiennent plutôt leur roi que le pape. C'est pour mettre au pas l'Église de France qu'Urbain a réuni le concile de Clermont. La croisade apparaît donc comme un moyen de faire pression sur les pouvoirs politiques : quel chrétien, même portant couronne, oserait s'opposer à une entreprise aussi sainte que la délivrance de Jérusalem ? Le pape sait qu'il trouvera un écho favorable au sein de la chevalerie en appelant celle-ci à guerroyer – mais pour la bonne cause.

Le conflit de l'Église et de la chevalerie

L'Église, dans sa volonté de christianiser la société, se heurte à la chevalerie, monde qui repose sur un système de valeurs assez peu chrétien. Certes, l'Église a entrepris de christianiser les rites de la chevalerie, en particulier la cérémonie d'initiation guerrière qu'est l'adoubement (entrée en chevalerie d'un jeune homme par la remise solennelle des armes). L'Église s'efforce aussi d'encadrer et de contenir l'effervescence batailleuse des chevaliers par des interdits (paix de Dieu et trêve de Dieu : on ne combat pas n'importe quand, ni contre n'importe qui). Mais tout cela reste insuffisant. La croisade sera donc le moyen idéal de récupérer au profit de l'Église le dynamisme chevaleresque et de l'utiliser à de saintes fins.

La croisade c'est la guerre sainte. Conduite contre ceux qui mènent eux aussi leur guerre sainte – le *djihâd* – contre les chrétiens. C'est aussi la riposte de l'Europe contre les Arabes, les Maures et maintenant les Turcs fanatisés par l'islam. Tout a commencé avec la conquête de l'Espagne, en 711, puis les expéditions sarrasines lancées contre l'Italie et la Sicile. Le coup d'arrêt donné par les Francs à Poitiers (732) a écarté de la Gaule la menace. Mais en 846 les Arabes, débarqués sur les côtes italiennes, sont devant Rome et pillent les sanctuaires dédiés à saint Pierre et saint Paul. Fortement établis en Sicile et disposant d'une base en Provence, les Maures exercent une menace permanente sur le sud de la France : Antibes est pillée en 1003, Narbonne en 1020.

Croisade populaire et croisade noble

En Espagne, cependant, la *Reconquista* s'organise et, à partir de leurs bastions du Nord, les descendants des Wisigoths entreprennent la longue marche d'une reconquête qui ne s'achèvera qu'au XVᵉ siècle. Ils reçoivent l'aide de chevaliers français, encouragés par le pape Grégoire VII, qui promet aux preux la possession des terres reconquises, qu'ils tiendront en fief de l'Église romaine. En 1088, Urbain II renouvelle à son tour l'appel à la chevalerie française en faveur de la couronne d'Aragon.

En 1087-1088, une importante expédition française est venue aider les chevaliers espagnols. Y figurent Eudes Iᵉʳ, duc de Bourgogne, et Raimond, comte de Toulouse. Ce dernier va jouer un rôle de premier plan dans la croisade. Urbain II, avant de se rendre à Clermont, a rendu visite à l'évêque du Puy, Aimar de Monteil (aujourd'hui Montélimar). Le prélat a fait, peu avant 1087, pèlerinage en Terre sainte et connaît donc le pays. Urbain va lui confier la

L'ESPRIT DE LA CHEVALERIE

La chanson de geste – qui n'était pas destinée à une élite de lettrés – exalte la souffrance et la mort plutôt que la victoire. Un peuple ou une classe sociale dont la conception du monde est essentiellement tragique a atteint un assez haut degré de maturité morale. *La Chanson de Roland*, rédigée (du moins par écrit) à l'époque des croisades, sans être une histoire de croisés proprement dits, nous en révèle plus long sur la chevalerie que les historiens. Le héros : redoutable à ses ennemis, doux et humble avec ses amis ; l'homme *« clair de visage, large d'épaules, mince de hanches »*, prodigieusement fort, pourvu d'un cheval de valeur exceptionnelle, d'armes étincelantes, d'une épée miraculeuse et toute chargée de reliques, est le saint d'un nouveau paradis. Saint Maurice et surtout saint Georges, avec son armure blanche, son cheval blanc, sont les frères de combat du chevalier. Mais ce que l'on aime dans le héros, ce n'est pas sa force, c'est sa faiblesse.

Oui, il a bien abattu cent ennemis, quatre cents ; du moindre coup de poing, il fracasse les heaumes de fer et fait jaillir dehors des yeux et des cervelles... Il le faut bien, pour soutenir sa réputation. Mais ce qui compte, c'est qu'il est finalement vaincu. La beauté de la geste est dans l'histoire d'un grand malheur.

Histoires d'amour passionné – pour quoi ? pour la guerre ? Oui, dans la mesure où la guerre est le symbole de l'ultime épreuve, de la plus grande douleur. Les passages funèbres des chansons de geste ont valeur d'exorcismes : nul ne tenait à partager le sort de Roland et de ses douze pairs, dont la mort héroïque revécue en pensée par des générations de combattants libérait des réserves inemployées d'émotion – la mort de Roland était la justification morale de toute guerre, et donnait au soldat le plus brutal la conscience de la grandeur spirituelle de sa vocation. On pouvait tuer, piller, violer, brûler les villes, la haute figure de Roland était là pour rappeler que le guerrier – surtout s'il est soldat du Christ – porte en lui un pouvoir de rachat par la souffrance, et une mystérieuse pureté...

Une véritable, une obsédante horreur de la lâcheté apparaît dans tous les textes de l'époque, qu'ils soient l'œuvre de laïcs ou d'ecclésiastiques ; le courage était la grande vertu sur laquelle toutes les autres sont tenues de s'aligner ; on voit que l'homme médiéval, et surtout le chevalier médiéval, était soumis à une loi morale d'ordre particulier, assez peu chrétienne quoique teintée de christianisme, basée sur un stoïcisme, voire un ascétisme guerrier, et sur le culte de l'honneur. Le vieux paganisme germain, en apparence vaincu et oublié, prenait sa revanche.

ZOÉ OLDENBOURG
***Les Croisades*, Gallimard, 1965.**

direction spirituelle de la croisade, en tant que légat pontifical. Puis, le pape se rend à Saint-Gilles, où il rencontre Raimond de Toulouse. Celui-ci accepte de devenir le chef militaire de la croisade. Tout ceci avant l'appel de Clermont.

Après Clermont, le pape fait une tournée de prédication et de recrutement pour la croisade dans le Sud et l'Ouest de la France : il visite le Limousin, Le Poitou, l'Anjou et les pays de la Loire, la Gascogne, le Toulousain, l'Aquitaine. Les résultats dépassent ses espérances. Outre l'armée des Toulousains et des Provençaux, conduite par Raimond, se constitue une armée avec la chevalerie de la France du Nord et du domaine royal, qui regroupe Français, Normands, Champenois et Flamands, sous les ordres d'Hugues de Vermandois, frère du roi de France Philippe I[er] (qui ne peut partir, car il est excommunié pour cause d'adultère). S'y ajoutent une armée de Lotharingiens (Lorraine, Pays-Bas, pays rhénans), conduite par le duc de Lotharingie, Godefroi de Bouillon, et une armée de Normands d'Italie du Sud, dirigée par Bohémond de Tarente.

Conçue par un pape français, mise en œuvre par des chevaliers dont la plupart viennent du royaume de France, la croisade apparaît, aux yeux des musulmans, comme l'œuvre des Francs (*Gesta Dei per Francos*) et c'est ce mot qu'ils utilisent pour désigner, globalement, les Occidentaux. C'est vrai pour la croisade des barons. C'est vrai aussi pour la croisade des pauvres, la croisade populaire conduite par un Picard, Pierre l'Ermite.

Prise de Jérusalem

La croisade populaire, partie du Nord de la France et de Rhénanie, a massacré le long de sa route des Juifs, accusés d'appartenir au peuple déicide. Les bandes de Pierre l'Ermite inquiètent tellement les autorités byzantines qu'elles sont rapidement transportées en Asie Mineure où elles sont massacrées par les Turcs (octobre 1096).

Ce sont les armées des barons qui vont briser la pression turque. Après la prise de Nicée et la victoire de Dorylée (1[er] juillet 1097), les croisés souffrent de la faim et de la soif en tra-



Les quatre chefs de la première croisade : Godefroi de Bouillon, Raymond de Toulouse, Bohémond de Tarente et Tancrède de Hauteville.

SAINT LOUIS ET LES ARABES



Saint Louis en armes. Notre-Dame-de-Chartres. Cabinet des estampes.

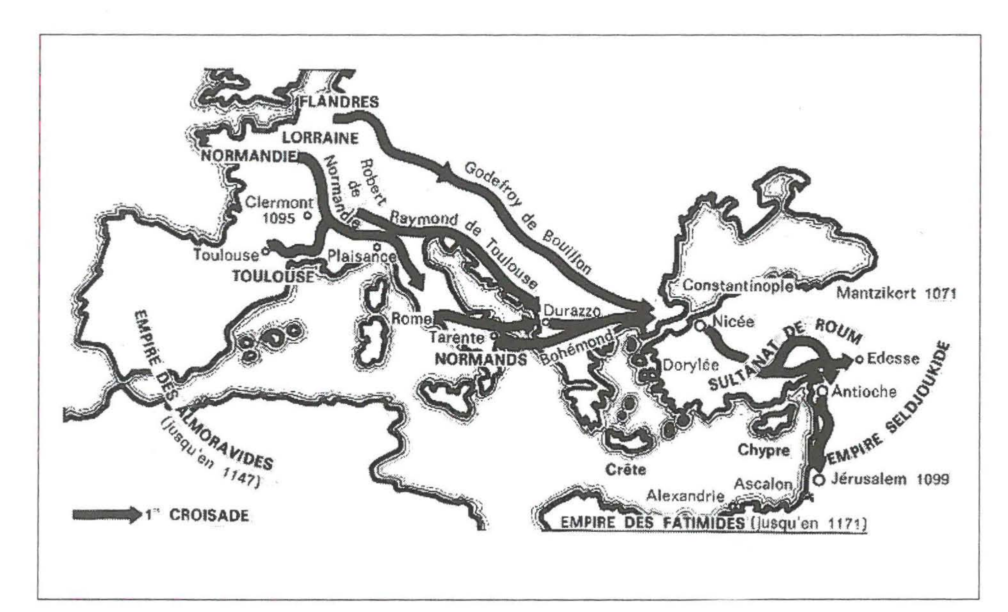
Nous sommes en 1250. La croisade de Saint Louis en Égypte vient d'échouer. Le roi se fait aussitôt conduire en Syrie et, pendant près de quatre ans, y prolonge son séjour.

Ce fut là qu'il donna toute sa mesure. Les Francs de Syrie eussent sans doute souhaité qu'avant de débarquer au Levant, le roi profitât des conflits qui dans la famille des sultans de la maison de Saladin, opposaient le sultan d'Égypte et son cousin, le *mélik* d'Alep. C'était en manœuvrant de la sorte que, vingt ans plus tôt, l'empereur Frédéric II avait obtenu sans coup férir la rétrocession de Jérusalem aux chrétiens.

Mais précisément, imiter Frédéric II, c'est ce que Louis IX à cette époque ne voulait à aucun prix. Il refuse donc tout accord avec les autres puissances musulmanes. C'est un croisé, uniquement un croisé, qui débarque devant Damiette, s'en empare, marche sur Le Caire et, par la folie d'un chevau-léger, son propre frère Robert, échoue à la Mansourah.

Après la Mansourah, après le rachat du roi et son départ pour la Palestine, tout est perdu, fors l'honneur – fors aussi la diplomatie. Dans toute la mesure où une diplomatie avisée, à la fois prudente et hardie, peut réparer un désastre militaire, Louis IX rétablit la situation. Et c'est là qu'il faut admirer la solidité intellectuelle du grand Capétien. Le rigide croisé va se transformer en un politique sans préjugés, qui négociera inlassablement. Du jour au lendemain, faisant maintenant sienne la politique de Frédéric II, il poursuit la dissociation du bloc musulman par tout un système d'ententes en terre d'Islam. Bientôt même, par ses ambassades en pays mongol, il dépassera à cet égard Frédéric et jettera, le premier peut-être dans l'histoire de l'Europe, les bases d'une politique vraiment mondiale.

RENÉ GROUSSET
***L'Épopée des croisades*, Perrin 1995.**



Itinéraire des quatre armées franques engagées dans la première croisade.

versant l'Anatolie. Arrivés devant Antioche (20 octobre), ils se heurtent à des fortifications d'une ampleur inconnue, à l'époque, en Occident. Après huit mois d'un siège difficile, marqué par une crise de défaitisme, la ville est prise. Les rivalités entre barons paralysent alors la croisade pendant plusieurs mois. Enfin la marche en avant reprend le 13 janvier 1099. Le 6 juin, après des épreuves inouïes, les croisés arrivent devant Jérusalem. Le manque de bois retarde la construction de machines de siège.

Le 15 juillet, après deux jours d'assauts infructueux, quelques chevaliers prennent pied sur la muraille et ouvrent la voie aux autres combattants. La prise de la ville s'accompagne d'un terrible massacre. *« Il y eut un tel carnage,* dit une chronique, *que les nôtres marchaient dans le sang jusqu'aux chevilles. »* Acte de purification ? Sans doute. Mais il y eut aussi pillage généralisé.

Une forte empreinte franque

La conquête étant acquise, il faut l'organiser : naît donc un royaume de Jérusalem, d'abord sous l'autorité de Godefroi de Bouillon, « avoué du Saint Sépulcre », à qui succède son frère Baudouin, premier roi de Jérusalem. Autour du royaume s'agrègent la principauté d'Antioche, le comté de Tripoli et le comté d'Edesse.

Si la Ière croisade porte une forte empreinte « franque », celle-ci reste très présente par la suite : la IIe croisade, prêchée par Bernard de Clairvaux, est conduite par le roi de France Louis VII, accompagné de nombreux chevaliers français. La IIIe croisade voit se mobiliser le roi de France Philippe Auguste, aux côtés de l'Anglais Richard Cœur de Lion et de l'empereur Frédéric Barberousse. L'extraordinaire épopée sera close au XIIIe siècle par un autre français, le saint roi Louis IX qui mourra à l'issue de la huitième croisade.

P. V.

Pierre Vial enseigne l'histoire du Moyen Âge à l'université de Lyon III.

Ouvrages à consulter :

Jacques Heers, *Libérer Jérusalem. La première croisade (1095-1107)*. Perrin, 1995.

René Grousset, *L'Épopée des croisades*, Perrin 1995. Synthèse de sa monumentale *Histoire des croisades et du Royaume franc de Jérusalem* parue en 1936 et rééditée en trois volumes chez Perrin en 1993.

Zoé Oldenbourg, *Les Croisades*, Gallimard, 1965.

LES CROISADES, BRÈVE CHRONOLOGIE

830 Premier pèlerinage à Compostelle. Les chevaliers francs passent les Pyrénées pour soutenir la résistance à l'invasion arabe.
844 Apparition légendaire de saint Jacques (« Le tueur de Maures » *Matamoros*) à la bataille de Clavijo.
962 Première chapelle de Saint-Michel (l'archange guerrier) au Puy.
1009 Le sultan du Caire fait détruire les églises chrétiennes de Jérusalem.
1035 Robert, duc de Normandie, en pèlerinage armé à Jérusalem.
1066 Guillaume le Conquérant vainqueur à Hastings.
1071 Les Turcs écrasent les Byzantins à la bataille de Mantzikiert.
1072 Les Normands chassent les Arabes de Palerme et s'emparent de la Sicile.
1095 Prédication de la première croisade par Urbain II (concile de Clermont).
1096 Prédication de Pierre l'Ermite. Les « pauvres gens » sont massacrés par les Turcs près de Nicée (août).
1097 Bataille de Dorylée, en Phrygie, opposant pour la première fois les Turcs aux croisés qui l'emportèrent grâce à Godefroi de Bouillon.
1097-1098 Siège et prise d'Antioche.
1099 Prise de Jérusalem.
1103 Conquête d'Acre.
1123 Croisade vénitienne.
1124 Prise de Tyr par les Francs.
1128 Fondation de l'ordre des Templiers.
1144 Prise d'Édesse par Zengi.
1146 Prédication de saint Bernard.
1147 Deuxième croisade, orchestrée par Louis VII et Conrad III.
1154 Nur-al-Din, maître de Damas.
1169 Saladin, maître de l'Égypte ; appel d'Alexandre III aux chrétiens.
1171 Fin du khalifat fatimide.
1187 Bataille de Hattin (4 juillet), remportée par Saladin qui s'empare de Jérusalem (octobre). Prédication de la troisième croisade en Occident par Grégoire VIII.
1189-1191 Siège et prise d'Acre.
1192 Paix avec Saladin.
1202-1204 IVe Croisade : prise de Constantinople par les croisés.
1212 Croisade des Enfants.
1216 Ve Croisade dirigée par Pélage et Jean de Brienne.
1226 VIe Croisade. Traité de Frédéric II avec le sultan d'Égypte (cession de Jérusalem à Frédéric).
1243 Invasion mongole.
1244 Prise de Jérusalem par les Turcs.
1248 Départ de la VIIe Croisade, dirigée par Louis IX (saint Louis).
1250 Échec des croisés devant Le Caire ; l'armée et le roi sont capturés.
1268 Baïbars enlève aux Francs Jaffa et Antioche.
1270 VIIIe croisade et mort de Saint Louis à Tunis.
1289 Chute de Tripoli.
1291 Chute d'Acre ; fin des États francs au Levant.

DE COVADONGA À L'EXPULSION MORISQUE

La Reconquista espagnole

PAR PHILIPPE CONRAD

Débarqués en 711 à Gibraltar, une poignée de Maures s'empare en quelques années de la péninsule ibérique, hormis les Asturies. L'effondrement brutal de l'Espagne wisigothique est un mystère. La Reconquête durera huit siècles. Histoire d'une longue patience.

L'effondrement rapide du pouvoir wisigothique va livrer en quelques années la quasi-totalité de la péninsule ibérique aux cavaliers arabes et berbères de Musa et de Tariq. Pour plusieurs siècles, l'Espagne musulmane d'Al Andalus va s'étendre de Séville à Valence et de Cordoue à Saragosse. Seul, le nord-ouest galicien et cantabrique échappe à une occupation permanente. Dans tout le reste du pays, les communautés chrétiennes mozarabes subissent la domination des vainqueurs, qui demeurent longtemps minoritaires puisque ce n'est qu'à partir du Xe siècle, au moment où le califat de Cordoue connaît son apogée, que les conversions des autochtones à l'islam se multiplient. Dès les premières années de la conquête, la résistance s'est organisée dans les montagnes du nord autour de Pélage, un noble wisigoth, qui fonde dès 718 le petit royaume des Asturies. La victoire obtenue au combat de Covadonga marque le premier coup d'arrêt donné à l'invasion, mais de nombreux siècles seront nécessaires pour reconquérir les territoires perdus et pour libérer les chrétiens qui, selon Euloge de Cordoue, martyr de sa foi vers 850, invoquent le Christ pour lui demander *« maintenant et toujours de leur épargner le sinistre appel du muezzin. »*



Ferdinand III le Saint (1200-1252), roi de Castille en 1217, il réunit définitivement les royaumes de Castille et de León en 1230. Vitrail de Notre-Dame de Chartres.

COMPOSTELLE, SOUTIEN À LA RECONQUISTA

La *Reconquista* ibérique, plus lente, plus ardue, affrontée à la résistance des musulmans et à de graves difficultés de repeuplement, reçut constamment le renfort de chrétiens venus du Nord, guerriers et pèlerins allant prier à Compostelle, en Galice. La découverte du tombeau de Jacques le Majeur, peu avant ou peu après l'an 800, avait aussitôt pris une signification à résonance politique et militaire. Compostelle se trouvait dans l'un des petits royaumes chrétiens, sortes de réduits jusque-là épargnés par la conquête musulmane, refuges et bases de départ des premières offensives, des premières razzias plutôt, des chrétiens. Saint Jacques venait à l'aide des princes et des chevaliers qui luttaient pour reprendre l'Espagne aux musulmans ; il fut le patron des guerriers, toujours présent. À la bataille de Clavijo, en 844, il était apparu armé, l'épée brandie, chargeant les Maures : *Matamoros*, tueur de Maures, non pas seulement protecteur des chrétiens mais attaquant, conquérant redoutable, symbole de cette *Reconquista*.

Les pèlerinages à Compostelle, attestés dès 830, prirent au long des générations un extraordinaire développement, attirant des foules de pèlerins, pour beaucoup venus d'au-delà des Pyrénées : gens du Languedoc, puis Bourguignons, Champenois, Flamands ; ce sont eux qui, souvent, ont été grossir les armées ; eux aussi qui ont peuplé les nouveaux bourgs du *camino de Compostela*, puis des quartiers entiers dans les villes, à Sahagun, Pampelune, Soria. Ces *Francos* (entendons les hommes du Nord, de Bourgogne souvent), ont acquis là une riche expérience tant des combats que de la remise en ordre des terres conquises et de la rechristianisation. Les seigneurs y eurent leur part. Les moines de Cluny également : le premier évêque installé, en 1085, dans la cathédrale de Tolède, fut un clunisien... comme le fut plus tard, mais seulement dix ans plus tard, le pape Urbain II qui prêcha la croisade vers Jérusalem.

JACQUES HEERS
La Première croisade, Perrin, 1995.

À l'ouest du pays, la formation du royaume de León, puis son union avec la Castille vont donner un espace territorial plus vaste à la chrétienté hispanique ; mais la vallée du Duero constitue pour longtemps la frontière méridionale de celle-ci. Au centre, il faut attendre le début du XIIe siècle pour que les petits royaumes de Navarre et d'Aragon réalisent des poussées significatives vers le sud et entament la reconquête de la riche vallée de l'Èbre. Plus à l'est, ce sont les carolingiens qui ont entamé le refoulement des musulmans avec la création de la Marche d'Espagne, qui est aux origines des principautés catalanes et du comté de Barcelone.



Pélage, noble wisigoth, fondateur en 718 du royaume des Asturies. Il remporte en 722 la bataille de Covadonga qui marque symboliquement le début de la Reconquête.

De la libération de Tolède à Las Navas de Tolosa

Ces premiers progrès demeurent cependant fragiles et, à la veille de l'an mil, les raids dévastateurs d'Al Mansour entraînent la destruction de Barcelone et du sanctuaire de Compostelle, dont les cloches sont rapportées comme trophées à Cordoue. C'est à la faveur de l'éclatement, en 1031, du califat de Cordoue que l'initiative revient aux chrétiens. La division de l'espace musulman en *« reinos de taifas »* rivaux va faciliter la tâche des rois de Castille et d'Aragon.

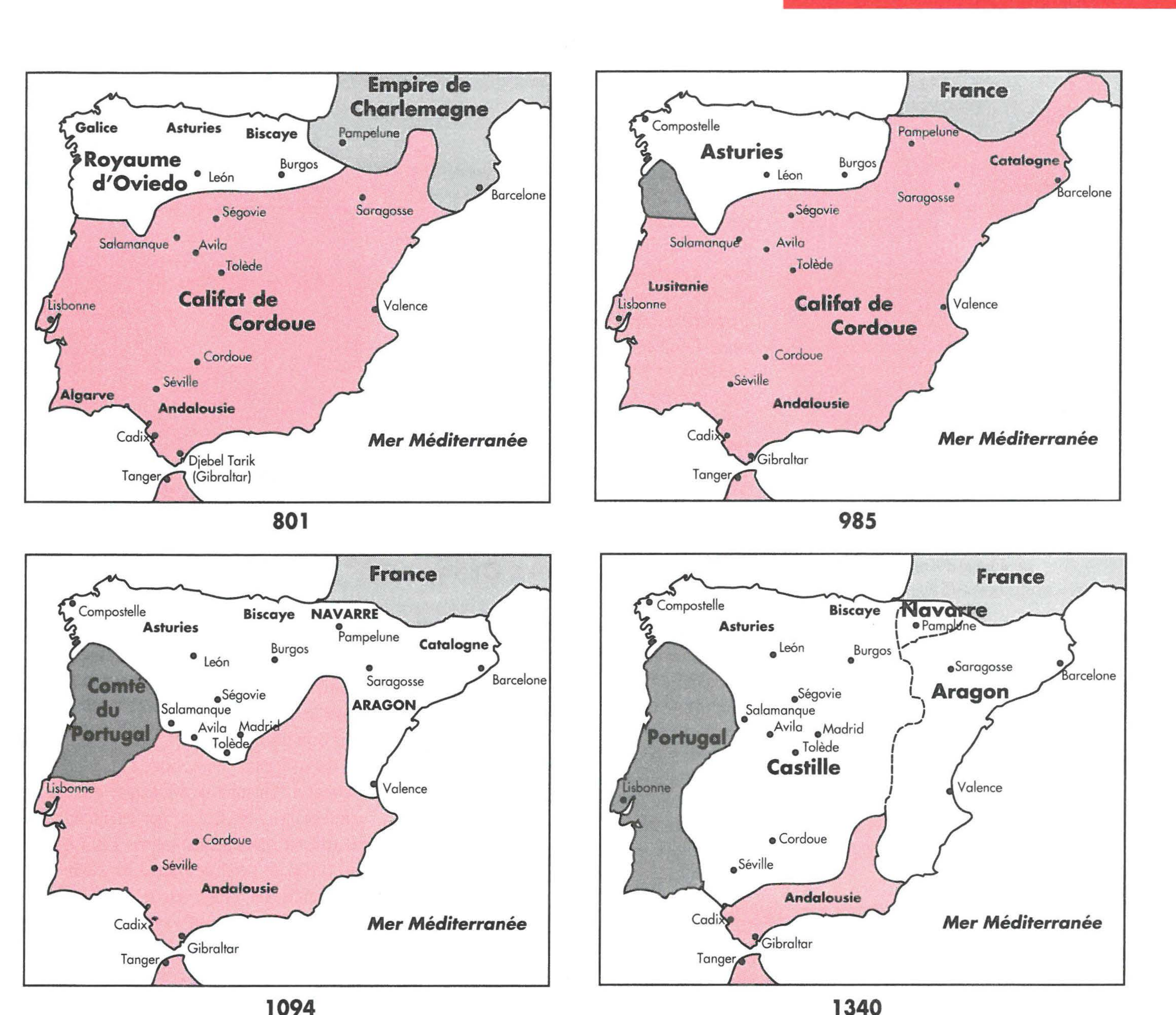
En 1085, Tolède, l'ancienne capitale wisigothique, est reprise ; mais ce succès demeure sans lendemain car l'irruption dans la péninsule des Maures almoravides renverse pour longtemps la situation.

Alors que, du VIIIe au XIe siècles, la chrétienté est demeurée sur la défensive et n'a pu reconquérir que des régions à peu près vides aux musulmans, qui contrôlent encore la majeure partie de l'Espagne « utile » (Andalousie, huertas de Valence, vallée de l'Èbre), la période qui va du XIe au XIIIe siècles voit s'établir un équilibre conflictuel marqué par des avancées ou des reculs de l'un ou l'autre camp. Valence est reprise pour quelques années seulement par le Cid. Saragosse et la vallée de l'Èbre tombent entre les mains du souverain aragonais Alphonse le Batailleur. La décadence almoravide pourrait constituer un atout, mais les vainqueurs de Zalacca et d'Uclès sont bientôt remplacés par les Almohades, surgis du Maroc pour défendre l'islam andalou menacé, et l'émir Yacoub bat Alphonse VIII de Castille en 1198 à Alarcos. Les chrétiens prennent toutefois une éclatante revanche en 1212 à Las Navas de Tolosa.

SANTIAGO, PATRON DE LA RECONQUÊTE

Une tradition tardive présenta saint Jacques le Majeur comme l'évangélisateur de l'Espagne et la crédulité publique accepta la découverte supposée de son tombeau au début du IXe siècle, au moment où la royauté asturienne entamait l'effort de reconquête. L'emplacement présumé du tombeau du saint devint rapidement un lieu de pèlerinage. Les royautés navarraise, asturienne et castillane vont en tirer un immense profit. Ce pèlerinage entraîne au-delà des Pyrénées non seulement des croyants soucieux de rachat mais aussi des combattants désireux d'en découdre avec l'ennemi musulman. Apparu en pleine bataille aux guerriers chrétiens du roi Ramiro Ier lors du combat de Clavijo livré en 844, saint Jacques est en effet le *« Santiago Matamoros »* le saint *« tueur de Maures »* qui appelle à la lutte contre l'Infidèle toute la chevalerie d'Occident. Des liens étroits s'établissent entre les royautés militaires du Nord de l'Espagne et les ordres religieux qui jalonnaient le *« camino »* d'hostelleries destinées à accueillir les pèlerins et les « croisés » qui peuvent venir en Espagne – la papauté l'a autorisé – accomplir le vœu prononcé en 1095. Après la fondation de l'ordre militaire de Calatrava due, en 1158, à Raymond Serrat, abbé cistercien de Fitero, celle de l'ordre de Santiago intervient en 1170 quand, après la conquête de Caceres par Fernando II, un chevalier, don Pedro Fernandez, réunit autour de lui une douzaine de compagnons. Approuvée en 1175 par le pape Alexandre III, la règle est moins sévère que celle de Calatrava. Au fur et à mesure que progresse la reconquête, les ordres militaires, auxquels est venu s'ajouter celui d'Alcantara, vont recevoir d'immenses territoires, qui leur fournissent pour longtemps une puissance et une influence parfois mal supportées par les monarques espagnols.

Ph. C.



L'expansion arabe et la Reconquête de l'Espagne de 712 à 1270. En rouge : les territoires sous domination musulmane.

Rassemblés sous le commandement du roi de Castille et à l'appel de l'archevêque de Tolède, des contingents venus de toute l'Espagne mais aussi de France infligent une défaite décisive aux Almohades. Valence, Cordoue et Séville tombent au cours des années suivantes. Bientôt, il ne reste plus à l'Islam espagnol que le petit royaume nasride de Grenade, que les Rois Catholiques finissent par conquérir en 1492, à l'issue d'une guerre de onze ans.

Poursuivant le combat au-delà du détroit de Gibraltar, Espagnols et Portugais vont installer de nombreux points d'appui sur les côtes marocaines ou algériennes, à Ceuta, Melilla ou Oran. Une quarantaine d'années plus tard, l'empereur Charles Quint ira en personne s'emparer de Tunis, avant d'échouer en 1541 dans sa tentative contre Alger.

La péninsule est libérée de l'occupation musulmane mais la reconquête n'est pas terminée pour autant. Une population morisque importante demeure sur place, notamment en Andalousie, dans la huerta de Valence et même dans la vallée de l'Èbre, pourtant reconquise depuis plusieurs siècles.

L'impossible assimilation des Morisques

Comme les musulmans avaient toléré la présence des chrétiens mozarabes, soumis à des impôts spéciaux et à de multiples vexations, les souverains catholiques, même s'ils exigent très vite la conversion des musulmans, acceptent de fait la présence persistante de cette communauté étrangère à l'Espagne chrétienne. Ils vont accomplir de gros efforts pour faciliter les conversions, allant jusqu'à faire rédiger des catéchismes bilingues, en castillan et en arabe pour accélérer le processus. On admet qu'il faut un certain délai pour que cette assimilation jugée indispensable puisse se réaliser dans de bonnes conditions, mais les Morisques en profitent pour préserver leur identité culturelle et poursuivre clandestinement la pratique de leur religion. Certains grands propriétaires fonciers s'accommodent d'ailleurs très bien de leur présence, dans la mesure où ils constituent une main d'œuvre agricole experte et où la fragilité de leur statut les rend plus dociles que les paysans chrétiens. Cette docilité trouve cependant ses limites. Il est des villages morisques (comme celui de Los Hornachos, en Extremadure) où les autorités publiques et l'Inquisition



Ferdinand d'Aragon
(1452-1516)

Cette deuxième guerre de Grenade intervient alors que la chrétienté paraît dangereusement menacée par les Turcs et les Barbaresques qui règnent alors sur la Méditerranée. Jusqu'à la grande victoire de Lépante, remportée en 1571, on craint sérieusement une action d'envergure contre les côtes espagnoles et plusieurs milliers de combattants viendront d'ailleurs se joindre aux rebelles de Grenade, qui recevront également des armes de leurs coreligionnaires de l'extérieur. Les Morisques espagnols attendent en effet leur libération des victoires du sultan, comme les chrétiens mozarabes priaient jadis pour les succès des souverains de Castille ou d'Aragon.



Isabelle de Castille
(1451-1504)

n'osent pas se risquer. Des révoltes éclatent sporadiquement, en 1526 à Valence, mais surtout en 1568 dans l'ancien royaume de Grenade, plus particulièrement dans la chaîne montagneuse de las Alpujarras. On va voir dans ce cas s'installer une véritable guérilla que les troupes espagnoles mettront deux ans à réduire. Les combats seront féroces et les Espagnols devront consentir de lourdes pertes pour venir à bout des rebelles.

Expulsion vers Oran

Cette situation apparaît dangereuse pour la sécurité du royaume, alors que tous les efforts de conversion ou d'assimilation se sont avérés vains. Les Morisques ont le sentiment d'appartenir à un camp opposé à celui de l'Espagne et le climat d'intolérance absolue entre chrétiens et musulmans fait que les tentatives *« d'intégration »* (le terme est bien sûr anachronique mais n'en est pas moins éclairant) sont de toute évidence vouées à l'échec. L'expulsion apparaît dès lors comme la seule solution. Elle s'effectue dans l'ordre, de manière méthodique, en direction d'Oran qui est alors sous contrôle espagnol. Cinquante mille soldats et toute la flotte sont mobilisés pour expulser trois cent mille Morisques, entre 1609 et 1614.



Bataille de Las Navas de Tolosa, première grande victoire de la Reconquête. Elle fut remportée le 16 juillet 1212, par les armées unies des royaumes de Castille, León, Aragon et Navarre. Gravure de 1608.

La « légende noire » que l'on attache trop souvent à l'histoire de l'Espagne prétend que cette mesure a été la cause du déclin du royaume (thème généralement repris à propos de la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV). Il est inutile de réfuter une telle interprétation, il suffit de la confronter avec la splendeur du Siècle d'Or. On peut cependant tirer de cet épisode un enseignement de portée générale. Il témoigne de l'impossibilité d'assimiler un groupement humain nombreux, enraciné dans une culture propre, appuyée sur une croyance religieuse demeurée vivace. Lorsque cette culture et cette religion apparaissent trop éloignées du milieu dans lequel on tente de les « intégrer » – ce qu'ont voulu faire les rois d'Espagne – on aboutit à une situation de crise qui va inéluctablement en s'aggravant. Il existe de ce fait bien d'autres exemples dans l'histoire.

À propos du jugement « moral » que certains prétendent porter aujourd'hui sur cet épisode de l'histoire espagnole, on peut se rapporter à la conclusion que tire sur ce sujet Henri Lapeyre, le grand historien de l'Espagne morisque : *« Juger de la légitimité ou de l'opportunité de l'opération au nom de principes étrangers à l'époque est une entreprise parfaitement inutile... ».*

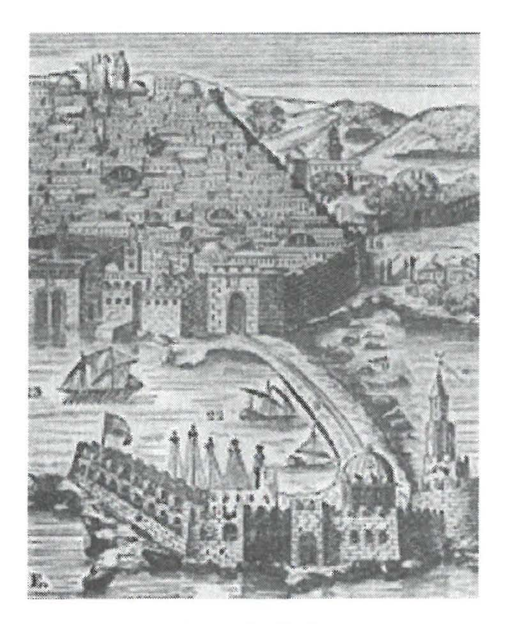
Ph. C.

ESPAGNOLS ET TURCS AU MAGHREB

Le temps des Barbaresques

PAR CLAUDE MARTIN

Chassés d'Espagne en 1492, les Maures sont poursuivis au Maghreb par les Portugais et les Espagnols. Renforcés par les Turcs, ils se replient sur Alger. La ville devient la base de la piraterie barbaresque en Méditerranée. Trois siècles de conflit.



Alger au temps des Barbaresques.

Depuis que Tarik avait débarqué en Espagne avec ses Berbères, une lutte tantôt violente, tantôt feutrée – une sorte de sport que la rançon des prisonniers rendait lucratif – s'était livrée dans la péninsule ibérique entre l'Islam et la Croix. Cette lutte avait duré sept siècles.

Après la conquête de Grenade (1492), l'Espagne n'avait plus un seul État arabe sur son sol, mais elle comptait encore beaucoup de Maures dans ses régions méridionales. Ces gens pouvaient devenir autant d'auxiliaires pour une armée musulmane qui débarquerait sur la côte d'un des anciens royaume andalous. La base de départ au-delà du détroit restait très proche, à quelques heures de navigation par bon vent. La prudence voulait que les chrétiens, renversant la situation dont ils avaient pâti pendant des siècles, conquissent à leur tour les côtes septentrionales du Maghreb. Une deuxième raison les poussait à cela : à partir du XIV[e] siècle, la piraterie musulmane se développait progressivement. Le commerce espagnol – comme le portugais – en souffrait. Ce n'était qu'en tenant les ports maghrébins que les puissances ibériques empêcheraient la course des vaisseaux islamiques.

Les Portugais avaient mené les premiers cette politique de bases en territoire ennemi. Ils avaient pris Ceuta (1415), puis une cinquantaine d'années plus tard Tanger, enfin Arzila. Les Espagnols n'entrèrent dans la course qu'après la prise de Grenade.

Le prologue de la conquête de l'Afrique avait été la prise de Mélilla par la flotte du duc de Medina-Sidonia. Ce succès suffit pour quelques années. Mais en 1501 les Maures de la région de Grenade se soulevèrent. Leur collusion avec l'Afrique parut évidente à la cour d'Espagne. Isabelle mourait en recommandant dans son testament la Croisade africaine. Ferdinand n'y songea qu'après avoir éliminé les Français du royaume de Naples. La victoire espagnole lui donnait la liberté d'agir dans le Maghreb. Il la mit à profit pour envoyer une forte expédition s'emparer du beau port de Mers el-Kébir (1505). L'année suivante, le duc de Medina-Sidonia enlevait Capaza (Igsasa) à l'ouest du cap des Trois Fourches.

Sur les instances du cardinal Gimenez de Cisneros, le roi décida de s'emparer d'Oran. Le cardinal de Tolède avança de grosses sommes d'argent pour préparer l'expédition. Il en voulut pour cela la direction. L'expédition partit en mai 1509. La ville bien fortifiée fut prise d'assaut. Les Espagnols tuèrent 4 000 Maures, firent 8 000 prisonniers et raflèrent un butin considérable.

En janvier 1510, Pedro Navarro enleva Bougie, qui résista peu. En même temps, suivant la tradition politique espagnole médiévale, les représentants de Ferdinand concluaient des traités de protectorat avec les chefs de tribu des environs de Bougie, et avec les représentants d'Alger, de Tenès, de Djidjelli, de Cherchel, de Mostaganem, de Mazagran et avec le roi de Tlemcen. L'Espagne paraissait avoir une position extrêmement solide dans le Maghreb central. Brûlant les étapes,

Ferdinand envoyait Pedro Navarro s'emparer de Tripoli (juillet 1510) et tenter d'enlever l'île de Djerba où il essuya un échec sanglant. À la fin du règne de Ferdinand le Catholique, toutefois, les objectifs stratégiques espagnols étaient atteints. La plupart des ports du Maghreb central étaient occupés par des garnisons espagnoles. Des chefs maures payaient un tribut aux chrétiens. La sécurité des communications maritimes entre l'Espagne et les possessions d'Italie était à peu près assurée. Quant à un retour des Maures en Espagne, il paraissait une chimère.

Le roi d'Aragon ne se sentait pas encore satisfait, cependant. Il envisageait la conquête de Collo, de Bône et surtout de Tunis, tête de pont d'une expansion ultérieure. Maître du pays, Ferdinand aurait pu fermer la Méditerranée occidentale aux Turcs, alors en plein développement. Mais l'expansion espagnole n'était possible en Afrique qu'en période de paix générale. Or, la politique de Louis XII en Italie faisait redouter au roi catholique qu'une nouvelle guerre éclatât dans la péninsule. En 1511, la rupture du Pape et de Louis XII remettait en question l'équilibre italien. La chute de Bologne amena le roi catholique à suspendre la guerre d'Afrique. L'occasion de s'installer solidement dans le Maghreb allait se perdre définitivement pour l'Espagne.

Les Turcs s'installent en Berbérie

Au moment où Ferdinand le Catholique concentrait ses forces en Italie et y remportait des succès éclatants aux dépens des Français, un adversaire dangereux pour l'Espagne apparaissait en Afrique : le corsaire turc Arroudj. C'était le fils d'un potier de Mytilène qui pratiquait la piraterie ainsi que ses frères. Il s'était mis au service du sultan hafcide de Tunis. Ses frères Kheir Ed-Din et Ishaq lui servaient de lieutenants. Après avoir fait une rude chasse aux navires chrétiens en 1513, il enlevait le port de Djidjelli en Kabylie dont il fit sa base et d'où il intervint dans les luttes des chefs de tribus kabyles.

C'est alors que l'on apprit en Afrique la mort de Ferdinand le Catholique. L'Espagne tombait dans les mains d'un jeune roi austro-flamand, Charles Quint, entouré de Flamands impopulaires. Des remous se produisaient dans ce pays. Le moment était bon pour que l'Islam se ressaisît. Les Maures insoumis prirent Mostaganem. Alger appela à son secours Arroudj.



Les frères Barberousse. Pendant trois siècles, la piraterie algérienne fut un fléau en Méditerranée. Au temps de sa plus grande prospérité, Alger comptait 25 000 esclaves chrétiens pour 100 000 habitants.

Alger n'était pas encore une des grandes métropoles maghrébines. Sa baie, où se trouvaient les quatre îlots qui lui ont donné son nom, était assez vaste. Un port de commerce relativement actif s'y était développé. L'arrivée des réfugiés morisques à la fin du XV[e] siècle accrut sa richesse et sa culture mais contribua aussi au développement de la course. L'initiative était dangereuse : elle appelait une riposte des Espagnols. L'oligarchie qui dirigeait la ville se soumit, libéra trois cents captifs chrétiens et accepta l'installation d'une garnison espagnole dans l'îlot du Penon. La forteresse chrétienne, dont les canons étaient braqués sur le port et la ville, coupait court aux velléités de reprendre la piraterie. Mais l'arrêt de la politique espagnole de conquête en Afrique amena les Algérois à réagir. Ils firent appel aux corsaires turcs de Djidjelli. Arroudj accourut, entra à Alger, sans pouvoir cependant expulser du Penon les Espagnols. Mais il instaura sa dictature sur la ville. Les Algérois ayant voulu conspirer, il fit étrangler leur cheikh – qui l'avait invité – procéda à d'autres exécutions et fit taire l'opposition.

Il s'empara de Miliana, de Médéa puis de Tlemcen où il fit noyer soixante-dix membres de la vieille dynastie zaïanide (1518). Le défi était grave pour les Espagnols. Une armée composée de chrétiens et d'auxiliaires musulmans alla assiéger Tlemcen. Arroudj essaya de s'enfuir, mais fut rejoint et tué.

Par malheur pour les Espagnols, le fondateur de l'État turc d'Alger y avait laissé son frère Kheyr Ed-Din, surnommé Barberousse. Or, le cadet avait autant de qualités militaires et politiques que son terrible frère.

La situation où il se trouvait lui apprenait qu'il ne fallait pas trop compter sur les Berbères, mais seulement sur les Turcs et sur les réfugiés andalous. C'est pourquoi il se tourna vers le sultan d'Istambul. Seul celui-ci pouvait lui donner l'argent et les troupes nécessaires à la domination de la Berbérie. Le sultan accepta. la Turquie prenait ainsi pied officiellement dans le bassin occidental de la Méditerranée. Alger était pour elle une base avancée – ce que Gibraltar et Singapour ont été plus tard pour l'Angleterre. De là, elle pouvait porter des coups à la navigation chrétienne. Le sultan envoya donc une petite armée et de l'artillerie au corsaire d'Alger qu'il nomma « beylerbey ». Avec ces ressources, Kheyr Ed-Din put s'emparer de la forteresse espagnole du Penon, mener les grands travaux qui firent d'Alger un port militaire important et enfin étendre la suzeraineté turque sur les terres du Constantinois aussi bien que sur la Mitidja. Ainsi se fonda l'État turc d'Alger qui devait durer jusqu'en 1830. Avec lui, le Maghreb central retombait sous la coupe de l'étranger. L'Algérie était une province turque avec quelques enclaves espagnoles, les présides, d'où les chrétiens lançaient des razzias comme au temps de la *Reconquista* ibérique et surveillaient la mer sans trop de succès, car la course allait devenir l'industrie nationale d'Alger.

François I[er] et Soliman II contre Charles Quint

La course algérienne tenait de la guerre sous-marine contemporaine et du banditisme. Elle était destinée à faire le plus grand mal au commerce des pays chrétiens et à ravager leurs territoires côtiers. En cela, elle avait un caractère régulier. Mais l'intérêt privé intervenait quand cette guerre était menée par des armateurs particuliers qui engageaient pour leur compte les capitaines et les équipages de leurs bâtiments. Il s'agissait pour eux de s'emparer des bateaux chrétiens ou d'aller rafler sur les côtes de l'Europe méridionale des captifs qu'on réduisait en esclavage s'ils n'étaient pas capables de verser une rançon.

La flotte algérienne qui se montait à une soixantaine de bâtiments dont trente-cinq galères devint une des grandes forces de la Méditerranée. Un bénédictin espagnol, le père Haedo, estimait que la ville devait avoir

60 000 habitants et 25 000 esclaves chrétiens. Alger devenait un péril pour l'empire méditerranéen de l'Espagne. C'est pourquoi Charles Quint résolut de l'écraser.

L'Empereur se rendit lui-même à Carthage, conquit La Goulette en 1635, puis Tunis où il délivra des milliers de captifs chrétiens, puis restaura le sultan détrôné qui devint son vassal. Mais ce brillant exploit demeura sans lendemain. Peu après, une nouvelle guerre éclatait entre l'Empereur et François Ier. Le roi de France pour rétablir l'équilibre s'allia avec le sultan Soliman II au risque de faire sombrer la chrétienté entière. Il ouvrit même le port de Toulon aux Turcs, favorisa leur entrée à Nice. Jamais la politique égoïste des monarchies nationales européennes n'avait montré de façon si cynique sa rupture avec l'ancien idéal d'une chrétienté unie contre l'Islam.

Pendant ces années, les Turcs consolidèrent leurs positions, accrurent leurs ravages sur les côtes d'Espagne et d'Italie. Quand, après la trêve de Nice avec François Ier et la trêve de Francfort avec les protestants, Charles Quint put se retourner contre Alger, il se heurta à un adversaire bien préparé. L'Empereur commit la faute d'attaquer en octobre, au moment où la mer Méditerranée est sujette aux tempêtes, sans évaluer les dangers que la baie d'Alger trop ouverte faisait courir à ses vaisseaux. Après un débarquement heureux, un ouragan se déchaîna. Une partie des navires coulèrent. Les soldats mouillés jusqu'aux os durent se retirer devant les Turcs d'Hassan Agha et se rembarquer avec de sérieuses pertes. Cette victoire sur l'Empereur en personne fit monter au zénith le prestige des Ottomans. Quelques années après, malgré l'énergie du gouverneur d'Oran, le comte d'Alcaudete, Tlemcen tombait aux mains des Turcs. Puis ce fut le tour de Bougie d'être prise par les raïs. De toutes les positions acquises sous Ferdinand le Catholique, l'Espagne ne devait plus garder qu'Oran et Mers el-Kébir (1).

Les Turcs restaient maîtres de l'Afrique du Nord jusqu'au Maroc actuel qui leur échappa toujours. À la fin du XVIe siècle, il créèrent trois régences à Tripoli, à Tunis et à Alger. La division actuelle du Maghreb entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie apparaissait pour la première fois clairement dans l'histoire grâce à une décision des Turcs d'Istambul.

Alger fut désormais dirigée par un pacha nommé pour trois ans. Mais les corsaires et les janissaires s'accordaient, le pacha ne pouvait plus rien. C'est pourquoi Alger eut le caractère original d'une république militaire de soldats turcs et de corsaires.

En 1671, les raïs firent décider que le gouvernement d'Alger serait confié à un dey qu'ils éliraient. En droit, le dey était un despote qui gouvernait avec ses cinq ministres et ses collaborateurs particuliers. Mais sa toute-puissance était tempérée par l'assassinat que pratiquaient ses turbulents sujets. Sur les trente deys qu'on trouve entre 1671 et 1818, quatorze furent massacrés. Le dey, les membres du *diwan*, les titulaires des charges de l'État, aussi bien à Alger qu'en province, étaient tous turcs et janissaires. Jamais régime colonial ne fut plus strict.

La justice répressive était d'une brutalité effrayante. On empalait, on brûlait, on faisait mourir sous le bâton les criminels, les esclaves rebelles ou les juifs avec une inhumanité rare.

150 ans de piraterie prospère

Les ressources de l'État basées sur les impôts étaient maigres. C'est sur la course que reposait finalement la prospérité d'Alger. Pendant un siècle et demi, cette étrange industrie donna des résultats excellents aux Algérois. Les légers bâtiments algériens dirigés par des aventuriers venus de tout le bassin de la Méditerranée amenèrent à Alger des vaisseaux, des marchandises et des captifs.

À plusieurs reprises, des escadres anglaises (Marlborough), hollandaises (Ruyter) et françaises (Duquesne) se présentèrent à Alger et la bombardèrent. Pourtant, aucune de ces démonstrations de force ne réussit. Il eut fallu reprendre la tentative de Charles Quint et débarquer une armée. Mais le souvenir de la défaite du Habsbourg faisait passer Alger pour imprenable. Au début du règne de Louis XIV, le débarquement du duc de Beaufort à Djidjelli se termina par un désastre.

Cependant, à partir du XVIIIe siècle, la course s'essouffla, puis entra en décadence.

Au début du XIXe siècle, Alger n'avait plus que 30 000 habitants. Les janissaires étaient tombés de 23 000 à 6 000. Ce fut le moment choisi par Charles X pour l'expédition qui amena un nouveau conquérant en Algérie.

C. M.

Claude Martin a publié *Histoire de l'Algérie française*, Amyot-Dumont, Paris 1963, Tchou 1979.

(1) qui furent abandonnées à la fin du XVIIIe siècle.

J'ÉTAIS ESCLAVE DES BARBARESQUES*



Esclave chrétien à Alger au XVIIe siècle. Gravure d'A. Leroux.

Le vent nous fut aussi favorable qu'il fallait pour nous rendre ce jour à Narbonne (...), si Dieu n'eût permis que trois brigantins turcs, qui côtoyaient le golfe du Lion (...), ne nous eussent donné la chasse et attaqués si vivement que deux ou trois des nôtres étant tués et tout le reste blessés, et même moi qui eus un coup de flèche qui me servira d'horloge tout le reste de ma vie, n'eussions été contraints de nous rendre à ces filous et pires que tigres, les premiers éclats de la rage desquels furent de hacher notre pilote en mille pièces pour avoir perdu un des principaux des leurs, outre quatre ou cinq forçats que les nôtres leur tuèrent. Ce fait, nous enchaînèrent, après nous avoir grossièrement pansés, poursuivirent leur pointe, faisant mille voleries, donnant néanmoins liberté à ceux qui se rendirent sans combattre, après les avoir volés ; et enfin, chargés de marchandises, au bout de sept ou huit jours, prirent la route de Barbarie, tanière et spélongue (caverne, ndlr) de voleurs sans aveu du Grand Turc, ou étant arrivés, ils nous exposèrent en vente, avec procès-verbal de notre capture, qu'ils disaient avoir été faite dans un navire espagnol, parce que, sans ce mensonge, nous aurions été délivrés par le consul que le roi tient là-bas pour rendre libre le commerce aux Français...

SAINT VINCENT DE PAUL

***Extraits d'une lettre du 24 juillet 1607.**

Lors d'un voyage de Marseille à Narbonne en 1605, saint Vincent de Paul fut capturé par des pirates barbaresques et emmené à Tunis. Il convertit son maître, un renégat et revint avec lui en France.

LES FRANÇAIS S'IMPOSENT

La conquête de l'Algérie

PAR JEAN-PAUL LEPERLIER

En vingt jours, le vieux repaire barbaresque est pris. Après, commencent les choses sérieuses, face aux tribus de l'intérieur. Le général Bugeaud et le jeune duc d'Aumale y gagneront leur légende. Épopée en couleurs.

À 3 heures du matin, le 14 juin 1830, les premières unités ont débarqué sur la plage de Sidi-Ferruch, à 27 km d'Alger. L'affaire a été rondement menée. Un corps expéditionnaire de 37 000 hommes. Défait à Staouéli le 19 juin, puis à Fort-l'Empereur le 4 juillet, le dey d'Alger capitulait le 5 juillet à midi. Dans son ordre du jour, le général comte de Bourmont, commandant en chef de l'expédition, résumait tout en deux lignes : *« Vingt jours ont suffit pour la destruction de cet État, dont l'existence fatiguait l'Europe depuis des siècles. »*

La prise d'Alger fut saluée en Europe comme une opération de police salutaire. Si la résistance du dey, représentant le sultan de Turquie, n'a pas duré trois semaines, c'est près de trente années qui seront nécessaires pour soumettre, tribu après tribu, l'intérieur du pays.

Dans la dynamique de ce qu'il pense être une victoire facile et définitive, Bourmont fait occuper Bône et Oran. Mais une première résistance des tribus de l'intérieur se manifeste lors d'une tentative infructueuse pour occuper Blida. Ce sera la première d'une suite de révoltes sporadiques qui ne finiront jamais vraiment.

Fin juillet, malgré la prise d'Alger, Charles X est renversé, ce qui amène la destitution de Bourmont dans des circonstances pour le moins inélégantes. Sommé par le gouvernement né de l'insurrection de se retirer



Prise d'Alger, le 5 juillet 1830. Conçue à l'origine par Charles X comme une grosse opération de police pour nettoyer un nid de pirates qui écumait la Méditerranée depuis trois siècles, l'expédition se transforme en conquête, sans plan préétabli.

dans un pays neutre pour *« attendre la suite des événements »*, le général en chef quitte Alger sans cérémonie, emportant le cercueil de son fils, mort au combat quelques jours plus tôt.

Nommé par Louis-Philippe, le général comte Bertrand Clauzel prend son commandement le 7 septembre 1830, et définit les grandes lignes d'une politique d'apaisement et de tolérance : *« L'intention du roi des Français est d'assurer pour TOUJOURS* (en majuscules dans le texte) *le bonheur des peuples que nos armes ont soustrait à un joug dur et humiliant. »*

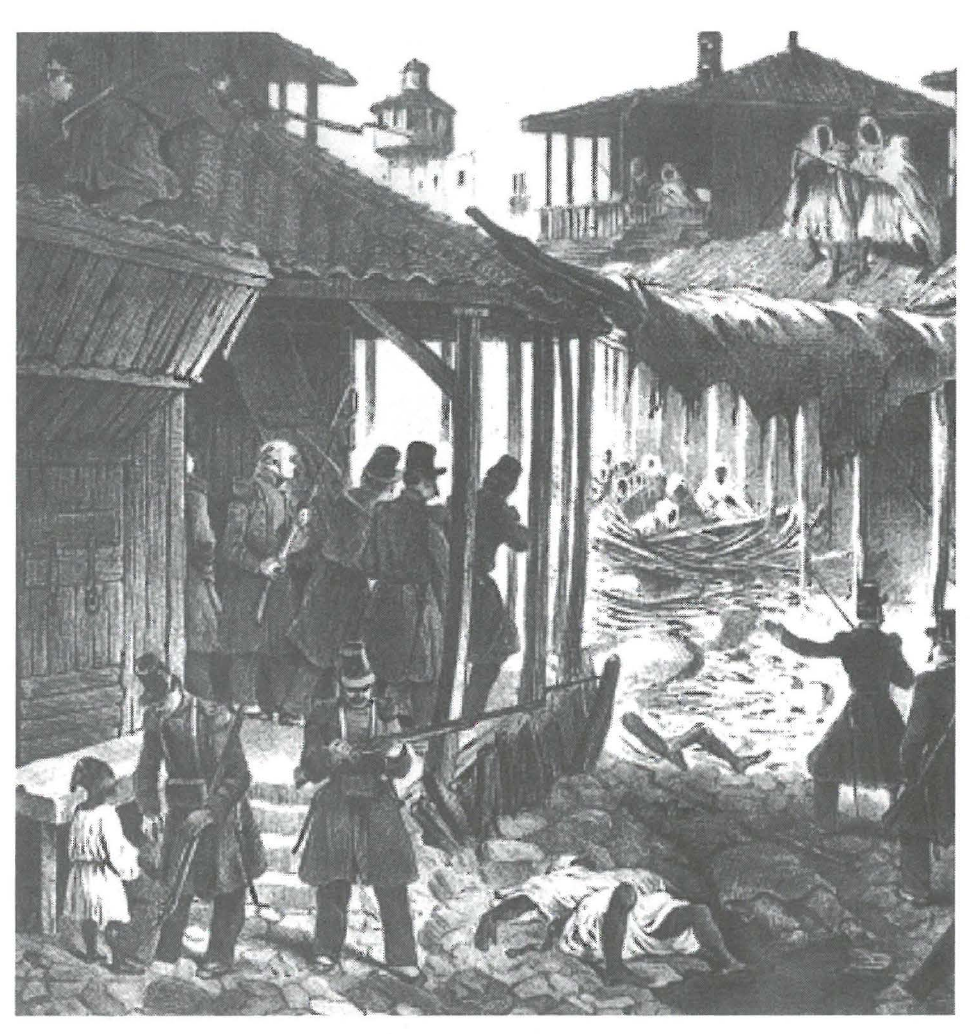
Dans une perspective de pacification, c'est chez l'autochtone que Clauzel recrute des auxiliaires ; tandis que le corps expéditionnaire est ramené à 10 000 hommes. Ainsi est créé, le premier octobre 1830, le « Corps des zouaves », originaires de la tribu kabyle des Zouaouas, dont l'un des premiers chefs, le commandant Duvivier, pourra dire : *« Des zouaves, j'en parlerai non comme soldats, mais comme moyens moraux, contre les populations musulmanes qui nous font la guerre sacrée »...*

Clauzel trouve des troupes affaiblies. Les pathologies coloniales de l'époque tuent deux fois plus que les combats. La malaria fait des ravages et une terrible épidémie de dysenterie remplit les hôpitaux de campagne, sapant le moral des soldats épuisés ; moral qui subit aussi le contrecoup des événements de Paris.

Ce sont donc des colonnes exténuées que Clauzel lance vers l'intérieur du pays. Il occupe pourtant Blida le 17 novembre, franchit l'Atlas au col de Mouzaïa et s'empare de Médéa une semaine plus tard, puis fait occuper Mers el-Kébir par le général Damrémont. Il s'efforce de créer de toutes pièces une administration civile, avec gouvernement général, domaines, douanes, impôts, tribunaux, police et voirie. Mais certaines de ses initiatives diplomatiques sont désavouées par le gouvernement. Clauzel est rappelé en janvier 1831.

Pendant les dix ans qui suivent, Paris tergiverse, ne sachant que faire de sa conquête. Renforts ou rappels des troupes se succèdent, tandis que le corps expéditionnaire change de chefs. Berthézène (janvier 1831), Rovigo (décembre 1831), Voirol (avril 1833), Drouet d'Erlon (juillet 1834) se succèdent avec des résultats inégaux.

Entre-temps, deux figures se sont imposées à la tête des populations insoumises. Ahmed, bey de Constantine, et un certain Abd el-Kader, jeune marabout de 24 ans, de la confrérie Qâdiriya et de la tribu des Hachem, proclamé en novembre 1832 émir et « envoyé de Dieu » par les tribus du Tell occidental. Croyant naïvement l'attacher à la France, le général Desmichels lui reconnaît imprudemment en février 1834 le titre de khalife, ce qui en fait rien de moins que le « commandeur des croyants », titre idéal pour prêcher la guerre sainte.



Prise de Constantine, le 13 octobre 1837. Par une brèche ouverte dans les murailles, les zouaves de Lamoricière pénètrent dans la ville. Cet épisode héroïque et sanglant de la conquête inspira le* Requiem *d'Hector Berlioz.

Clauzel en difficulté

L'émir établit ses bases dans le Tittéri, entre Miliana et Médéa. Et, le 28 juin 1835, il défait les troupes du général Trézel, gouverneur d'Oran, dans les marais de la Macta. La presse s'empare de ce désastre qui secoue l'opinion et les Chambres, au point que l'on rappelle en Algérie le général Clauzel.

Celui-ci reprend l'offensive, selon une tactique qui lui a réussi cinq ans plus tôt. Mais les données ne sont plus celles des premiers mois d'occupation. L'adversaire a pris de l'assurance. Il s'est organisé et structuré autour d'un vrai chef. De plus, Paris tergiverse une fois de plus pour donner à Clauzel les moyens de sa politique, en hommes et en matériel. Après de premiers succès tels que la destruction de Mascara et la prise de Tlemcen, en janvier 1836, le général doit battre en retraite devant Médéa encerclée par l'émir et renoncer à dégager la ville. Le 25 avril 1836, il subit un cuisant revers à Sidi-Yacoub, près de l'embouchure de la Tafna. Des renforts sont immédiatement envoyés et, après d'âpres combats aux confluents de l'oued Isser et du Sikkak, l'émir, qui a eu son cheval tué sous lui et a failli y laisser la vie, voit son infanterie anéantie, perdant 700 fusils et 6 drapeaux. Celui qui lui a porté ce coup, le plus rude qu'il eut reçu depuis le début de sa campagne contre les Français, va lui en porter bien d'autres. Il s'appelle Thomas Bugeaud...

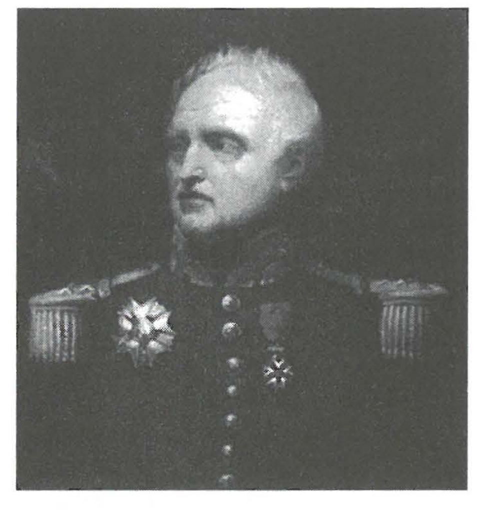
À l'époque, pourtant, celui-ci est loin d'avoir sur l'Algérie les idées qui le distingueront par la suite. Estimant l'implantation en profondeur ruineuse, il est pour l'occupation très restreinte de quelques places fortes du lit-

toral. C'est ce qui l'amènera à transformer en défaite diplomatique ce qui avait été une brillante victoire sur le terrain. Signé entre Bugeaud et l'émir en mai 1837, le traité de la Tafna sera une répétition aggravée des erreurs de Desmichels en 1834. Comme dans le premier traité, la traduction en arabe n'aura rien à voir avec l'original signé par les Français. La France se réservera Alger, Arzew, Oran, Mazagran, Mostaganem et leurs périphéries, ainsi que le Sahel et la Mitidja, mais le pays profond des tribus restera à la merci de l'émir.

Il faudra que ce traité soit violé pour que Bugeaud, changeant diamétralement d'optique, se range aux idées de Clauzel à partir de 1840, année de sa nomination à la tête de l'Algérie.

Pour l'heure, Clauzel est toujours commandant en chef, en cette année 1836, et il rage de ne pouvoir obtenir du gouvernement les 10 000 hommes qui lui sont indispensables pour prendre Constantine. Après être allé jusqu'à menacer de démissionner, il se décide pourtant à tenter le tout pour le tout avec les moyens du bord. Toutes ces tergiversations lui ont pourtant fait prendre du retard. Entassés dans la petite ville de Bône, dans le voisinage des marais malsains de la Seybouse, les 7 400 hommes rassemblés à grand peine sont décimés par les fièvres. *« Ce n'est plus qu'une ébauche d'armée »,* dira le duc de Nemours, fils de Louis-Philippe, qui participe à l'expédition. L'hiver, déjà avancé, contribue à exténuer les soldats grelottant de froid et de fièvre. Quelques assauts sont donnés. Le général Trézel est blessé. Il faudra toute l'énergie du général Changarnier pour que la retraite ne se transforme pas en déroute et en massacre. Rentrée à Bône le premier décembre, l'armée a perdu le septième de son effectif et Constantine reste insoumise...

Clauzel rappelé à Paris, c'est son remplaçant, le général Damrémont qui, l'année suivante, repartira à l'assaut de la ville-citadelle campée sur son piton et protégée par les ravins infranchissables du Rummel. Cette fois, Paris n'a ni traîné ni lésiné. L'armée est forte de 12 000 hommes et les travaux de siège peuvent commencer avant l'hiver. Le 12 octobre 1837, dès les premiers engagements, les généraux Perregaux et Damrémont sont mortellement blessés. Le général Vallée prend le commandement, et le 13 octobre, les colonels Lamoricière, Combe et Corbin donnent l'assaut. Le premier est gravement blessé, le second prend sa place et se fait tuer. À dix heures, après des combats effroyablement sanglants, la ville est prise. Berlioz composera un



Le maréchal Bugeaud (1784-1849). Ancien vélite de la Garde impériale à la fin des guerres napoléoniennes, envoyé en Algérie en 1836, il battit Abd el-Kader à Sikkah. Gouverneur de l'Algérie de 1841 à 1847, il adapta sa tactique à celle de l'adversaire et se montra favorable à une colonisation militaire.

admirable *Requiem* pour les soldats tombés à Constantine.

Parmi tous les gouverneurs qui s'étaient succédés, seul Clauzel s'était préoccupé de substituer la charrue aux armes. Bugeaud allait lui emboîter le pas à partir de 1840.

Création de l'armée d'Afrique

Thomas Robert Bugeaud, marquis de La Piconnerie, est né sans fortune. Officier sorti du rang, il sait parler au soldat. En Espagne, sous l'Empire, il a connu la guerre d'embuscades, de coups de mains et de partisans, expérience précieuse en Algérie. À l'inverse de Clauzel, sa chance est d'être appelé au gouvernement général de l'Algérie au moment où la France s'engage enfin avec détermination dans une politique de conquête et de colonisation qui va lui permettre de donner sa mesure. Nommé alors qu'Abd el-Kader est au faîte de sa puissance, il va consacrer l'essentiel de son énergie à réduire l'émir rebelle, de décembre 1840 à septembre 1847.

Créateur de l'armée d'Afrique, il tourne résolument le dos aux méthodes de la guerre classique, adapte l'uniforme au pays et au climat, remplaçant notamment l'énorme shako par la fameuse « casquette » qui portera son nom. Plus de soldats immobilisés dans des postes, plus de convois lourds et interminables, mais des troupes légères, mobiles, manœuvrières, calquées sur l'adversaire et aussi rapides que lui. Comme les Arabes, il pratiquera la « razzia », pour obliger l'ennemi affamé à demander l'aman...

Les campagnes se multiplient : Dès 1841, l'Oranais et le Tittéri sont conquis. 1842 voit tomber Tlemcen, le Chélif et le Tell. Le 16 mai 1843, le jeune duc d'Aumale capture la smala d'Abd el-Kader qui se réfugie au Maroc. Le prince de Joinville bombarde Tanger le 6 août 1844, et Bugeaud écrase l'armée marocaine à la bataille d'Isly huit jours plus tard.

Le 18 septembre 1844, le traité franco-marocain de Tanger marque le commencement de la fin pour l'émir. En septembre 1846, à Sidi-Brahim, l'anéantissement d'un détachement de chasseurs à pied français sera son dernier coup d'éclat.

Mais, un nouveau soulèvement débute en Kabylie, fomenté par un certain Bou Maza, se présentant comme un *mahdi* (envoyé du prophète). Bugeaud précipite ses troupes au corps à corps, dans les défilés et les grottes, qui sont enfumées comme des terriers de renards, retournant contre l'adversaire ses propres méthodes avec une égale violence. Méthodes efficaces, mais que Paris (où la IIe République est proclamée en 1848), prévenu contre lui par les campagnes humanitaires d'Alexis de Tocqueville, refuse de cautionner. Désavoué après tant d'autres, Bugeaud est remplacé en un premier temps par le duc d'Aumale, puis, au lendemain du coup d'État du futur Napoléon III (2 décembre 1852) par un fidèle bonapartiste, le général Randon. Celui-ci restera six ans et demi en poste, de décembre 1852 à juin 1858. Entre-temps, Abd el-Kader s'était rendu au général Lamoricière (23 décembre 1847), la prise de Laghouat avait permis le contrôle des voies caravanières du Sahara (4 décembre 1852) et les Kabyles, malgré la dernière tentative d'une poignée d'irréductibles, menés par une femme marabout, Lalla Fathma, avaient tous enfin demandé l'aman, tribu après tribu, au cours de l'année 1857, marquant ainsi la fin de la conquête. En 1864, le gouvernement militaire de l'Algérie sera remplacé par un gouvernement civil.

J.-P. L.

Jean-Paul Leperlier a publié en 1990 une étude sur la conquête de l'Algérie à travers la biographie d'un de ses acteurs, modeste et pourtant célèbre, Jules Gérard, *Le Spahi traqueur de lions*, Éditions du Rocher.

Bibliographie :

Pierre Montagnon, *La Conquête de l'Algérie*, Pygmalion-Gérard Watelet, Paris 1986.

Claude Martin, *Histoire de l'Algérie française*, Amyot-Dumont, 1963.

Voir également, notamment sur l'armée d'Afrique, le n° 8 d'*Enquête sur l'Histoire*, consacré à « l'Aventure coloniale » (1993).

LE ROYAUME ARABE DE NAPOLÉON III

Du dernier Bourbon aux débuts de la Vᵉ République, l'Algérie n'aura sans doute pas connu de meilleur avocat que Napoléon III. À telle enseigne que l'on a pu parler de la vision prophétique de l'Empereur, vision dont l'originalité même déconcerta les contemporains.

Lorsqu'éclate le coup d'État du 2 décembre, la pacification de l'Algérie est quasiment acquise. Seules, la grande Kabylie et, aux confins du Sahara, un certain nombre d'oasis du Sud, demeurent insoumises. Pour Louis-Napoléon, le dossier des trois départements (Constantinois, Algérois, Oranie) reste une énigme doublée d'un legs onéreux. Il sait, en outre, par les résultats du plébiscite du 21 décembre 1851, qu'il doit compter là-bas sur une opposition républicaine déterminée.

Ancien ministre de la Guerre, le général Randon reçoit la charge de gouverneur général (1852). Il entreprend aussitôt la réduction des zones dissidentes du Sud. En contrepoint, sa politique favorise un net progrès de la colonisation entraînant une double conséquence : la poursuite de la confiscation du sol par amenuisement des aires de parcours des tribus nomades ; et, corollairement, l'émergence de sociétés de colonisation aux méthodes indélicates.



Au château d'Amboise, Napoléon III met fin à la captivité d'Abd el-Kader. Pour prouver sa reconnaisssance, l'Émir refusera toujours de reprendre les armes contre la France.

Divers scandales conduisent Napoléon III à réorganiser l'administration d'outre-mer par l'institution d'un ministère de l'Algérie et des colonies (1858), successivement attribué au prince Jérôme et à Chasseloup-Laubat, qui ne se révèlent pas à la hauteur de leur mission.

Le ministère supprimé (1860), l'Empereur fait véritablement sienne la question algérienne. Avec, en point fixe de son attitude, l'éveil d'une arabophilie dictée, entre autres, par la considération que lui manifestèrent, lors de ses deux voyages, les dignitaires musulmans. Un premier et bref séjour (17-20 septembre 1860) pique l'intérêt du couple impérial, d'où ce mot : *« Je préfère utiliser la bravoure des Arabes plutôt que pressurer leur pauvreté... »* Retour d'Alger, Louis-Napoléon rend la prépondérance à l'élément militaire et nomme en qualité de gouverneur général le maréchal Pélissier, à qui succèdera le maréchal de Mac Mahon.

Quelle est au juste la pensée du souverain ? A l'image de son règne, elle apparaît composite. Elle plaide en faveur d'un « royaume arabe » et, ce faisant, prouve sa cohérence en observant la politique des nationalités, axe central de la diplomatie du Second Empire. C'est l'héritage de la Révolution. Puis elle entend protéger les indigènes contre deux féodalités, celle des « bureaux arabes » (corps d'administrateurs militaires créé par Bugeaud) à la raideur ombrageuse, et celle de certains colons européens aux appétits voraces. C'est l'héritage de la tradition capétienne. En quelques formules, l'Empereur définit son propos : *« L'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe ; les indigènes ont, comme les colons, un droit égal à ma protection. Je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français. »* Deux sénatus-consulte témoignent de la volonté impériale ; l'un vise à établir le régime de la propriété foncière (1863), l'autre accorde dans le principe la nationalité française aux indigènes musulmans (1865), qui bouderont cette « faveur ».

Pour la seconde fois, Louis-Napoléon gagne l'Algérie (3 mai-7 juin 1865), où il est acclamé par les Arabes, qui le surnomment El-Kerim, le généreux (1).

Ce « royaume arabe » que l'Empereur appelle de ses vœux laisse présager l'établissement d'un régime d'union personnelle avec un vice-roi résidant à Alger (2). Mais l'opposition de certains colons se durcit sous le coup ; l'un de leurs porte-parole, Jules Duval, saint-simonien repenti, lance : *« L'Algérie sera un royaume français et non un royaume arabe ! »*

L'Empire mis à bas par la défaite de Sedan, les musulmans perdent leur protecteur. La situation est soudain aggravée en Algérie par le décret Crémieux (24 octobre 1870), qui accorde automatiquement la nationalité française aux frères ennemis, juifs d'Algérie (3). L'affront suscite la colère des Arabes, provoque un nouveau soulèvement en Kabylie, et crée le climat idéal pour les futures campagnes de presse de *La Libre Parole* d'Edouard Drumont et l'agitation antisémite de Max Régis, qui sera élu maire d'Alger en 1898.

Telle fut sans doute la seconde mort de « l'idée royale », singulièrement défendue par l'empereur des Français, prince coupable d'un grand dessein prophétique à contre-pied des idéologies : la paix régalienne promise aux trois provinces à l'ombre des trois couleurs.

ERIC VATRÉ

---

(1) Claude Martin : *Histoire de l'Algérie française.* (Tome 1, p. 215. Tchou. 1979).

(2) Jean Martin : *Algérie,* pages 28-30-31. *Dictionnaire du Second Empire.* Sous la direction de Jean Tulard. (Fayard. 1995).

(3) Adolphe Crémieux (1796-1880), député républicain et principal animateur de l'Alliance israélite universelle, membre du gouvernement de Défense nationale en 1870, après la chute du Second Empire.

Le fer et la charrue

PAR PIERRE MONTAGNON

Les colons. Qui furent-ils ? Républicains de 1848 en attendant les républicains espagnols. À travers l'histoire d'une famille et d'un village de la colonisation, restitution d'une aventure dans sa vérité.



Départ des colons algériens. Gravure d'après G. Donjean, 1848. Le départ des colons n'a pas toujours lieu dans cet enthousiasme car il s'agit souvent d'une mesure de police. Les révolutionnaires qui viennent d'abattre Louis-Philippe sont envoyés coloniser l'Algérie par la IIe République.

Il s'appelle Joseph Astre. Il est né à Béziers, en Languedoc, en 1816. Son père était républicain et libre penseur. Le fils le sera aussi. Il exerce le métier itinérant de cordier.

Elle se nomme Marie Larzac. Elle a vu le jour en Périgord, en 1814. Elle est donc un peu plus âgée que celui qu'elle épouse, en 1840, dans son pays natal. Deux enfants, deux filles, naîtront de cette union, en 1842 et 1844.

La France de 1848 bouge. Le peuple de Paris s'insurge. Le gouvernement bourgeois le mate durement. Joseph Astre se sent lui aussi une âme de révolté, prêt à répudier jusqu'à son propre pays.

Les têtes chaudes, comme Astre, les pouvoirs publics souhaitent s'en débarrasser. L'Algérie est porte ouverte. Pour plus de succès, ils lancent des offres séduisantes.

Au début de décembre 1848, Joseph Astre signe, en toute liberté, un engagement de « concessionnaire libre » en Algérie. Le contrat est alléchant. L'acte de concession ne prévoit-il pas une maison construite par le Génie, quatre hectares de terre, une paire de bœufs, les instruments aratoires, les semences ? En contrepartie, les exploitants ont trois ans pour mettre en valeur la concession. Joseph Astre n'y voit qu'une clause de style et part donc de son plein gré, persuadé qu'un nouvel eldorado l'attend outre-Méditerranée.

À la mi-août 1849, par le canal du Midi, toute la famille venant de Ribérac rejoint Sète, port d'embarquement pour Philippeville. La concession qu'il attend est sise à Jemmapes.

Le 20 août 1849, Joseph Astre et son épouse regardent s'éloigner leur terre natale. Ils ne la reverront plus.

Dix jours plus tard, le clapotis réveille les passagers. Tout est calme. L'ancre a été jetée. Les contreforts du djebel Denia barrent l'horizon. Vers la gauche, se devinent Philippeville et ses constructions.

Dans l'aube de cette fin d'août, les époux Astre contemplent cette terre qui va devenir la leur.

« Qu'elle est belle ! »

Ils ne se doutent pas combien elle va être dure aussi.

Stora n'est qu'un mouillage. La ville, c'est Philippeville, à quatre kilomètres, avec près de 6 700 habitants dont seulement 500 Arabes. Une cité bâtie en dix ans, avec ses cantonne-

ments militaires à l'est et ses quartiers civils à l'ouest. Pour s'y rendre, la piste carrossable emprunte une ancienne voie romaine.

Les bagages ont été chargés sur des chariots de l'armée. Celle-ci a pris en compte les nouveaux venus dès leur arrivée. À eux de suivre, d'obéir aussi.

La nuit est tombée lorsque le convoi franchit les remparts. Le logement chez l'habitant est la coutume. Voyant les deux fillettes, la femme qui héberge les Astre, ne peut s'empêcher de s'écrier :

« Mon Dieu, les beaux enfants ! Mais vous ne savez pas que le choléra est là ? »

Le choléra ! le mal impitoyable. Il emportera Bugeaud. Il a, en cette année 1849, fait plus de mille victimes à Philippeville.

Il est trop tard pour reculer. Il n'y a plus qu'à attendre, attendre, le convoi qui partira pour Jemmapes.

Dans la pénombre, au lieu de rassemblement, sur la place de l'Église, les futurs colons chargent leurs modestes bagages. L'armée d'Afrique perçoit mal ces nouveaux venus. Pour elle, ce sont tous des « rouges », de ces émeutiers de juin 1849 qui ont tiré sur elle et qu'elle a dû briser. Les troupiers s'esclaffent. Les commandements fusent sans grande cordialité.

La colonne s'ébranle avec le jour. Sitôt passé la porte de Constantine, elle entre en territoire militaire.

La piste quitte la plaine et aborde les collines. La rampe devient raide en certains passages. Les lourds vêtements européens ne sont pas faits pour l'été algérien. La sueur ruisselle sur les visages et trempe les ceintures.

Une large échancrure : le col d'el-Diss. Un fortin veille sur le passage. Tout autour, un terre-plein a été dégagé pour stationner. Là est prévu le bivouac.

Première veillée, premier sommeil du bled. Les pleurs sans fin des chacals, le feulement d'une panthère, les lourds rugissements du lion en seront les compagnons. Quelques coups de feu claquent, tirés par des sentinelles au doigt nerveux.

Portée par la brise matinale, le clairon égrène la diane. La journée sera semblable à la précédente.

Voici Jemmapes. Les illusions tombent. Le village ? Il n'est qu'ébauche. Les bâtiments communaux ? Un fort pour la garnison du génie ! Les maisons ? Des tentes en piteux état. Les villageois ? Une petite cinquantaine de rescapés du désespoir et de la maladie. Le bétail ? Un bœuf pour deux concessionnaires.

L'ARMÉE D'AFRIQUE DANS LA LIBÉRATION



Les Commandos de France défilent à Alger, en 1943.

En novembre 1942, quand l'Afrique du Nord française fait son retour dans la guerre, elle dispose de 225 000 hommes, dont 6 700 officiers. Par comparaison, les FFL comptent alors au total environ 50 000 hommes, en majorité indigènes, dont 1 700 officiers. L'armée d'Afrique qui a été reconstituée et secrètement renforcée par le général Weygand avec le plein accord du maréchal Pétain est jetée, dès le 19 novembre, contre l'Afrikakorps dans la bataille qui fait rage en Tunisie. C'est elle qui fournit l'essentiel des troupes placées sous le commandement du général Giraud assisté de Juin.

De la passe de Faïd où les Français résistent héroïquement à une attaque allemande de chars «Tigre» de 52 tonnes, jusqu'à la victoire française de Médenine et à la capitulation allemande du 12 mai 1943, les troupes françaises de l'armée d'Afrique jouent le rôle principal. Ce n'est pas là un mince exploit, mais, pour des raisons politiques évidentes (cette armée est réputée « pétainiste »), ce fait d'armes a laissé peu de traces dans les livres d'histoire. Et pourtant, c'est devant ces Français-là que la redoutable Afrikakorps met bas les armes, que plus de 200 000 soldats ennemis capitulent en rase campagne. Un désastre comparable à celui de Stalingrad.

Sous les ordres des généraux Juin, Guillaume, de Lattre, Monsabert, cette armée d'Afrique, progressivement équipée et armée par les Américains, continuera à se couvrir de gloire en Italie, en Corse, lors du débarquement de Provence et dans tous les combats de la Libération jusqu'en Allemagne.

C'est l'occasion de souligner l'effort exceptionnel fourni par les Français de souche européenne (pieds-noirs) dans ces combats. Sur 1 076 000 Français de souche européenne, 175 500 hommes ont été mobilisés de 1943 à 1945, soit 16,4 % de la population, une proportion fort supérieure à celle de la métropole en 1918, considérée pourtant comme exceptionnelle. La France, alors captive et muette, pour qui luttaient et mouraient ces volontaires ardents et purs, semble les avoir oubliés.

DOMINIQUE VENNER
***Histoire critique de la Résistance*,**
Pygmalion/Gérard Watelet, 1995

Le clairon sonnera la soupe et puis la retraite. L'existence communautaire attend les colons de Jemmapes.

Les journées, les semaines, les mois se ressemblent. Seules, les saisons apportent une alternance. Réveil au jour. Rassemblement pour le travail sur le chantier du futur village, au début de la mise en valeur de la concession.

Celles des Astre est située en bordure de la route de Philippeville. Hormis quelques ares au labour, ce n'est qu'un champ de lentisques et de bruyères. À la pioche, à la hache, la terre arable doit être dégagée.

La maladie rôde. Tous les quinze jours, l'infirmier militaire impose sa dose de quinine contre le paludisme. Cette petite poudre blanche de sulfate de quinine est vitale. la mort frappe. Un an à peine après l'occupation des lieux, le petit cimetière compte plus de tombes que le village de vivants.

1849 s'achève. Année terrible. Jemmapes a connu 147 décès : parmi eux beaucoup d'enfants.

La récolte de 1850 arrive, mais la saison a été trop sèche. Un sac de blé pour les Astre ! L'été est torride. Des incendies éclatent dans

À L'HEURE DE L'ANISETTE

La bande, c'était Bachir, Hernandez, Benyamine « de Saint-Eugène », Cheklal, le p'tit Tolet, Séguala dit « Stocafiche » et Amar rebaptisé « Calamar » parce que son père était pêcheur, Morin « le francaoui », et puis, moi, Cohen. Bande hétérogène de gamins à la fraîche adolescence que la rue et les bancs du collège Ardaillon avaient rassemblés et soudés autour de passions partagées : les films d'Audy Murphy, d'Alan Ladd, Gary Cooper, John Wayne et Lex Barker (le troisième Tarzan) ; l'amour fou d'Oran et le mépris pour Alger, la capitale ; les premières cigarettes Bastos et anisettes Gras ; les escapades vers les plages de la corniche dans les cars bringuebalants de la Sotac, le goût pour la calentita bien chaude et bien salée, pour les gamines dorées, provocantes et fuyantes, que nous croisions rue d'Arzew, les jeudis après-midi.

1955. La guerre d'Algérie n'était vieille que de quelques mois. Fomentée par des « hors-la-loi », là-bas dans les Aurès. Loin d'Oran l'Espagnole, Oran la frivole, aussi sûrement protégée des *« événements »* (comme disaient alors les journaux) qu'elle l'avait été, longtemps auparavant, de la peste par la vierge de Santa Cruz qui, là-haut, sur le Murdjajo, penchait sa tête sur la ville. Et puis, un soir, à l'heure de l'anisette, au carrefour du boulevard Gallieni et de la rue d'Alsace-Lorraine, la grenade lancée à la terrasse d'un café. Les premiers morts oranais. Un « Européen » et l'auteur de l'attentat rattrapé par la foule et lynché. Un « Arabe ». Dans notre petite bande, nul, le lendemain n'osa en parler. Mais nous savions tous qu'elle venait de se diviser en « Européens » et « Arabes ». Le jeudi suivant, ceux-ci ne nous accompagnaient pas rue d'Arzew. Ni dans les surprises-parties. Au collège, bien sûr, nous nous serrions les mains, nous chahutions encore ensemble. Nous étions toujours amis. Mais vint vite, trop vite, l'âge du temps des engagements politiques. Et chacun choisit « son camp naturel ». La guerre d'Algérie nous avait rattrapés. Cheklal, une nuit, tira sur une patrouille des unités territoriales. Il fut abattu. J'en pleurai.

JEAN-PIERRE COHEN

les forêts voisines, allumés par des Arabes. Tous les hommes valides combattent le feu.

Le mois d'août 1850 et « ses fièvres pernicieuses » fait 19 morts dont 12 enfants. Septembre est tout aussi meurtrier. La famille Astre échappe par miracle.

Un événement d'importance célèbre la fin de 1851, après des récoltes encore moyennes à cause des orages. Les baraques, promises depuis bien longtemps, sont livrées. Le village de Jemmapes voit véritablement le jour.

Oh, ces baraques ne sont pas encore des palaces ! Chacune offre quatre logements.

Les heures difficiles ne sont pas terminées. En 1852, le choléra frappe à nouveau. Le village se vide : nombreux décès et départs. Une fois encore, les Astre sont épargnés par l'épidémie et le découragement. De nouveaux colons arrivent de Franche-Comté et des environs de Bône.

En 1853, un maire civil est nommé. Il n'est qu'officier d'état-civil. L'autorité miliaire restera souveraine jusqu'en 1855.

La pacification est achevée. La sécurité s'améliore. Pourtant, subsiste un banditisme qui s'en prend aux fermes et aux colons isolés.

Un fait nouveau : l'ouverture d'un café maure. Le temps de la méfiance s'estompe. Plus d'un musulman offre ses services et se fait embaucher. Cette main-d'œuvre aide la colonisation. Le village, exclusivement européen à l'origine, accueille de nouveaux habitants d'origine indigène.

Le temps des pionniers

Dix ans ont passé. Les maisons sont achevées. Autour d'elles, mairie, école, église, gendarmerie, bureau de poste, se dressent maintenant.

En 1863, Joseph Astre reçoit les titres définitifs de sa concession. Il est désormais propriétaire. Le petit vignoble, agrandi chaque année, le sort de la gêne. L'année suivante, il mariera sa fille à André Ratier, un enfant de Jemmapes. C'est elle, la grand-mère Ratier, qui a fidèlement rapporté ses souvenirs à son petit-fils.

Après, ce fut ce que beaucoup, avec nostalgie, appellent l'Algérie heureuse : le travail, les hauts et les bas avant que…

La vie de ce couple Astre de 1849 à 1863, date à laquelle il est à peu près sorti d'affaire, résume assez bien l'époque des pionniers de la colonisation rurale. À des différences de schémas près, colonisation individuelle, collective ou militaire, les sept cents villages dits de colonisation qui ont vu le jour durant la présence française, ont vécu, à l'origine, les mêmes cheminements.

Les villages de colonisation doivent leur existence d'abord à la main militaire (sans parler des routes, des ponts, etc.). Il est significatif que nombre d'entre eux honorent par leur nom la mémoire d'un général ou d'un officier. Les noms de batailles, tout aussi fréquents, proviennent des militaires voulant rappeler leurs exploits ou ceux de leurs aînés. Ainsi, Palestro, Inkerman, et plus loin, Lodi, Mondovi…

La toute-puissance du « sabre » débouche tout naturellement sur un antagonisme. Les colons n'aspirent qu'à se débarrasser d'une tutelle chaque jour plus pesante, alors que le danger et le besoin d'une assistance s'éloignent.

Ces colons d'Algérie, qui sont-ils ? L'exemple du républicain Joseph Astre ne doit pas égarer. La grosse majorité de tous ceux qui débarquent à Oran, Alger, Bône ou Stora, est constituée d'humbles gens, pour beaucoup du bassin méditerranéen, Espagnols, Italiens, Maltais, qui, sans arrière-pensées politiques, viennent tenter leur chance.

Chaque centre de colonisation a un long martyrologe. Certains centres doivent être repeuplés plusieurs fois. L'hécatombe pendant les premières décennies aura été terrible. Ce tribut payé sera celui de la création, là où il n'y avait rien ou presque rien.

Et alors, une question se pose. D'où viennent-elles, ces terres de concession des colons européens ?

Elles sont de toutes origines. Il y a des transactions de gré à gré dans des conditions convenables. Le général Valée, occupant le site de la future Philippeville, dédommage largement les habitants des lieux. Il espère ainsi se concilier les populations.

La chute du dey, des beys, des grands dignitaires turcs, procure des biens dits vacants. Le domaine public profite de l'aubaine. Avec l'extension de la conquête, d'autres sources prennent le relais. Le droit de prise sanctionne les tribus révoltées.

Transactions, saisies, spoliations : tout se mêle. Déjà les deux parties s'affrontent et s'affronteront.

La cohabitation, progressivement, s'instaure avec le peuplement indigène. Celui-ci apporte sa main-d'œuvre et ses produits pour les marchés. Deux mondes se juxtaposeront, mais ils ne se fondront pas.

En 1963, resté sur sa terre après l'indépendance, le descendant des familles Astre-Ratier verra brutalement surgir des gendarmes et des Algériens en armes. Sous menace d'être abattu sur-le-champ, il devra immédiatement tout quitter.

P. M.

Pierre Montagnon, ancien officier parachutiste, est historien. Son *Histoire de la Guerre d'Algérie* et sa *Conquête de l'Algérie*, toutes deux publiées par Pygmalion/Gérard Watelet, font autorité. Il vient de faire paraître chez le même éditeur les dix tomes de sa *Grande Histoire de la Seconde Guerre mondiale*.

Le djihâd algérien

PAR JEAN GRONDIN

Laïcisme ? Socialisme ? Nationalisme ? Au temps de la guerre d'Algérie, l'intelligentsia française regardait le FLN à travers ses bésicles. Et si le combat pour l'indépendance n'avait été que la version modernisée de la guerre sainte ?

Récemment à la télévision, lors d'un débat sur l'assassinat du général Rabin par un extrémiste juif, Pierre Lellouche, député RPR et proche de Jacques Chirac, compara la situation actuelle en Israël à celle de l'Algérie à la veille de son indépendance, ce à quoi Josette Alia, journaliste senior au *Nouvel Observateur,* rétorqua aussitôt que cette comparaison ne pouvait tenir car l'Algérie de 1960 n'était animée par aucun extrémisme religieux... Une fois de plus, Madame Alia ne voyait pas plus loin que le bout de son petit nez : la guerre d'Algérie (1954-1962) fut vécue de bout en bout, par la quasi-totalité des nationalistes algériens, comme un combat mené au nom de Dieu, comme un djihâd. Ceux que notre presse appelait bêtement *fellagas* étaient sans doute les *« coupeurs de route »* que désigne ce mot en arabe mais entre eux, et chez leurs partisans musulmans, ils s'appelaient *moudjahid* (au pluriel *moudjahidine*), « combattants de la guerre sainte ». L'organe depuis 1956 du Front (algérien) de libération nationale (FLN), le plus violemment et constamment anti-français de tous les journaux nés dans les décombres de notre empire colonial, s'intitula et s'intitule d'ailleurs toujours *El Moudjahid.* De même se considérèrent comme moudjahidine les guérilleros urbains dans l'Iran des Pahlavi finissants, les maquisards anti-soviétiques des montagnes afghanes et ainsi de suite partout où des musulmans, depuis un millénaire et demi que l'islam existe, ont guerroyé contre des *« renégats »* (mahométans réputés déviants) des *« mécréants »* (chrétiens ou israélites réputés hostiles aux musulmans) ou

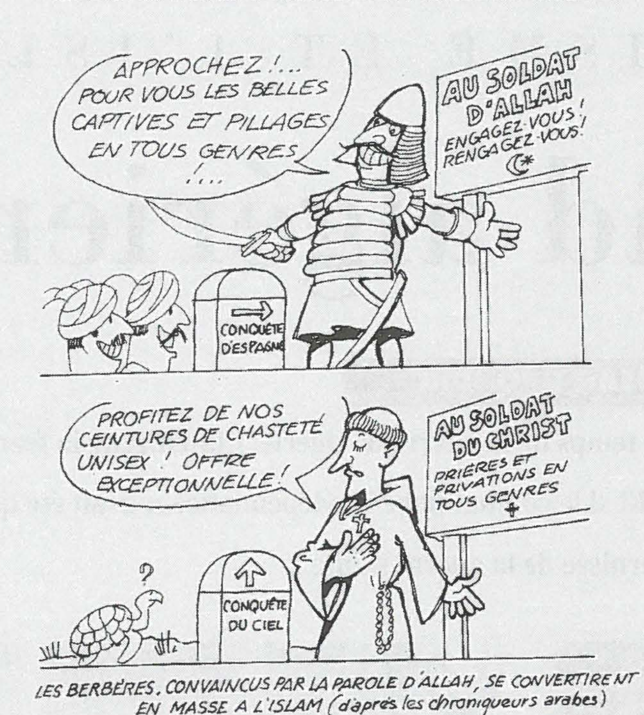


Ahmed Ben Bella (à gauche), chef historique du FLN en 1954 et premier président de la République algérienne en 1962. Pour lui, nationalisme et islamisme sont inséparables. Il est ici en compagnie du président Égyptien Gamal Abd el-Nasser (1918-1970) prophète moderne du panarabisme.

des païens (fidèles de toute autre confession que celles de Moïse, Jésus ou Mahomet).

Lorsque les soldats de Charles X s'emparèrent d'Alger en 1830, Paris proclama aussitôt que les Français respecteraient en Algérie la foi, les femmes et les propriétés des habitants de la régence barbaresque. Sauf sur ce dernier point, ils tinrent parole. À en croire certains intellectuels « démocrates » algériens réfugiés aujourd'hui en France, le colonisateur est coupable de ne pas avoir *« dé-islamisé »* l'Algérie ou tout du moins de ne pas avoir tenté de *« moderniser »* l'islam, de le *« kémaliser »* – à cela près que tout le travail d'Atatürk est à présent remis largement en cause par les musulmans de Turquie eux-mêmes... En Algérie, il est certain que l'islam est la seule croyance importée qui a réussi, en vingt-cinq siècles, de Baal à Marx, à marquer en profondeur l'âme indigène et que, sans le Coran, l'affrontement entre le nationaliste autochtone et le conquérant européen aurait été cent fois moins âpre. La société coloniale française, en s'ouvrant plus tôt à l'intégration des Arabes et des Berbères, aurait-elle favorisé l'éclosion d'un islam moins radical ? Rien n'est moins sûr : pour s'en persuader, il suffit de se remémorer une retentissante *fatwa* –

COMMENT L'ISLAM TRIOMPHA DU CHRISTIANISME EN BERBÉRIE



Dessin de P.-J. Coulon.

Jésus était né dans la famille d'un charpentier. Mahomet, nouvel envoyé de Dieu en Arabie, naîtra, lui, dans une famille de petite bourgeoisie marchande. L'honnêteté de Mahomet, sa personnalité forte et douce à la fois, inspirent vite confiance lorsqu'il convoie les caravanes sur lesquelles une riche veuve mecquoise, Khadidja, a chargé ses marchandises. Mahomet est beau garçon. Aussi, dénouement presque classique ! il épouse, non pas la fille de la patronne, mais la patronne elle-même et il n'aura pas d'autre femme de tout le vivant de Khadidja. C'est après qu'il se rattrapera... Puisqu'il en épousera au total vingt. Mais il n'en aura jamais plus de douze en même temps. Il sait rester raisonnable ! Notons que le Coran ne permet que quatre femmes...

Mahomet et les femmes... versus Jésus célibataire. D'un côté un séduisant polygame, de l'autre l'anathème contre la chair. Nos deux envoyés divins, sur ce sujet, s'opposent. Le péché de chair n'existe pas dans la nouvelle religion, bien au contraire. Comment est décrit le paradis d'Allah ? Un lieu ombragé où murmurent les jets d'eaux et où de lascives « houris », jeunes femmes aux yeux de braise, attendent les guerriers. Avouez que cela parle plus à l'imagination des Terriens que la perspective d'être à la droite du Seigneur, quand bien même celui-ci nous entoure de son infinie bonté. C'est un domaine où Mahomet est très « humain ». Comme les dieux de la mythologie grecque.

Mettez-vous, alors, à la place des hommes de cette époque, guerriers, campagnards, paysans, boutiquiers, encore mal dégrossis et frustes. Offrez donc à ces hommes de l'époque le choix entre deux tickets pour le Ciel.

Le Ciel d'Allah ? Vous pouvez y forniquer à loisir et vous y retrouverez cet environnement dont vous, hommes des pays chauds, rêvez, fait d'ombres fraîches et de jets d'eau cascadants.

Et sans attendre le Ciel d'Allah, ici même, vous pourrez vous emparer de belles captives dont maris, frères, pères auront été, au préalable, raccourcis par l'éclair de votre sabre (ne refusaient-ils pas de reconnaître la supériorité d'Allah ?). Et à vous les bonnes razzias, le riche butin !

Le ciel de Dieu ? Par Christ interposé ? D'abord on vous dit qu'il faut gagner son pain à la sueur de son front. Mais c'est qu'il fait chaud dans ces pays. Alors ne vaut-il pas mieux être du côté des vainqueurs, du côté du manche – ou plutôt en la circonstance, s'agissant d'un sabre –, du côté de la poignée ? Il vaut mieux faire suer le burnous aux esclaves. Eux sont fait pour transpirer. Le serviteur d'Allah, lui, est de la race des seigneurs... Et vous vous étonnez encore de ce que les Berbères aient fini par se convertir en masse pour aller conquérir et razzier l'Espagne ?

MAURICE EISENCHTETER
***De saint Augustin aux Ides de Marx*, Éd. des Trois-Horloges, Dijon, 1995.**

déjà ! – émise en Algérie en 1931 par le très respecté théologien Abdelhamid Ben Badis (1889-1940), alors chef de file de l'Islah, l'islam « réformateur » et « modéré ». Fatwa, c'est-à-dire *« avis théologique autorisé »*, demandé en l'espèce par l'Association des naturalisés français – en d'autres termes par des musulmans passés du statut de *« sujet »* français à celui de *« citoyen »* français, et ayant donc dû renoncer à l'application de la loi islamique pour eux et leur famille (renonciation à la polygamie, à la répudiation, aux privilèges successoraux des mâles : acceptation de l'adoption juridique, etc.). Voici donc ce que répondit sans ambages à ces Français musulmans l'éminent cheikh algérien : *« Tout naturalisé est un apostat dont on ne peut accepter le repentir que s'il revient à une nationalité islamique* [...] *quant au musulman (non naturalisé) qui épouse une Française, chrétienne ou juive, sachant que les enfants qu'il aura d'elle seront automatiquement français, ce qui les soustrait à l'application de la loi islamique, il est apostat. »* Cette fatwa, délivrée sans entraves en Algérie française, par celui que ses coreligionnaires appelèrent et appellent encore *« l'imam du siècle »*, approuvée par l'autre grande conscience musulmane institutionnelle algérienne du temps, le cheikh Larbi Tebessi, résume en elle une infinité de choses : la révolte islamique généralisée que les Français auraient sans doute dû affronter s'ils avaient francisé autoritairement d'un seul coup tous leurs sujets musulmans des départements d'Afrique du Nord ; le ressort politico-religieux du mouvement nationaliste algérien y compris dans son prolongement « islamiste » actuel ; et, *last but not least,* le refus présent de bien des musulmans de France d'adhérer à la nation française.

En 1967, une circulaire gouvernementale interdisait la célébration en Algérie du mariage de musulmanes, même étrangères, avec des non-musulmans, même algériens. Trois lustres plus tard, le Code de la famille algérienne reprit à son compte, malgré les cris de quelques rares féministes du cru, la plupart des grandes institutions de la *charia*, le droit « divin » découlant du Coran et de la Sunna. Plus de cent attentats meurtriers contre des étrangers ont frappé en Algérie depuis 1994 essentiellement des chrétiens, et nombre de prêtres ou religieuses – sans qu'il soit possible d'ailleurs d'attribuer sûrement ces crimes à telle organisation clandestine ou à tel service secret gouvernemental. Ces violences anti-chrétiennes, racistes au sens que l'on donne à

LES SURPRISES D'UN CURÉ PIED-NOIR PRO-FLN

En 1962, en Algérie, une fois au pouvoir, les moudjahidine ne tardèrent pas à montrer le bout de leur oreille islamique lorsque les députés établirent les condition de la nationalité algérienne. Comme dans tous les régimes politiques régis par des musulmans depuis que s'est répandu l'islam, il fut créé deux catégories de citoyens : ceux de filiation mahométane indubitable, à la citoyenneté automatique et inaliénable ; ceux de souche non musulmane, en l'occurrence les quelques poignées de pieds-noirs qui avaient naïvement cru que l'Algérie algérienne, pour laquelle ils avaient pris parti (contre le choix majoritaire de leurs pareils) leur réserverait un traitement égalitaire et qui se trouvèrent soudain détenteurs d'une nationalité « révocable »... La *dhimmitude*, le statut du *dhimmi*, le citoyen *minuto jure* chrétien ou juif vivant en terre d'islam (les tierces religions, sans parler des athées, n'ont pas droit à une existence légale dans une société musulmane), était recréée, même si le nom n'était pas prononcé, dans la très « progressiste » République algérienne démocratique et populaire, selon son appellation officielle, alors espoir du tiers monde et objet de l'admiration inconditionnelle de quasiment toute l'intelligentsia occidentale. Une seule voix ou presque s'éleva, celle d'un simple député d'Oranie, l'abbé Alfred Berenguer, ancien curé d'un village de colons, Montagnac (plus tard Remchi), qui avait cru en l'Algérie indépendante au point, durant le conflit franco-algérien, d'abandonner sa cure et d'aller chercher de l'aide en Amérique latine pour le Croissant rouge algérien dépendant du FLN... Effaré, le prêtre s'écria, à la face de ses collègues parlementaires musulmans : *« Mais vous recréez les deux collèges de l'Algérie coloniale que vous avez avec raison combattus avec tant de vigueur ! »* L'honnête abbé en fut pour son indignation et il se retira bientôt de la vie politique pour être derechef responsable d'une paroisse « dépeuplée » en Oranie où il eut tout le loisir d'étudier les impératifs coraniques à l'endroit des non-mahométans.

MOUNIR ABDALLAH

ce mot en France aujourd'hui, n'étaient pas vraiment une innovation sinon par leur caractère massif. Depuis l'indépendance, et bien que, globalement, la population algérienne ne se soit pas montrée hostile aux *roumis* et autres *gaouris* (appellations courantes peu amènes, réservées outre-Méditerranée aux non-musulmans européens), des assassinats « confessionnels » ont régulièrement eu lieu, depuis le père Georges Rogé, curé de Tizi-Ouzou, chef-lieu de Grande-Kabylie en 1972 jusqu'à Gaston Jacquier, évêque auxiliaire d'Alger, en 1976, en passant par le poète pied-noir (mais nationaliste algérien), Jean Sénac, dont le meurtre, commis en 1973, probablement par des sbires d'une branche ultra-religieuse du FLN, fut maquillé en affaire de mœurs...

Tout musulman naturalisé est apostat

En 1981, le ministre algérien des Affaires religieuses, Abderrahmane Chibane, proclama sans détour : *« Quiconque nie le caractère obligatoire du jeûne, mérite la peine capitale ! »* Dès le premier ramadan de l'indépendance, un Kabyle mangeant en public avait été laissé pour mort par la foule. En 1989, une fatwa – encore une ! – du cheikh Hamani, théologien proche du FLN et ancien responsable du Conseil supérieur islamique d'Algérie, ressuscitait la célèbre consultation de Ben Badis, en réitérant que *« tout musulman naturalisé français* [...] *est apostat selon la parole de Dieu* [...]. *La naturalisation en France est très dangereuse car les enfants du naturalisé grandissent dans un milieu français, chrétien, fanatique, hostile à l'islam »* (sic). Petit à petit, derrière la façade d'un « progressisme » économique et social fortement teinté de socialisme policier à la soviétique, l'Algérie du FLN bâtit, ou plutôt codifia, une Algérie islamique déjà présente *de facto* puisque les Français n'avaient jamais osé abolir le statut personnel musulman. Le jour qui, tôt ou tard, peut arriver, où des islamistes algériens, qu'ils soient ou non du FIS, parviendront sous une forme ou sous une autre au pouvoir à la place des militaires héritiers du FLN, ils n'auront finalement que très peu de mesures à édicter pour compléter la pyramide musulmane : rétablissement d'une part de la *djizya*, l'impôt spécial dû par les seuls mâles *dhimmis*, d'autre part des châtiments judiciaires corporels, deux spécialités de l'ordre coranique supprimées par la France coloniale ; instauration d'un système bancaire non usuraire. Aucun islamiste algérien n'a du reste publiquement réclamé, pour le moment, l'une ou l'autre de ces trois mesures.

L'Algérie islamique, ménagée par le régime colonial mais blessée par la seule présence de ce pouvoir ressenti avant tout comme « infidèle », l'Algérie islamique, âme et ressort de la guerre d'indépendance puis ligne de conduite majeure de l'État-FLN, habilement dissimulée aux observateurs occidentaux qui ne demandaient d'ailleurs qu'à être aveugles. En septembre 1991 encore, l'ex-porteur de valises en chef, Francis Jeanson, estimait benoîtement, dans *Le Nouvel Observateur*, qu'en Algérie *« le problème de l'intégrisme est au troisième rang »*, derrière *« l'explosion démographique »* et le *« poids excessif des revenus du pétrole dans l'économie »*. Cette Algérie fidèle au Coran, à Mahomet et aux califes, rejette aujourd'hui les épigones bottés du FLN pour leur gigantesque échec économico-financier et leur dictature flicarde certes, mais aussi et surtout pour leur absence de fierté arabo-islamique extériorisée, même si le système social qu'ils ont favorisé n'est pas fondamentalement anti-musulman, au contraire. Qui ne prend pas assez en compte, en islam, le poids de la fierté personnelle et communautaire, surtout dans un terroir de rugueux montagnards comme l'Algérie, s'expose tôt ou tard à de violentes réactions...

L'islamisme algérien était déjà tout entier contenu dans le programme nationaliste de 1954, en tout cas dans le cœur et l'esprit des moujahidine ; il s'est partiellement épanoui sous le règne du FLN ; il veut maintenant régner sans limitation, alibi ou paravent. Dans ce cas, l'apaisement viendrait alors probablement sur l'Algérie – et sans doute aussi, bientôt, de nouvelles désillusions, mais c'est là une autre histoire...

J. G.

Jean Grondin est journaliste, auteur de plusieurs études sur la société musulmane. Il a longuement séjourné en Algérie après 1962.

Bibliographie :

Omar Carlier, *Entre nation et djihâd*, Presses de la Fondation nationale française des sciences politiques. 440 pages. 1995.

François-Paul Blanc, *Le Droit musulman*, Dalloz. 140 pages. 1995.

Numéro spécial de la revue « Panoramiques », *Les Malaises franco-arabes de A jusque Z*, 230 pages. 1er trimestre 1992.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, *Le Radeau de Mahomet*, Flammarion, 250 pages. 1983. *Villes du Sud*, Payot, 1993.

Une guerre contre les Français

PAR RAYMOND MUELLE

La guerre d'Algérie a duré huit ans. Commencée dans l'unanimité, elle s'est achevée par la défaite politique de la France, dans un pays déchiré. Entre-temps, un régime s'était effondré et un autre était né.



Un fusil, une patrie. L'insurrection de novembre 1954 plonge les campagnes dans l'insécurité. En attendant l'arrivée des renforts, les colons sont souvent contraints d'assurer eux-mêmes la protection de leur terre.

L'Algérie, territoire qui n'appartenait à personne, sans lois, sans économie, a été transformée en départements français dès 1848, bien avant l'achèvement de la conquête militaire. À partir de 1871, la IIIe République y a poursuivi, sans ardeur, l'idée d'une colonie de peuplement et sans beaucoup se préoccuper des problèmes résultant de la disparité des populations. La Grande Guerre (14-18) à laquelle les Algériens de toutes origines ont durement participé, fige une situation ambiguë que Paris n'appréhende guère.

Depuis 1920, plus de 100 000 Algériens sont installés en métropole. Ils constituent un sous-prolétariat, proie facile pour le marxisme conquérant de l'époque. En 1922, l'un de ces jeunes Algériens, Messali Hadj, adhère au Parti communiste. Des séjours en URSS font de lui un professionnel de la subversion mis à la tête d'associations de musulmans immigrés (« L'Étoile nord-africaine »), courroies de transmission du Parti.

À cette époque, deux courants politiques indigènes naissent en Algérie : l'Association des ulémas réformistes, préoccupée de tradition et de religion, et la Fédération des élus musulmans de Fehrat Abbas, qui prône l'assimilation progressive.

En 1935, Messali rompt avec le PC. Il crée une organisation nationaliste structurée suivant les méthodes marxistes. Son organisation est dissoute pour séparatisme, il est interné. Amnistié par Blum en 1936, il crée le Parti populaire algérien (PPA). En Algérie, le projet « Blum-Violette », qui tend à modifier le statut des indigènes, est rejeté par l'Association des maires. En septembre 1939, Messali, qui dispose de 3 000 militants répartis entre la France et l'Algérie, prêche la révolte. Il est interné, son parti dissous. Le désastre de 1940 aura de très lourdes conséquences en Algérie. Les Allemands soutiennent les nationalistes algé-

riens, ces derniers leur fournissent de nombreux auxiliaires.

Après le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942, les services spéciaux alliés interviendront auprès des populations. Le général Giraud réautorise le PPA, tandis que le général de Gaulle qui l'a évincé *« estime opportune, dans les circonstances actuelles, l'adhésion des indigènes au Parti communiste algérien (PCA) »*. Sous la pression anglaise, Messali est libéré. La tendance Fehrat Abbas reçoit l'appui des Américains. Abbas adresse à de Gaulle son « Manifeste du peuple algérien », réclamant une autonomie politique pour l'Algérie.

Le 1er mai 1945, des émeutes fomentées à Alger par le PPA font 2 morts et 13 blessés. Le 5 mai, une insurrection est déclenchée dans le Constantinois. 104 Européens sont tués, 150 blessés. La répression que le PCA *« souhaite exemplaire »* fait de 6 000 à 8 000 victimes musulmanes. Le général Duval, chargé de la répression, déclare : *« Si la France ne fait rien, avant dix ans, tout recommencera en pire et, probablement de façon irrémédiable. »* Le PPA est dissous, Messali interné.



Opération en mars 1956 dans la région de Souk Ahras, près de la frontière tunisienne.

De 1945 à 1954

De Gaulle démissionne en janvier 1946. Le socialiste Félix Gouin lui succède à la tête du gouvernement, secondé par Maurice Thorez et plusieurs autres ministres communistes. Le PCA déclare : *« Il faut en finir avec l'escroquerie de la souveraineté française. »* Messali, amnistié en mars, constitue le « Mouvement *pour le triomphe des libertés démocratiques »* (MTLD). Fehrat Abbas exige l'instauration d'une République algérienne associée à la France.

Août 1947, l'Assemblée nationale vote un « statut de l'Algérie » qui ne sera jamais appliqué. En octobre, Messali confie à Aït-Ahmed le soin de créer une Organisation spéciale (OS) clandestine.

En avril 1949, l'OS attaque la poste d'Oran. En 1950, elle est en partie démantelée (363 arrestations). On estime qu'il existe un millier de clandestins armés en Algérie vivant à la limite du banditisme. Des incidents éclatent à Tlemcen et Colomb-Béchar. L'OS est réorganisée et la Fédération de France du MTLD solidement structurée. Après des incidents en métropole et à Orléansville, Messali est assigné à résidence. En octobre, de nouveaux heurts se produisent à Constantine, Philippeville, Souk Abhras, Nemours. Les responsables des ulémas s'installent au Caire. En 1953, grâce à des méthodes terroristes de persuasion, le MTLD remporte les élections municipales en Algérie. Les preuves s'accumulent concernant des préparatifs insurrectionnels.

Au début de 1954, les responsables de l'OS, réfugiés au Caire, fondent le « Comité révolutionnaire d'unité d'action » (CRUA). Une centaine d'informations judiciaires sont ouvertes pour des menées terroristes. Sur ordre de Paris, il n'est pas donné suite malgré les rapports du préfet Vaujour, chargé de la sécurité en Algérie. Mendès France est chef du gouvernement et François Mitterrand ministre de l'Intérieur. Jacques Chevallier, proche de Mendès France, devenu maire d'Alger, est secrétaire d'État à la Défense. Au cours de l'été 1954, une scission provoque l'éclatement du MTLD. Messali, majoritaire en France, préconise l'action politique ; Lahouel, qui l'emporte à Alger, est partisan de l'action militaire insurrectionnelle. Il rejoint au Caire les chefs du CRUA. Dès le mois d'août, Fehrat Abbas et Messali préviennent Mendès, Mitterrand et Chevallier de l'imminence du déclenchement de l'insurrection. En septembre, les autorités d'Alger réclament sans succès des renforts policiers et militaires. En octobre, Mitterrand refuse l'autorisation de procéder à des arrestations préventives. Le 29 octobre, un atelier de fabrication de bombes est découvert à Oran. Son responsable, Manuel Gomez, membre du PCA, confirme l'imminence du déclenchement de la rébellion. Paris autorise enfin les mesures policières. Cette autorisation parviendra à Alger le 2 novembre.

De 1954 à 1956, la rébellion s'installe

La veille, 1er novembre 1954, l'insurrection a commencé, modestement. En 24 heures, 70 exactions font 7 tués, 12 blessés et quelques dégâts matériels. Au Caire, le CRUA annonce la création d'un Front de libération national (FLN) et lance un appel au soulèvement du peuple algérien. Le chef des ulémas appelle à la guerre sainte. Les syndicats américains et la CIA versent chacun 250 000 $ au FLN. Le PCA demande à ses 15 000 militants, en majorité européens, *« de soutenir la rébellion par tous les moyens »*. Messali est interné à Chantilly, le MTLD dissous et des mesures policières tardives sont prises contre lui en France et en Algérie. Le 5 novembre, Mendès déclare : *« Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Ils sont français depuis longtemps, de façon irrévocable »*. Quant à Mitterrand : *« la seule négociation c'est la guerre. L'Algérie c'est la France »*.

En janvier 1955, Jacques Soustelle est nommé gouverneur de l'Algérie. Mendès démissionne le 6 février, remplacé par Edgar Faure. L'état d'urgence est décrété dans les Aurès et en Grande Kabylie. Soustelle prend des contacts secrets avec Fehrat Abbas. Le 20 août 1955, concurremment avec des massacres au Maroc, une tuerie organisée par le FLN fait 123 tués (dont 71 Européens) et 120 disparus à Philippeville. Profondément traumatisé par la vue du charnier, Soustelle change de position. Le PCA forme des commandos de terrorisme urbain (fabrication et pose de bombes par des Européens). En métropole durant l'année 1955, le FLN et le MNA ont entamé une lutte sans merci pour le contrôle des immigrés. Les actions terroristes ont augmenté en Algérie (200 en avril, 900 en septembre, 1 000 en décembre). L'ALN compterait environ 6 000 combattants réguliers. L'armée française est passée de 49 000 à 190 000 hommes, pour la plupart affectés à des gardes statiques.

Entre le 1er novembre 1954 et le 1er février 1956 on a dénombré en Algérie 4 500 musulmans assassinés par le FLN et 2 500 disparus. Un socialiste patriote, Robert Lacoste, remplace Soustelle après de violentes manifestations des Européens d'Alger, le 6 février 1956, contre Guy Mollet qui voulait imposer le général Catroux, considéré comme un *« bradeur »*. En mars, la France accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc.

La France rappelle 170 000 réservistes et entame sans succès des contacts secrets avec le FLN au Caire (Gorse) où Fehrat Abbas rejoint la rébellion. En juin 1956, à Alger, les attentats organisés par Yacef Saadi, font 49 morts européens. De nouvelles rencontres secrètes inutiles ont lieu à l'étranger, entre le socialiste Pierre Commin et le FLN. Au cours du second semestre les attentats se multiplient à Alger. Le 22 octobre, un avion transportant plusieurs leaders du FLN (dont Ben Bella) est intercepté et ses passagers arrêtés. En décembre, l'assassinat d'Amédée Froger, président de l'association des maires d'Algérie, provoque à Alger émeutes et ratonnades. Pour l'année 1956, on comptabilise 30 400 exactions rebelles. L'ALN compte environ 20 000 combattants et 25 000 auxiliaires armés.

En métropole, le FLN met en place par la terreur son organisation politico-militaire. En 1956, quatre-vingt deux Algériens ont été assassinés dans la lutte contre le MNA de Messali. L'action antimilitariste et anticolonialiste du PCF contre le rappel de réservistes a provoqué de violentes manifestations et des destructions dans les gares. En mars, 10 000 Algériens mobilisés par le MNA défilent dans Paris, trois Français sont poignardés.



Le Général à Mostaganem le 6 juin 1958 : « Vive l'Algérie française ! »

1957-1958 : le terrorisme et la colère

Le 7 janvier 1957, la responsabilité du maintien de l'ordre à Alger est confié par le gouvernement socialiste au général Massu et aux parachutistes de la 10e DP avec mission de briser à tout prix le terrorisme. Fin février, les parachutistes marquent des points : Ben M'hidi, chef de la zone autonome d'Alger, est arrêté, ainsi que près de 500 terroristes et complices, 630 armes sont récupérées. Les réseaux de soutien des « libéraux », des chrétiens progressistes et des communistes (professeur Alleg) sont démantelés. Le commandement du FLN se réfugie à Tunis. En métropole, la gauche entame une violente campagne d'opinion contre les méthodes employées par les parachutistes et dénonce la torture. L'ALN procède à des massacres de populations de tendance MNA à Melouza (300 morts), à Saïda (37 morts). Ces exactions conduisent les combattants maquisards de Bellounis à coopérer contre le FLN. Le mois de juin est marqué par une recrudescence des attentats à Alger (12 tués, 177 blessés) qui provoque des ratonnades (6 tués, 33 blessés). Des combats violents ont lieu dans le Constantinois où les Français l'emportent contre des éléments de l'ALN venant de Tunisie. En septembre, l'arrestation de Yacef Saadi et la mort d'Ali la Pointe à Alger portent un coup déterminant à l'organisation terroriste de la zone autonome.

En métropole, une agitation nationaliste développée par de jeunes militants activistes et des anciens combattants prend de l'ampleur. Elle est exploitée par les gaullistes qui complotent en vue de ramener leur idole au pouvoir sans lésiner sur les moyens (attentat du bazooka contre Salan). Guy Mollet démissionne en mai, remplacé par Bourgès-Maunoury qui lui-même est remplacé en novembre par Félix Gaillard. Les pouvoirs spéciaux sont appliqués en métropole comme en Algérie.

Durant l'année 1957, en métropole, 817 musulmans sont tués et 3 088 blessés au cours de la lutte FLN-MNA. Des agressions se multiplient, douze Français sont tués. Le FLN compte 125 000 cotisants pour 12 000 membres actifs.

Michel Debré, porte-parole du parti gaulliste, fustige les gouvernants en place, appelant contre eux à *« l'insurrection légitime »*.

En Algérie, le début de l'année 1958 est marqué par de très nombreux incidents de frontière avec la Tunisie devenue sanctuaire d'une ALN de près de 10 000 hommes. L'affaire de Sakiet (bombardement d'une base FLN en Tunisie) exploitée au moyen d'une désinformation cynique et habile dresse l'opinion internationale contre la France. Devant la faiblesse et l'incurie gouvernementale, la nervosité des Européens d'Algérie grandit. Ils réclament un gouvernement de salut public. En mai, « la bataille des frontières » qui met aux prises l'ALN, venant de Tunisie, et les unités françaises d'intervention, cause de lourdes pertes au FLN (plusieurs milliers d'hommes et d'armes). Trois soldats français prisonniers du FLN en Tunisie sont fusillés. La nouvelle de cette exécution provoque de violentes manifestations à Alger, le 13 mai 1958. Acculé par la foule européenne, Massu constitue un Comité de salut public avec l'accord du gouvernement. Le général Salan déclare assumer provisoirement les pouvoirs civil et militaire en Algérie. D'extraordinaires manifestations de fraternité ont lieu entre les deux communautés.

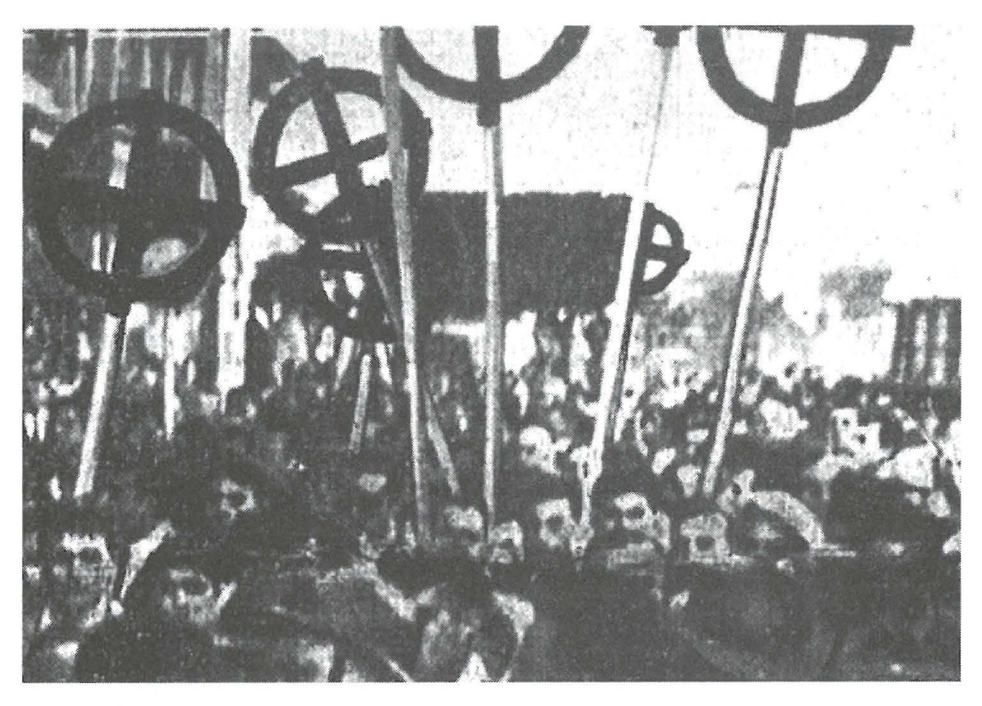
À Paris, où se déroulent aussi des manifestations pour l'Algérie française, Pierre Pflimlin forme un gouvernement. Avec l'accord de De Gaulle, qui se déclare *« prêt à assumer les pouvoirs de la République »*, l'état-major d'Alger prépare l'opération « Résurrection » (parachutage en France d'unités parachutistes en liaison avec une action métropolitaine).

Pfimlin démissionne. Le Président Coty fait appel au général de Gaulle qui forme un gouvernement d'union et obtient les pleins pouvoirs.

En Algérie, les événements de mai ont provoqué un net fléchissement de l'activité du FLN. Début juillet, le voyage effectué par de Gaulle en Algérie, ses déclarations solennelles en faveur de l'Algérie française, ont suscité d'immenses espoirs, tant chez les civils, européens et musulmans, que dans l'armée.

Le FLN confirme les décisions déjà prises au congrès de la Soummam en août 1957 : intensifier le combat en métropole et y ouvrir un second front. Non seulement la guerre contre le MNA, la prise en main des musulmans immigrés seront poursuivies avec la plus extrême férocité, mais les personnalités algériennes non engagées seront abattues, des actions contre la police seront amplifiées et des objectifs économiques seront attaqués ou détruits. Le FLN porte la guerre en France. Les groupes armés de la Fédération de France, renforcés par des spécialistes formés à l'étranger, passent à l'action. Plus de 20 incendies, sabotages, agressions et exactions diverses sont exécutées dans la nuit du 27 août 1958. Cette cadence, à peine ralentie, se poursuivra pratiquement jusqu'à la fin de l'année.

Le préfet de police, Maurice Papon, crée le Service de coordination des affaires musulmanes qui, en liaison avec l'Intérieur, va tenter de reprendre le contact avec la population musulmane immigrée. Le FLN a donné l'ordre, sous peine de mort, de boycotter le référendum de septembre. En Algérie, 2 638 musulmans sont assassinés, mais le « oui » qui approuve la nouvelle Constitution de la Ve République et le maintien de l'Algérie dans le cadre français obtient, en Algérie, 96,5 %. Cependant, il n'y a que 16,5 % de votants. En octobre, de Gaulle offre au FLN qui la refuse *« la paix des braves »*. Le 21 décembre 1958, le Général est élu président de la République. Au début de 1959, un énarque, Paul Delouvrier, est nommé Délégué général et le général Challe, commandant en chef en Algérie. La mise en œuvre du plan Challe va porter des coups extrêmement sévères à la rébellion (3 chefs de willaya tués dans l'année). Michel Debré, Premier ministre en janvier, multiplie les déclarations sans équivoque : *« L'Algérie est terre de citoyenneté française... Il n'y a pas de France sans l'Algérie »*... En juillet, au cours de la tournée des popotes, à Saïda, de Gaulle affirme : *« Moi vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur Alger »*.



Manifestations du 24 janvier 1960 à Alger. Au-dessus de la foule en colère, les croix celtiques de « Jeune Nation ». Cette journée inaugure la semaine des Barricades et la fraternisation de la population avec les paras.

Le 16 septembre 1959, il propose aux Algériens l'autodétermination (francisation, association, sécession). Pour Fehrat Abbas : *« l'association c'est l'indépendance dans deux mois »*. Le 28 septembre le GPRA, émanation du FLN, accepte l'idée d'autodétermination : *« La déclaration de De Gaulle du 16 septembre est notre première victoire politique. Parler d'autodétermination, c'est reconnaître que l'Algérie n'est pas la France. »* En métropole, le FLN poursuit sans désemparer son action terroriste. L'année 1959 se solde par 687 tués et 815 blessés dans l'Hexagone. La collecte auprès des immigrés est passée de 2 milliards 800 millions de centimes en 1958 à plus de 5 milliards en 1959. Les réseaux de soutien européens « porteurs de valise » se chargent de sortir les fonds hors de France et de rapporter des armes.

1960 : les illusions se déchirent

En janvier 1960, de Gaulle remplace Massu par le général Crépin. Cette mutation provoque à Alger (24 janvier) une très vive émotion chez les Européens qui édifient des barricades après des heurts très violents et des échanges de coups de feu avec les gendarmes mobiles (27 tués, 226 blessés). Les ordres initiaux de De Gaulle (emploi des blindés et de l'aviation contre la population) sont rapportés. Des mutations et des arrestations suivront. Après les opérations conduites par Challe, la « rébellion » est à bout de souffle en Algérie. Il reste moins de 8 000 « moudjahidin », mal armés. En face, 200 000 musulmans combattent avec les Français. Le terrorisme fait toujours des ravages dans le bled. De juillet 1959 à juin 1960, on compte 3 435 attentats qui font 1 970 tués dont 1 750 musulmans (500 cas d'égorgement).

Des contacts sont établis entre Si Salah (chef de la Willaya 4) et les autorités françaises en vue d'une éventuelle reddition des combattants de l'intérieur. Le 10 juin, Si Salah rencontre de Gaulle à Paris, tandis que des négociations s'ouvrent secrètement à Melun, avec le GPRA. Le « plan Si Salah » est abandonné et le malheureux est dénoncé au FLN par des indiscrétions volontaires du gouvernement français, ce qui provoquera des purges sanglantes dans l'ALN d'Algérie.

En métropole, on compte 80 tués en février, 100 en mars, 530 pour l'année 1960. La Force auxiliaire de police (400 harkis) se révèle particulièrement efficace dans la lutte contre le terrorisme.

De juin à octobre se déroule le procès du réseau Jeanson (25 inculpés dont 19 Européens). Les « porteurs de valise » sont défendus par les avocats du Collectif de défense du FLN, qui utilisent les plaidoiries pour faire l'apologie de la rébellion, relayés par les médias. Jean-Paul Sartre déclare : *« La seule force qui lutte aujourd'hui réellement contre l'ennemi commun de la liberté algérienne et des libertés françaises est le FLN. »*

De Gaulle demande à Alain Peyrefitte de préparer l'opinion à l'idée d'une partition de l'Algérie. Le Service action est chargé de créer dans la population algérienne (tant en métro-

GUERRE D'ALGÉRIE : COMBIEN DE MORTS ?

Dans un entretien accordé en 1969 à Jean Lacouture pour le *Nouvel Observateur*, Boumediene lui dit pour expliquer ou excuser les problèmes algériens : *« Nous avons perdu dans cette guerre deux millions d'hommes : un million de rapatriés et un million de morts. »* Passons sur les « rapatriés » dont l'exode fut provoqué par la victoire du FLN. Quant au million de morts, il a longtemps été un argument du pouvoir algérien pour faire pression sur des interlocuteurs français en soulignant qu'il leur fallait « réparer » pour ces pertes humaines (et les dégâts matériels). En France, les médias ont longtemps utilisé sans discussion ce chiffre brut comme une vérité.

Trois historiens français de sensibilité différente l'ont ramené à des proportions plus réalistes.

Le premier a été Xavier Yacono, historien de la colonisation, né en Algérie, et d'une objectivité remarquable. Dans *La Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, en 1982, il prouva à partir de documents (surtout démographiques) d'origine algérienne que le chiffre d'un million était impossible. Et il proposait une estimation de moins de 300 000 victimes (toutes catégories et origines confondues).

Dans la revue *Historiens et Géographes* destinée aux professeurs d'histoire-géographie (février 1983) un jeune historien, Guy Pervillé, peu favorable à la colonisation, reprenait les arguments de Xavier Yacono et refusait le million de morts brandi par les Algériens.

Enfin dans le très riche catalogue de l'exposition « La France en guerre d'Algérie » organisée par la BDIC à l'hôtel des Invalides en 1992, Charles-Robert Ageron, au magister incontesté en matière d'histoire algérienne et dont l'anticolonialisme est connu, a publié sur le sujet une étude sans doute définitive : *Les pertes humaines de la guerre d'Algérie.* Après avoir rendu hommage au travail *« pionnier »* de Xavier Yacono, il se livrait à une analyse serrée des différentes pertes civiles et militaires, confrontait leurs sources et par recoupements aboutissait à un *« ordre de grandeur vraisemblable entre 200 000 et 250 000 »*.

Il convient d'ailleurs de noter qu'un grand nombre de ces morts sont imputables au FLN qui frappait en priorité les Musulmans tièdes, fidèles à la France ou appartenant à des fractions opposées (MNA).

Ageron faisait état d'un document algérien émanant de l'Office National des Moudjahidin (l'équivalent algérien de notre Office National des Anciens Combattants et victimes de guerre) donnant un bilan de 150 000 tués (en arrondissant) civils et militaires d'après une liste alphabétique.

Il ne devrait donc plus y avoir de contestation sur le sujet encore que Benjamin Stora, considéré abusivement comme le spécialiste de l'Algérie actuelle, fait encore état de *« près de 500 000 morts »* dans son *Histoire de la Guerre d'Algérie* (La Découverte, 1993).

J.-P.A.

pole qu'en Algérie) une troisième force (le Front algérien d'action démocratique) à partir de dissidents du MNA, en employant des méthodes analogues à celles du FLN.

La Fédération de France du FLN donne l'ordre d'assassiner au moins trois Français par jour, de manière à accentuer la pression psychologique sur la population, et à l'amener par lassitude et peur à soutenir l'abandon de l'Algérie.

Le 10 octobre 1960, de Gaulle déclare : *« Les gens de l'insurrection voudraient que je les reconnaissent comme gouvernement algérien... Je ne le ferai jamais. »* Son voyage en Algérie provoque de violentes manifestations du FLN, qui font 61 morts à Alger. Louis Joxe est nommé ministre des Affaires algériennes. Le 8 janvier 1961 le référendum sur l'autodétermination recueille en métropole 75 % de oui, avec 43 % d'abstentions. En Algérie 39 % de oui avec 42 % d'abstentions. Aussitôt, le GPRA se déclare prêt à participer à des négociations. Des entretiens secrets débutent à Genève, le 19 février. Le premier tract de l'OAS apparaît à Alger début mars 1961. De nouvelles rencontres secrètes ont lieu à Genève le 5 mars ; l'annonce officielle des négociations avec le FLN est faite le 30 mars. Le 22 avril éclate à Alger le putsch des généraux (Challe, Salan, Jouhaud, Zeller) dont l'échec est consommé le 26. Les généraux Salan et Jouhaud prennent le maquis à Alger et Oran. Le 20 mai débutent les négociations d'Évian. Les jeunes militants de l'OAS-Métro organisent des « nuits bleues » (attentats) à Paris et dans plusieurs villes.

En métropole 5 000 détenus FLN sont libérés ; le 5 juin, 30 terroristes en uniforme attaquent des bâtiments et des patrouilles de police dans Paris. Ils sont tous abattus ou capturés. La pression psychologique sur la population française est très forte. Le 13 juin 1961, le général Ailleret est commandant en chef en Algérie où, en juillet, des émeutes font 80 tués et 266 blessés. Des combats ont lieu à Bizerte entre soldats tunisiens et français. De Gaulle signifie à Alain Peyrefitte l'abandon de l'idée de la partition. Le Service action se voit retirer la manipulation du FAAD dont la manipulation ultérieure par la police conduira à l'arrestation de Salan à Alger.

Le 27 août, Ben Keddha remplace Fehrat Abbas à la tête du GPRA. Le terrorisme en Algérie accuse une recrudescence comme en métropole où il fait pour l'année 878 morts et un millier de blessés. Le 19 octobre, 30 000 Algériens convergent vers Paris. Les heurts sont d'une extrême violence (13 policiers blessés, 80 Algériens tués). Il en résulte de très nombreuses arrestations dont celles de l'état-major de la Fédération de France du FLN. Des polices parallèles « barbouzes » s'installent en Algérie pour lutter contre l'OAS. Le 4 décembre, Farès est arrêté à Paris, détenteur de fonds importants provenant de la collecte FLN. Messmer, ministre de la Défense, annonce que le FLN détient prisonniers 348 militaires français (ils seront tous tués, à l'exception de cinq qui seront libérés). En Algérie l'ALN ne compte plus que 3 500 combattants réguliers alors qu'en Tunisie et au Maroc stationnent 31 000 hommes en armes. Le FLN a été militairement vaincu sur le terrain.

1961-1962 : le putsch, l'OAS, l'indépendance

En Algérie, les forces de l'ordre s'opposent aux Européens dont une centaine ont été enlevés en trois mois.

En février 1962, en métropole, une manifestation anti-OAS organisée par divers mouvements de gauche se termine par neuf morts étouffés dans une bouche du métro Charonne. De Gaulle ordonne aux négociateurs français : *« Réussissez ou échouez, mais surtout ne laissez pas les négociations se prolonger indéfiniment... D'ailleurs ne vous attachez pas au détail. »* À Alger, 150 explosions en 24 heures font 33 morts et 45 blessés.

Le 18 mars, les accords d'Évian sont conclus. Le 19 mars, le cessez-le-feu est proclamé en Algérie. Les enlèvements d'Européens vont se multiplier ainsi que les assassinats de musulmans francophiles que l'armée ne protège plus.

Le 21 mars est promulgué un décret d'amnistie concernant seulement les membres du FLN et leurs complices. En Algérie, l'OAS entame un combat désespéré, soutenu par la population européenne. En quatre jours d'intervention avec la participation de l'aviation, la gendarmerie mobile réduit Bab-el-Oued. Le quartier est saccagé et pillé par la gendarmerie



Manifestations à Alger lors de l'indépendance, en 1962. Deux ans plus tôt, le 3 mars 1960, à l'occasion d'une « tournée des popotes », le général de Gaulle avait déclaré aux officiers : « Moi vivant, jamais le drapeau vert et blanc du FLN ne flottera sur Alger... »

mobile, on compte 15 tués et 75 blessés parmi les forces de l'ordre. Rue d'Isly, le 26 mars, massacre de manifestants européens désarmés par une unité de tirailleurs : 63 morts et 200 blessés. Les harkis sont désarmés sur l'ordre du commandement militaire, le départ pour la France leur est interdit. À Oran, le 5 juillet, jour de l'indépendance, les Européens sont pris à partie. Plus de 2 000 ont été massacrés tandis que l'armée française aux ordres du général Katz n'est pas intervenue. Plus tard, Jean de Broglie, l'un des négociateurs d'Évian, annoncera à l'Assemblée Nationale la « disparition » de 3 080 Européens en Algérie du 19 mars au 3 juillet 1962, chiffre très inférieur à la réalité (1).

L'exode massif des Européens se déroule dans des conditions abominables. La plupart du temps, ils sont fort mal accueillis en métropole par une population égoïste et hostile.

L'année 1962 est celle de toutes les ignominies et de tous les abandons. En France, après le 19 mars, la police cesse d'intervenir. Des groupes armés du FLN circulent sans être inquiétés. Ils réclament l'extraterritorialité pour tous les locaux occupés par des Algériens, procèdent à de sanglants règlements de compte avec leur compatriotes irréductibles (2). Leurs tribunaux fonctionnent et sévissent presque ouvertement; Ben Bella lui-même déclare en novembre 1962 : *« La Fédération de France séquestre dans les caves ; elle soumet à la torture les Algériens qui se refusent à payer leur cotisation ; elle continue à employer en temps de paix des méthodes de guerre »*. Cette Fédération laissera la place à *« l'Amicale des Algériens en France »*, ses armes ne seront pas rendues...

Le 4 juillet 1962, le *Journal officiel de la République française* porte reconnaissance de l'indépendance algérienne. Conformément à ses propres déclarations, le FLN a gagné la guerre d'Algérie en France. Pour la France, ces épreuves, fruits de l'incapacité et de la duplicité de ses gouvernants successifs, de la lâcheté de sa population, sont la preuve tangible de sa décadence

R. M.

Raymond Muelle, ex-chef de bataillon au 11e Choc, est l'auteur de nombreux récits de guerre. Il a publié récemment *La Guerre d'Algérie en France, 1954-1962*, aux Presses de la Cité.

---

(1) Le prince Jean de Broglie sera victime d'un crime crapuleux à Paris, le 24 décembre 1976.
(2) On évalue à 40 milliards de centimes les sommes collectées du 1er janvier 1955 au 19 mars 1962 au profit du FLN auprès des immigrés.

Bibliographie :

Enquête sur l'Histoire n°2, *« L'OAS et la guerre d'Algérie »*, 1992.

Patrick Eveno et Jean Planchais, *La Guerre d'Algérie*, Le Monde/La Découverte, 1989.

Mohamed Harbi, *Les Archives de la révolution algérienne*, Jeune Afrique, 1981.

Rémi Kauffer, *OAS*, Fayard, 1986.

Henri Le Mire, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1982.

Claude Martin, *Histoire de l'Algérie française*, Amyot-Dumont, 1963, 1983.

Pierre Montagnon, *La Guerre d'Algérie*, Pygmalion, 1984.

Raymond Muelle, *La Guerre d'Algérie en France*, Perrin 1994.

Pierre Pellissier, *La Bataille d'Alger*, Perrin 1995.

Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Fallois/Fayard 1995.

Xavier Yacono, *De Gaulle et le FLN, 1958-1962*, L'Atlanthrope, 1989.

On peut également se reporter aux ouvrages documentés de Claude Paillat publiés chez Robert Laffont.

LES MASSACRES D'ORAN

5 juillet 1962. Comble de l'horreur : en début de nuit sur le réseau de commandement, l'un de nos radios apporte un message émanant de l'état-major de Katz intimant l'ordre à toutes les unités militaires d'Oran de renvoyer hors des casernements tous les civils survivants réfugiés dans nos postes. Il savait bien qu'il condamnait des milliers de Français au massacre auquel ils venaient d'échapper. Katz sera resté infâme jusqu'au bout, à la hauteur de l'inhumaine cruauté de son maître (1).

6 juillet. Dans la matinée, avec une section, nous avions descendu à pied la rue de Tlemcen et l'avenue Joffre. La ville était vide et comme abandonnée. L'armée française n'existait plus. Nous n'avions plus d'ordres, plus de chefs. Notre souci était de retrouver des survivants. Dans la cour d'un immeuble, nos soldats ont vu dépasser d'une poubelle les têtes tranchées d'un homme et d'une femme. De véritable charniers existent sans doute dans les immeubles que l'ALN a envahis la veille.

Combien de centaines d'Oranais ont été massacrés ce jour-là ? Combien de centaines ont disparu ? Nous apprenons qu'un commandant a eu les yeux arrachés devant le mess place Foch. Le nombre des victimes dépasse sûrement le millier, le nombre des disparus sera finalement de deux ou trois mille.

Je peux témoigner encore qu'à la fin du mois de juillet, soit trois semaines après le massacre, en circulant dans Oran, il est arrivé plusieurs fois que des femmes européennes hagardes arrêtent une Jeep pour demander des nouvelles d'un père, d'un fils disparu le 5 juillet.

Le FLN a donc atteint finalement son but par le massacre : vider Oran, vider la dernière ville française d'Algérie. Le 4 juillet, il restait peut-être 100 000 Français à Oran sur les 200 000 d'avant, décidés à tenter leur chance dans l'Algérie nouvelle.

Une semaine après le massacre, il n'en restait pas 50 000, et les Arabes avaient investi la totalité de la ville européenne.

GUY DOLY-LINAUDIÈRE
***L'imposture algérienne*, Filipacchi, 1994.**
***Journal d'un sous-lieutenant en Algérie*, 1960-1962.**

(1) Le général Katz était responsable du maintien de l'ordre à Oran en 1962. Il fut l'exécutant zélé de la politique imposée par le général de Gaulle.

Les paras en première ligne

PAR PIERRE PELLISSIER

La décision fut prise à l'automne 1956 : frapper les Européens d'Alger par tous les moyens. La riposte vint au début de 1957. Les paras reçurent l'ordre de briser le terrorisme, eux aussi par tous les moyens. Mission accomplie.

Au début de janvier 1957, la 10e division parachutiste est au repos, autour d'Alger. Le général Massu a décidé que ses troupes se reposeraient, en attendant une nouvelle mission. Il espère que celle-ci sera plus glorieuse que l'affaire de Suez, qui vient de s'achever par un échec militaire, lui-même engendré par des reculades politiques. Paris et Londres, qui voulaient abattre Nasser, ont dû rentrer les griffes lorsque Washington et Moscou, pour une fois d'accord, ont montré les crocs.

Les officiers parachutistes de la 10e DP* sont revenus amers ; sachant toutes les corrélations existant entre le FLN algérien et certaines capitales arabes, dont Le Caire. Non seulement ils ont été privés d'une victoire qui était à portée de main, non seulement ils se sentent, une fois de plus, victimes des palinodies politiques, mais ils savent que leur tâche en Algérie va être encore plus rude. Ils rejoignent le bercail avec des allures de vaincus, qu'aggravent encore les sarcasmes de Nasser envers les *« petits soldats parfumés de l'armée française »*. Nasser qui a fort bien compris que le mensonge est aussi une arme psychologique.

Le lieutenant-colonel Bigeard et son 3e régiment de parachutistes coloniaux sont rentrés les derniers de Chypre, base arrière de



Le lieutenant-colonel Bigeard au cours d'une conférence de presse pendant la bataille d'Alger. **« Bien faire et le faire savoir »** *était la devise du patron légendaire du 3e RPC. Un peu par chance et beaucoup par son savoir-faire, il deviendra aux yeux de l'opinion le symbole de cette bataille réussie.*

l'opération vers l'Égypte. Ils ont débarqué à Alger le 2 janvier. Bigeard n'avait pas pu accompagner ses hommes sur le champ de bataille, laissant le régiment à son adjoint, le commandant Lenoir. Bigeard est a peine remis de récentes blessures. Il a été grièvement touché au combat, dans les Nemenchas, le 16 juin 1956, une balle lui passant à quelques centimètres du cœur. Quelques semaines plus tard, convalescent, un de ses footings quotidiens tourne au drame : trois hommes armés l'agressent sur le port de Bougie. Ils lui logent une balle près du foie, et lui brisent un poignet.

Pas plus que le 1er REP* de Brothier, le 1er RCP* de Mayer ou le 2e RPC* de Château-Jobert, le 3e RPC* ne profite du repos annoncé : le 7 janvier, Massu reçoit l'ordre d'investir Alger et d'en finir avec les poseurs de bombes du FLN. Une tâche que ses colonels jugent absurde, parce que leurs unités ne sont pas préparées à une guérilla urbaine, parce que c'est un travail de policier, qui ne réussira que si les renseignements abondent.

Les ordres étant donnés pour être exécutés, le 1er REP et le commando du 2e RPC plongent aussitôt dans la fournaise. Le 3e RPC prend pied à Alger a partir du 18 janvier. Le 20, toutes ses compagnies sont en place, entre El-Biar, Saint-Eugène, Climat-de-France, la Bouzaréa, avec dans leur zone d'action la Casbah, où est déjà immergée la compagnie de zouaves du capitaine Sirvent.

Depuis l'Indochine, Bigeard a sa légende, son aura, ses méthodes et ses fidèles. Ses pairs aiment ou n'aiment pas cet homme, qui sait si bien se médiatiser avant que le mot ne devienne à la mode ; mais ils savent ce que vaut le guerrier et le meneur d'hommes. Celui-ci rappelle d'entrée ses compétences : au cours des premières vingt-quatre heures passées à Alger, le 3e RPC – qui n'est d'ailleurs qu'un très gros bataillon comme tous les régiments de la 10e DP – monte vingt-cinq embuscades, effectue trente patrouilles, récupère quatre fusils de chasse et deux cents cartouches...

Bigeard va devenir le héros des batailles d'Alger de 1957. Un peu par chance, beaucoup grâce à son savoir-faire.

La part de chance n'est pas à négliger, bien qu'elle ne soit qu'un élément dans un ensemble plus complexe. Elle vient, tout simplement, de l'implantation des quatre régiments. Quatre secteurs recouvrant l'agglomération algéroise sont dessinés à gros traits de crayon gras, sur le rhodoïd, par dessus les cartes d'état-major. D'autant plus à l'aveuglette que personne ne sait très bien où se cachent



Le lieutenant Le Pen (à gauche) vient d'être décoré de la croix de la Valeur militaire à Alger, en 1957, par le général Massu (à droite), patron de la 10e DP. Élu à l'Assemblée nationale en janvier 1956, Jean-Marie Le Pen est alors le plus jeune député de France. Le gouvernement ayant décidé le rappel de réservistes, il demande un « congé parlementaire » afin de partager leur sort. Il servira alors au 1er Régiment étranger de parachutistes, participant à l'opération de Suez et à la bataille d'Alger.

les terroristes. Le 1er REP pourra considérer qu'il a été le plus mal servi : il aura à traquer les Européens des réseaux de soutien au FLN, accrochant dans ses filets des prêtres et des religieuses, des enseignants, des médecins, des notables... exactement ce qu'il fallait pour émouvoir les bonnes âmes et charger les légionnaires de tous les péchés du monde. Car ces bons esprits ne conçoivent pas clairement qu'assister un clandestin c'est aider le terrorisme. De leurs cotés, le 1er RCP et le 2e RPC assureront la sécurité de leurs secteurs, avec de confortables bilans, sans les soucis du 1er REP mais sans la médiatisation du 3e RPC.

Le renseignement avant tout

Encore convient-il d'obtenir les premiers renseignements. Une tâche que Bigeard définit ainsi, dans l'ordre d'opération n°1 de ce début janvier 1957 :

« Le renseignement est à la base de toute action visant :

– à prévenir des attentats rebelles

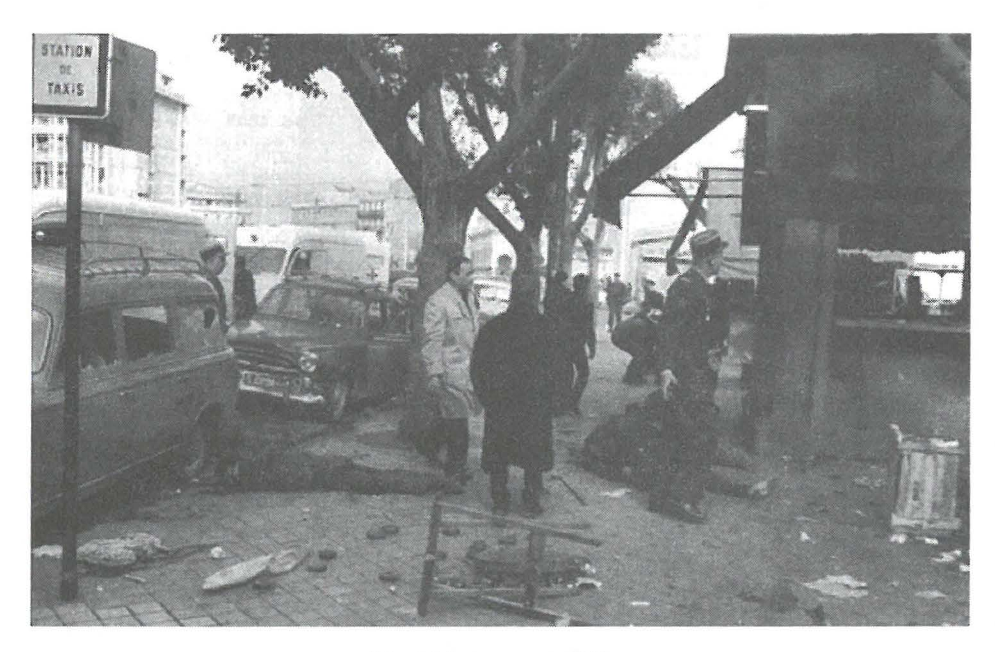
– à la destruction des cellules terroristes

– à la désorganisation des réseaux.

Il est à rechercher en utilisant toutes les sources classiques et celles qui sont particulières dans le cadre de la mission qui nous est dévolue. »

Cela, un peu plus tard, s'appellera *« la question »*. Ou la torture. Il y aura des rumeurs à Alger, des campagnes en métropole ; l'armée sera salie, les officiers insultés. Le 3e RPC du lieutenant-colonel Bigeard sera le moins éclaboussé des quatre régiments de la 10e DP. Ses officiers ont pourtant dû, comme les autres, aller chercher les renseignements. Mais, face à eux, il n'y a que les terroristes, l'état-major du FLN algérois ; et ceux-là, en décidant d'user de tous les moyen, ont pris – et accepté – les risques de leur action.

Bigeard, dans cette affaire, compte sur ses adjoints, qu'il est bien décidé à couvrir. Il n'y aura d'ailleurs, autour de lui, aucun officier pour prendre goût au pouvoir sadique découlant de la pression physique et de la violence ; aucun officier à éloigner pour le protéger contre lui-même. La « baignoire » ? Ce ne sera jamais qu'une gourde d'eau, un linge détrempé sur les lèvres du suspect aux yeux bandés et, pour celui-ci, l'impression d'avaler des litres de liquide. La « gégène » ? C'est le téléphone de campagne et la manivelle envoyant un courant électrique affolant, tétanisant, bien plus paniquant que réellement dangereux. Et les suspects parlent. Car, au sein de la Casbah, tout musulman paye, de gré ou de force, l'impôt révolutionnaire ; tout musulman connaît donc au moins un collecteur de fonds. C'est simple, élémentaire ; encore faut-il tirer le premier fil de l'écheveau. Bigeard et ses hommes y parviennent.



Attentat dans une rue d'Alger.

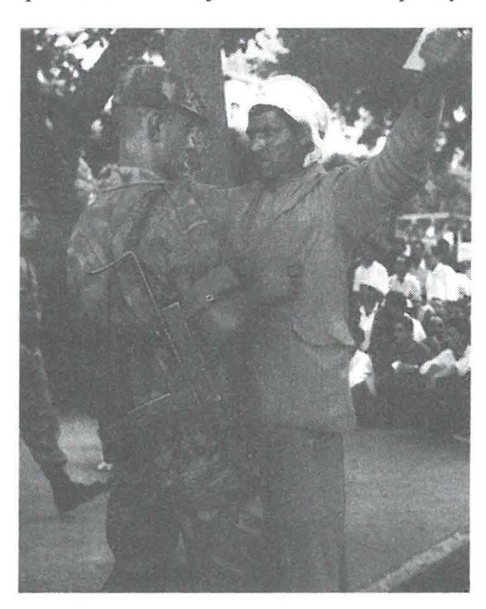
En cinq jours, à la mi-février, ils récupèrent 67 bombes ! Aux derniers jours de ce mois, le 3e RPC capture la tête pensante de la rébellion, l'homme qui s'est juré qu'Alger serait un second Diên Biên Phû pour l'armée française, Larbi Ben M'hidi. La première bataille d'Alger, celle de janvier-février, est pratiquement gagnée. Bigeard peut rouler les épaules, présenter ses bilans, laisser les journalistes jeter un coup d'œil sur les immenses organigrammes accrochés au mur de son bureau. Il peut aussi raconter ses dialogues nocturnes avec Ben M'hidi. Car la rencontre du chef terroriste et du colonel parachutiste ajoute à la geste de Bigeard. Ils ont parlé ensemble, au fond de la cellule improvisée de Ben M'hidi. Ils se sont entendus comme peuvent s'entendre deux guerriers, qui se sont affrontés en se respectant. Jusqu'au soir où ils se sont dit adieu. Le fidèle Allaire, qui n'a pas quitté Bigeard depuis Diên Biên Phû, décide de faire présenter les armes au rebelle, même si cela ne se fait point de nuit. Quelques heures après son transfert, Ben M'hidi meurt mystérieusement.

Estime pour les rebelles et mépris pour les terroristes

Il est temps pour le 3e RPC d'aller respirer dans les djebels, d'oublier les miasmes de la guérilla urbaine. Massu, lassé de ce colonel arrivant en tenue de combat là où il est convié en tenue de sortie, agacé par ses conférences de presse improvisées autour de résultats indiscutables, conseille à Bigeard de s'éloigner *« en souplesse et sans fanfare »*. Bigeard lui répond sur le même ton en reconnaissant – à la troisième personne – que *« Bigeard est emmerdant »...*

Le calme paraît revenu sur Alger. Après Bigeard et le 3e RPC, deux autres unités s'éloignent. Il ne reste qu'un régiment de permanence dans la ville. Pour un temps tout au moins, car rien n'est vraiment achevé.

Il reste des tueurs autour de leur chef Yacef Saadi ; il y a encore des attentats, celui dit « des lampadaires » le 3 juin 1957, celui du casino de la Corniche le 11 juin. Bigeard revient le 21 juillet avec ses hommes peints, coiffés de leur drôle de petite casquette. Il est encore tout fier de l'accueil des Parisiens puisqu'il a défilé le 14 juillet sur les Champs-Élysées. En tenue de combat bien sûr, pectoraux gonflés, épaules ondulantes, médailles pendantes et elles sont impressionnantes ses décorations, avec toutes les palmes gagnées au combat. Fier certes, mais navré de replonger dans la guérilla urbaine. *« Si nous estimons le rebelle, surtout s'il se bat bien,* écrira-t-il, *nous méprisons les terroristes. »* Et ceux-ci reprennent leurs attentats. Huit bombes explosent le 18 juillet, dix autres le 27 juillet ; avec une hâte ou un manque d'expérience tels, que des engins sont repérés à temps et que des poseurs de bombes sont les seules victimes de leurs engins.



Un jeune para du 3e RPC participe à une opération de contrôle dans une rue d'Alger pendant la bataille de 1957.

Bigeard retrouve ainsi Alger pour la seconde bataille ; celle qui, entre juillet et octobre, permettra d'éradiquer le terrorisme urbain et de chasser le FLN de la ville où il ne se réinfiltrera qu'en 1960.

Les « Bigeard's boys », et au premier rang Chabanne, l'officier de renseignement du 3e RPC, réussissent en août un des plus jolis coups des batailles d'Alger. Ils arrêtent un des patrons du FLN, Ghandrich, dit Zerrouk. Ils le retournent ; il travaille pour eux. Et eux, par personne interposée, dirigent les derniers rebelles, les intoxiquent, tendent des pièges. C'est le premier symptôme de la *« bleuite »* qui permettra au capitaine Léger de pousser les chefs FLN à s'entre-tuer. Pourtant Bigeard, quittant Alger le 3 septembre, ne peut achever sa manipulation : il transmet donc le dossier et l'homme au 1er REP, qui va poursuivre le travail. Voici Bigeard obligé d'avouer son montage à Godard, à Massu... Car personne à l'état-major de la 10e DP n'avait été informé... Une occasion de plus pour Godard et Massu d'entrer dans un état second ; Massu qui écrivait trois semaines plus tôt à Bigeard : *« Je voudrais que vous compreniez que votre orgueil est excessif et que si vous ne savez le corriger, vous ne deviendrez jamais le patron que vous pourriez être... »*

Bigeard sera, plus tard, général de corps d'armée et secrétaire d'État à la Défense nationale.

P. P.

Pierre Pellissier est journaliste. Il a couvert pour *Le Figaro*, RMC et France Inter l'actualité politique de la Ve République. Auteur de nombreux livres, il vient de publier chez Perrin *La Bataille d'Alger.*

---

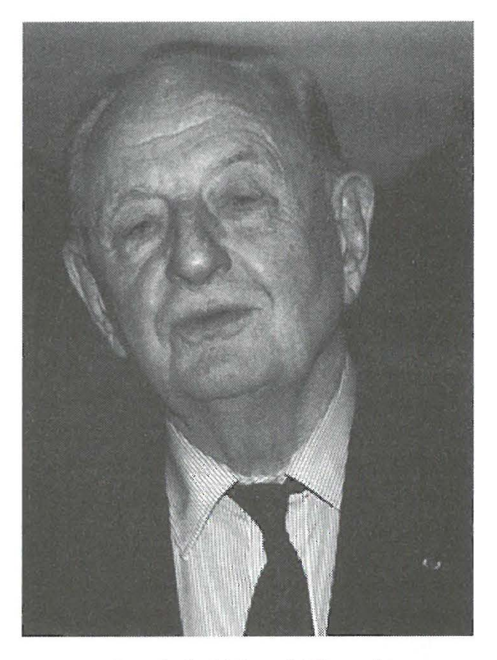
* 10e DP (10e Division parachutiste) ; REP (Régiment étranger parachutiste) ; RCP (Régiment de chasseurs parachutistes) ; RPC (Régiment de parachutistes coloniaux).

Entretien avec le général Bigeard

Un soleil d'automne fait des efforts héroïques pour éclairer les faux marbres du Cercle militaire. Décor anonyme et peu martial d'hôtel 1930. Quelques fauteuils capitonnés. C'est là que je retrouve Bigeard, le plus célèbre para français et le plus populaire aussi. Il le sait et il aime ça. Depuis l'Algérie, il n'a pas tellement changé. Il avait quarante ans, il en a quatre-vingts et les assume sportivement. Levé chaque matin à cinq heures, une heure de marche et dix longueurs de piscine. Ensuite, travail jusqu'au soir. Courrier, préparation de causeries et de livres. Pas de samedi ni de dimanche, pas de vacances non plus. Le travail est sa recette pour la forme.

Il vient de publier *Ma Guerre d'Algérie*, album au texte bref, articulé autour d'admirables photos de Marc Flament, son photographe au temps des djebels, le plus grand de sa génération. Personne comme Flament n'a suggéré la poésie guerrière des pistes sans fin sur lesquelles nous en avons bavé comme aucune bête au monde.

Bigeard dédie son livre à tous ceux qui ont été concernés par la guerre d'Algérie, soldats, pieds-noirs ou fellaghas. Il le dédie enfin à *« ceux qui sont morts pour une guerre encore plus inutile que les autres... »*. Le *« inutile »* me fait broncher. Défendre les siens en Algérie, était-ce inutile ? Longuement, je l'interroge. Il n'est pas conscient de faire une concession à l'esprit du temps. Oui, il pense que toutes les guerres sont inutiles. Mais il



Le général Marcel Bigeard.

croit aussi que rien ne remplace l'esprit né du combat : *« Écoutez, il ne faut pas aller chercher trop loin le pourquoi des choses, sinon on ne fait plus rien. Vous êtes parachutiste. Eh bien, vous allez où on se bat. Ce qui compte ? Vivre avec des types nets et propres. Ce sont des souvenirs formidables... Vous ne trouvez pas de types comme ça dans le civil. Des types qui donnent tout sans rien demander. Vous ne trouvez pas ça à la députation, à l'Assemblée nationale. Vous ne trouvez cela qu'au combat. L'homme se révèle jusqu'au bout de lui-même et cela mérite d'être vécu. »*

– Vous ne semblez pas avoir une brillante opinion des hommes politiques.

Il rit. Non, il ne les place pas très haut : *« Chirac nous explique qu'il y a quatre cent milliards de déficit. C'est sûrement affligeant. Mais le problème n'est pas là. L'immigration, c'est ça l'important. C'est ça qui me terrifie. »* Il ne rit plus.

– *« Les Algériens nous ont dit : "Nous vous aurons par le ventre de nos femmes". Ils font six gosses pendant qu'on en fait la moitié d'un. Que serons-nous devenus dans quinze ans ? Je suis loin d'être raciste, mais notre France est devenue la poubelle de l'Europe. C'est ça qu'il faut dire aux Français, mais on ne le dit pas. »*

– À la fin de la guerre d'Algérie, beaucoup de vos camarades officiers, se sentant trompés par de Gaulle et par les engagements trahis, se sont rebellés. Qu'en pensez-vous ?

– *« Je n'y ai pas participé. Je n'étais plus en Algérie après 1960. Mais je les comprends et je leur tire mon chapeau. Je ne dirai jamais un mot contre eux. Cela ne m'empêche pas d'admirer le général de Gaulle. »*

– Sur toute chose, vous conservez votre liberté. Ne craignez-vous rien ?

– *« Pour avoir ce langage, il faut être intouchable, dans sa vie privée comme dans sa vie politique. Avec Bigeard, il n'y a pas de femmes, pas de petits Bigeard dans tous les coins. Il n'y a pas de trafic, pas de fric. Il n'y a rien du tout. C'est ma force. »*

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE VENNER

Le général Bigeard vient de publier *Ma Guerre d'Algérie*, Hachette-Carrère, 140 pages, photos de Marc Flament, 185 F.

Tueurs et porteurs de valises

PAR GUY CHAMBARLAC

Le terrorisme algérien n'est pas un phénomène nouveau. Durant les années noires de la guerre d'Algérie, les attentats se sont multipliés sur le sol de la métropole. Une histoire pas si lointaine qui permet de mieux comprendre les réalités d'aujourd'hui.



En 1958, à Paris, contrôle de ressortissants algériens à la suite des attentats orchestrés en métropole par le FLN.

Tout a commencé, non en 1954, mais au matin du 25 août 1958 où les Français découvrent avec stupeur que la guerre d'Algérie a franchi la Méditerranée. Dans la nuit, une série d'attentats ont été commis simultanément dans plusieurs régions : postes de police attaqués, policiers et militaires tués, voies ferrées sabotées, dépôts d'essence et raffineries incendiées.

En Algérie même, l'ALN est alors en pleine déroute, saignée à blanc par les paras, la Légion et les commandos de chasse. Aussi cette diversion, amplifiée par la presse et les radios du Moyen-Orient, est-elle reçue, au Caire, par la direction extérieure du FLN *« comme un véritable ballon d'oxygène »*.

Il a fallu près de quatre ans aux dirigeants du FLN pour mettre en place, parmi les quelques 300 000 immigrés algériens que compte la France de l'époque, une organisation politico-militaire capable de les contrôler. Cela ne s'est pas fait sans mal. Plusieurs fois la police en a démantelé la direction. Sur son propre terrain, le FLN s'est d'abord attaché à éliminer l'organisation concurrente, le MNA de Messali Hadj, et à s'imposer à toute l'immigration. Cela se fait à coups de couteau et à coups de pistolet. Ces *« règlements de compte entre Nord-Africains »*, pour utiliser l'expression consacrée par la presse, vont faire environ plus de 4 000 morts et 8 000 blessés parmi les musulmans immigrés. Chiffre énorme qui montre l'importance de l'enjeu. Cette lutte interne se poursuivra jusqu'à l'indépendance. Cependant, dès 1958, le FLN est maître du jeu, ses adversaires ne menant plus qu'un combat d'arrière-garde.

Deux ouvrages nous renseignent avec précision sur le sujet. Tout d'abord celui d'un acteur du côté algérien, Ali Haroun, *La 7ᵉ Willaya* (Le Seuil, 1986).

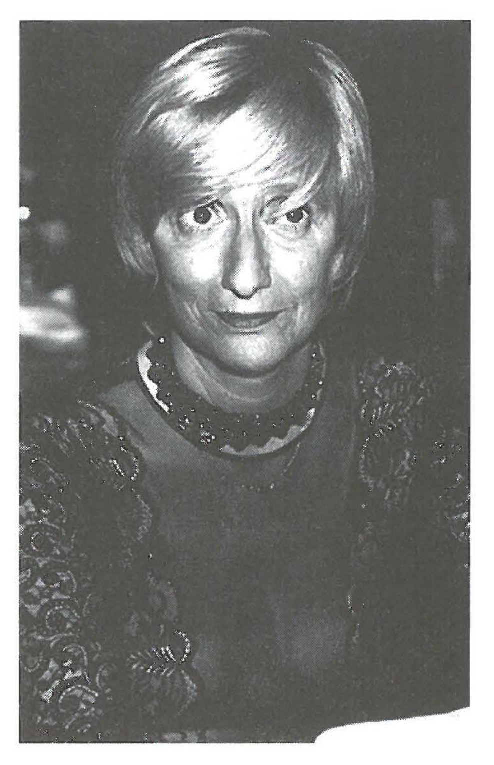
Ancien dirigeant de la fédération de France du FLN, Me Ali Haroun reste un partisan qui n'a rien oublié des haines anciennes, et continue de régler en 1986 les comptes de 1962. Son livre, épais, indigeste et assez confus, comporte bien des omissions et des zones d'ombre. Pourtant, il explique assez bien ce que fut le développement de l'organisation terroriste, grâce, notamment, à de nombreuses complicités, en France même et dans les pays limitrophes. Il faut le compléter par la lecture de *La Guerre d'Algérie en France* (Presses de la Cité, 1994), écrit par Raymond Muelle, ancien officier des services spéciaux, ayant participé à la guerre secrète contre le FLN et dont la documentation est de première main.

Le « nidham », organisation politique du FLN, quadrille toute les agglomérations à forte densité algérienne. De gré ou de force chacun doit se soumettre à cette administration parallèle. La fonction principale de l'organisation clandestine est double : servir de vivier au terrorisme et collecter les fonds destinés à financer la guerre du FLN. Haroun conteste le mot mais pas la réalité de ce racket exercé par la violence sur la population algérienne immigrée. Il cite ces chiffres astronomiques et assure que les « cotisations » mensuelles ont représenté 80 % des ressources totales de la rébellion.

Un réseau de banquiers complaisants

Sortir l'argent de France pour le mettre à la disposition de la direction extérieure du FLN au Caire, à Tunis ou au Maroc, via la Suisse, est la tâche dévolue à des Français enrôlés dans des réseaux de soutien. Recrutés le plus souvent parmi les progressistes intellectuels et les chrétiens de gauche, ces « porteurs de valises » sont poussés par un mélange de culpabilité, d'espoir, de rédemption, de romantisme révolutionnaire et de haine de leur propre communauté, quand ce n'est pas par simple passion amoureuse.

Haroun, qui semble assez réservé pour la personne et le rôle de Francis Jeanson, le plus connu des « porteurs de valises », nous apprend au passage que l'aide la plus efficace fut apportée par le réseau d'Henri Curiel, habituellement considéré comme un sous-marin des services soviétiques (1). Sans en dire plus, l'auteur fait allusion à un *« réseau de banquiers* [qui] *prenait livraison des fonds à Paris et les virait à Genève moyennant une commission tout à fait raisonnable. Durant l'année 1960, ce réseau aura transféré un montant de 3 189 619 699 francs français* [anciens]. » Une somme qu'il faudrait multiplier par dix pour l'actualiser.



Françoise Sagan. Le monde du spectacle et le Tout-Paris littéraire furent mis à contribution pour porter les valises du FLN.

Les réseaux de soutien ne se limitent pas au passage des frontières avec ou sans valises. Jacques Charby organise un réseau d'hébergement des dirigeants et des tueurs du FLN recherchés par la police. *« Il s'adresse à ses amis, gens du spectacle, du cinéma et de la télévision »*. Haroun cite de nombreux noms plus ou moins connus qui figuraient déjà dans la complaisante hagiographie de Hervé Hamon et Patrick Rotman (*Les porteurs de valises*, Albin Michel).

Il apporte des précisions qui surprendront les Français d'aujourd'hui : *« Des réunions de chefs de willaya se tiendront dans les bureaux de la maison de production cinématographique dirigée par Serge Reggiani et Roger Rigault. D'autres réunions du même ordre se dérouleront à Villiers-le-Bel, dans la résidence de la comédienne Hélène Duc et de son époux René Catroux, le fils du général. Combien de gens de théâtre*, ajoute Haroun, *tels Georges Berger, Jean-Marie Beoglin, Jacques Mignot, Marina Vlady ont apporté dans ce domaine une aide multiforme. N'est-ce pas la puissante Jaguar de Françoise Sagan qui permit plusieurs liaisons rapides et sûres ? »*

L'hébergement n'a pas été le monopole des gens du spectacle. Le terrorisme du FLN a trouvé chez certains ecclésiastiques, dont plusieurs seront identifiés par la police à Lyon (séminaire du Prado) ou à Paris (Missions de France), au sein des syndicats chrétiens et dans les groupuscules d'extrême gauche, un accueil auquel Haroun rend un hommage qui laisse songeur. Quelques médecins français constituent un réseau pour soigner les terroristes blessés au cours d'affrontements avec la police.

Le FLN éprouve plus de difficultés avec certains de ses avocats. Ainsi Me Stibbe, l'un des premiers défenseurs des militants algériens, se rebelle contre les consignes de l'organisation. Il veut bien être un avocat du FLN mais pas un exécutant aveugle. D'autres, en revanche, que cite Haroun, se plieront aux exigences les plus opposées à la déontologie de leur profession, au point que plusieurs, convaincus de complicité, seront inculpés d'atteinte à la sûreté de l'État. Ils trouveront alors pour les défendre, dans un article qui fit quelque bruit, un de leurs jeunes confrères encore peu connu, Robert Badinter.

Naïveté et passion partisane

Hors des frontières françaises, dans les pays voisins, en Belgique, en Grande Bretagne, en Allemagne, en Suisse, le FLN trouve des appuis inattendus, parfois haut placés.

Haroun est fort discret sur l'aide apportée par les pays « frères », Maroc et Tunisie notamment, tout en reconnaissant que leurs antennes diplomatiques à l'étranger furent toujours à la disposition du FLN. Il reste muet sur le soutien des pays de l'Est, affirmant que jamais les terroristes algériens n'y reçurent de formation. Celle-ci était semble-t-il dispensée au Maroc, dans le camp militaire de Larache.

Très tôt, la brûlante question de l'armement s'imposa comme une nécessité vitale. En 1956, à Lyon, Aïssa Noui, responsable local du FLN s'adresse au milieu local par l'intermédiaire de ses correspondants algériens. Une commande est passée, des arrhes sont versées. La livraison sera faite depuis la Belgique. Au jour dit, le camion chargé de salades passe la frontière et pénètre dans le garage lyonnais contrôlé par le FLN. Avec une impatience fébrile, les hommes de Noui entreprennent de vider le camion. Mais au milieu de la montagne de légumes, pas le plus petit 6,35 ! Ils n'ont d'ailleurs pas le temps de s'en indigner car la police fait irruption et coffre tout le monde. Ceux-là resteront détenus jusqu'à la fin du conflit.

L'organisation parisienne essuie au même moment une déconvenue analogue. C'est alors



Armes et faux papiers découverts en France par la police en novembre 1994, lors d'une perquisition dans les milieux islamistes.

qu'intervient un certain Mehdi Mabed, alias « Chitane » (le diable), ex-instituteur au Maroc, personnage plein d'entregent. Puisque le Maroc récemment indépendant est acquis à la cause, c'est de là que partiront les premières armes. « Chitane » aménage deux voitures, l'une bourrée de pistolets, l'autre de bombes à retardement de fabrication artisanale. Elles transitent par l'Espagne et arrivent successivement à Paris, conduite par la respectable épouse d'un avocat de Casablanca. Les cinquante pistolets et les dix pistolets-mitrailleurs de cette livraison constituent l'amorce du futur arsenal du terrorisme algérien en France.

Où sont passées les armes du FLN ?

En novembre 1956, Abdelkrim Souici, qui vient de purger trois mois de prison et bénéficie d'une mise en liberté provisoire – la Justice républicaine est bonne fille – fait acheter en Italie un lot de pistolets Beretta par l'un de ses hommes. À l'époque, cela présente peu de difficultés. Les armes pénètrent en France dans les bagages d'un paisible touriste.

Une seconde opération « Beretta » sera moins heureuse. Le responsable de l'acheminement décide de les expédier de Nice par la SNCF en bagages non accompagnés. À Paris, gare de Lyon, lors des manipulations, l'une des valises s'écrase, vomissant une cinquantaine de pistolets avec leurs munitions. La police, alertée, tend une souricière dans laquelle tout le groupe de « logistique » se fait coincer.

Quelques jours après le 13 mai 1958, Amar Haddad, surnommé « Amar-z-yeux-bleus », arrive par le train à Düsseldorf. Dans un hôtel de la Bismarkstrasse, il rencontre une certaine Mme Bisner, intermédiaire en tous genres, et M. Springer, son associé. Le contact a été préparé depuis Le Caire. On se met d'accord sur trois mille pistolets calibre 9 mm parabellum avec deux chargeurs chacun. Le jour même, le trio se rend dans une usine proche de la frontière de l'Allemagne de l'Est. La marchandise est payée comptant et chargée à destination de Cologne où elle est entreposée avant de pouvoir être acheminée en France.

« Chitane » arrive à son tour en Allemagne. Il a ses propres relations. En l'occurrence, un trafiquant d'armes bien connu des services de renseignements, Georg Puchert. Propriétaire d'une petite flotte marchande, il était le fournisseur en armes des nationalistes marocains avant l'indépendance. Tout naturellement, il offre ses services au FLN (2). Ses premières fournitures, livrées en Allemagne, sont composées d'un lot de pistolets espagnols Astra calibre 9 mm parabellum, de Beretta et de Mauser dans le même calibre.

Encore faut-il stocker puis acheminer ce matériel. Trois villas isolées sont louées. L'une près de Bonn, l'autre aux environs d'Aix-la-Chapelle, la troisième non loin de Francfort. Des ouvriers spécialisés arrivent du Maroc pour aménager des caches et des garages insonorisés, puis transformer des voitures de telle sorte que les armes passent la frontière, camouflées dans la caisse, sans que rien ne trahisse le chargement. Pour les conducteurs, il faut éviter le type nord-africain. On met donc à contribution les réseaux « porteurs de valises ».

Ce sont ainsi plusieurs milliers de pistolets et pistolets-mitrailleurs qui pénètrent en France pour armer les groupes de combat et les terroristes du FLN. Pour la seule région parisienne, du 1er janvier 1957 au mois de mai 1960, vingt et un fonctionnaires de police trouvent ainsi la mort et vingt-sept autres sont grièvement blessés.

Du 1er janvier 1956 au 23 janvier 1962 (on a continué de tuer après), les statistiques incomplètes de la Sûreté nationale font état, pour la métropole, de 11 896 agressions dues à des Algériens : 3 957 Algériens, 150 civils Français, 16 militaires et 53 policiers.

En face, la répression reste souvent impuissante. Moins de 10 % des condamnations à mort prononcées par les tribunaux français sont exécutées.

Il arrive parfois à la police de saisir certaines armes. En mai 1960, la DST arrête à Paris, 314, rue Saint-Honoré, Zina Harraigue, jeune algérienne, et Inge Huscholtz, étudiante allemande. Chez elles, on découvre vingt-sept pistolets-mitrailleurs et quarante-sept pistolets. C'est beaucoup pour deux jeunes filles, dont l'activité préfigure les techniques du terrorisme international, mais c'est peu par rapport à l'arsenal du FLN.

Aussi est-on tenté de poser une question sans réponse : que sont devenus les milliers de pistolets et de pistolets-mitrailleurs de la fédération de France du FLN ? Combien d'entre eux ont servis à des attentats terroristes après 1962 ? Combien dorment encore, soigneusement huilés, dans les caches des « enclaves » algériennes en France ?

Tout en changeant d'appellation, l'emprise de l'organisation politico-administrative du FLN n'a pas cessé et s'est même renforcée. Elle bénéficie depuis 1962 du soutien d'un État indépendant auquel les gouvernements français successifs ne refusent rien. La vague de terrorisme qui a frappé la France durant le second semestre de 1995 a révélé que les banlieues à forte concentration immigrée constituent des enclaves de non-droit propices au développement d'une véritable guérilla urbaine pouvant dégénérer en une véritable guerre civile. Elle est alimentée à terme par le sentiment fanatique d'une guerre religieuse (*djihâd*) et par une xénophobie anti-française qui se propage comme une épidémie chez les plus jeunes des binationaux.

G. C.

(1) Le 4 mai 1958, Henri Curiel fut victime d'un attentat, dont le mobile reste inconnu et dont les auteurs n'ont pas été identifiés.

(2) Georg Puchert sera exécuté par les services spéciaux français, le 3 mars 1959, dans l'explosion de sa Mercedes.

LES SOLDATS DE LA CLASSE 60

La mort de l'Algérie française ne fut pas seulement la fin d'un monde. Pour quelques très jeunes combattants de la « classe 60 » annoncée par Robert Brasillach, cette épreuve fut aussi un commencement. En témoigne *Le Cœur rebelle* de Dominique Venner, un livre que la fièvre brûle.

Avec *Le Cœur rebelle,* Dominique Venner nous a livré un essai rigoureux et serein, le sens d'un engagement, les raisons d'un retrait et la quintessence d'une réflexion atypique amorcée voici longtemps.

Les amateurs de « bonnes pages » y trouveront leur compte, car Venner a le verbe haut, et c'est en traits vifs qu'il nous brosse telle embuscade tendue jadis, là-bas, aux confins algéro-tunisiens, ou bien cette épique mise à sac de la citadelle du PCF alors sise – nous sommes en 1956 – carrefour Chateaudun...

Il y a, encore, la relation de sa rencontre avec quelques écrivains de race – Montherlant et Nimier, Thierry Maulnier surtout, vieil étudiant désespéré et solitaire, chantre d'une révolution conservatrice à la française, auquel sa lucidité même interdisait tout optimisme.

D'aucuns noteront avec intérêt les éclaircissements sur la « nébuleuse OAS », ou encore la vision sans concession des groupuscules nationalistes, épouvantail diabolisé des bien-pensants.

D'un adversaire aussi déterminé du Général – dix-huit mois de « ballon » – les lignes qu'il consacre au personnage ne sont pas sans noblesse : pour lui, le connétable, personnage éminemment tragique, surgi tel un revenant des temps révolus, fut par deux fois le providentiel sauveur d'un monde dont il était – cruel paradoxe – la vivante négation. Et c'est avec impartialité et réalisme qu'il lui reconnaît le rare mérite d'avoir su, au tournant des années soixante, recentrer la France sur l'Europe au prix, il est vrai, de souverains renoncements.

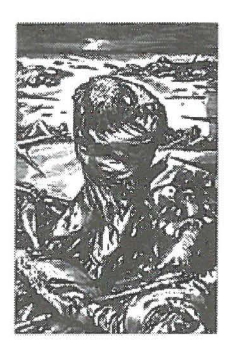
Mais il y a du testament, aussi, dans ces pages d'une sombre grandeur. Et l'adieu aux armes du cornette de Rouffach, révélé à lui-même par le fer et le feu des nuits d'Algérie est l'occasion d'une amère réflexion sur la vitalité du Vieux Continent : pour lui l'histoire dira un jour que le reflux du Nord face aux ventres du Sud commença là-bas, en Oranie, aux heures amères du « cessez-le-feu » de mars 1962.

Désormais quelques vérités rarement bonnes à dire hanteront le chasseur à pied en rupture d'engagement. Et d'abord cette certitude que la vie, ce ne sont pas ces années misérables qui se traînent du berceau à la tombe, mais quelques trop rares fulgurances comme seules peuvent en procurer la guerre, l'extase mystique ou quelque grande passion.

D'avoir vécu, ensuite, et de longs mois, cette vie médiévale du partisan – ce loup-garou avec une mitraillette entre les pattes – l'ex-chef de section gardera à jamais la nostalgie d'un ordre d'essence supérieure, sans femmes ni argent, où n'auraient cours que la valeur vraie, la fraternité et l'action, l'action âpre et dure.

Dominique Venner

LE CŒUR REBELLE



Les Belles Lettres

Et il y a, surtout, cette percutante analyse du révolté, cette genèse du rebelle – l'homme à la nuque raide – qui, pour être ici autobiographique, n'en accède pas moins à l'universel.

Au commencement était l'enfant, gamin au regard clair qui, dans un pays meurtri par la défaite, scrutait sans complaisance la comédie veule des adultes, des livres plein le cœur et le geste des héros d'autrefois en ligne de mire... De quoi préférer toujours la rébellion à la platitude, et l'honneur à la facilité.

Ultime rejeton d'une Europe archaïque, anti-utilitaire et hostile au progrès, gardien inconscient encore d'un ordre menacé dans son essence même, ce révolté-là manifeste d'emblée un attachement quasi liturgique à l'esprit militaire – lisez guerrier – et à ses valeurs propres : austérité, abnégation, domination des sentiments et soumission au devoir.

La flamme de Sparte brûlera désormais ce cerveau hardi. Du faux départ pour la Légion (à 14 ans !) à l'aventure d'« Europe Action », que de « saintes folies » pour ce jeune homme étrange et violent.

En lui – comme en bien des tempéraments ardents et mystiques – se fait alors jour cet amer sentiment de profonde incompatibilité avec un siècle où ces valeurs vraies, de nature sacrée, que sont le travail, la lutte et la création, semblent être bafouées...

Vivifiée par de nouvelles lectures – Malaparte et Lénine, Drieu La Rochelle ou Von Salomon, – la foi du réprouvé s'épanouira alors, un temps, au sein du désordre : royaume d'Eros et de Dionysos. Car il est vrai que la politique offre – quand elle s'emballe ! – un remède au mal de vivre et à la précarité du destin individuel.

Avec d'autres, recomposant sa vision du monde à partir d'une Europe « aux cent drapeaux », Venner butait sur la question de l'identité du Vieux Continent, identité qu'il ne concevait pas comme réductible au seul « génie du christianisme »...

Vingt ans passeront. Le cœur rebelle s'apaisera. L'homme fait n'est plus l'activiste bouillonnant, téméraire mais sympathique de jadis pour qui, en politique, la fin justifiait les moyens.

Au terme d'un long cheminement intérieur il a lucidement préféré rompre avec l'agitation du siècle pour préserver sa propre liberté, par crainte de se perdre et de perdre son âme : pour une fois, Faust n'a rien cédé au Malin...

Le temps fait son œuvre. L'« anarque » est passé d'un nationalisme de combat à la conscience sereine de son identité, choisissant de respecter toutes les cultures à travers sa propre culture.

Ce choix, longuement mûri par la bagarre et le mépris, la désinvolture ou la tour d'ivoire – toujours hors des sentiers battus – est éminemment respectable.

Veilleur solitaire, posté aux frontières de l'espérance et du temps, Dominique Venner prouve qu'il existe bien des traverses pour le philosophe, entre la connaissance et l'action.

ARNAUD SIBUET*

Le Cœur rebelle, par Dominique Venner, Les Belles Lettres. 200 pages, 95 F.

---

* Arnaud Sibuet est professeur d'histoire. Il a collaboré à notre numéro 12 (« La Grande Guerre, 1914-1918 »), dont il a établi la chronologie.

MUSULMANS CONTRE MUSULMANS

On les appelait les harkis

PAR JEAN MABIRE

À la veille de l'indépendance, l'armée française comptait 225 000 musulmans sous les armes. On les appelait « harkis », même quand ils étaient des tirailleurs. En face, en incluant ses troupes du Maroc et de Tunisie, l'ALN n'aligna jamais plus de 50 000 hommes. Quand la victoire fut accordée au FLN, la France désarma ses supplétifs, qui furent massacrés. Souvenirs d'un ancien chef de harka.

Seule ma mémoire ne m'aura pas trahi en cette affaire algérienne. Elle résiste, mieux que je ne l'aurais cru, à trente-cinq années de distance, à toutes les affirmations péremptoires d'une vision désormais officielle, figée dans des slogans où l'on retrouve toute la bonne conscience des bien-pensants, qui nous échauffaient déjà singulièrement les oreilles à l'époque des *« événements »*, comme disaient les journaux.

Il est bien entendu aujourd'hui – et on l'apprend aux enfants des écoles quand on veut bien encore leur enseigner l'histoire – que l'indépendance de l'Algérie nous fut arrachée par un peuple dressé unanime contre la puissance coloniale. Un truc dans le genre de la libération de Paris, en quelque sorte.

On trouve parfois, quand même, de vieux militaires pour rappeler que ce ne fut pas si simple. Mais on dérape dangereusement sur le verglas d'un autre cliché, du style : *« Les harkis, symboles de la fidélité des musulmans à la France. »*

Ah, ces harkis ! Pour les uns, une poignée de traîtres. Des miliciens comme on en voit au cinéma. Lacombe Ahmed... Pour les autres, des héros et des martyrs.



Jean Mabire, officier de réserve de chasseurs alpins, rappelé en Algérie et chef d'une harka en 1959.

De toute façon, salopards ou chevaliers, on voudrait croire qu'ils furent des « soldats politiques », comme on en a connus quelques-uns dans nos modernes affrontements, des *Freikorps* teutoniques aux brigades internationales de la guerre d'Espagne.

Des soldats politiques ? Moi, je n'en ai pas rencontré beaucoup chez ceux qu'on appelait alors les FSNA (Français de souche nord-africaine).

Que la guerre d'Algérie ait été une guerre civile est une évidence que l'on ne peut nier. Il n'y a que le journal *El Moudjahid* pour dire le contraire. Et des journalistes assez nuls en France pour le croire et le faire croire. Mais que les partisans des deux bords aient eu quelque conscience idéologique, cela me fait bien rire. C'était d'ailleurs une des formules encore plus souvent entendues chez les musulmans que chez les « Européens » :

– Pas de politique, mon lieutenant !

Cela signifiait seulement que tout allait bien. *Labbès.*

Ces « appelés » musulmans, que je devais découvrir dès mon affectation à une compagnie de combat, étaient-ils des soldats comme les autres (ou plus exactement des chasseurs, car nous étions dans un bataillon bleu-jon-



Le général de Gaulle et les harkis en 1960. Deux ans plus tard, par sa volonté, ils seront livrés aux représailles du FLN. Avant de commettre ce forfait, on leur a retiré leurs armes par force ou par ruse, ne leur accordant même pas l'honneur de mourir en soldats.

quille) ? Pas tout à fait. Ils voisinaient avec les appelés métropolitains, mais ne copinaient pas. Le mur invisible. Mais on s'y cognait tous les jours. L'intégration paraissait une formule creuse. Pire, elle suscitait par elle-même un rejet chez les Européens qui acceptaient déjà avec peine la cohabitation.

Qui étaient-ils donc ces appelés musulmans, sorte de « malgré-nous » quelque peu basanés ? Deux catégories. La bonne et la mauvaise.

La bonne ? Celle des gars mobilisés dans les départements algériens, braves « ploucs » des campagnes et des bourgades, avec encore des réflexes paysans et un respect ancestral de la force. Le chef restait pour eux le bras armé de l'autorité et de la justice (jamais l'une sans l'autre). Ils aimaient aussi une certaine forme de baroud. De la graine de tirailleurs.

La mauvaise pousse avait grandi dans nos villes, de l'autre côté de la Méditerranée. Des « beurs » préhistoriques, en cette fin des années cinquante. Transplantés, rouspéteurs, débrouillards comme des titis parisiens. Ils avaient déjà perdu leur identité, sans devenir pour autant français comme les autres.

Cette opposition entre gars des djebels et gars des banlieues m'apparut, au premier regard, plus nette que la ségrégation Berbères/Arabes, qui ne jouait guère sous l'uniforme de l'armée française.

Le problème de la guerre civile algérienne ne semblait pas trop les préoccuper.

Ces appelés qui touchaient comme leurs camarades une solde assez misérable et bénéficiaient de permissions très chichement distribuées, regardaient avec une envie assez proche de la haine leurs coreligionnaires qui servaient comme « moghaznis » à la SAS voisine, où officiait un superbe lieutenant de spahis à képi bleu ciel et gilet rouge à petits boutons dorés. Les hommes du « maghzen », qui se prenaient pour des seigneurs, et regardaient de haut les civils qu'administrait leur patron, étaient en réalité gratte-papier et porte-coton, appariteurs, bureaucrates, minuscules fonctionnaires du bas de l'échelle. Ils vivaient en famille, ne sortaient guère en opération et n'étaient que des soldats de parade. Plutôt bien nippés, enturbannés d'étoffe claire, ils se promenaient avec un stick comme de vieux officiers britanniques de l'armée des Indes. Cet instrument servait surtout à aligner vigoureusement les patients en guenilles qui faisaient la queue devant le bloc de l'AMG (assistance médicale gratuite). Leur motivation politique ? Celle de tous les fonctionnaires : la paye. Pas négligeable par rapport aux crève-la-faim du bled. D'autant que l'usage du « bakchich » était sans doute aussi courant qu'au temps lointain des garnisons ottomanes.

Des motivations imprécises

Mes chasseurs musulmans considéraient les moghaznis comme des civils, ce qui impliquait tous les mépris.

Il existait aussi en Algérie des GMS, groupes mobiles de sécurité, sortes de CRS locaux. Je n'en ai jamais vu. Par contre, je devais un jour récupérer dans mon commando de chasse un ancien sous-officier qui avait servi dans ce qu'il appelait les « Jean-Pierre ». Cela n'avait aucun rapport avec le fameux colonel du 1er REP et traduisait, avec l'accent du pays, les initiales GMPR (groupes mobiles de police rurale).

À propos de police, il faut signaler la présence de Musulmans dans les DOP (détachement opérationnel protection). Ils portaient béret noir et veste matelassée. On les savait employés aux basses besognes. Le seul mot de DOP provoquait un frisson de terreur. On les créditait de toutes les disparitions du secteur. Ils nous évitaient d'effectuer nous-mêmes les

EFFECTIFS DES HARKIS ET MUSULMANS DANS LES FORCES FRANÇAISES EN 1962

Harkis proprement dit	70 000
Moghaznis	20 000
Groupes d'autodéfense (GAD)	60 000
Groupes mobiles de sécurité (GMS)	10 000
Militaires d'active et appelés	65 000
Total	225 000

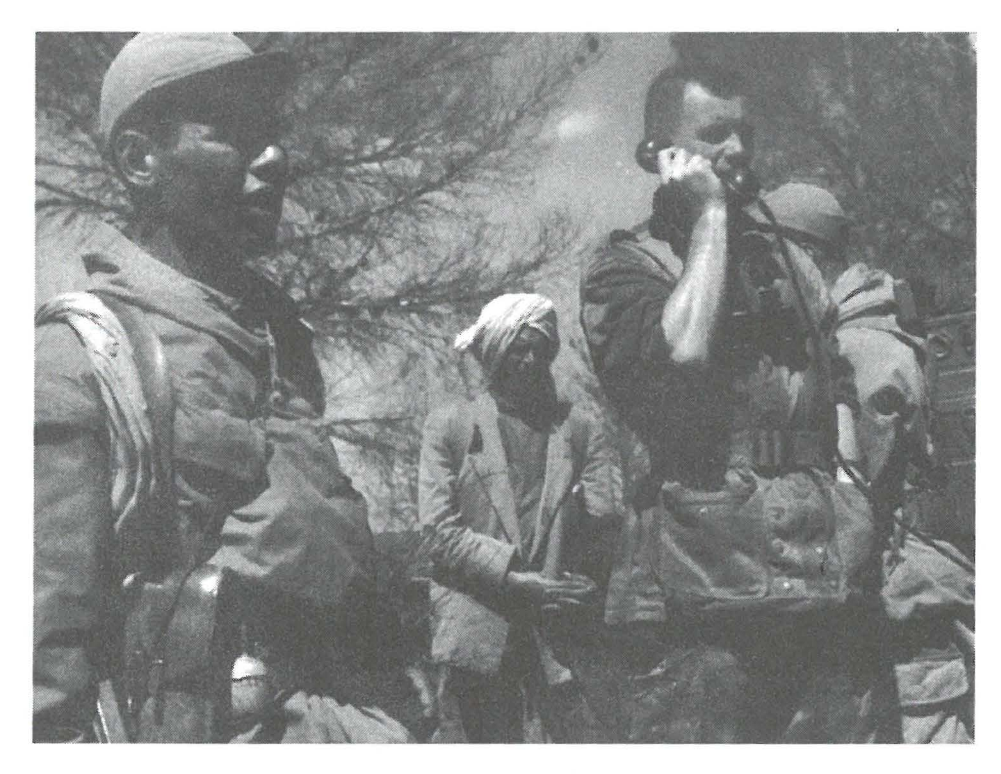
Aux combattants en armes, il convient d'ajouter une autre catégorie de personnes assurant des fonctions électives et administratives. Ces notables et employés, 50 000 environ, paient un lourd tribut pour leur engagement. Le courage de certains s'apparente à de l'héroïsme. Ils regroupent des élus, parlementaires (48), maires (délégués spéciaux), conseillers généraux ainsi que les 10 000 fonctionnaires en activité en Algérie.

Les musulmans algériens de statut civil de droit commun constituent une autre catégorie rarement évoquée. Ils sont généralement estimés entre 10 000 et 15 000 personnes.

Globalement, près de 285 000 musulmans font le choix de rester fidèles à la France, ce qui représente, compte tenu du « coefficient familial » fixé à 5,5 pour les familles musulmanes, une population de plus d'un million et demi de personnes. Avant l'indépendance, plusieurs milliers ont déjà payé de leur vie leur adhésion et leur fidélité à la France.

Les massacres qui ont suivi l'indépendance sont estimés à 150 000 personnes, chiffres cités le 21 avril 1977 par le général Porret, chef du Service historique de l'armée de terre, et corroborés par d'autres sources citées par M. Abd-El-Aziz Méliani, colonel de réserve, *Le Drame des harkis*, Perrin 1993. Dans son livre sur *Les Combattants musulmans de la guerre d'Algérie* (l'Harmattan, 1995), le général Maurice Faivre estime ce chiffre excessif. Son estimation personnelle ne dépasse pas 70 000 exécutions, chiffre déjà épouvantable, mais qui semble ne tenir compte que d'une catégorie de victimes.

G. C.



Harki du « commando Georges », unité constituée par le colonel Bigeard et le lieutenant Grillot. La plupart des harkis de cette unité connaîtront le sort commun et seront horriblement massacrés. Dans sa directive du 16 mai 1962, Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, ordonnait de prendre des sanctions à l'encontre des officiers qui protégeaient leurs anciens supplétifs. Il ajoutait que ceux qui avaient débarqué en métropole devaient être renvoyés en Algérie, avec les conséquences que l'on imagine.

interrogatoires des suspects les plus intéressants, qu'ils transformaient, disait-on, grâce à des méthodes appropriées, en bavards intarissables. Qu'était la motivation des musulmans qui servaient dans les DOP, officiellement comme interprètes ? La politique ? Comme si les sbires de la Gestapo ou de la Guépéou avaient des idées politiques ! C'était des flics. Point. On dit que certains portaient une cagoule quand ils opéraient dans une zone où ils étaient connus. Les « ninjas » de l'actuel gouvernement algérien ont repris leur attirail.

Et les harkis ?

J'y arrive. Mon bataillon, comme toutes les unités de cette époque (deuxième semestre 1958), avait formé une harka. Une quarantaine de gus assez dépenaillés, recrutés localement, et dont la principale activité était d'aller boire la « gazouz » (sorte de soda) au bistrot du patelin. Ils vivaient dans une mechta un peu isolée. Avec femmes et enfants. Il y en avait de tout jeunes et d'assez vieux, dans les quarante ans.

La harka, dans sa grosse majorité, devait former le commando de chasse du quartier, avec l'apport d'une vingtaine de chasseurs européens ou parfois musulmans, provenant des compagnies de combat. On les envoyait là en général pour s'en débarrasser.

La motivation politique de la harka était nulle. Exactement comme au maghzen que mes gars haïssaient. D'où quelques bagarres. Pour des histoires de maris cocus et de moutons volés, en général.

Les ralliés

Le seul vraiment motivé politiquement était mon premier sous-officier adjoint, sergent-chef s'il vous plaît, ancien d'Indochine. C'était le type même du vieux soldat comme les célébraient les partisans de l'Algérie française. Il se réclamait bien sûr de cette idéologie alors à la mode. Il songeait surtout à cumuler retraite, pension pour blessure, solde, allocations familiales et autres avantages que l'administration militaire réserve à ses vieux serviteurs.

Après une petite épuration, l'ensemble de la harka mutée au commando s'était bien adaptée. Quelques accrochages et d'innombrables crapahuts donnèrent de la cohésion. Les harkis avaient parfois des expressions curieuses. L'un d'eux, bon pied bon œil, apercevant un jour un détachement suspect dans le fond d'un chabet broussailleux me cria : *« Mon lieutenant ! Les rebelles ! »*

Le terme, dans sa bouche, m'enchanta. Nous, on disait les *fells* ou les *fellouzes*...

Ceux dans lesquels j'avais le plus confiance étaient deux ralliés. J'en avais fait mes éclaireurs et mes gardes du corps. Inséparables et infatigables. Ils suivaient le gibier à la trace. Et ils suivaient d'autant mieux l'ennemi qu'ils avaient servi dans ses rangs.

Pourquoi avaient-ils déserté et rejoint l'armée française ? Par conviction politique ? C'est une idée qui ne les aurait pas effleuré. Ils s'étaient sans doute pris de bec avec quelque adjudant de l'ALN pour une histoire d'arme sale ou de tour de garde. Et hop ! on passe la frontière tunisienne, on franchit le barrage et on se présente au premier poste où flotte le drapeau tricolore. Sur un coup de tête, et avec son arme en prime. Car mes deux gars étaient cabochards comme des Bretons. Seule certitude : ils ne pourraient jamais repasser de l'autre côté. D'où ma confiance totale. Je leur tendais mon pistolet-mitrailleur avant de me glisser dans mon sac de couchage. De leur passage dans l'ALN, ils avaient gardé un orgueil de seigneur de la guerre. Les vexer eût provoqué un drame. Mais la politique... Quand ils étaient chez les *fells*, ils détestaient les planqués de Tunis. On ne pouvait pas leur demander d'avoir grande estime pour nos généraux.

Tout cela faisait du monde de ce côté-ci de la guerre civile. Voir les chiffres globaux.

Il ne faut pas croire qu'en face, il ne régnait pas un aussi étrange climat. Finalement, les *fells* ont tué plus de civils algériens que de militaires français (des mauvaises langues affirment que ce fut aussi le cas de la Résistance chez nous).

Il fallait châtier les traîtres, les collaborateurs, les rivaux. D'où l'explication au couteau – « sourire kabyle » à la clé – entre le FLN et le MNA. Il fallait aussi épurer, épurer sans cesse, épurer toujours. Les fellaghas « de l'intérieur » méprisaient l'armée algérienne des frontières, qui restait l'arme au pied en Tunisie ou au Maroc, attendant d'entrer en Algérie grande victorieuse grâce au travail des diplomates. Lesquels diplomates allaient souvent connaître des sorts tragiques.

En Algérie il y a eu guerre civile entre « résistants » et « collaborateurs ». Il y a eu aussi de terribles règlements de compte entre les « patriotes » eux-mêmes. N'est-ce pas une conséquence inéluctable de toute guerre civile ?

J. M.

Jean Mabire a commandé une harka en Algérie en 1959. Il a raconté cette aventure dans son livre *Commandos de chasse*, Presses de la Cité. Il vient de publier *La Légion perdue*, suite de l'histoire de la LVF sur le front russe en 1942, en collaboration avec Éric Lefèvre. Éditions Jacques Grancher, 269 pages, 130 F.

HÉLIE DE SAINT MARC

Honneur au courage malheureux

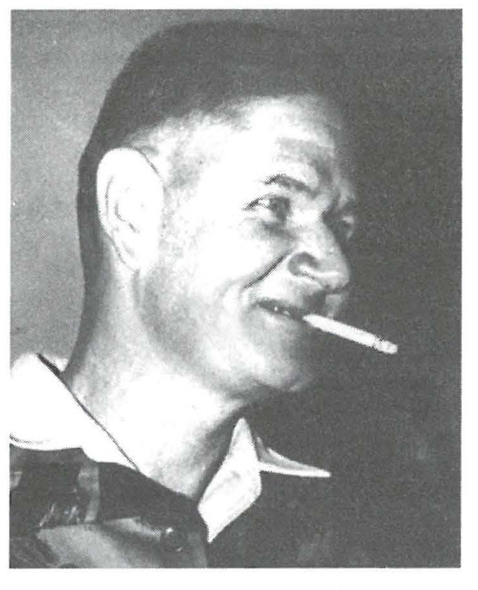
PAR MICHEL MOHRT, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

De Buchenwald au putsch d'Alger, en passant par la guerre d'Indochine, Hélie de Saint Marc a vécu intensément les drames de notre temps. Il les raconte dans un livre de Mémoires. Michel Mohrt l'a lu et l'a aimé.

En 1940, Hélie de Saint Marc a 19 ans. Comment ne se révolterait-il pas devant l'effondrement du pays, la lâcheté des hommes politiques, la soumission au vainqueur ? Il s'engage dans la Résistance, sans attendre, comme tant de héros de la dernière heure, que l'Allemagne soit vaincue en Afrique et en Russie, mais tout de suite. Il fait partie d'un réseau (il y en a eu plusieurs, dont les buts étaient différents) lié à l'Intelligence Service anglais. Mais il veut se battre au grand jour et rejoindre les Forces françaises libres : c'est en cherchant à passer en Espagne qu'il est arrêté, déporté à Buchenwald et au camp de Langenstein *« oublié des rentiers de la mémoire ».*

L'épreuve a été terrible ; le jeune homme a failli y laisser sa vie. Quand il rentre en France, c'est pour retrouver une famille divisée, comme l'ont été tant de familles françaises, et il s'est senti *« bizarrement plus proche de l'un de ses beaux-frères, qui s'était engagé dans la Milice à contretemps, durant l'été 1944 ».*

C'est que la sympathie d'Hélie de Saint Marc va tout naturellement à



Hélie de Saint Marc au temps du 1er REP.

ceux qui se sont battus avec courage pour une cause en laquelle ils ont cru - même si elle a été condamnée par l'histoire. Et lui-même se trouvera en porte-à-faux dans la guerre d'Algérie, qu'il a faite après celle d'Indochine. Lui aussi, en Algérie, au moment du putsch de 1961, deviendra un « soldat perdu », entraînant le régiment qu'il commande par intérim dans la rébellion du *« quarteron »* de *« généraux félons ».* Il paiera cet engagement, dicté par le respect de la parole donnée, de cinq ans de forteresse.

Un homme de ma génération – c'est la même que celle d'Hélie de Saint Marc, bien que cinq ou six ans nous séparent – années décisives, car, en 1940, je sortais de plus de trois ans de vie militaire qui s'étaient terminés par un désastre – ne peut lire sans émotion le récit que fait Saint Marc de sa vie. Son destin tragique rejoint celui des vaincus de l'histoire, dont il évoque les noms : chouans, communards, camisards… On peut y ajouter ceux des hommes qui sont tombés dans les plaines de Russie, aux côtés des Allemands. *« Sur le plan du courage,* dit Hélie de Saint Marc, *leur volonté valait largement la mienne ».* Il faut louer Mitterrand d'avoir salué dans son discours de Berlin tous ceux qui, quel que soit l'uniforme sous lequel ils se sont battus, l'ont fait avec courage. Devant la vie d'un homme comme Saint Marc, une phrase vient irrésistiblement aux lèvres : *« Honneur au courage malheureux ».*

M. M.

Hélie de Saint Marc, *Mémoires, Les Champs de braise.* Perrin, 347 page, 129 F.

Les relations franco-algériennes 1962-1995

PAR JEAN-PAUL ANGELELLI

Les internationalistes français qui soutenaient les nationalistes algériens avaient juré que l'indépendance de 1962 apporterait la prospérité et la démocratie. On a vu ! Elle a engendré la misère, la corruption et la dictature, celle du FLN d'abord, celle des militaires ensuite. En prime, une guerre civile. Quant à la France, elle continue de payer. On se demande pourquoi.

1962-1970. L'Algérie privilégiée

4 juillet 1962. Le gouvernement français reconnaît officiellement l'indépendance de l'Algérie qui sera proclamée le lendemain. Les enlèvements, séquestrations et assassinats d'européens se multiplient. L'armée française, présente sur place, a ordre de ne pas intervenir.

Janvier 1963. Négociations à Paris d'une aide à l'Algérie de 250 millions de francs. De 1963 à 1969, l'Algérie recevra plus de 6 milliards de francs d'aides diverses.

Juillet 1963. Signature d'un protocole d'accord sur la coopération culturelle. L'Algérie sera favorisée. Elle suscite l'engouement des enseignants de la gauche « tiers-mondiste », cela malgré la politique d'arabisation entamée par Boumediene après 1965.

Septembre-octobre 1963. Nationalisation des terres agricoles françaises (les biens « vacants ») ainsi que des derniers journaux français d'Algérie.

Décembre 1963. Création de la Sonatrach par les Algériens. Indice de leur



Réception officielle à Paris du président algérien Chadli par François Mitterrand en 1983.

volonté de récupérer les richesses énergétiques mises en valeur par la France au Sahara.

Mars 1964. Entrevue de Gaulle-Ben Bella au château de Champs. De Gaulle fait l'impasse sur les accords d'Évian, vidés de leur contenu. D'après le témoignage de Ben Bella, le Général veut une « *Algérie forte* » pour sa politique étrangère. Il invite encore Ben Bella à Paris en 1965 et lui propose de remonter avec lui les Champs-Élysées...

Juin 1965. Nouveaux accords pétroliers signés avec l'Algérie. Abrogation de la clause de propriété accordée par les accords d'Évian aux sociétés françaises. Ben Bella est renversé par le colonel Boumediene aussitôt reconnu par la France. La République sait s'arranger des dictatures militaires quand il le faut.

1966. La France suspend ses importations de vin algérien. Négociations sur les flux migratoires qui augmentent. Au printemps 1965, les Algériens en France sont évalués à près de 500 000. Ils étaient moins de 300 000 en 1962. Colombey-les-Deux-Églises n'est plus à l'abri des mosquées.

1967. Évacuation des bases nucléaires françaises du Sahara où des essais ont eu lieu en 1963 et 1966.

Avril 1967. Boumediene échappe à un attentat fomenté par l'opposition. De Gaulle lui envoie un télégramme « chaleureux ».

Visite à Alger du ministre Edmond Michelet qui avait été garde des Sceaux pendant la guerre d'Algérie. Certains membres de son cabinet avaient entouré de leur sollicitude les détenus FLN dans les prisons françaises, et avaient eu des contacts avec le GPRA au moment de l'affaire « Si Salah ». Il retrouve à Alger son ancien chef de mission, Hervé Bourges, conseiller de ministres algériens ayant acquis la nationalité algérienne.

Janvier 1968. En avance de six ans sur le calendrier d'Évian, évacuation par la France de la base de Mers el-Kébir.

Octobre 1968. Signature d'un accord sur les travailleurs algériens. La Sonatrach contrôle la distribution et la commercialisation des hydrocarbures.

1970. L'Algérie relève unilatéralement le prix de référence du brut (surcoût financier pour les sociétés françaises). Nationalisations de sociétés pétrolières non françaises.

20 Octobre 1970. Krim Belkacem, réfugié à l'étranger et leader de l'opposition clandestine à Boumediene, est assassiné dans un hôtel de Francfort.

LE TERRORISME ALGÉRIEN EN FRANCE

***« Je n'exclus pas du tout que les attentats perpétrés en France soient inspirés par les services spéciaux algériens »*, affirme, jeudi 19 octobre 1995, dans un entretien accordé au *Figaro*, Abdelhamid Brahimi, ancien Premier ministre d'Alger. Réfugié en Grande-Bretagne depuis 1992, M. Brahimi rend responsable de la situation *« le pouvoir en place à Alger qui a inauguré* (la) *violence, en 1992, par l'interruption du processus démocratique »*. *« En Algérie, les services de sécurité ont infiltré plusieurs groupuscules opposés au gouvernement »*, poursuit l'ancien premier ministre qui doute de l'authenticité des appels à l'action armée lancés par divers mouvements intégristes, GIA compris.**

Ministre de la planification de 1979 à 1984, puis premier ministre jusqu'en 1988, Abdelhamid Brahimi ne joue plus aucun rôle politique depuis plusieurs années.

Novembre 1970. Mort du général de Gaulle. Boumediene présente ses condoléances, mais il est l'un des rares chefs d'État absents aux obsèques.

Synthèse. Dès juin 1962, les accords d'Évian (signés le 19 mars) ont été vidés de leur contenu, en raison du caractère illusoire des garanties figurant dans les textes. Mais de Gaulle veut maintenir avec l'Algérie *« une coopération exemplaire »* pour constituer un point d'appui à sa politique de Troisième force (entre les deux grands). *« L'Algérie était la porte étroite du tiers monde »*, dit Jean de Broglie, chargé des affaires algériennes. En privé, de Gaulle avouera : *« J'ai avalé des couleuvres »*. La France est prise à son propre piège et renonce à exiger de l'Algérie le remboursement des biens français saisis et la libération des milliers de Français « disparus » lors de l'indépendance, qui sont détenus et martyrisés quand ils n'ont pas été assassinés.

1971-1981 : Une certaine distance

Février 1971. L'Algérie nationalise les oléoducs, les gazoducs et 51 % des avoirs des sociétés françaises. Pompidou en prend acte mais décide que *« désormais la France n'aura plus avec l'Algérie que des relations de droit commun »*. Il ajoute *« Il aurait fallu de part et d'autre davantage d'indifférence »*.

Septembre 1971. Protocole d'accord Sonatrach-Elf Erap. Rencontre entre Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères, et son homologue algérien Abelazis Bouteflika.

1973-1974. Aggravation des problèmes liés à l'immigration. En France, campagne contre « l'immigration sauvage » (meeting d'Ordre nouveau sur ce thème le 21 juin 1973).

Décembre 1973. Attentat à la bombe contre le consulat algérien à Marseille. Des morts et des blessés. La presse algérienne dénonce des actes *« racistes »* contre les immigrés algériens. Boumediene décide à l'automne 1973 de suspendre l'immigration.

Printemps 1975. Le président Giscard d'Estaing se rend à Alger pour renouer le fil. C'est la première fois depuis l'indépendance qu'une telle visite a lieu.

En apparence, tout se passe bien, mais plus tard un article de Josette Alia (*Nouvel Observateur*) révèle que l'entrevue avec Boumediene s'est très mal passée. Désormais, il y aura tension entre la France et l'Algérie. Boumediene multiplie les attaques contre la politique française au Maghreb et en Afrique. Il dénonce *« la fausse neutralité de la France »* et en Algérie même *« un parti de la France »* (formule qui sera plus tard reprise par les intégristes algériens). De plus, il accélère l'étatisation de l'économie, l'arabisation culturelle, l'islamisation sur le plan religieux.

1977. Négociations difficiles à Alger pour obtenir la libération de trois otages français du Polisario.

Octobre 1977. À la nécropole de Notre-Dame-de-Lorette, cérémonie solennelle en présence du président de la République pour l'inhumation du « soldat inconnu » de la guerre d'Algérie. Le titre de Combattant d'Algérie est reconnu par le Parlement pour les anciens soldats de cette guerre.

Décembre 1977. Paris. Attentat contre les locaux de l'Amicale des Algériens. Le gardien est tué. Ce qui attire l'attention sur une Amicale qui est en fait une police FLN encadrant et surveillant les immigrés algériens en France avec l'accord tacite des autorités françaises.

Toujours en 1977 : Visite à Alger de Georges Marchais et de François Mitterrand, alliés dans le cadre du « Programme

Commun » en vue des élections de 1978. Boumediene souhaite ouvertement leur victoire.

Avril 1978. Valéry Giscard d'Estaing a gagné les élections et fait des propositions pour renouer les relations avec l'Algérie.

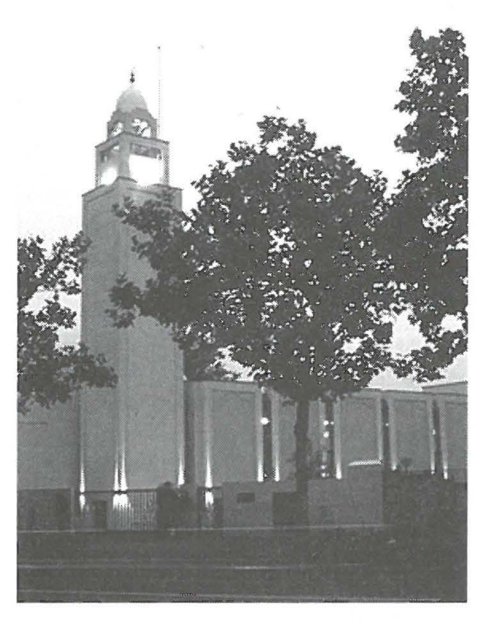
Juin 1978. Dans le journal *L'Expansion,* Alfred Sauvy évoque une prophétie faite par Boumediene au Caire : *« Un jour, des millions d'hommes quitteront les parties méridionales pauvres du monde pour faire irruption dans les espaces accessibles de l'hémisphère Nord à la recherche de leur survie »*... Le romancier Jean Raspail, dans son prémonitoire *Camp des Saints*, (Robert Laffont, 1973) n'avait pas écrit autre chose.

Décembre 1978. Mort de Boumediene.

1978-1980. Nombreuses tractations franco-algériennes pour un accord sur le rapatriement en Algérie de milliers de travailleurs algériens (de 30 à 50 000) avec aide financière de la France. Double jeu des Algériens qui ont besoin de cette main-d'œuvre bien formée mais craignent sa mentalité « occidentale ». Ces négociations n'auront pas de suite pratique.

1980. Campagnes antifrançaises en Algérie à propos de la découverte opportune de charniers datant, prétendument de la guerre d'Algérie. Décès à Neuilly d'Abdelhafid Boussouf. Surnommé le « Béria » du FLN en raison de son rôle à la tête des services spéciaux algériens et des purges sanglantes au sein du FLN. Retiré de la politique et se consacrant aux « affaires » après 1962, replié en France, il était le symbole d'une nomenklatura FLN ayant pris ses précautions physiques et financières pour vivre tranquillement mais ailleurs qu'en Algérie.

Synthèse. Les successeurs du général de Gaulle, Georges Pompidou (1969-1974) et surtout Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) maintiennent des relations privilégiées avec l'Algérie de Boumediene (décédé brutalement en décembre 1978). Mais le climat a changé en raison de la crise mondiale (à partir de 1973) et de la politique intérieure et extérieure de Boumediene voulant faire de l'Algérie *« La Prusse du Maghreb »* et critiquant la politique africaine de la France (interventions contre le Polisario, Kolwezi, etc.). De plus, le pétrole algérien n'est plus essentiel. Ses livraisons sont réduites des deux tiers grâce au pétrole du Moyen-Orient où la politique pro-arabe française a été payante. La France favorise le Maroc et la Tunisie au détriment de l'Algérie. On est proche de la rupture vers la fin du septennat de Giscard d'Estaing.



Face à la basilique de Fourvière, la nouvelle mosquée de Lyon. Elle peut contenir 2 500 fidèles. On ne construit pas de mosquée en Algérie où la plupart des églises sont désaffectées.

LE LOBBY ALGÉRIEN EN FRANCE

Mohamed Harbi est un historien algérien qui fut dans sa jeunesse militant nationaliste dans la Fédération de France du FLN puis occupa des postes importants dans la nomemklatura au pouvoir après 1962. Opposé au coup d'État de Boumediene, il fut emprisonné, puis s'exila en France où il publia deux livres très critiques et renseignés qui font autorité : *Le FLN, mirage et réalité* (1945-1962) et les *Archives de la Révolution algérienne* (tous deux aux Éditions Jeune Afrique). Il est actuellement maître de conférence en Sciences politiques à l'université Paris VIII. Il a publié dans *Le Monde* du 20 août 1994 un article sur « l'ambivalence des relations franco-algériennes » où il analyse *« le mélange des relations officielles et d'intérêts des groupes politiques »* qui ont caractérisé *« les rapports d'État à État »* (de 1962 à nos jours). Il y évoque la stratégie du régime algérien en France pour *« brider toute autre expression que la sienne. Des budgets énormes furent consacrés en vue de sa propagande, à la création et au soutien de journaux français sous influence et de groupes politiques. L'organisation du spectacle fut confiée à des réseaux parallèles sous l'égide de l'Amicale des Algériens en France ».*

J.-P.A.

1981-1989 : Une coûteuse normalisation

Printemps 1981. Régularisation par le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, de la situation de 300 000 clandestins (surtout Algériens), ce qui provoque un appel de nouveaux arrivants.

Août 1981. Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères en visite à Alger, avoue *« un coup de passion pour l'Algérie »...*

Octobre 1981. Les Algériens réclament les archives de la période française conservées à Aix-en-Provence. Grâce à des fuites, l'affaire est portée sur la place publique par la presse (premiers articles dans *Le Quotidien de Paris* et *Rivarol*). Les archives ne seront pas livrées, en dehors de documents dits *« techniques »*.

30 octobre - 1er décembre 1981. Visite du président Mitterrand à Alger. Il a besoin des Algériens pour soutenir son projet de « dialogue Nord-Sud ». Mais ceux-ci demandent des avantages sur le plan économique et financier.

Février-mars 1982. Conséquence directe du voyage : signature entre la France et l'Algérie d'un contrat gazier. La France achètera 9 milliards de m^3 de gaz naturel par an à un prix très supérieur au prix mondial. L'Algérie s'engage à se fournir en France en matériels divers.

Toujours en 1982 : L'Algérie établit son contrôle sur la mosquée de Paris. Il y aura même des recteurs nommés par Alger. François Mitterrand impose au parti socialiste l'amnistie complète pour les condamnés de l'Algérie française.

Novembre 1983. Quatre jours de visite officielle du président Chadli à Paris « par la grande porte » avec dépôt de gerbe en commun à l'Arc de Triomphe. Au cours de la réception, Chadli dit aux représentants de l'Amicale des Algériens en Europe : *« Le but de chacun de vous doit être le retour définitif au pays ».* Il salue aussi une délégation d'anciens « porteurs de valises » pro FLN.

1983-1984. Libéralisation du droit d'association pour les étrangers. Signature d'une convention (octobre 1983) permettant aux « beurs » de choisir la France ou l'Algérie

pour effectuer leur service militaire. Dans l'Éducation nationale, circulaire sur la scolarisation d'enfants d'immigrés pour leur assurer un enseignement complémentaire dans *« leur langue et leur culture d'origine »*.

Octobre 1984. Mitterrand de nouveau à Alger. Mot d'ordre : *« Confiance »*. En France, les titres de séjour (de 10 ans) sont automatiquement prolongés.

1986. Loi Pasqua. Réforme timide du Code de la nationalité. Exigence d'un visa pour tous les étrangers hors CEE (dont les Algériens). En Algérie, campagnes contre les *« atrocités françaises »* pendant la guerre de « libération ».

7 avril 1987. Assassinat à Paris de l'avocat Ali Mecili, franco-algérien d'origine kabyle (et ami d'Aït-Ahmed), ex-agent secret du FLN, opposé au pouvoir d'Alger. Il avait commencé des révélations sur les placements en France de la nomenklatura algérienne. Son assassin, qui a exécuté un « contrat » pour la Sécurité militaire algérienne est arrêté, mais il est expulsé vers l'Algérie.

Juin 1988. Création d'une commission pour régler le problème des mères françaises ayant un enfant d'un Algérien. En cas de divorce, les pères algériens entraînent les enfants en Algérie, se réclamant du droit coranique qui privilégie les hommes. Les enfants sont souvent séquestrés et islamisés.

Synthèse 1981-1989. Une coûteuse « normalisation ». Avec la victoire électorale de François Mitterrand en 1981, l'Algérie a beaucoup gagné. Il est socialiste comme les dirigeants algériens (dont Chadli successeur de Boumediene), même si c'est d'une façon différente. Mais son passé est chargé. On se souvient du ministre de l'Intérieur de novembre 1954 (*« la seule négociation, c'est la guerre »*), du garde des Sceaux de 1956-1957, quand les condamnés à mort FLN étaient guillotinés. De plus, il est suspect de sympathies *« sionistes »*.

Conscient de ces reproches, le président français renoue avec une coopération *« exemplaire »*, multiplie les gestes et les déclarations favorables aux immigrés (*« Ils sont chez eux, chez nous »*), projette même d'accorder le droit de vote aux immigrés, mais recule devant les réactions de l'opinion et la montée du Front national. Sur le fond, il se révèle ambigu. *« Les Arabes vous savez, la force, ils ne comprennent que ça »*, dit-il (en privé) à Claude Cheysson.

Mitterrand est réélu en mai 1988, mais en octobre 1988, le pouvoir algérien est déstabilisé par des émeutes, réprimées dans le sang. L'Algérie « révolutionnaire » entre dans une crise profonde qui « démaquille » son image complaisante.

L'Algérie 1990-1995 : Poudrière et boulet...

Novembre 1991. L'Algérie rompt avec le socialisme. Virage économique libéral, notamment à l'égard des compagnies pétrolières étrangères.

Juin 1993. En France, nouvelle réforme du Code de la nationalité. Les enfants des parents algériens nés après l'indépendance ne seront plus automatiquement français.

Juillet 1993. Loi visant à contrôler les flux migratoires. Alain Juppé affirme au Premier ministre algérien Redha Malek *« la volonté du gouvernement français d'aider l'Algérie à lutter par tous les moyens contre l'extrémisme et l'intégrisme »*.

Septembre 1993. Assassinat près de Sidi-Bel-Abbès de deux géomètres français.

Novembre 1993. Capture par le GIA puis libération de trois otages français. Avertissement aux ressortissants français pour qu'ils quittent l'Algérie.

Rafles anti-islamistes en France, suivies d'assignations à résidence et d'expulsions.

Août 1994. Trois gendarmes et deux agents consulaires sont tués à Alger. En France, nouvelles interpellations de militants et sympathisants islamistes.

24-26 décembre 1994. Prise en otage par un commando islamiste d'un Airbus avec des passagers français. Les forces spéciales françaises abattent les terroristes et délivrent les otages.

11 juillet 1995. Assassinat à Paris de l'Imam Sahraoui, dirigeant islamiste modéré hostile à une extension de la guerre civile algérienne en France.

Juillet-août 1995. Attentats en France. Le plus meurtrier, le 25 juillet à la station de métro Saint-Michel fait 7 morts et 84 blessés. Un jeune beur, Khaled Kelkal, activement recherché dans la région lyonnaise est abattu par les gendarmes. Manifestations violentes et actes de guérilla urbaine dans les banlieues à dominante immigrée.

22 octobre 1995. Annulation de la rencontre Chirac-Zeroual prévue à l'ONU. Cette affaire est symbolique de l'incohérence gouvernementale française. Piégé par les Algériens en ayant inconsidérément accepté cette rencontre, le président Chirac s'est soudain montré inquiet des réactions de l'opinion française. Ses dérobades fournissent à Zeroual l'occasion d'humilier la France (ce qui fait plaisir aux Algériens) en annulant la rencontre avec des propos dédaigneux.

12-16 novembre 1995. Les Algériens de France (630 000 inscrits dans les consulats, dont une majorité de binationaux) votent pour la présidentielle algérienne.

16 novembre 1995. Élection présidentielle en Algérie. Le général Zeroual est confirmé dans ses fonctions pour cinq ans.

Synthèse. À partir de l'annulation par la junte algérienne des élections législatives de fin 1991, suivie d'une guerre civile (50 000 morts de 1992 à la fin de 1995), les gouvernements français hésitent sur la politique à l'égard de l'Algérie.

Ils continuent de l'aider sur le plan économique et financier (5 à 6 milliards par an). L'Algérie répudie le « socialisme » et devient le second client de la France qui est son premier fournisseur, mais aussi son premier créancier avec le tiers de la dette algérienne évaluée à 140 milliards de francs.

Paris soutient la dictature algérienne, lui accordant même une aide militaire (politique Pasqua).

Mais la présence en France de plusieurs millions d'Algériens, en partie binationaux, entraîne la France dans la guerre civile algérienne (d'où les attentats). La France souhaite une évolution vers une démocratie « pluraliste ». Le 16 novembre 1995, une élection présidentielle sous haute surveillance militaire et policière accorde au président Zeroual plus de 61 % des voix avec une participation de 75 % des votants. Chiffres officiels contestés par les oppositions. Les islamistes n'avaient pu présenter de candidat.

J.-P.A.

Jean-Paul Angelelli est agrégé d'histoire.

Bibliographie :

André Nouschi, *La France et le monde arabe*, Vuibert, 1994.

Jacques Frémeaux, *Le Monde arabe et la sécurité de la France depuis 1958*, Presses Universitaires de France, 1995.

Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*, La Découverte, 1994.

Alger, trente ans après...

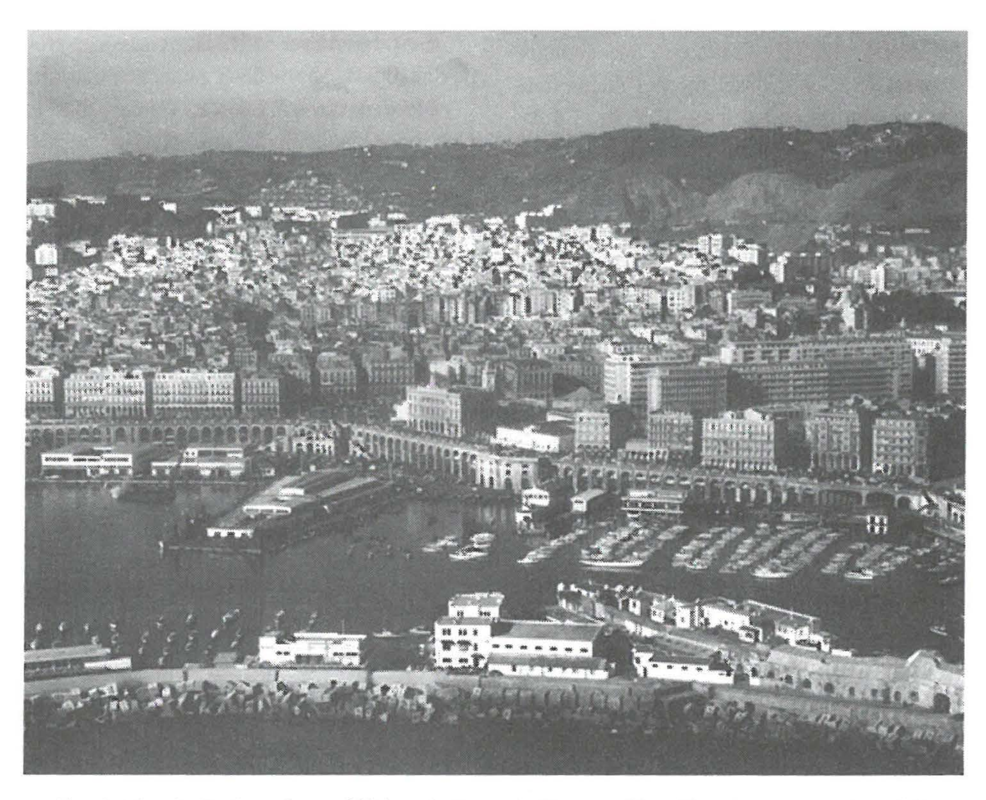
PAR GILBERT COMTE

Février 1991, trente ans après l'indépendance, le temps d'un congrès, Gilbert Comte retourne en Algérie. Il ouvre son carnet de voyage. Impressions sur le vif.

Mercredi 27 février 1991. À quelques semaines près, l'Algérie française disparaissait voici presque trente ans, pour toujours, sous les ailes de l'avion régulier Philippeville-Paris. Impression singulière de revenir sur place à bord d'un appareil d'Air Algérie, sur invitation de juristes locaux mobilisés contre la guerre du Golfe. À partir de demain débute un colloque de quatre jours sur l'intervention américaine en Irak. Quinze à vingt vétérans des vieilles luttes anticolonialistes voyagent à bord pour la condamner. Éternels champions de causes assez souvent totalitaires, mais constamment prêts à se croire, en toute bonne foi, d'honorables et secourables « amis des peuples ».

Il y a là le communiste Henri Alleg, frêle, menu, courageuse victime d'une *Question* célèbre ; Dominique Jamet, admirateur éperdu de François Mitterrand, mais hostile aux bombardements sur Bagdad ; Vincent Monteil, ancien officier des Affaires Indigènes devenu vers 1950 un sympathisant de l'*Istiqlal*, au Maroc ; Alain Le Rey, Grand Maître des francs-maçons. Revêtu d'un gros pull-over écarlate, chevelure blanche en auréole, l'écologiste René Dumont piétine derrière eux, un bâton rustique au poing, comme s'il arrivait du Larzac sans correspondance par Orly.

En avant du groupe, l'ancien chef historique du FLN, Aït-Ahmed, attend l'autorisation de sortir. L'œil fixe sur les lumières de l'aéroport, songe-t-il à ce terrible soir du 22 octobre 1956 où il arrivait là pour tomber aux mains des services spéciaux de la IVe République, et devenir cinq ans captif ?



Alger la Blanche. Le front de mer édifié par les Français. Un ensemble noble et d'une harmonie parfaite.

Au bas de la passerelle, intense agitation de police. Cinq ou six invités de dernière minute ne possèdent pas de visa sur leurs passeports d'ailleurs en règle. Glapissements, émotion. Ces messieurs de la douane s'agitent comme s'ils découvraient un complot. Ils bloquent solidairement les autres étrangers. Un peu de calme permettrait de remettre au lende-

main une régularisation très banale. En vain, les organisateurs du colloque protestent, se désolent. Leur irritation n'atteint pas les fonctionnaires fiévreux, vétilleux, soupçonneux, à l'évidence brouillons, despotiques. Les véhicules destinés au transport des bagages s'égarent dans la nuit. Deux grosses heures se perdent pour arranger un incident réglable en cinq minutes. À travers lui transparaît une pagaïe bureaucratique inouïe, insondable.

Cette ville bâtie par les Français...

Jeudi 28. L'hôtel Al Aurassi-Aurès, où logent les « amis des peuples », surplombe Alger d'une masse de béton écrasante et rectangulaire. À l'intérieur, tapis de haute laine, ensemble de couloirs, salons, salles à manger, bars, chambres, bureaux fonctionnels. Rien de beau ni de laid, seulement de l'anonyme, comme en beaucoup d'autres endroits semblables dans le monde. Dès le corridor d'entrée, un personnel en habit prend les valises, sans négligence ni serviabilité particulière, lui aussi impersonnel, sans rien de spécifiquement national.

Vue du balcon, la ville n'a pas changé, sauf par l'envahissement des minarets, devenus nombreux entre les maisons. Depuis son haut-parleur, chacun diffuse quelque prêche. Une immense mélopée sort de l'aube : *« Allah Akbar ! »* Dieu est grand ! Aux temps anciens, Mohammed n'a quand même pas construit cette ville sans le concours des Français. Mais, entre 1956 et 1962, avions-nous le jugement assez mûr, l'esprit assez libre, pour en reconnaître toute la splendeur ? En sept ou huit minutes, un taxi amène jusqu'à la Grande Poste. Émotion de reconnaître autour d'elle toute une architecture familière et néanmoins surprenante par sa beauté. Ici les bâtisseurs du XIX[e] siècle ne prétendaient pas lancer quelque audacieuse expérience urbaine. Ils se bornaient à édifier des maisons confortables, cossues et agréables à l'œil. Il en demeure un très noble ensemble, d'une harmonie parfaite, certainement le plus parfait de toute l'Afrique du Nord. Malgré l'absence de ravalement, les façades conservent une éclatante blancheur, comme nettoyées, badigeonnées d'hier.

Depuis la Grande Poste, de larges escaliers montent toujours vers l'ancien Gouvernement général. Le drapeau du FLN flotte sur l'édifice d'où s'exerçait une souveraineté française déclarée intangible par presque tous les hommes politiques de la métropole. Sans doute y croyaient-ils, dans leur incapacité de rien concevoir en dehors des évidences acquises. Du large balcon de ce bâtiment, de Gaulle lança en juin 1958 son fameux *« Je vous ai compris »*, suivi du couplet sur les *« Français à part entière »*, sous les acclamations de la foule enthousiaste, amassée sur l'esplanade du Forum. En quels endroits de l'infini, les échos du mensonge, les espoirs bruyants se répercutent-ils encore ?

En maintes directions, autour, débutent les rues où vivaient tant d'amis. Maintenant, du linge claque à leurs fenêtres. En quelques semaines, quelques mois, parfois quelques jours, tous durent partir en catastrophe, laisser derrière eux biens, souvenirs de toute une existence. Chrétiens de gauche, communistes partisans ou artisans de l'immense exode purent triompher, parader quelques temps dans ce vide. Finalement, il leur fallut disparaître à leur tour devant la multitude musulmane, trop nombreuse, trop compacte pour laisser un espace à quiconque, en dehors d'elle.

Aux pieds des immeubles, l'orientalisation des costumes inonde certains trottoirs de silhouettes afghanes. Si Dieu est grand, ses enfants les Barbus prolifèrent. Coiffés de calottes ou de bonnets de laine, ils circulent en bandes, dans une djellaba prise à la taille, le geste résolu, le regard farouche, bien différents de la foule essentiellement masculine, flasque et grise, dans ses nippes et ses fripes. Les anciennes brasseries du centre accueillent une clientèle miteuse. Les consommateurs se tiennent à six ou huit autour d'un café, d'un verre d'eau servis sur un guéridon malpropre. Avec des files entières de chômeurs adossés aux murs dans l'attente d'un emploi problématique, le linge pendu aux fenêtres d'édifices naguère élégants accentue le sentiment d'une immense régression matérielle et sociale.

L'élimination presque complète des mots en français aux devantures des magasins, comme des noms aux plaques des rues, achève d'arabiser les lieux. Aucun journal de Paris dans les kiosques. Le manque de devises empêche de payer les publications étrangères. Aussi, les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) préfèrent-elles ne pas envoyer de publications à fonds perdus. Peu de librairies encore ouvertes. Donc, plus de livres en français. La coopération entretenue ici à grands frais depuis l'indépendance se flattait de maintenir au moins des rapports « culturels » entre les deux rives de la Méditerranée. Il n'en subsiste même pas une apparence, le long de ces avenues entièrement islamisées.

Au Quai d'Orsay, quelqu'un comptabilise-t-il quelque part les milliards dépensés ici par centaines pour des résultats aussi vains, après des calculs d'une aussi exceptionnelle inconsistance ? Certes, beaucoup de produits industriels, pharmaceutiques, alimentaires consommés sur place proviennent toujours de l'ancienne métropole. Elle figure même comme créancier principal, pour plus d'un tiers, dans une dette extérieure évaluée à 110 milliards de francs…

Vendredi 1[er] mars. Naguère, la cathédrale occupait dans la basse Casbah une mosquée d'avant la conquête française. Voici ses murs fort beaux restitués à leur ancien culte. Allah loge donc de nouveau dans son habitat primitif. Dieu n'en déménage pas pour autant. Il modifie seulement le nom du locataire et permet aux hommes de loin en loin, de débaptiser sa maison. De cet endroit comme de quelques autres remonte vers les hauteurs d'Alger le lacis fort étendu mais inextricable des ruelles de la vieille ville. Là encore, de bien tristes changements.

Le silence a remplacé la vie

Avec ses escaliers, ses labyrinthes, ses impasses, la Casbah grouillait de boutiques minuscules mais innombrables : commerçants, artisans de toutes espèces, ouverts jusque sur le pavé, dans les cris de joyeuses marmailles. Feuilles de choux, figues écrasées, sang des moutons n'en diminuaient pas le charme. Désormais, le silence, le vide, l'immobilité règnent le long de ces venelles où palpitait la vie. Presque plus de marchands, peu de passants, des tas d'ordures pestilentiels empuantissent le moindre renfoncement. Ici, une porte s'ouvre sur une antique musulmane enveloppée de voiles blancs, le *haïk* triangulaire sur le nez, parfois suivie d'une jeunesse – petite-fille ou petite nièce – en pantalon et corsage, la poitrine avenante, les cheveux coupés court, le visage hardi, avec un maquillage agressif.

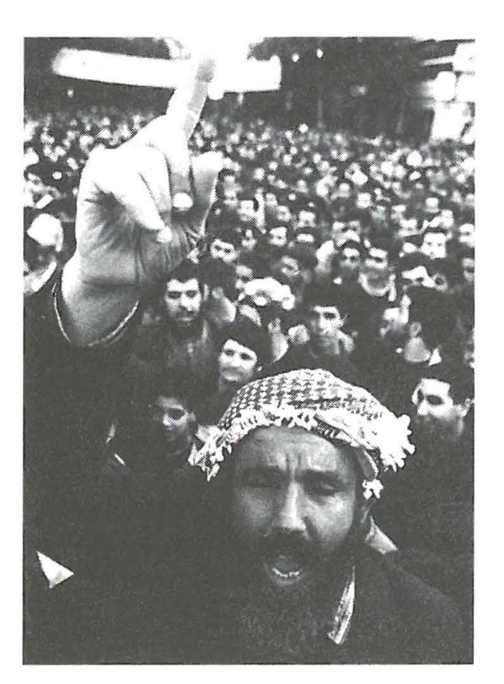
Les costumes féminins se partagent dans l'ensemble entre trois modes. Si les aïeules demeurent dans l'ensemble fidèles à la tenue traditionnelle – voiles blancs et *haïk* –, beaucoup de leurs cadettes adoptent la longue tunique flottante jusqu'aux pieds, avec voile serré autour de la tête et sous le menton, comme celui des nonnes. Cette tenue-là laisse les traits apparents. Elle n'exclut pas le rouge à lèvres, les fards violents, les yeux profonds cernés de noir. Beaucoup plus rares, d'autres

s'habillent entièrement et sans hésitation à l'européenne, avec une élégance virile et sûre. Souvent, les visages féminins s'occidentalisent dans la proportion même où celui des hommes rejoint l'Orient. De loin en loin, quelque jeune couple tiré à quatre épingles selon les critères bon-chic-bon-genre de Passy ou d'Auteuil tranche sur la foule grise. Il tient parfois par la main quelque fillette en jupe, un garçonnet en culotte courte. Protestation vestimentaire évidente contre l'Algérie des mosquées. Elle incarne la coupure du pays non en deux classes, mais en deux peuples. Les modernes résistent, tiennent bon, malgré les menaces et les meurtres. L'esprit qu'ils incarnent remonte jusqu'à l'époque française. Il ne s'extirpera pas sans mal, malgré les progrès écrasants de l'archaïsme majoritaire.

À l'hôtel Al Aurassi, le colloque *« Crise du Golfe et dérive du droit »* débute devant une salle comble. Ouvertes dans la nuit du 24 au 25 février, ce qu'on appelle pompeusement *« les opérations terrestres »* se terminent ce matin par une défaite absolue de Saddam Hussein. D'un seul coup, les « amis des peuples » tombent dans le camp des vaincus. Des bribes de dépêches d'agences, chuchotées dans la salle, confirment le succès des bombardements américains. Depuis plusieurs semaines, les spécialistes du monde musulman promettaient un soulèvement de *« la rue arabe »* aux premières nouvelles de cette sorte, du Moyen-Orient au Maghreb. En ville, personne ne bouge. À Constantine, murmure-t-on, des manifestants ont brisé une vitrine d'Air France. Rien de très courageux, ni de bien conséquent.

Au fond, la certitude qu'une révolte générale dresserait les peuples musulmans contre les ennemis de l'Irak négligeait qu'en Afghanistan, l'Islam universel assista au massacre des siens par les Soviétiques sans beaucoup réagir. Certes, les Saoudiens envoyèrent de l'argent et des armes à la résistance. Le Pakistan protégea ses bases arrières. Mais avec le concours, les encouragements des États-Unis. L'effroyable conflit entre Bagdad et Téhéran n'émut pas grand monde entre le Pendjab et l'Atlas. Dans le monde contemporain, aucune religion n'assiste avec plus d'indifférence à l'hécatombe des siens, même lorsqu'ils s'entre-égorgent dans la famille.

Samedi 2 mars. Au premier rang de l'assistance, silhouette émaciée d'un ecclésiastique. Vêtu de gris, visage très dur, nez long, lèvres minces, il écoute attentivement les orateurs. « Mgr » Duval, ancien évêque d'Alger, prétend-t-on. Est-ce possible ? Nulle douceur dans les traits. S'il s'agit réellement du personnage, de quel œil regarde-t-il ce pays dévasté dont il souhaitait l'indépendance ? Éprouve-t-il jamais quelque miséricorde pour ses paroissiens jetés à la mer en 1962 ? Prie-t-il de temps à autre pour les harkis martyrisés, pour leurs enfants victimes de l'ingratitude française ?



Manifestation islamiste dans les rues d'Alger. Fanatisme et xénophobie.

Beaucoup de jactance et peu d'éloquence

Dans les couloirs, avocats, professeurs, journalistes, fonctionnaires algérois parfaitement francophones, élégants, cultivés, en principe démocrates, commentent les nouvelles du jour. Parmi eux, beaucoup de jeunes femmes politisées jusqu'au bout des ongles, à la conversation péremptoire et ardente. À travers leurs propos, ils donnent le sentiment de vivre avec trente ans de retard, quand tout semblait réussir sans efforts aux nouveaux États fraîchement émancipés. Il suffisait alors d'appartenir au tiers-monde pour obtenir de toutes parts des concours empressés. Russes, Américains offraient des capitaux, des usines, des machines, des techniciens... France en tête, les Européens proposaient une coopération généreuse.

À entendre les papotages autour du colloque, l'élite algérienne croit toujours vivre en ces temps bénis. Les uns dénoncent *« l'impérialisme »*, *« le capitalisme »*, comme au bon vieux temps où l'Empire américain ne disposait pas encore de la prépondérance absolue qu'il possède aujourd'hui. La disparition de l'URSS échappe même à ces curieux observateurs, avec les graves conséquences qu'elle comporte pour eux. Sans considération particulière pour leurs invités, quelques jeunes avocates dénoncent *« l'impérialisme culturel »* de la francophonie qu'elles pratiquent d'ailleurs au mieux à titre personnel. À la moindre objection, tous répondent par un discours nationaliste où le mot *Algérie* gronde comme un tambour.

Dangereuse rhétorique ! Le patriotisme s'apparente aux plus beaux sentiments du monde lorsqu'il élève un peuple au-dessus de lui-même et lui inspire le goût de la perfection. Il égare un pays quand le seul et vain orgueil de soi le réduit à des formules aussi creuses qu'incantatoires. Chacune d'elles ne sert plus qu'à dissimuler bien des effondrements intérieurs. Ainsi, la télévision locale déverse à longueur de journée, dans un désordre total, des programmes en arabe, en français, en italien, en anglais, en allemand, sans craindre d'abrutir quelques millions de spectateurs analphabètes. Mais quels rapports existe-t-il entre ces petits-bourgeois intellectuels rassemblés au colloque et les adolescents adossés par files entières le long des rues, entre la misère et le désespoir ?

Au fond, les faiblesses de l'Islam surgissent comme le pus d'une plaie de cette guerre du Golfe. Beaucoup de jactance et peu d'éloquence. Pas d'homme d'État, ni même de penseurs capables de définir un destin collectif, mais beaucoup d'agités avec ou sans barbe, beaucoup de petits chefs bavards, remplis de roublardise. À l'épreuve, l'alliance arabe devient d'une aridité saharienne.

Les « amis des peuples » se gardent bien de rappeler leurs hôtes à la raison. Ces vétérans de l'anticolonialisme foulent d'autant plus plaisamment les moquettes de l'Al Aurassi, passent leurs commandes aux maîtres d'hôtel en habit, déjeunent et dînent de bon appétit, qu'ils goûtent peut-être là d'ultimes douceurs de l'existence. Leurs camarades politiques ont perdu le pouvoir presque partout dans le monde. En France, eux-mêmes ne représentent plus rien. L'Algérie leur offre une hospitalité qu'ils ne retrouveront plus nulle part. Pourquoi l'arracher à ses songes, même s'ils se transforment en cauchemars ?

G. Cte

ENTRETIEN AVEC MICHEL JOBERT

La France et le monde arabe

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC VATRÉ

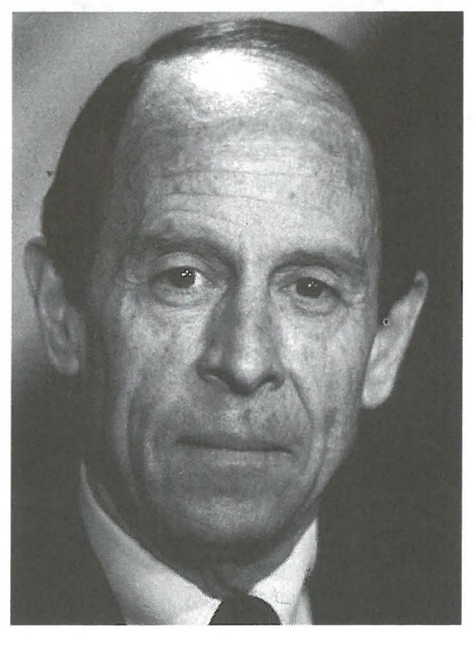
Ancien ministre des Affaires étrangères, fin connaisseur du monde arabe, esprit libre, Michel Jobert répond à nos questions sur la France, l'Algérie, le monde arabe et la Méditerranée.

Enquête sur l'histoire : ***Qu'en est-il de la « politique arabe » de la France ?***

Michel Jobert : De grâce, que la France n'ait jamais une « politique arabe » ! Qu'elle ait, plutôt, une politique de ses intérêts dans le monde arabe. Si vous dites que la France a une « politique arabe », vous êtes immédiatement mis en question. Car, tout ce que vous ne faites pas ou que vous faites imparfaitement est aussitôt imputé à ladite « politique arabe ». On n'hypothèque pas sa position par des concepts, un, que nous avons beaucoup de mal à illustrer, et deux, qui impliquent notre responsabilité dans tout ce qui n'arrive pas de bon dans les pays arabes. Un observateur me demanda un jour ce qui subsistait de la « politique arabe » de la France. J'ai répondu : « Barbès-Rochechouart »...

– Où en est aujourd'hui le « jeu » de la France en Méditerranée ? Et, d'abord, y a-t-il encore, à cette heure, une spécificité diplomatique française au Proche-Orient, reposant sur une « attente » ?

– Soyons modestes. Il y a, d'abord, au Proche-Orient l'attente d'un deuxième, d'un troisième et même d'un quatrième interlocuteur. Ne soyons pas romantiques. La capacité d'intervention de la France n'est autre qu'une possibilité – dois-je le dire ? – de marchandage ou, si l'on préfère, de conversations multiples. Autrement dit, après les États-Unis, il y a l'Europe. Nos rapports avec les États-Unis évoquent la sauce La Fayette : on en met de grandes cuillerées dans les discours mais cela ne représente pas grand-chose dès lors qu'il y a des intérêts à négocier ; avec, de surcroît, la désinvolture des Américains à l'endroit de tous les autres partenaires. Possédant la puissance, il ne leur vient pas à l'idée qu'ils pourraient prendre au moins quelques précautions de considération.



Michel Jobert. Né à Meknès en 1921, il passa son enfance et sa jeunesse au Maroc. Directeur de cabinet de Georges Pompidou (1966-1968), secrétaire général de la présidence de la République (1969-1973), il fut ministre des Affaires étrangères en 1973-1974 et ministre du Commerce extérieur de 1981 à 1983. Auteur en 1993 de Ni Dieu, ni diable *(Albin Michel).*

Pour répondre à votre question, en Méditerranée, les pays riverains ne sont plus chez eux car la puissance y est totalement américaine. Il est donc plus que jamais nécessaire que les pays du bassin méditerranéen éprouvent une volonté de libre détermination. Pour l'heure, la Méditerranée appartient, ni plus ni moins, à la Ve ou à la VIIe flotte américaine.

– Si vous retrouviez le portefeuille de ministre des Affaires étrangères, quelles mesures souhaiteriez-vous adopter au sujet de l'Algérie ?

– Il faut savoir que l'Algérie est un paradoxe du monde moderne. C'est un pays dépourvu de tradition étatique. En disant cela, je ne fais qu'énoncer une évidence historique, laquelle n'est cependant guère reçue comme telle, loin de là. Par ailleurs, l'Algérie caresse désormais une ambition étatique. J'ai consacré à ce sujet l'une de mes dernières « Chroniques » (1) intitulée : « La démocratie militaire ? ». En effet, je suis prêt à admettre qu'une démocratie puisse être de type militaire mais à une condition, c'est qu'elle ait de la vertu. Or, jusqu'à présent, en Algérie, elle n'en a aucune. Elle se compose d'équipes qui ont pillé leur propre pays et qui, comme des sangsues, para-



Alger sous le casque : « Je suis prêt à admettre qu'une démocratie puisse être de type militaire, mais à une condition, c'est qu'elle ait de la vertu. »

lysent la vie économique. À tel point que si l'équipe au pouvoir voulait entreprendre des réformes, elle ne pourrait les appliquer dans les faits.

Le dossier franco-algérien apparaît tellement passionnel, d'ailleurs très caché, que j'aime citer une expression de Pompidou, dans les années 70, suggérant que chacune des parties serait bien inspirée de *« manifester plus d'indifférence »* à l'endroit de l'autre, afin de mieux s'entendre.

La question des binationaux. Choisir entre deux nationalités

– La France doit-elle encore assister économiquement l'Algérie ? Et rester son premier bailleur de fonds ?

– Nous avons en effet beaucoup mobilisé notre influence monétaire internationale pour aménager sommes et échéances en fonction de l'Algérie souffrante – souffrante de sa mauvaise gestion et de sa politique intérieure, conduisant à la guerre civile. Nous avons certes fait beaucoup ; à mon sens nous aurions dû faire moins. Car une négociation n'est pas un exercice sentimental. Notre soutien financier devrait désormais être apprécié en fonction de plus de démocratie. En outre, les séquelles de la guerre d'Algérie ne sont pas encore dominées dans « l'inconscient collectif ». Les comptes ne sont pas faits pour que la raison quotidienne l'emporte. Il suffit d'observer l'attitude de la communauté algérienne installée en France. Il va être de plus en plus difficile de faire admettre aux Français que des binationaux ne choisissent pas une seule nationalité. En témoignent les récentes élections en Algérie où des Français algériens ont montré qu'il y avait, installés en France durablement, des gens devenus Français qui, à tout moment, souhaitent pouvoir s'exprimer au nom de l'Algérie, et aussi de la France. Cela forme, à n'en pas douter, la question de politique intérieure de demain.

– L'intérêt de la France n'est-il pas de déterminer une politique d'arrêt des immigrations sur son sol. Notamment de l'immigration maghrébine ? En transmettant, par exemple, les outils et l'infrastructure technologiques appropriés aux besoins des pays du Proche-Orient ?

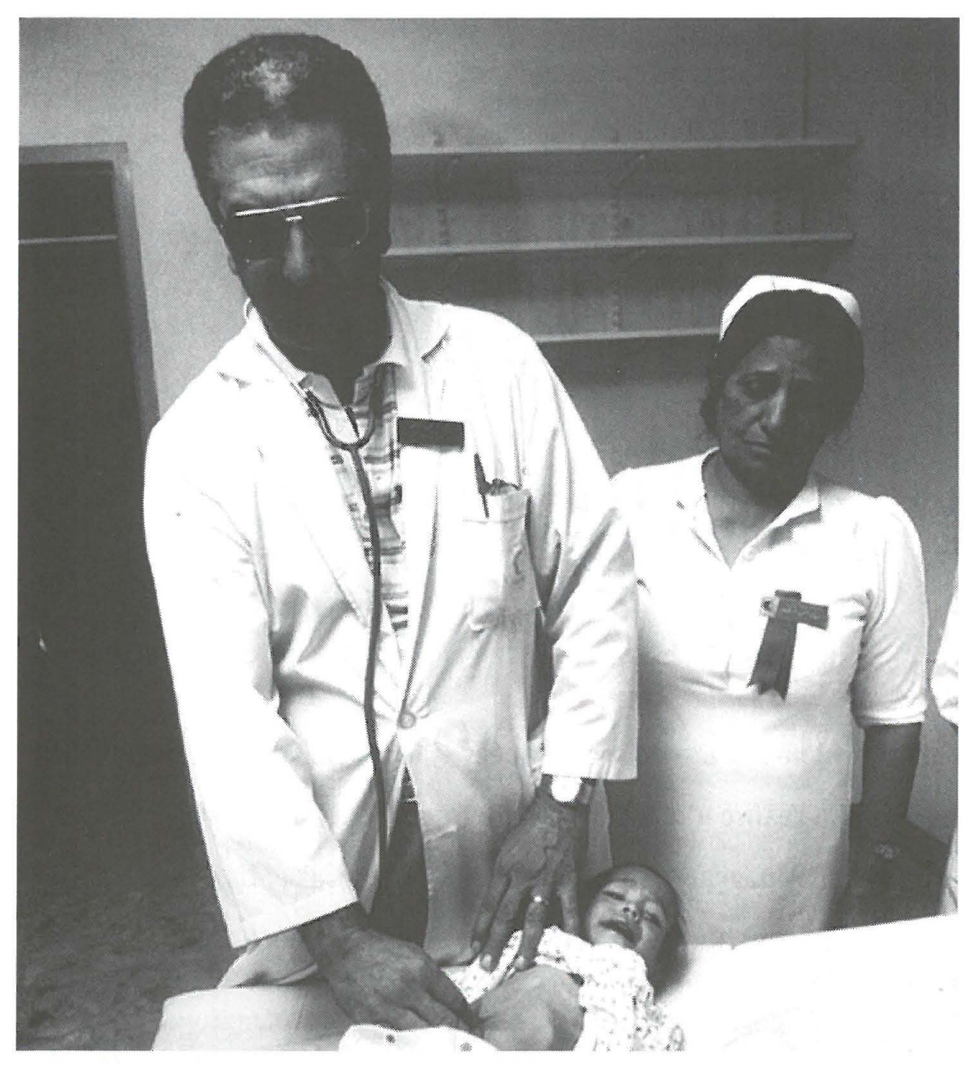
– Il convient d'endiguer l'immigration puisque l'on a vérifié que le système d'assimilation à la française est saturé pour plusieurs années. En cas contraire, cette question prendrait une dimension de priorité et d'urgence. On ne trouvera bientôt plus un intellectuel pour oser parler le langage de la « générosité » et de la « raison ». Une immigration qui ne respecte pas la valeur la plus partagée en France, c'est-à-dire la laïcité, doit être tarie. J'en avais parlé au président Pompidou, en 1963. Il m'avait répondu : *« Pour l'instant, il faut que je fasse tourner l'économie. »* Je lui représentai que cette économie devait être modernisée, et ne plus reposer seulement sur l'énergie et la main-d'œuvre étrangère à bon marché. *« Oui, oui,* me répondit-il, *mais vous m'embêtez. »*

– Quelle analyse faites-vous, rétrospectivement, de l'engagement de la France dans la guerre du Golfe ?

– Une sottise qui n'a été payée d'aucune contrepartie ! Dans cette affaire nous avons été non seulement ridiculisés, tenus à l'écart des négociations de paix, mais en plus, du jour au lendemain, nous fûmes « sortis » du Proche-Orient. Et puis, il y avait l'attitude de l'opinion publique arabe qui, rationnelle ou pas, véhémente ou pas, condamnait cette guerre en tous points.

– Précisément, qu'en est-il de la position prise par les Américains dans la zone méditerranéenne ? Sont-ils là pour longtemps ? Le monde arabe peut-il, d'une certaine manière, y trouver son compte ?

– C'est une forme moderne de présence coloniale. J'ai toujours dit – dès avant la chute du mur de Berlin – qu'il existait deux grands empires coloniaux, l'un de style classique, militaire, idéologique, l'URSS ; l'autre, moderne, militaire, procédant du règne du dollar, les États-Unis d'Amérique. Un jour de 1965, le général de Gaulle recevait Henry Kissinger et lui demandait ce qui empêchait les Américains de se retirer du Viêt-nam. Son interlocuteur répondit : *« Nous ne le pouvons à cause des répercussions sur d'autres zones, spécialement au Moyen-Orient. »* À quoi le général répondit : *« S'il y a une zone où personne ne conteste votre présence, c'est bien celle-là. »* Trente ans plus tard, rien n'a chan-



L'embargo américain imposé à l'Irak depuis la guerre du Golfe a des conséquences désastreuses pour la population civile. Ainsi, à son retour d'une visite effectuée en octobre 1995 dans un but humanitaire, Mme Jany Le Pen a-t-elle témoigné devant la presse de ce qu'elle avait constaté dans les hôpitaux de Bagdad. Faute de médicaments, la mortalité chez les nouveau-nés atteindrait trois cents victimes chaque jour.

gé, les Américains sont toujours installés sur leurs réserves de pétrole et de gaz.

Les Américains jouent sur les deux tableaux

– Peut-on parler de partenariat ou de répartition objective des intérêts entre les États-Unis et les divers courants islamistes depuis la guerre du Golfe ?

– Je dirais que la politique américaine joue « normalement » sur les deux tableaux. Elle sait bien que c'est en ne dénonçant pas l'islamisme qu'elle se maintiendra plus longtemps dans certains États que guette cette menace. Par ailleurs, il subsiste dans la foule arabe une certaine admiration pour la puissance américaine. Les Palestiniens aisés, qui n'avaient pas de mots assez durs contre l'intervention américaine dans la guerre du Golfe, envoient leurs enfants dans les universités américaines.

– Ils ne les envoient plus à la Sorbonne ?

– Ils y recourent seulement lorsqu'ils n'ont pas trouvé de place à Yale ou à Berkeley...

– Jusqu'où peut aller le soutien tacite des Américains à la cause islamiste ?

– Ce soutien s'accélérera s'ils constatent que leur présence peut être mise en péril par la déliquescence des États. Ils ont constamment entretenu un *fidéicommis*. Ce fut à un moment le shah d'Iran, qu'ils finirent par lâcher au profit des intégristes dont ils pensaient pouvoir faire des partenaires ; ensuite, ils se sont repliés sur l'Arabie Saoudite, sur Israël constamment, et maintenant ils souhaitent, par calcul, ne pas se couper de l'intégrisme algérien.

---

(1) *Chronique de Michel Jobert*. 108, quai Louis-Blériot. 75781 Paris Cedex 16. Tél.: (1) 45.25.24.90.

L'OPINION FRANÇAISE ET L'ALGÉRIE

Si imparfaits qu'ils soient, les sondages permettent de mesurer l'évolution de l'opinion française sur l'Algérie.

Le premier, paru dans *Jeune Afrique* (du 6 décembre 1978), portait sur le degré de sympathie ou d'antipathie vis-à-vis de cinq pays proposés (Algérie, Tunisie, Maroc, Sénégal, Côte-d'Ivoire).

L'Algérie avait la palme de l'impopularité : 32 % contre, 10 % pour et 32 % *« un peu de sympathie »* (notion équivoque). À noter que dans le même sondage, la colonisation française avait été une bonne chose pour 53 % des sondés et la décolonisation négative pour 43 %.

Le second est un sondage *Louis Harris* de septembre 1990. La présence de la France en Algérie est jugée positive pour l'Algérie (*« une très bonne chose, une assez bonne chose »*) par 59 % contre 36 %. Cette même présence est jugée positive (mais cette notion est floue) 49 % contre 44 % pour la France. L'indépendance de l'Algérie est jugée négative pour 51 % contre 43 %. Enfin, faut-il entretenir des *« liens privilégiés »* avec l'Algérie ? Oui : 69 %, non : 43 %. Ne se prononcent pas : 7 %. Le commentaire « correct » du sondage insistait sur ce dernier résultat qui montrait que, dans une période où la crise algérienne était évidente, une majorité de l'opinion ne voulait pas rompre avec l'Algérie. Pour ne pas aggraver la situation ? Sans doute, mais la question précédente démontrait que l'Algérie algérienne ne bénéficiait plus de l'image complaisante qui avait été la sienne pendant longtemps.

Enfin le 5 novembre 1995, l'hebdomadaire *Votre Dimanche* publia un dernier sondage (d'ailleurs peu explicité) qui montrait combien la rupture avec l'Algérie devenait évidente.

Il y avait désormais une majorité de Français (50 % contre 42 %) pour juger qu'il ne fallait plus poursuivre l'aide accordée à l'Algérie.

Mais à la question de savoir s'il fallait accueillir en France, en cas de troubles graves, *« un afflux massif de réfugiés »*, 72 % des Français répondaient non (contre 23 %).

J.-P.A.

Un problème pour la France

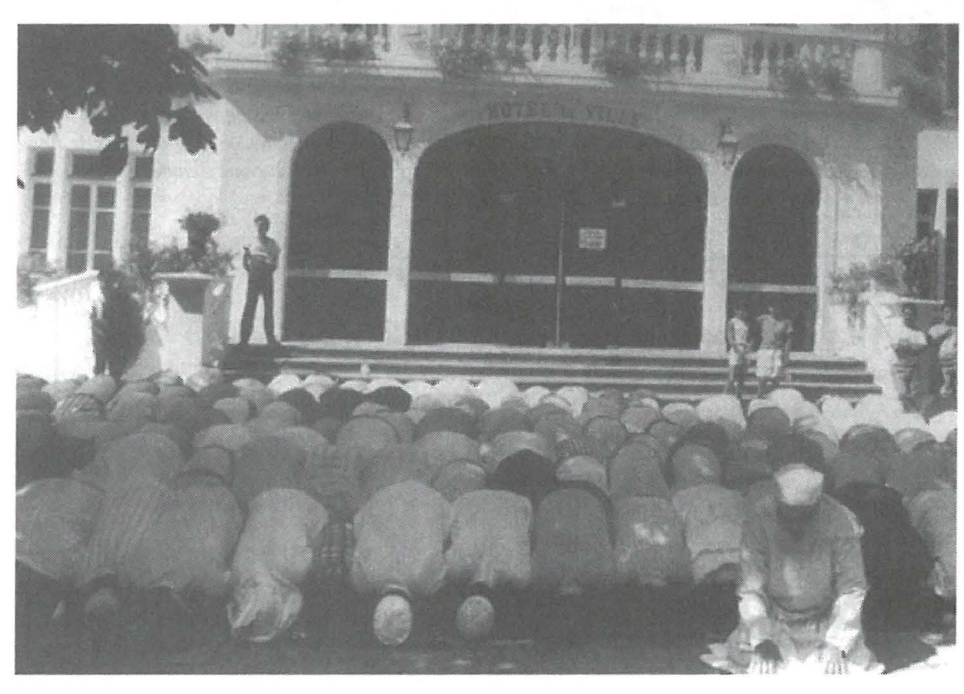
PAR BERNARD CABANES

Pour que son village ne devienne pas « Colombey-les-Deux-Mosquées », le général de Gaulle accorda l'indépendance à l'Algérie. Mais la réalité n'a pas suivi l'intention. Il n'y avait que 200 000 immigrés algériens temporaires en 1956, grande année de l'Algérie française. Ils étaient déjà 500 000 en 1968. Et plus de deux millions trente ans après, personne ne le sait exactement. État des lieux.

L'immigration maghrébine et africaine est aussi ancienne que la présence française outre-Méditerranée. Mais elle resta longtemps limitée. Elle ne prit de proportions importantes qu'après la fin des « Trente Glorieuses » à fort taux de croissance, paradoxalement, quand le pays cessa d'avoir besoin de bras. C'est alors qu'on assista, une quinzaine d'années après la rupture du lien colonial, à de véritables transferts organisés de populations du sud au nord de la Méditerranée.

Constituée d'immigrés temporaires, l'immigration de la période coloniale était faite de travailleurs isolés et de volontaires pour le service armé (souvent désignés par caïdat et chefferie). Cette immigration spécifique rendit service à la France jusqu'au conflit algérien. Mais jusque-là seulement ! Pendant la guerre d'Algérie, un système de racket généralisé, le terrorisme et l'agitation, en font une arme contre la France. Par la terreur de milliers d'assassinats, le FLN la transforme en une cinquième colonne, ce qui contribua à la résolution du général de Gaulle de mettre fin à l'immigration algérienne.

Avec les « accords » d'Évian, en 1962, le Général rejette même les harkis et leurs familles, engagés par la France dans une lutte sans merci qui l'engageait à son tour vis-à-vis d'eux. Un télégramme de l'Élysée, signé Louis Joxe, impose aux navires qui les évacuent sur Marseille de les débarquer ou de faire demi-tour. Le Général ne peut s'opposer au retour des citoyens français d'origine européenne, mais il avait manifestement espéré leur maintien dans une Algérie indépendante. « La famille Hernandez » lui suggère ce mot : *« Ces gens-là ne sont pas de chez nous ! »*



Scène de rue dans une ville française à l'heure de la prière.

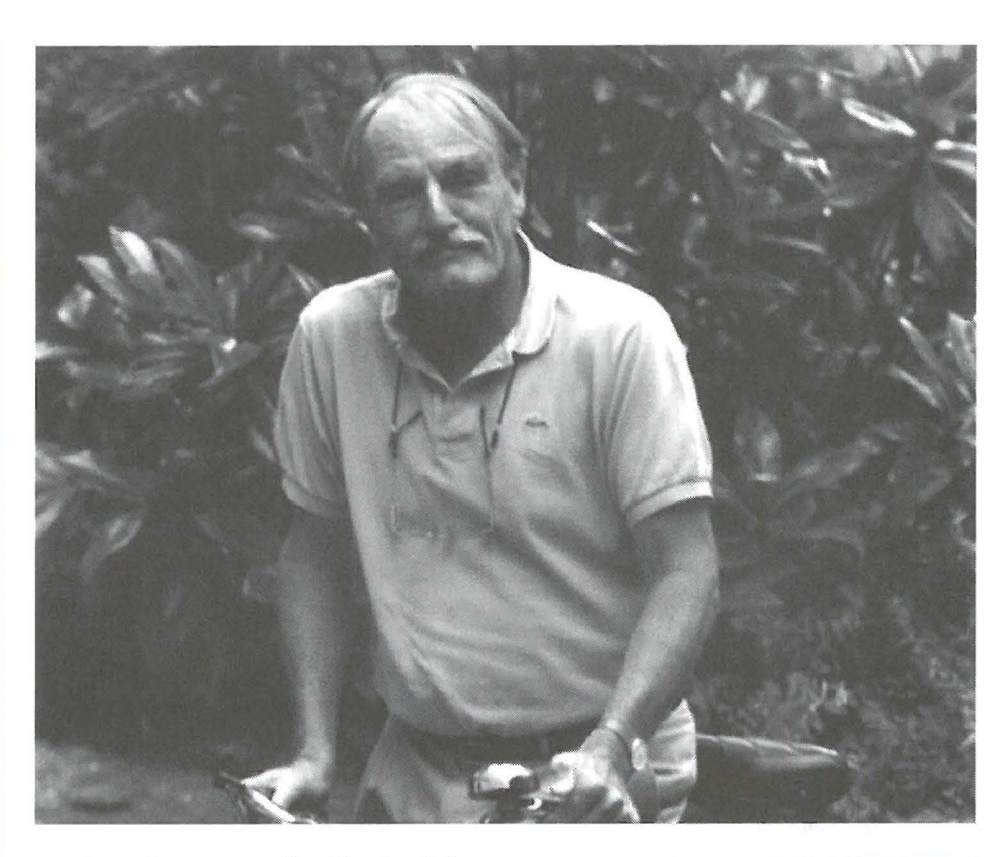
« DROIT » DU SOL ET DROIT DU SANG

Le droit du sang est de règle dans la nation primaire, le *teute* gaulois, perpétué au sein de la Confédération helvétique. Dans la société médiévale stratifiée résultant d'invasions ou de conquêtes, ce droit devint l'apanage de l'homme libre (en français : baron), qui tirait de sa filiation sa liberté et ses droits, notamment sur son fief (sol et habitants). Simultanément, le féodal appliquait aux habitants de son fief le droit du sol. Il assujettissait les nouveaux venus dans la mesure où ils s'établissaient sur ses terres. Mais ce droit-là était celui du prince. En échange de sa protection, le sujet ne tirait du sol que des devoirs.

Dans toutes les cités européennes organisées en république, d'Athènes à Genève en passant par Venise et Gênes, le droit du sang est à la base de la citoyenneté. Rome entra en décadence quand elle y renonça avec l'empire et son extension à l'univers connu. Bien qu'ignorant officiellement le droit du sang.

Le droit du sang s'impose quand le pouvoir passe du prince au citoyen. Il sera institué en 1804 par le code Napoléon, adopté ou copié par toute l'Europe, dont l'Allemagne. Dans un premier temps, aux prises avec une redoutable coalition, la République naissante avait conservé l'ancien droit féodal qui lui permettait d'enrôler tout étranger *« domicilié en France depuis une année »* ou de l'exécuter comme *« traître »*. C'est dans ce contexte guerrier que le droit du sol fut appliqué ultérieurement en France, disposition contraignante, destinée à assurer la défense du pays. En faire un droit individuel compatible avec le service dans une armée étrangère hostile, revient à trahir cette disposition née des circonstances et non de la tradition.

B. C.



En 1973, Jean Raspail publia chez Robert Laffont Le Camp des Saints, *roman prophétique et inspiré. Il annonçait l'invasion sans armes d'une Europe consentante, usant ses dernières forces pour tuer ses propres défenseurs condamnés par la morale hystérique de l'autonégation.*

Charles de Gaulle ne saurait être assimilé à un nationaliste xénophobe. Il tirait volontiers argument de ses ascendants étrangers. Il évoquait ainsi les Kolb en Allemagne, les Mac Cartan pendant son bref exil irlandais. Mais il a un sens aigu des contours de l'identité française, des compatibilités qui l'enrichissent et des incompatibilités qui la dénatureraient.

La fécondité démographique des musulmans algériens l'inquiète. La France rêvée par Jacques Soustelle, *« de Dunkerque à Tamanrasset »*, ne serait plus la France. Il ne veut à aucun prix condamner son village à devenir *« Colombey-les-Deux-Mosquées »*... Repoussant toute intégration (*« les Arabes sont des Arabes ; les Français, des Français »*), il refuse avec énergie d'importer en France les problèmes de l'Algérie. Il le dit très nettement à son confident Alain Peyrefitte, qui publiera ses propos en 1994 (*C'était de Gaulle*, éditions de Fallois-Fayard) (1).

Des exigences patronales rétrogrades

Telle est, très clairement et rudement exprimée, la position du Général vis-à-vis de l'immigration maghrébine. Mais le mouvement gaulliste n'est pas un parti. C'est un rassemblement et, sous la IVe République, une coalition de mécontents. Tous les gaullistes ne partagent pas les vues du général, qui sont d'ailleurs souvent ignorées du public.

Un complexe d'infériorité habite nombre d'entre eux vis-à-vis de l'Allemagne et des États-Unis, voire de l'Asie. De son côté, le patronat redoute la compétition dans laquelle la décolonisation et l'Europe les projettent. Complexés et patrons inquiets feront ensemble le pari inverse de celui du Japon : où Tokyo

UNE CONQUÊTE DÉMOGRAPHIQUE

La France compte-t-elle 6 ou 10 millions d'immigrés nouveaux, depuis 1962 ? Le chiffre le plus élevé paraît seul réaliste. Aux chercheurs désintéressés, comme le professeur Gérard-François Dumont et les conseillers d'État Jean Mottin et Michel Massenet, ne s'opposent que des politiciens partisans, comme l'ancien ministre communiste Anicet Le Pors, et des fonctionnaires soumis aux pressions officielles. Edgard Pisani, minimaliste, voit *« de 6 à 8 millions d'Arabes en France en 2005 »*, soit dans dix ans.

Chacun admet que le seul Maghreb comptera en 2 020 plus de 100 millions d'habitants. La poursuite de la politique d'intégration ouvre la France à cette conquête démographique souvent évoquée outre-Méditerranée, d'Ibn Khaldoun à Houari Boumediene.

Cette conquête peut être enrayée. Un précédent existe. En accordant la priorité d'emploi aux travailleurs nationaux (une revendication cégétiste oubliée), la loi du 10 août 1932 n'enraya pas seulement en France la vague de chômage résultant de la « Big Depression ». Elle réduisit de moitié le nombre des immigrés : 3 millions en 1930, dont déjà de nombreux Maghrébins.

B. C.

robotise à outrance, ils croient faire l'économie d'investissements nécessaires en recrutant en Afrique une main-d'œuvre, par ailleurs de nature à *« freiner l'inflation salariale »*. Ils ignorent délibérément le coût social de cette importation.

Par des voies diamétralement opposées, la CGT et l'extrême gauche arrivent à la même conclusion. Confondues par l'embourgeoisement de la classe ouvrière, qu'elles voient avec rage se dissoudre dans la société de consommation et le tertiaire, elles sont prêtes à importer d'outre-mer un prolétariat et des troupes de rechange.

Georges Pompidou éprouve le complexe d'infériorité des adversaires de l'Europe. Premier ministre, il fait sien le discours patronal. Et le projet de budget 1964 présente son gouvernement comme *« décidé à favoriser un meilleur ajustement entre l'offre et la demande* [...] *en favorisant éventuellement l'entrée de travailleurs étrangers »*. A en juger par les confidences du Général à Alain Peyrefitte, la pensée du président de Gaulle est pour le moins trahie.

Un groupe de travail réuni à Matignon par le conseiller aux Affaires sociales, Édouard Balladur, remet en juin 1965 au Premier ministre un « rapport sur l'immigration ». Ce rapport formule des réserves très nettes : *« Cette immigration créerait* – on le voit déjà – *des problèmes sociaux dont l'échéance serait toujours redoutable, qu'il s'agisse du logement, de la santé publique ou de la mise en présence de groupes étrangers et de la population nationale. »* Un texte prophétique... Tout y est vu et bien vu !

La catastrophe du regroupement familial

L'opposition à l'immigration s'appuie-t-elle sur l'Élysée ? Elle rassemble en tout cas les trois ministres concernés : les gaullistes Gilbert Granval (Travail), Roger Frey (Intérieur) et l'indépendant Raymond Marcellin (Santé). Georges Pompidou passe outre. Tandis que l'automobile et le bâtiment recrutent en Afrique, il régularisera en 1968 la situation de 82 % des clandestins. Devenu président en dépit du Général, il poursuivra cette politique au-delà du premier choc pétrolier, alors que la courbe du chômage s'envole...

Cet entêtement ravit ceux pour qui la décolonisation a sonné l'heure de *« la colonisation à rebours »* – une formule concoctée dans l'esprit de la conférence anti-impérialiste réunie par Lénine à Bakou, en 1921. Une formule de longtemps caressée en France par les milieux laïcs qui ont construit des mosquées en Algérie pour faire pièce aux Pères blancs et qui, redoutant *« l'Europe vaticane »*, cherchent un contrepoids à l'influence de l'Église.

Moscou s'en mêle. Évian a fait tomber l'Algérie de son côté. Ayant ainsi raflé la mise de la France dans ce pays, le Mouvement communiste international a remplacé le vieux PCA (algérien) par le FLN. Et l'immigration lui ouvre des horizons en France même.

Parrainé, non plus par le PCF, mais par le PCI (italien), le FLN figure parmi les partis frères et prend sa part de la division du travail au sein de l'Internationale. Il parrainera ainsi le PC libanais et, en France, les terroristes d'Action directe. Mais, compte tenu de

UNE LÉGENDE : LA FRANCE, PAYS D'IMMIGRATION

Contrairement à certaines affirmations tendancieuses, la France est constituée d'un fonds humain homogène très ancien. Même les « grandes invasions » germaniques, à la fin de l'empire romain, ont peu modifié la composition de la population française. Selon Alfred Fierro-Domenech, ils *« n'ont sans doute pas été beaucoup plus de 300 000 à 350 000 à s'installer dans une Gaule de quelque 5 000 000 d'habitants, soit 6 % à 7 % de la population. »* Proportionnellement moins que les 6 ou 7 millions d'immigrés de 1995. Leur assimilation a été relativement aisée, parce qu'ils étaient de souche européenne, parlaient des langues appartenant à la même famille indo-européenne, et se réclamaient du christianisme.

Après le baptême de Clovis et la fondation du royaume de France, les courants d'immigration ont été sous l'Ancien Régime, pendant 1 300 ans, numériquement insignifiants, à deux exceptions près : les Bretons, qui se fixent en Armorique, aux Vᵉ et VIᵉ siècles, et les Normands, sur la vallée de la Seine, au IXᵉ siècle. Mais là encore il s'agissait de peuples européens.

L'immigration ne commence vraiment qu'au XIXᵉ siècle, sous le Second Empire. Elle est d'ailleurs d'origine européenne (Belges et Italiens principalement). On recensait 100 000 étrangers en 1831. En 1921, quatre-vingt dix ans plus tard, il y avait 1 532 000 étrangers (3,78 % de la population). L'immigration devient massive entre 1921 et 1926, jusqu'à ce que la crise économique des années 1930 impose des mesures de contrôle et de refoulement.

Après la Seconde Guerre mondiale, en 1946, les étrangers ne sont plus que 1,4 % de la population. À cette époque, économistes, fonctionnaires et démographes sont en faveur d'une immigration sélective. On veut écarter les Nord-Africains, mais aussi, selon les termes d'un livre publié par A. Sauvy et R. Debré, *« les Grecs, Levantins, Arméniens, Israélites de l'Europe orientale, sujets trop éloignés de notre civilisation ». Le Monde* jette un cri d'alarme, le 7 décembre 1948, dans un article intitulé : *« Un péril national, l'immigration non contrôlée de travailleurs nord-africains ».*

C'est après 1958 que l'on assiste à l'essor d'une immigration en provenance du tiers monde. Elle vient d'abord du Maghreb, mais aussi, depuis les années soixante-dix, de bien d'autres pays (Turquie, sous-continent indien...).

Cette situation est minimisée et légitimée par une assertion selon laquelle l'immigration serait un phénomène inéluctable et que toute politique de retour serait humainement et économiquement insupportable. Or, l'histoire même de l'immigration montre que des politiques de contrôle, de retour et de préférence nationale ont été mises en œuvre, avec succès, par des gouvernements démocratiques. Alexandre Millerand, premier socialiste membre d'un gouvernement français, prend, en août 1899, une série de décrets limitant par des quotas le nombre d'étrangers employés pour les marchés publics.

En 1918-1919, à la fin de la Première Guerre mondiale, le gouvernement rapatrie la quasi-totalité de la main-d'œuvre non européenne (Nord-Africains, Malgaches, Asiatiques), à laquelle on avait fait appel provisoirement. La loi du 10 août 1932 impose des conditions restrictives, dans de nombreuses professions, en raison du chômage engendré par la crise économique. Édouard Herriot déclare, le 19 novembre 1934, qu'il faut *« accorder la priorité au travail français »*. Les cartes de travail ne sont pas renouvelées et les étrangers sont expulsés. Ces mesures ont permis à la France de résorber le chômage qui avait commencé à se développer.

G. C.

Bibliographie : Fernand Braudel, *L'Identité française*, tome 3, Flammarion. Alfred Sauvy, *L'Enjeu démographique*, Éditions de l'APRD, 1980.

UNE CATASTROPHE POUR LES RELATIONS FRANCO-AFRICAINES

Une immigration massive en France aide-t-elle les pays du Sud ? Contribue-t-elle à leur développement ? Hélas, non. Seule y contribue une immigration individuelle temporaire. Le regroupement familial prive le pays d'origine de l'argent gagné par ses fils en France et du savoir-faire qu'ils y acquièrent. Cette immigration massive ne sert que les calculs et intérêts de ceux des Français qui l'ont provoquée. Elle entraîne des mesures jugées vexatoires. L'Afrique juge naturels préférence nationale et droit du sang, mais s'indigne du retour des visas.

L'exemple type du malentendu entourant l'immigration est celui des Sarakolé qui constituent le plus clair des balayeurs de la mairie de Paris et des familles polygames qui les ont suivis en France, Maliens de Vincennes compris. Les villages de ce vieux peuple sahélien, également appelé Soninké, louent les bras d'une partie de leurs enfants pour vivre. Mais sur de courtes périodes. Désigné par son chef de village, le travailleur soninké apprécie d'être relevé, sur son chantier étranger, par un parent ou voisin afin de pouvoir rentrer sans priver son village d'un revenu.

Or, la France n'admet pas cette relève et fixe le travailleur en faisant venir sa famille, soustrayant ses enfants à son autorité. Les allocations lui ferment la bouche. Il se réfugie dans la polygamie (impraticable dans un F4) et ses enfants dans la délinquance. Le conte de fées (qui lui vaut plusieurs fois le revenu d'un ministre malien) tourne au cauchemar pour tous. Les frustrations engendrent des revendications sans fin et la haine.

B. C.



Manifestation pour le port du foulard dans les établissements scolaires français. Le bras de fer avec le principe de la laïcité a commencé à la rentrée scolaire 1994 et s'est terminé par une capitulation ministérielle.

l'importance croissante de son implantation en France, Moscou le destine à un rôle plus direct encore et plus vaste en ce pays-clef. Quand en avril 1974, de la tribune de l'ONU, Houari Boumediene appelles les peuples du Sud à occuper *« les espaces immédiatement accessibles du Nord »*, c'est à la France qu'il songe. Et Leonid Brejnev avec lui.

Le colonel-président de la République algérienne démocratique et populaire profite de la première visite à Alger du nouveau président français, Valéry Giscard d'Estaing, en juillet 1975, pour lui demander d'autoriser en France le regroupement familial autour des travailleurs immigrés. VGE tique assurément. Avec toute l'Europe, il a suspendu l'immigration le 3 juillet 1974. Mais ce jeune président a apparemment peu de choses à refuser à l'Est. Il installe boulevard Haussmann le lobby commercial soviétique. Il sauvera d'une débâcle le monopole du Livre CGT, brisera la quarantaine de Léonid Brejnev après l'invasion de l'Afghanistan et sera son « petit télégraphiste » à Venise. Il cède donc. Confirmée par le décret Chirac du 23 avril 1976, son acceptation du regroupement familial donne à la France une population musulmane.

L'immigration d'assistance

Retour de la conférence de Helsinki, Brejnev se fait fort, devant ses satellites assemblés à Prague, de *« noyer l'Occident dans le chômage et la criminalité »*. A l'aéroport de Berlin-Schöenefeld et à Sofia, des centres d'accueil dirigeront bientôt vers l'Occident une foule d'immigrants, en majorité musulmans, d'Afrique et d'Asie, pourvus de brochures décrivant en de nombreuses langues les avantages offerts à l'Ouest, les obstacles à contourner, les procédures à suivre et les concours à rechercher pour les obtenir. Y figurent en bonne place les dispositions incitatives accompagnant le décret Chirac, à compter du 27 juillet 1976 : prime d'installation à la femme étrangère, disposition (pour 60 heures) d'une travailleuse familiale, etc. S'y ajoutera l'accès prioritaire à un logement HLM.

VGE esquissera une marche arrière avec une aide au retour de 10 000 F. Mais est-ce autre chose qu'une manœuvre électorale ? Son secrétaire d'État au Travail, Lionel Stoléru, suspend bien, au 1er octobre 1977, la délivrance de cartes de travail aux immigrés et le regroupement familial autour d'eux. Mais il y renoncera (à Alger) le 27 du même mois. Le droit de séjour est bientôt restitué aux familles, sans garantie d'emploi. Cette « restriction » leur ouvre en fait un droit illimité à l'assistance, sans contrepartie. Un nouveau type d'immigration est né, que consolidera le RMI. Valéry Giscard d'Estaing renouvelle par ailleurs, en 1979, 500 000 cartes de travail, dont celles de 350 000 Algériens. C'est pourtant lui qui parlera en 1993 (pour se dédouaner ?) d'*« invasion »*.

Conduit à l'Élysée par le « vote-sanction » que redoutait son prédécesseur, François Mitterrand multipliera les naturalisations d'Algériens dans l'espoir d'utiliser le vote musulman pour renverser la majorité naturelle du pays. Il est déçu en 1986 : le FLN prône l'abstention aux législatives qui amènent la première cohabitation. Mais il lui doit sa réélection en 1988. François Mitterrand accepte ainsi de dépendre du choix politique d'une communauté étrangère inféodée à un pouvoir totalitaire.

Dès mars 1983, son Premier ministre, Pierre Mauroy, accepte que des citoyens français fassent leur service militaire dans l'armée nationale populaire algérienne. La Seine-Saint-Denis et beaucoup d'autres banlieues se couvrent ainsi de réservistes algériens aux ordres d'un parti frère du PCUS, entourés de jeunes compatriotes réformés par Alger contre la promesse de services qui font d'eux des auxiliaires de la Sécurité militaire algérienne.

Le plan soviétique d'utilisation des masses immigrées n'a pas survécu à l'effondrement de l'URSS, à l'éclatement de son PC et du FLN lui-même. Mais le danger n'a fait que changer de nature. Le conflit sanglant qui dresse les anciens militants du FLN les uns contre les autres, militaires contre religieux, s'étend à l'Hexagone. La France n'a pas seulement importé le chômage de l'Algérie. Elle en a importé l'insécurité et peut-être la guerre…

B. C.

---

(1) Voir dans notre numéro 14 (« De Gaulle et le gaullisme »), l'entretien que nous a accordé Alain Peyrefitte et les extraits de son livre.

UNE TROISIÈME VOIE, L'ISLAMISME

Des réalités voilées

PAR GEORGES LAFFLY

Venant après l'effondrement du communisme, l'échec de l'Occident libéral, la croissance sans fin, le « tout est permis » sèment le vide et le désarroi. L'élan islamique se nourrit de cet échec. Il répond à une soif de certitude, à un besoin de revanche. Découverte d'un nouvel Islam.

Pour évaluer la nature et l'importance de l'islamisme, il ne faut jamais perdre de vue que l'islam est à la fois religion et société politique. Il doit être, dit von Grunebaum, *« indistinctement considéré comme une religion, un ordre social, un système politique et une civilisation »* (*L'identité culturelle de l'islam*. Gallimard 1973). Avec les conséquences que cela comporte, dont l'indistinction du temporel et du spirituel, ou le fait que l'*oumma* (l'ensemble des croyants) est la meilleure communauté possible. Le Coran l'affirme. D'où un sentiment inébranlable de supériorité.

Depuis plusieurs siècles, cette supériorité n'apparaissait pas dans les faits. L'Orient musulman, comme le reste de la planète, se voyait distancé, puis dominé par l'Europe. La situation a changé même si l'Occident – l'Europe et ses prolongements – garde l'illusion de diriger la marche d'une histoire enfin universelle.

Nous sommes heureux d'être purifiés, par la décolonisation, de notre impérialisme politique. Et bien certains que nos machines, notre démocratie, nous conservent le rôle de modèles et de mentors. Les peuples sont « en voie de développement », ce qui signifie bien qu'ils nous suivent et veulent nous rejoindre, nous, les développés. Or cela ne se passe pas du tout ainsi. De nouvelles étapes de libération détachent le tiers monde de notre impérialisme technique et de nos impérialismes idéologiques. Ils ont déçu, ils sont reniés.

Le projet libéral – croissance sans fin, liberté des mœurs – paraît vide et méprisable. Le projet communiste – collectivisme, athéis-



Enluminure des « Séances » d'al-Hariri (1054-1122) peinte dans la seconde moitié du XIIIe siècle. École de Bagdad.

me – a échoué aussi. Il y a peut-être là quelque chose de la fable du renard et des raisins, mais le résultat s'impose. *« Ni Est ni Ouest »*, dit Khomeyni à ses pèlerins en 1989. Et bien avant, Si Hamza Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, et qui n'avait rien d'un extrémiste, d'un fondamentaliste, confiait au *Matin* (23 novembre 1979) : *« L'Islam ne basculera dans aucun des modèles dominants : ni socialisme, ni capitalisme. Le monde musulman va réaliser son unité à travers ses propres forces, ses propres pionniers. Une révolution, une "thawra" est amorcée en ce sens. Elle aboutira à l'établissement d'une troisième force, islamique, qui pourra se permettre un rapport d'égalité avec les deux blocs. »*



Le philosophe René Guénon (1886-1951), auteur de **La crise du monde moderne** *(1927). Il émigra au Caire en 1930, se convertit à l'islam, épousant en 1934 la fille du cheikh Mohammed Ibrahim.*

Ni socialisme, ni capitalisme

L'islam, troisième voie, seule issue pour un monde désemparé, il y a de quoi conforter le sentiment de supériorité de l'*oumma*. Une confiance en soi s'y réveille et provoque l'élan islamique qui résulte de trois forces :

1. L'humiliation devant la supériorité européenne, et le ressentiment ainsi engendré, d'autant plus puissant que les musulmans restaient convaincus de leur excellence.

2. Ressentiment compensé par les divers dons d'Allah au cours de ce siècle : l'indépendance reconquise (grâce en partie à l'autoculpabilisation de l'Europe) ; le pétrole ; une natalité pléthorique, comprise comme une bénédiction particulière et une promesse d'avenir.

3. Enfin, l'islam satisfait *« les affamés de certitude unitaire subjective »*, comme dit Jules Monnerot dans *La Guerre en question*, (Gallimard 1951). Or, ces affamés de certitude se multiplient dans notre monde sans repères. Le « tout est permis » finit par inquiéter, engendre un désarroi.

L'élan islamique est fort, on le constate depuis vingt ans au moins. Comme le note Maxime Rodinson, il s'agit plus de *« patriotisme de communauté »* que de mystique (*L'Islam : politique et croyances*, Fayard, Agora, 1995). Il cite un théologien canadien qui s'effarait : *« Ils croient à l'islam, mais ils ne croient pas à Allah »*. La formule est excessive, Rodinson le note. Mais l'islamisme fabrique plus de militants et de guerriers que de saints. Les hérésies de la religion de Mahomet ont toutes été des mouvements aussi politiques que religieux : *« Toute secte musulmane se considère comme appelée à exercer le pouvoir dans la mesure où elle en est capable. Il n'y a pas dans l'islam de secte de type passif ou tolérant »*. (Xavier de Planhol, *Les Nations du Prophète*. Fayard 1993).

C'est pour cela qu'il vaut mieux ne pas parler d'intégrisme, mot que nous interprétons, croyants ou non, selon une culture chrétienne. L'exaltation de la justice sociale de l'islam, la volonté d'appliquer la charia, ont un sens plus large. Un Koweitien, professeur à Princeton, Fouad Ajami, écrivait en 1980 : *« Fondamentalisme islamique, retour à l'identité, réaffirmation de soi, peu importent les mots, ils désignent autant de réflexes défensifs. »* En tout cas, il s'agit d'autre chose que de la seule foi.

Retenons que l'islamisme pourra prendre des formes variées. Il l'a déjà fait. La doctrine de Kadhafi, avec son petit livre vert, n'est pas celle de Khomeyni (et pas seulement parce que l'un est sunnite et arabe et l'autre chiite et persan). Mais ils ont en commun l'orgueil de l'*oumma* et l'esprit conquérant. Les Frères musulmans, qui s'agitent en Égypte depuis 1928, sont encore autre chose (leur devise est : *« Jérusalem et Andalousie »* ; les provinces perdues en somme). Des variations, la Réforme en Europe en a connu d'autres. Cela n'a pas empêché ses succès. Or, on peut estimer qu'elle était avec la Chrétienté catholique dans un rapport analogue à celui où se trouve l'Islam avec la civilisation technique. Même cassure politique et religieuse à la fois, à partir de la contestation du principe fondamental de la société existante. Principe de l'autorité de Rome dans l'Europe du XVI[e] siècle, principe de la liberté sans frein, sans règle, de l'individu, dans le monde d'aujourd'hui. Il n'est pas absurde de penser que le phénomène actuel connaîtra la même ampleur que celui d'avant-hier. Quand des Noirs américains se convertissent à l'islam, il s'agit bien d'un rejet de l'Occident.

L'islamisme nous intéresse particulièrement à cause de l'Algérie, et d'une sorte de symbiose que nous entretenons avec elle, qui n'a pas cessé, loin de là, avec l'indépendance. Aux raisons du développement de l'islamisme qu'on a citées, il faut ajouter pour nos anciens départements une situation de faiblesse particulière. Il faut compter avec l'immense secousse des années 1954-1962 ; la destruction ou l'éviction de l'encadrement traditionnel (européen et musulman) ; la croissance démographique si forte que les anciens ne peuvent transmettre aux plus jeunes les règles et recettes de la vie sociale, déficit aggravé par le passage à la vie urbaine (c'est-à-dire aux bidonvilles) d'une population jusque-là rurale ; l'idéologie socialiste et l'arbitraire du FLN, plus une corruption fabuleuse ; le fait qu'à travers ces notables occidentalisés, c'est le modèle de l'Occident qui fut disqualifié.

Une force ardente et résolue

Demain qu'y aura-t-il de changé ? Les problèmes restent intacts, presque insolubles : la démographie empêche toute croissance économique, le manque de techniciens et d'administrateurs est énorme, le trafic est à tous les étages (c'est une question de survie) etc. Et l'unité du pays devient fragile. La « légitimité démocratique » qui vient, paraît-il, d'être octroyée au général Zeroual ne changera rien à cela. Il est curieux de voir comme on parle légèrement des fraudes probables et des chiffres truqués de cette élection ; la tricherie ne compte pas, dirait-on.

Même si le FIS était éradiqué (à quel prix ? le sang versé appelle vengeance) ou si le peuple s'en détourne, un autre mouvement analogue, surgira. Regardez comme en quelques semaines le Hamas s'est fait une place.

Bizarrement, le vote massif des Algériens en France (dont bon nombre de binationaux) a rassuré nos milieux dirigeants. C'est Farid Smahi* qui a raison. Ce vote souligne une frontière. Le patriotisme de communauté de ces gens – si leur geste ne révèle pas seulement la pression de l'Amicale des Algériens – montre l'existence en France d'une force ardente, résolue, mais étrangère à notre pays, ayant d'autres buts, d'autres intérêts, d'autres principes.

G.L.

---

* Fondateur de l'association Arabisme et francité.

Livres



Les Survivants de l'Atlantide

par Georges Bordonove

Depuis Platon, en passant par Pierre Benoit, le mythe de l'Atlantide a toujours séduit les écrivains. Georges Bordonove, l'auteur de la célèbre série des *Rois qui ont fait la France*, le visite à son tour. Son évocation du continent englouti a parfois des allures de conte philosophique : cette civilisation condamnée par sa luxure et sa décadence rappelle étrangement notre fin de siècle.

Pygmalion. 300 pages, 119 F.

M. M.

Légendes de la mythologie nordique

par Jean Mabire

Qui mieux que Jean Mabire pouvait conter le Dieu Odin des légendes nordiques, et au rythme du galop de Sleipnir, sa monture aux huit sabots, nous entraîner dans le séjour des guerriers valeureux du Walhalla, pour nous enivrer d'hydromel, servis par de somptueuses Walkyries ? Une approche pleine de charme de l'univers de la mythologie nordique.

Ancre de marine. 248 pages, 135 F.

M. M.

Politique et société en Grèce ancienne

par Claude Mossé

Athènes à l'aube du Ve siècle avant J.-C. apparaît comme un modèle pour les autres cités grecques. L'égalité entre les citoyens y est prônée par Clisthène dès 508 av. J.-C. La démocratie athénienne néanmoins est fondée sur une stricte ségrégation entre les citoyens d'origine dorienne, les esclaves et les métèques (habitants d'origine étrangère).

Aubier. 252 pages, 129 F.

M. M.

Histoire des Goths

par Jordanès (traduit et présenté par Olivier Devilliers)

L'Histoire des Goths de Jordanès est aux nations germaniques et scandinaves ce que l'*Histoire des Francs* de Grégoire de Tours est à la France. Au Ve siècle, les Goths avaient déferlé sur l'Empire romain, poussés par les hordes de Huns d'Attila. Quand Jordanès écrit – en latin – leur histoire, un siècle plus tard, les Goths faisaient avec les Romains, dont ils sont politiquement et socialement les égaux, front commun contre les « Barbares ».

Les Belles Lettres. 228 pages, 135 F.

M. M.

Brunehilde, la première reine de France

par Roger-Xavier Lanteri

La postérité n'a retenu de la reine franque Brunehilde (ou Brunehaut) qu'une image déformée. Même sa mort, en 613, après d'horribles supplices infligés par son neveu Clotaire II – et immortalisés dans les manuels scolaires –, n'a pas aidé à sa mémoire. Roger-Xavier Lantéri s'attache à lui rendre son importance dans la France mérovingienne. Il rappelle que, la première, elle prôna contre le modèle germanique, celui d'État-nation. Une étude documentée pour tenter de réhabiliter un personnage méconnu.

Perrin. 325 pages, 148 F.

M. M.

La Tradition celtique dans l'Art roman

par Marcel Moreau

Réédition attendue d'une étude précieuse depuis longtemps introuvable. Marcel Moreau offre ici le résultat de longues années de recherches sur les sources celtes de l'art roman et sur la persistance du paganisme originel au cœur du Moyen Âge chrétien, dans les lieux, les rites, les symboles et l'architecture elle-même. Un travail de premier ordre pour la redécouverte des racines européennes.

Le Courrier du livre. Nombreuses illustrations. 190 pages, 120 F.

C. V.

Libérer Jérusalem. La première croisade (1095-1107)

par Jacques Heers

Il y a 900 ans, le 27 novembre 1095, lors du concile de Clermont, le pape Urbain II lançait l'appel à la guerre sainte pour délivrer le tombeau du Christ en Palestine, tombé aux mains des Infidèles. Le 15 août 1096, la Ière croisade (le terme n'était pas encore employé) s'ébranlait. Une croisade de conquête et de libération, tandis que les croisades postérieures seront de défense et de conservation. Jacques Heers, médiéviste réputé, relate scrupuleusement la mobilisation et le rassemblement des croisés, celui aussi des « pauvres gens » enthousiasmés par Pierre l'Ermite, et bientôt massacrés par les Turcs. Il relate les multiples épreuves que traversèrent ces milliers d'hommes d'armes, suivis de femmes et d'enfants, parvenus seulement le 7 juin 1099 au pied de Jérusalem. Il analyse aussi la formation du Royaume franc de Jérusalem, une féodalité originale qui perdura deux siècles en terre d'Islam.

Perrin. 370 pages, 138 F.

Signalons également *L'épopée des croisades* de René Grousset, synthèse de sa monumentale et prestigieuse *Histoire des Croisades et du Royaume franc de Jérusalem* en trois volumes, parue en 1936, et rééditée chez Perrin (320 pages, 135 F).

M. M.

Agrippa d'Aubigné, le guerrier inspiré

par Éric Deschodt

Le plus violent des poètes renaissants, le plus irréductible pourfendeur de papistes a nom Agrippa d'Aubigné. Ses *Tragiques* (épopée de 9 032 vers), ses combats sous les drapeaux du prince de Condé, sa rugueuse franchise, son austérité calviniste, mais aussi sa verdeur galante, retrouvent sens et couleurs grâce aux harmonies étincelantes d'Éric Deschodt. Biographie? Sans doute, mais de feu, dans la façon impatiente de Paul Féval. Car il fallait cela pour camper cette *« brute lettrée »* en chausses écarlates, douze fois blessée, quatre fois promise au gibet, écuyer à vingt ans d'Henri de Navarre, et son fidèle et non moins irascible sujet une fois la messe parisienne expédiée qui conduisait aux marches du trône. Et puis, il y a l'amour de son épouse, Suzanne de Lezay, et la passion romanesque, mise en poésie, pour la catholique Diane Salviati. Par surcroît, d'Aubigné laisse d'admirables livres que les modernes ignorent. Saluons Éric Deschodt pour cette fresque saisie au cœur de la frénésie des batailles.

Robert Laffont. 358 pages. 129 F.

É.V.

Les Coureurs d'épices

par Édith et François-Bernard Huyghe

Des poudres rares aux noms mystérieux qui relèvent les goûts et stimulent les désirs, procurent des bénéfices fabuleux, orientent les rêves et accélèrent les voyages : les épices. Une route vers l'Orient ouverte par Alexandre le Grand et qui ne s'est jamais interrompue. C'est cette aventure, vécue à travers ceux qui l'écrivirent, marins, marchands, chevaliers de fortune ou jésuites, que racontent les auteurs.

Jean-Claude Lattès. 260 pages, 119 F.

F. V.

La reine Christine, roi de Suède

par Françoise Kermina

Christine de Suède (1626-1689) n'avait pas 6 ans quand elle succéda

à son père Gustave-Adolphe, le héros de la guerre de Trente Ans. Elle prit la direction des affaires en 1644. Son intelligence supérieure, sa vaste culture – elle fit venir Descartes à sa cour – laissaient présager un grand règne. Mais la Suède puritaine et protestante s'offusqua de ses conceptions de gouvernement trop modernistes, comme de ses mœurs. S'estimant incomprise, Christine abdiquera dix ans plus tard. Elle se convertira au catholicisme, parcourra l'Europe, avant de se fixer à Rome. Françoise Kermina s'était déjà penchée, avec les biographies de Fersen puis de Bernadotte, sur l'histoire de la Suède.
Perrin. 332 pages, 139 F.

M. M.

Les Espions de la Révolution et de l'Empire

par Olivier Blanc

Les archives des ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur recèlent d'inépuisables trésors. Olivier Blanc, qui s'était déjà intéressé à *La Corruption sous la Terreur*, dévoile ici les tractations secrètes auxquels se livrèrent sous la Révolution et l'Empire une cohorte d'individus sans scrupules. Il démantèle les réseaux à l'origine des fuites du Comité de salut public, ou de la subversion antitsariste. Il révèle les complots fomentés au sein même du conseil secret de Louis XVI, perce à jour les subtiles manigances de Talleyrand.
Perrin. 374 pages, 159 F.

M. M.

Desaix, le sultan de Bonaparte

par Gonzague Saint Bris

La fulgurante destinée de Louis Charles Antoine des Aix de Veygoux (1760-1800) l'a privé de la gloire qui allait accompagner l'épopée impériale. Serviteur de la France nouvelle quand son frère et ses cousins sont à l'armée des princes, ce benjamin des généraux de la République se couvre de gloire dans les campagnes du Rhin. Il va s'illustrer ensuite sur les rives du Nil, où il poursuit victorieusement les mamelouks jusqu'en Haute Égypte. Il rentre en Europe pour rejoindre Bonaparte, décider de la victoire de Marengo et tomber sur le champ de bataille. Quarante ans après la biographie que lui a consacrée Armand Sauzet, Gonzague Saint Bris nous retrace, avec le talent de romancier, la vie de celui que les Égyptiens avaient surnommé le *« Sultan juste »*.
Perrin, 230 pages, 98 F.

Ph. C.

Cher Maître, Lettres à Charles Maurras

préfacé par Pierre-Jean Deschodt

Durant la période comprise entre 1900 et les débuts de la Seconde Guerre mondiale, Charles Maurras exerça sur son pays un magistère moral, intellectuel et politique incontesté. Son influence morale s'étendait bien au-delà de la droite traditionnelle. Jusque parmi ses adversaires, la puissance démonstrative de sa pensée lui valait honneurs et considération. À ce titre, il reçut de toutes parts des lettres pleines de déférence dès la fin du XIXe siècle. Un jeune chercheur, Pierre-Jean Deschodt, en a retrouvé des caisses entières dans les caves de sa famille. La sélection qu'il en propose aujourd'hui ramène vers une civilisation française encore intacte et très attachante.

Point n'était besoin, alors, d'appartenir au même camp, aux mêmes clans, pour entretenir des relations courtoises, et même pour éprouver envers l'adversaire un respect naturel. De fervents républicains comme Raymond Poincaré ou Édouard Herriot ne pensaient nullement s'amoindrir lorsqu'ils rendaient hommage à l'écrivain royaliste, l'hommage dû à son intelligence. Sans doute, lui-même lança souvent à tort et à travers des invectives inférieures à sa réputation. Ainsi prépara-t-il d'assez atroces règlements de comptes.

Les textes réunis dans ce gros volume n'en portent aucune trace. Ils se situent dans des régions élevées de l'intelligence, étrangères à toute polémique. Anatole France, Rémy de Gourmont, Lyautey, André Maurois, Marcel Proust et beaucoup d'autres y apportent d'impressionnants tributs, de précieux témoignages sur une époque encore dominée par les honnêtes gens. Les mœurs d'histrions, aujourd'hui à la mode n'avaient pas encore brisé, saccagé tant de choses autour d'elles.
Christian de Bartillat. 624 pages, 165 F.

GILBERT COMTE

Morny, un voluptueux au pouvoir

par Jean-Marie Rouart

Cousant la peau du renard à celle du lion, Morny, prince de l'artifice, enrichit le second Empire d'un profil de camée étincelant – Balzac ni Daudet ne s'y trompent ! – et s'enrichit tout court, prodigieusement. Ici, l'historien a de quoi faire mais plus encore le romancier. Car Morny force à l'exploration intime, à la décortication psychologique. Sa faille et son réservoir d'énergie : la bâtardise. Qui l'explique en entier. Fils adultérin de la reine Hortense, il a pour père Charles de Flahaut, lui-même enfant naturel de Talleyrand, et pour frère utérin le futur Napoléon III. Illégitimité contre illégalité, le coup d'État du 2 décembre, son œuvre, lui renvoie d'abord son image. Tout-puissant président du Corps législatif, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, l'homme du modernisme et de l'essor industriel, l'inventeur de Deauville, Morny, duc d'Empire, duelliste, érotomane, trouve en Jean-Marie Rouart le plus sensible des interprètes. Cette biographie, ou plutôt ce portrait, signé dans une langue diaprée, s'impose comme un modèle du genre.
Gallimard. 250 pages, 115 F.

É. V.

Dictionnaire du Second Empire

Dirigé par Jean Tulard

Rien de ce qui est impérial n'est étranger à Jean Tulard, professeur en Sorbonne, spécialiste du règne de Napoléon Ier. Dans un récent essai, il retraçait la brève existence de l'Aiglon, et voilà qu'au prix d'une patiente quête relayée par cent quatre-vingt-huit auteurs – universitaires, érudits, journalistes –, signataires de 1 910 notices alphabétiques, il publie l'œuvre de référence : le *Dictionnaire du Second Empire*. Outre la vision panoramique propre au genre, c'est bien d'une approche renouvelée qu'il s'agit ici, éloignée des raideurs idéologiques comme de l'hagiographie, éprise de nuances. Chaque « entrée » fait le point sur un personnage, restitue un événement. À tout seigneur tout honneur, « Napoléon III » inspire onze textes, dont une longue évocation des idées politiques et sociales de l'Empereur, par Philippe Séguin. Longtemps victime des polémistes aux mots qui tuent, Louis-Napoléon se défait enfin du sobriquet de « Petit ».
Fayard. 1 347 pages, 980 F.

É. V.

Les Procès d'Oscar Wilde

par Jean-Marc Varaut

Dans l'Angleterre victorienne, la pratique de l'homosexualité masculine, répandue dès le collège et dans tous les milieux, abritée dans quantité de maisons de rendez-vous, reste frappée d'ignominie. Marié, deux enfants, écrivain adulé, Oscar Wilde n'en a cure qui entretient une sulfureuse et bruyante liaison avec le jeune lord Alfred Douglas. Mais le scandale éclate. Prenant la *society* à témoin, le marquis de Queensberry, père d'Alfred, traite Wilde de *« sodomite »*. Niant l'évidence, Wilde tombe dans le piège. Il attaque en diffamation comme on joue avec le feu, et, du 3 avril au 25 mai 1895, comparaît trois fois en justice. Trois descentes aux enfers, superbement évoquées par Me Jean-Marc Varaut, où Wilde, victime expiatoire du puritanisme dressé en inquisiteur, d'abord rebelle et bientôt brisé, condamné à deux ans de travaux forcés, entre dans sa nuit. Temps fort de la reconstitution : Me Varaut plaide l'acquiescement intime du prévenu au chef d'accusation. Un martyre assumé.
Perrin. 291 pages, 140 F.

É. V.

Les Grandes enquêtes du commissaire Chenevrier

par Jean-Émile Néaumet

Les enquêtes du commissaire Chenevrier défrayèrent la chronique dans les années trente : l'affaire Stavisky, la Cagoule, c'est lui. Après-guerre, Émile Buisson, l'affaire Dominici… c'est encore lui. Jean-Émile Néaumet retrace la carrière du fameux commissaire tout en reconstituant la trame de ces affaires politiques ou de droit

commun qui éclaboussèrent le siècle. À noter la déposition en 1945 de Jean Bouvyer, cagoulard des plus actifs, attaché au Commissariat aux affaires juives et beau-frère par la main gauche du futur président Mitterrand qui, c'est à son honneur, l'a toujours défendu.
Albin Michel. 368 pages,130 F.

M. M.

Un Français nommé Pétain

par Philippe Alméras

Cinquante ans après son procès et sa condamnation, la figure du Maréchal Pétain continue d'être évoquée à travers les deux images réductrices du Pétain-la-Victoire de 1914-1918 et du Pétain-la-Défaite de 1940. Pour Philippe Alméras, l'histoire de Philippe Pétain ne commence pas à Verdun, comme elle ne se termine pas à Vichy. Elle débute en 1870, quand, encore adolescent, il assiste à la déroute des armées françaises. Elle couvre les trois guerres franco-allemandes. Et sa disparition coïncide avec les premiers pas de la réconciliation européenne. Cette histoire est comme le « miroir » de celle de la France – particulièrement dans l'entre-deux-guerres. Philippe Alméras – auteur d'une biographie remarquée de Céline – tente, en retraçant l'itinéraire de celui qui fut tour à tour glorifié et vilipendé, de justement dépasser les idées reçues.
Robert Laffont. 450 pages, 159 F.

M. M.

Il y a cinquante ans Pierre Laval

par Yves-Frédéric Jaffré

En 1945, Yves-Frédéric Jaffré, âgé de 23 ans, était appelé à défendre Pierre Laval aux côtés de deux avocats confirmés, commis d'office. Il retrace avec une scrupuleuse honnêteté les étapes du procès, rappelle à quel point l'instruction en fut bâclée, comment les témoins ne furent jamais entendus : *« Nous n'étions pas devant la cour de justice de la République, mais devant un tribunal révolutionnaire dont le "verdict" était connu d'avance. »* Un demi-siècle plus tard, M[e] Jaffré reprend point par point l'acte d'accusation. Son livre est la plaidoirie d'un procès qui n'a pas eu lieu. Les pages dans lesquelles il évoque ses entrevues avec Pierre Laval à la prison de Fresnes sont un très précieux témoignage.
Albin Michel. 350 pages, 140 F.

M. M.

La Légion française des combattants

par Jean-Paul Cointet

Dès le 29 août 1940, le gouvernement de Vichy, souhaitant s'appuyer sur les anciens combattants, créait la Légion française des combattants, qui regroupait dans une formation unique les anciens de 14-18 et ceux de 39-45. Présente partout en zone libre, elle joua un rôle non négligeable dans la vie civique et sociale entre 1940 et 1944. Ses membres rejoignirent parfois le Service d'ordre légionnaire, matrice de la future Milice. D'autres s'engagèrent très tôt parfois dans la Résistance, tels le colonel Heurteaux ou le commandant Loustanau-Lacau. Jean-Paul Cointet, universitaire, spécialiste de l'histoire française du XX[e] siècle, a fondé son étude sur des archives inédites, des mémoires et des témoignages.
Albin Michel. 458 pages, 140 F.

M. M.

L'Oise de la défaite à la victoire (1940-1945)

Ce n'est pas un livre mais deux numéros spéciaux grand format d'une revue qui est l'organe du Groupe d'études des monuments et œuvres d'art de l'Oise et du Beauvaisis (GEMOB) animé par Philippe Bonnet Laborderie, organisateur de plusieurs colloques spécialisés et éditeur des ouvrages sur les monuments et l'histoire locaux. Le premier (numéro triple) porte sur la Libération dans l'Oise et à Beauvais (1). Il contient des documents inédits comme des photos de Beauvais prises (à la sauvette) sous l'Occupation et des souvenirs et témoignages très renseignés sur divers épisodes qui marquèrent ces années-là. Le deuxième numéro (2) évoque Clermont, Compiègne, Auneuil et l'aéroport de Beauvais Tillé (base aérienne importante pour les Allemands) avec des photos prises par un Français agent de renseignement arrêté comme collaborateur en 1944 puis libéré et engagé dans la première armée française.
À commander au GEMOB, chemin de Plouy, La Mie au Roy, 60 000 Beauvais.
(1) 61-63, 150 F (+ 22 F de port)
(2) 67-68, 120 F (+ 17 F de port)

J-P. A.

Röhm, l'homme qui inventa Hitler

par Jean Mabire

L'histoire du capitaine Röhm se confond avec le plus grand drame du XX[e] siècle. Elle en est aussi l'un des révélateurs. Tout a commencé dans la souffrance et l'humiliation de la défaite, dans la guerre civile qui faillit emporter l'Allemagne après 1918. La petite Reichswehr de 100 000 hommes concédée par les vainqueurs apparaît alors comme le symbole de la permanence nationale que n'incarne pas une république proclamée à la faveur de la défaite. Mais qu'est-ce que 100 000 hommes pour défendre toutes les frontières d'un pays encerclé par des voisins hostiles ? Dès 1919, la Reichswehr a donc encouragé un réarmement clandestin et la création d'une vaste réserve camouflée, les fameux corps-francs. Parmi ces soldats politisés par les combats de la guerre civile, vont se recruter les premiers partisans d'Hitler, les premières troupes de la future SA. Un officier est au centre de tout, le capitaine Ernst Röhm. Héros de Verdun, découvreur d'Hitler à Munich en 1920, Röhm deviendra son protecteur et son ami. Sous sa direction, les SA seront trois millions après la prise du pouvoir en 1933. Entre cette énorme armée brune et la petite Reichswehr qui prétend au monopole de la force armée, le conflit devient inévitable. Il trouvera sa conclusion le 30 juin 1934 par l'assassinat de Röhm et de ses lieutenants au cours de la « Nuit des longs couteaux ». C'est l'histoire que retrace Jean Mabire à sa façon vigoureuse et colorée.
Éditions Pythéas (BP 2, 76540 Sassetot-le-Mauconduit), 570 pages, photos, index, 190 F.

C.V.

Jugement à Moscou

par Vladimir Boukovski

Échangé en 1976 contre le secrétaire général du PC chilien Corlovan, Vladimir Boukovski a été, après Soljenitsyne et Sakharov, le dissident politique le plus célèbre de l'URSS. Il est retourné à Moscou après le putsch de 1991. Les archives du PCUS s'entrouvraient. Il s'est plongé dans les dossiers ultra-secrets. Il y a trouvé les preuves du financement des partis communistes étrangers – PCF compris –, de l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives, ou de l'appel au secours de Jaruzelski demandant lui-même l'intervention du « grand frère » contre Solidarité... Il voudrait instruire le procès du communisme, comme à Nuremberg les Alliés avaient procédé avec les nazis : *« ...l'effet moral en serait plus grand encore »*. Seulement, l'Occident est amnésique. Cette amnésie est orchestrée par les anciens responsables communistes. Et Boukovski s'insurge.
Robert Laffont. 616 pages, 169 F.

M. M.

Conversations avec Molotov

par Félix Tchouev

Bras droit de Staline, artisan du pacte germano-soviétique, membre du parti communiste pendant quatre-vingts ans, Molotov est mort presque centenaire sans avoir jamais renié sa foi dans le communisme ni regretté les atrocités d'un régime qu'il avait servi au plus haut. Peu importe par exemple que la collectivisation des terres ait entraîné la mort programmée de vingt millions de paysans, il s'agissait de *« couches »* arriérées, hostiles à tout *« progrès »*... La bonne conscience inaltérable de ce bureaucrate borné est ce qui frappe d'abord dans les entretiens, dont Tchouev publie de larges extraits. Pourtant, certains propos ne manquent pas de sel. Molotov défend Staline en toute circonstance, mais il concède aussi à Hitler une grande intelligence stratégique. Il confirme qu'à l'époque du pacte germano-soviétique, jamais Staline n'avait cessé de préparer une guerre dont il pensait seulement qu'elle n'interviendrait pas sitôt.
Albin Michel. Cahier photos, index. 348 pages, 150 F.

G. C.

La Bataille d'Alger

par Pierre Pellissier

Dans le cours de l'année 1956, le FLN algérien voulut montrer par la terreur qu'il était le maître dans la capitale de l'Algérie. Le défi des attentats sanglants fut relevé au début de 1957. Le gouvernement donna l'ordre au général Massu et à

la 10e division parachutiste de briser le terrorisme *« par tous les moyens »*. En quelques mois, affranchis des règles de droit et des routines administratives, les paras vont purger la ville des poseurs de bombes et des multiples complicités qui assuraient leur impunité. Unité de commandement, centralisation des renseignements, secret, exploitation immédiate de l'information, la terreur va changer de camp. Les paras de Massu, Jeanpierre, Bigeard, Godard ou Château-Jobert ont appris à remonter une filière à partir d'un simple distributeur de tract, jusqu'aux durs qui tirent les ficelles, protégés par des Européens, ecclésiastiques ou communistes. C'est l'histoire passionnante de ce combat inédit que raconte en détail Pierre Pellissier. Ayant connu personnellement la plupart des officiers de la 10e DP, il décrit de l'intérieur une victoire qui sera imputée à crime après la campagne orchestrée autour de la « torture ».
Perrin. Cahier photos, index.
390 pages,139 F.

G. C.

La Revue historique des armées a consacré son numéro de septembre 1995 à l'action des forces françaises, surtout armée de l'air et marine, pendant la guerre d'Algérie. Le numéro 85 francs (franco). Château de Vincennes, BP 108, 00481 Armées.

L'Algérie et la France, malades l'une de l'autre

par Georges Dillinger

Ce livre lucide et clair est l'œuvre d'un universitaire que ses activités de recherche scientifique ont amené à parcourir le monde et particulièrement l'Afrique du Nord pendant quarante-cinq ans. Il rappelle exactement l'évolution de la guerre d'Algérie, la sympathie évidente existant entre les deux populations française et algérienne et les mécanismes mentaux par lesquels les Algériens ont pu tomber dans les filets des islamistes. Il analyse aussi les confrontations aujourd'hui patentes entre les islamistes et les hommes du FLN. Aux confins de l'histoire, de la sociologie, de la psychanalyse, Georges Dillinger explique aux jeunes ce qui s'est passé et aux autres ce qui va se passer si certaines réalités ne sont pas prises en considération.
Publication GD. 10, bd Diderot, 75012 Paris. 226 pages, 120 F franco.

A. B.

Des chemins et des hommes

par Anne-Marie Briat et Janine de la Hogue

Avant l'Algérie algérienne, il y eut de 1830 à 1962 *« la France en Algérie »* (sous-titre de cet ouvrage), exaltée du temps de la colonisation et systématiquement dénigrée depuis 1962. Ce livre comble une lacune. Par des notices biographiques (près de 400) et par une dizaine de dossiers-synthèses, il rappelle que l'Algérie vit toujours sur un héritage légué par les Français.
Éditions Harriet, nombreuses illustrations, 240 pages, 215 F.
Sur le même thème de l'Algérie des Français, la revue *l'Algérianiste* (organe des cercles du même nom) paraît chaque trimestre. BP 213. 11102 Narbonne Cedex. Vendu par abonnements. Ainsi que *Mémoire plurielle* (les *Cahiers d'Afrique du Nord*), 130 rue Lecourbe, 75015 Paris et *Mémoire vive*, organe du Centre de documentation.
historique de l'Algérie (CDHA) 8-10, rue des Allumettes, 13090 Aix-en-Provence.

J.-P. A.

Les Islamistes algériens

par Séverine Labat

La guerre civile politico-religieuse qui ravage l'Algérie depuis 1991-1992 a entraîné la prolifération d'études pas toujours sérieuses sur l'« intégrisme » ou le « fondamentalisme » algérien. L'auteur est une spécialiste de la question sur laquelle elle a publié articles et ouvrages. Elle refuse le simplisme comme le manichéisme et entend nous aider à connaître la nébuleuse islamiste en principe unie contre la junte militaro-policière d'Alger, en fait divisée en tendances diverses voire opposées. Sur le fond, ce mouvement renoue avec le courant communautaire et religieux qui fut à la base du nationalisme algérien et en fit la solidité. Une bonne étude desservie par un jargon politologique. L'auteur croit que, d'une façon ou d'une autre, l'islamisme sera « réintégré » dans les institutions algériennes et qu'il est impossible à « éradiquer ».
Le Seuil. Cartes, glossaire, index.
343 pages, 130 F.

J.-P. A.

Le Secret des jours

par Philippe de Saint Robert

Vers la fin de son existence, François Mauriac délivra une curieuse taquinerie à Philippe de Saint Robert, venu lui rendre visite dans son appartement de l'avenue Théophile-Gautier, à Paris. *« On ne peut être politiquement heureux deux fois dans sa vie, observa le vieillard sardonique. Moi, j'ai la chance de l'être à 80 ans ; vous la malchance de l'être à 30 ans. J'ai espéré toute ma vie quelque chose qui a fini par venir; vous qui l'aurez eu, il vous en restera le regret. »* Les deux hommes partagent alors la même admiration presque inconditionnelle pour de Gaulle. À la mort du Général, Philippe de Saint Robert entre dans un deuil éternel. La tardive amitié de Georges Pompidou atténue un peu l'épreuve. Du moins permet-elle au jeune écrivain de connaître les arrière-fonds, d'explorer les recoins obscurs de la Ve République. Après 1981, un détour par l'Élysée complète son expérience avec une pratique distante mais décevante du mitterrandisme. L'auteur expose et raconte cet itinéraire paradoxal comme un voyage initiatique à l'intérieur du pouvoir. Le récit apprend beaucoup sur son fonctionnement, livré hier comme aujourd'hui aux intrigues, à l'opportunisme d'illustres irresponsables. L'analyse très fouillée du caractère de Jacques Chirac explique en profondeur beaucoup des ennuis des débuts de l'actuel septennat. Elle devrait retenir toute l'attention des historiens, sans négliger celle des citoyens.
Jean-Claude Lattès. 632 pages, 159 F.

G. Cte

LUCIEN COMBELLE (1913-1995)

Lucien Combelle est mort quelques mois avant Annie Kriegel. On n'a pas parlé de cet homme totalement oublié. Il mérite pourtant qu'on se souvienne de lui.

Jeune Normand de condition modeste, Lucien Combelle fut séduit par l'Action française, en réaction contre son milieu familial de gauche : André Gide, dont il fut secrétaire et qui l'aimait bien, le lui pardonnait. Vint l'Occupation : Combelle préféra le fascisme aux positions maurrassiennes qu'il jugeait anachroniques. Quand, dans l'été 1943, Brasillach quitta *Je suis partout*, Combelle lui proposa, ainsi qu'à Drieu La Rochelle, d'écrire à ses côtés dans l'hebdomadaire *Révolution nationale* dont il était devenu rédacteur en chef. Alors que *Je suis partout* tirait à trois cent mille exemplaires, *Révolution nationale* n'a pas dû dépasser trente ou quarante mille. Mais il était à la fois plus mesuré et plus lucide.

Très imprudent dans ses contacts, Combelle ne tarda pas à être arrêté. Il rejoignit Brasillach à la prison de Fresnes. Brasillach, dont tout le monde croyait qu'il serait gracié, fut finalement fusillé. En dépit d'une lettre adressée par André Gide à ses juges pour leur demander de le libérer, Combelle fut condamné à quinze ans de travaux forcés. On disait alors : il y aura bientôt une amnistie. Combelle passa quand même cinq ans dans un bagne beaucoup plus rigoureux encore que la grande prison de la banlieue sud. Il y reçut une lettre de Drieu La Rochelle qui, lui annonçant son suicide, commençait ainsi : *« Cher Combelle, vous étiez un vrai copain, mon dernier copain »*.

Plus dure encore fut, pour Combelle, sa déception quand il constata que le fascisme français dont il avait rêvé n'avait jamais existé. Il s'en explique dans *Les Prisons de l'espérance*, suivi d'un livre plus remarquable encore, *Péché d'orgueil*.

À l'époque, un débat télévisé avait opposé Combelle à Dominique Desanti (amie d'Annie Kriegel et ancienne communiste comme elle) et à André Verdet (ami lui, de Jacques Prévert et ancien déporté de Buchenwald). Le moment vint où le meneur de jeu demanda à Verdet s'il n'était pas gêné de dialoguer avec un « collabo ».

– Non, répondit Verdet. Surtout quand il a payé, et Combelle a payé...

PAUL SÉRANT

La Ve République 1958-1995

par Arnaud Teyssier

Voici un ouvrage dense, amplement documenté, rédigé par un énarque, et qui se lit avec agrément. Langue fluide, ton mesuré, point de concession aux slogans de bon rapport. Fruit d'une compréhension de l'événement hors l'idéologie, l'essai reconstitue le film de la Ve République. De la constitution gaullienne de 1958 au maintien réaffirmé de celle-ci par François Mitterrand, réputé son inexorable adversaire, jusqu'à l'élection de Jacques Chirac. Arnaud Teyssier ne craint pas de citer au besoin Maurras ni de rappeler les emprunts qu'ici ou là on lui fit, toujours sous l'anonyme, et rappelle qu'en France la première apparition de l'expression *« révolution conservatrice »* a lieu dans l'*Enquête sur la monarchie*.

Pygmalion-Gérard Watelet. 558 pages, 150 F.

É. V.

Le Désarmement naval

par Hervé Coutau-Bégarie

Sous un titre mince et une présentation austère, l'ouvrage d'Hervé Coutau-Bégarie, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, offre la plus large vision d'un phénomène rarement étudié : le désarmement. Pourtant, le désarmement imposé est aussi vieux que la guerre elle-même. C'est l'une des sanctions que le vainqueur inflige au vaincu. Sanction toujours provisoire, comme Julien Freund en avait déjà fait l'observation. Prenant pour sujet d'étude le désarmement naval, l'auteur en étudie les applications et les limites depuis l'Antiquité jusqu'à la période la plus récente où le désarmement n'est pas seulement devenu l'une des figures multiples de l'utopie, mais aussi une composante essentielle de la stratégie moderne. Désormais, les États s'efforcent d'obtenir dès le temps de paix ce qu'ils recherchaient jadis par la guerre. Une réflexion historique très documentée et un exercice de prospective extrêmement stimulant.

Economica. 352 pages, index, 185 F.

C.V.

Les Français à Sarajevo

par Frédéric Pons

Rédacteur en chef à *Valeurs actuelles*, ancien officier casque bleu, Frédéric Pons nourrit de son expérience personnelle un reportage « à chaud » dans les Balkans, où en différentes circonstances, d'octobre 92 à juillet dernier, il fit route aux côtés des « soldats français de la paix ». Saisissante évocation de la plus importante opération où se soit trouvée engagée l'armée française depuis trente ans. Et non moins pathétique cas de figure où, sous le tir des milices de toutes sortes, la folie sanguinaire des « *snipers* », les humiliations savamment orchestrées, la désinformation, plus de trente mille militaires français, appelés volontaires ou soldats de carrière, durent remplir leur mission. En pleine guerre civile. Pons fait ici passer l'essentiel : la qualité humaine du combattant, l'impéritie onusienne, la défense des populations civiles.

Presses de la Cité. 350 pages, 119 F.

É.V.

Japon, les clefs pour comprendre

par René Servoise

Comprendre le Japon, c'est comprendre pourquoi il est devenu, depuis plusieurs décennies, la deuxième puissance économique mondiale, alors qu'en 1945, il semblait anéanti, matériellement et moralement. Matériellement oui, mais moralement non, car les Japonais avaient tout perdu, sauf leur âme qu'éclairait toujours la lumière d'un passé lointain et constamment présent, source intarissable d'un patrimoine et d'un civisme exemplaires. C'est ce que démontre René Servoise dans un livre désormais essentiel pour comprendre le Japon où il effectua de nombreuses missions, en tant qu'ambassadeur itinérant dans le Pacifique. Son explication approfondie du Japon est complétée par une réflexion sur la renaissance de l'Asie, qui lui apparaît comme un défi majeur à l'Occident en déclin ou en stagnation. Alors que l'Europe, et notamment la France, admet de gré ou de force le métissage culturel, le Japon reste lui-même tout en s'ouvrant au monde. *« Son identité nationale,* écrit René Servoise, *constitue sa seule véritable richesse, qui explique sa survie dans les épreuves. »*

Plon, 293 pages, 139 F.

P.B.

Les Rats maudits, Histoire des étudiants nationalistes, 1965-1995

Ils sont purs et durs, menton levé, face au soleil. Ils citent (parfois) Mishima, Drieu La Rochelle ou Montherlant. Ils méprisent sec. Ce sont les vilains garnements de l'extrême droite, les étudiant nationalistes, une espèce nouvelle qui fit son apparition vers 1965 avec le mouvement Occident. À en juger par *Le Cœur rebelle* de Dominique Venner, beaucoup de leurs traits spécifiques étaient déjà présents chez certains de leurs aînés. Systématisés et miraculeusement reproduits de génération en génération, ces traits se retrouveront dans tous les mouvements issus d'Occident (GUD, Ordre Nouveau, PFN, Troisième Voie, etc). Premier principe : les étudiants et lycéens d'Occident n'ont pas de chef, mais une direction collégiale cultivant l'autocritique et l'humour sec (*« Nous sommes une aristocratie militante au sein de laquelle règne l'égalité… Tout le monde peut être chef – surtout les chefs, bien sûr »*). Ils pratiquent volontiers la violence dans un but publicitaire (*« Mieux vaut faire parler de soi en mal que pas du tout »*). Leur militantisme est assorti d'un esprit de dérision et de provocation potache qui fera beaucoup pour leur succès et les conduit à adopter comme symbole le rat noir, retournant à leur avantage l'image infamante de la bestiole. Sans ces garçons, sans leurs outrances et leur témérité, il y a belle lurette que toute l'université française serait passée sous la pensée unique rouge ou rose. Comme le notent les auteurs de ce livre insolent et superbement illustré, chaque fois que le mouvement a été déclaré mort, il a redémarré, plus vigoureux que jamais. Ce qui tend à prouver que le « rat noir » prolifère en milieu hostile et en proportion de la haine qu'on lui porte.

Éditions des Monts d'Arrée (Paris Hôtel de Ville, BP2-75181 Paris Cedex 04), 150 pages, 550 illustrations, reliure cartonnée. Vente par correspondance, 285 F franco de port.

J. G.

Chez le même éditeur : *Le crépuscule du fascisme, Histoire de la République sociale italienne, 1943-1945*, 168 pages, photos, compact disc, 190 F.

Un Étrange combat

Méditation sur l'affaire Touvier

par Jean-Pierre Henne

En 1992, la Chambre d'accusation de Paris, saisie de l'affaire Touvier, avait prononcé un non-lieu général. Cet arrêt, fondé sur une scrupuleuse étude historique, souleva une tempête et les médias se déchaînèrent avec une violence extrême contre le président de la chambre d'accusation de Paris, Jean-Pierre Henne. Retiré aujourd'hui, ce magistrat reprend un à un les onze chefs d'accusation retenus contre Paul Touvier. Pour chacun, il énonce

La Varende et la mer

Jean de La Varende aimait la beauté, celle des femmes, celle des actes, celle des paysages normands, la beauté des navires enfin. La flotte d'un pays symbolisait pour lui la grandeur de sa civilisation. Son grand-père, l'amiral Fleuriot de Langle, raconte à l'enfant ses longues navigations, lui apprend à fabriquer ses premières maquettes de bateau et les fait voguer sur l'étang de sa propriété d'Iffendic, près de Rennes. Il en fera plus de deux cents dans son château de Chamblac où l'on peut encore les admirer, il écrira les biographies de Tourville, Suffren, Duquesne et une histoire de la marine : *La Navigation sentimentale*. Remercions les éditions de La Délivrance de rééditer ces deux livres où le génie de l'écrivain, de sa prose et de ses dessins éclate. Le premier est une navigation subjective mais ô combien instructive des marines de l'antiquité, les marines viking, arabe, espagnole, anglaise, et française. Le second est une sorte de catalogue illustré des maquettes de La Varende, depuis l'arche de Noé et la barque de funérailles à Thèbes jusqu'aux drakkars, chebecs, gondoles, caravelles, brigantins, galions et jonques jusqu'au caïque pour une sultane blonde et la nef pour un fou. Ces livres vous offriront de beaux moments d'émotion, d'admiration et de rire aussi car La Varende regardait la vie avec humour.

Les Marines de La Varende, La Délivrance Éditions 35769 Saint Grégoire Cedex

La Navigation sentimentale, Jean de La Varende, La Délivrance Éditions.

ANNE BRASSIÉ

Écrits politiques de Martin Heidegger, 1933-1936

Présentés par François Fédier

Le scandale a éclaté en 1987 avec la publication d'un ouvrage controversé de Victor Farias, *Heidegger et le nazisme* (Verdier). Selon Farias, le philosophe n'avait jamais cessé d'être nazi. Pour une telle accusation, Heidegger était un gibier de choix. Longtemps adulé en proportion de l'hermétisme de son langage, l'auteur de *Sein und Zeit* (1927) a influencé une pléiade de disciples, Sartre, Marcuse ou Derrida. Avec clarté et probité, François Fédier réfute la thèse de Farias et de ses émules (Hugo Ott) en présentant l'intégralité des textes litigieux, et en les replaçant dans la vérité de l'époque. La longue préface qui les introduit constitue un remarquable essai d'histoire critique. Fédier s'y livre à une scrupuleuse relecture de l'année 1933 (arrivée d'Hitler au pouvoir), la restituant telle que les contemporains l'ont vécue et comprise, non comme elle sera réinterprétée après la défaite allemande de 1945, sous l'ombre portée d'Auschwitz. S'appuyant sur des faits incontestables, Fédier montre qu'aux yeux des contemporains les moins suspects de complaisance (Churchill, entre autres), en cette première année de pouvoir, Hitler fait figure d'homme d'État responsable, attaché à la paix et soucieux de faire rentrer le peuple allemand dans son droit. À l'intérieur, il semble annoncer une véritable révolution socialiste, égalitaire et nationale, dont Fédier souligne qu'elle est immensément populaire et ne se confond pas alors avec ce que deviendra le nazisme. En 1933, rien ne semble annoncer les abominables tragédies qui naîtront, à partir de 1942, de la guerre germano-soviétique. Certes, l'antisémitisme s'affiche, ce qui n'est pas une nouveauté, mais d'une façon qui ne peut laisser prévoir l'avenir. Bref, en 1933, on pouvait être partisan de bonne foi d'un *« socialisme national »* (Fédier utilise intentionnellement ce terme) que semblait incarner Hitler, sans être en rien complice de ce que deviendra ensuite le III[e] Reich. C'est bien en effet ce qui se dégage de la lecture critique d'Heidegger, dont Fédier montre qu'après avoir découvert son erreur, il se retira, formulant dans son enseignement une voie inconciliable avec celle du nazisme et son dogme du déterminisme racial.

Gallimard, Bibliothèque de philosophie, 324 pages, 155 F.

DOMINIQUE VENNER

les éléments qui motivèrent la décision de non-lieu. Son livre constitue un témoignage historique de premier ordre. Il permet de prendre conscience de l'extrême complexité des questions juridiques soulevées dans l'affaire. Derrière l'acharnement judiciaire – sans précédent – autour de Paul Touvier, il laisse entrevoir une stratégie visant à rendre la France collectivement responsable du sort des Juifs pendant la seconde guerre mondiale. L'ancien magistrat s'inquiète en conclusion de la dérive totalitaire qui place le droit au service d'une autre finalité que la Justice.

Dominique Martin Morin. 360 pages, 148 F.

M. M.

Que Lire ?

par Jean Mabire

Le choix d'un critique ne vaut que par sa personnalité. Étriqué, sans goût littéraire, il vous donnera une mauvaise liste. L'écrivain et critique Jean Mabire a les épaules larges, les yeux tournés vers l'océan et une passion pour la littérature. Sa seconde sélection d'auteurs se lit avec le même enthousiasme que la première. Rappelons ses goûts : *« J'estime davantage les libres penseurs que les conformistes, les aventuriers que les pantouflards, les anarchistes que les dévots, les instinctifs que les intellectuels, les enracinés que les cosmopolites, les enthousiastes que les sceptiques, les écrivains populaires que les auteurs hermétiques, mais j'aime autant les romantiques que les classiques et les révolutionnaires que les conservateurs. »* Soixante-quinze minibiographies suivies chacune d'une remarquable bibliographie établie par Anne Bernet nous invite à découvrir ou à relire des auteurs variés tels que Gide, Alain Fournier et Queffelec, Boulgakov ou Kipling, Drieu La Rochelle ou Aragon. Vous ferez un grand voyage au pays d'où l'on ne revient pas, celui des livres.

Éditions Nationales. 4, rue Vauguyon 92110 Saint-Cloud. Bibliographies établies par Anne Bernet.

A.B.

Mille ans de bonheur

par Jean Delumeau

Éminent historien des religions et des mentalités, Delumeau explore les utopies et les attentes millénaristes de ceux qui espèrent retrouver dans l'avenir le paradis terrestre des origines. Fil directeur de cet ouvrage : comment en partant des prophéties de l'Ancien Testament et de l'Apocalypse de Jean aboutit-on aux écrits marxistes ? Nombreux sont les textes bibliques qui annoncent au peuple juif un avenir rempli de félicité. Ils établissent le chiffre mille, que fixa définitivement Jean sur son rocher de Patmos. Car ces textes sont lus et médités par les premières communautés chrétiennes desquelles est sortie l'Apocalypse. Le millénarisme est né. Alors, *« le loup paîtra avec l'agneau, le léopard reposera avec le veau »*... Viendra ensuite Joachim de Flore (1135-1202) qui annonce le temps d'une *« plus grande grâce »*. La paix régnera alors sur le monde. Les Franciscains popularisent et développent cette doctrine, qui touche bientôt les laïcs. La pauvreté est associée au bonheur et à la révolte. La Renaissance naît dans l'ombre du joachimisme et de ses attentes eschatologiques. Le millénarisme s'engouffre dans les bateaux qui partent vers les terres nouvelles d'Amérique. C'est dans ces terres où la colonisation a répété la création que Delumeau repère les premières traces de la transformation du millénarisme religieux en un millénarisme profane. L'établissement de la liberté des colonies anglaises est confondu avec la cause de Dieu. Cette utopie rejoint l'idée de progrès des Lumières, matrice du marxisme. Delumeau conclut : *« Marx, Lénine, Mao et Pol Pot sont incompréhensibles si on ne les réintroduit pas à l'intérieur de la filière chiliaste dans sa version exacerbée, celle qui insistait sur la rupture brutale nécessaire à l'entrée dans l'ère de bonheur. »* Marx, Lénine, Mao, descendants laïcs de Joachim Flore ? Pourquoi pas ?

Fayard. 494 pages, 150 F.

F.V.

LIVRES REMARQUÉS

■ *Agenda 1996 du XV[e] centenaire de la France*
Éd. Cœur de France. 29, rue de Versailles, 78150 Le Chesnay. 208 pages illustrées, 194 F franco.

■ *Druides ou Moines ? Le monarchisme celtique*, par Patrick Darcheville.
Guy Trédaniel. 368 pages, 180 F.

■ *Les Blancs d'Espagne*, par Guy Augé.
Association des amis de Guy Augé, 45, rue Rémy-Dumoncel, 75014 Paris. 168 pages, 120 F.

■ *Vidocq*, par Éric Perrin.
Perrin. 298 pages, 118 F.

■ *Les As de la Grande Guerre*, par Patrick de Gméline.
Presses de la Cité. Index, 536 pages, 135 F.

■ *Mers el-Kébir (1940), la rupture franco-britannique*, par Hervé Coutau-Bégarie, Claude Huan.
Economica. Cahier photos, index. 258 pages, 125 F.

■ *Pétain et les Américains*, par Jacques Le Groignec.
Nouvelles Éditions Latines. Cahier photos, index. 432 pages, 150 F.

■ *Une Histoire du cinéma allemand : la UFA*, par Klaus Kreimeier.
Flammarion. Index. 664 pages, 250 F.

■ *Les Avions de chasse russes et soviétiques 1915-1950*, par Herbert Léonard.
Heimdal. Album, 480 pages, 700 photos, 477 F.

■ *Le retour de l'Islam*, par Bernard Lewis.
Folio histoire, édition modifiée. 507 pages, 55 F.

■ *Europe, repenser les alliances*, par Bruno Colson.
Economica. 233 pages, 145 F.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Pierre Bonnefont, Anne Brassié, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Jean Gauvin, Macha Manski, Paul Sérant, Frédéric Valloire, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.



Vos réactions au n° 14 sur « De Gaulle et le gaullisme »

Jacques Laurent

*J'ai eu l'occasion de feuilleter le n° 14 d'*Enquête sur l'histoire *et suis tombé sur l'article de Jacques Laurent, « Un imposteur génial ». Donnez-nous souvent des articles de cette honnêteté. Merci de nous apporter des vérités.*

Jacques Reboul

Les gaullistes existent

Je vous prie de trouver ici ma réprobation et ma protestation contre le numéro 14 de votre revue consacré à « De Gaulle et le gaullisme ». L'éditorial « Une destinée contradictoire » n'a même pas l'honnêteté de résumer ce qui a fait la grandeur de cette destinée, et n'évoque que ce qui lui est opposé.

Bernard Brou

Rencontre avec de Gaulle

Je vous félicite pour votre numéro sur de Gaulle. Vous êtes l'une des très rares revues à jeter un éclairage véridique sur l'Afrique du Nord de la fin mai 1943 à juillet 1944, période pendant laquelle le général de Gaulle fit régner le désordre et la terreur.

Cette période a été volontairement occultée et très rares sont les Français de métropole qui en ont eu des échos.

Capitaine, commandant un groupement sur le front tunisien, j'avais reçu le 19 janvier 1943 une mission d'arrière-garde de la division marocaine qui avait dû se replier après avoir été disloquée par deux jours d'attaques allemandes de von Arnim, avec chars « Tigre ». Avec mes légionnaires, nous avons tenu le coup pendant toute la journée du 20, contre les « Tigres » et les « Alpen Jäger ». Pendant deux jours, nous avons tenté en vain de rejoindre le point de ralliement. Prisonnier à Kassar Saïd (faubourg de Tunis), ramené en France, à Limoges, et démobilisé, j'ai cherché à rejoindre mon unité. Dès que j'ai pu trouvé une filière, j'ai passé les Pyrénées, et après avoir été emprisonné en Espagne, j'ai pu regagner Casablanca le 14 juin.

Je vous adresse les réflexions que j'avais notées à l'issue d'une entrevue que j'ai eue, en tête à tête, avec de Gaulle le 22 juin 1943 entre 14 h 30 et 16 heures, à la villa des Glycines, en Alger, avec la bénédiction du général Giraud qui m'avait demandé de lui en rendre compte.

Sortant de cet entretien, j'étais brisé. Malgré certaines évidences, malgré les mises en garde, j'avais cru, pendant près de trois ans, que, dans le malheur qui avait frappé la France, un chef avait surgi pour en chasser l'occupant. J'avais cru qu'il était indispensable – face à l'occupant – de maintenir apparemment un décor de discorde entre la métropole et les territoires « libres ». En moins d'une heure, j'avais réalisé que le décor était un mur plus solide que le béton, et que celui que j'avais pris pour un libérateur était en réalité un politicien ambitieux, allié avec ses pires ennemis pour arriver au pouvoir et qui n'hésiterait pas une seconde à leur laisser déclencher la guerre civile dont il espérait sortir seul vainqueur.

Jean de La Rocque

Le gouverneur Louis Bonvin

Mon père, le gouverneur des établissements français de l'Inde Louis Bonvin, compagnon de la Libération, prendra position, dès le 20 juin 1940, en faveur de la lutte au côté de l'Empire britannique. Le général de Gaulle n'oubliera pas ce ralliement de toute première heure et voudra bien être mon parrain de baptême tout comme les Britanniques qui décoreront mon père du KBE (Knight of the British Empire).

Louis-Charles Bonvin

Gaullisme et fascisme

Bravo pour votre numéro sur de Gaulle. Aujourd'hui, tout le monde semble avoir toujours été gaulliste, même ceux qui dénonçaient jadis le général comme fasciste. À ce sujet, je retrouve dans mes archives une revue éphémère dont le premier numéro fut publié trois mois après le 13 mai 1958. Son titre : 14-Juillet. *Farouchement républicaine et antigaulliste,* 14-Juillet *réunit les signatures d'Edgard Morin, Marguerite Duras, Brice Parain, Jean Duvignaud, André Breton, Jean-François Revel et quelques autres...*

Issue d'un groupe d'anciens du PCF dit « de la rue Saint-Benoît » qui donnera naissance en 1955 au Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre d'Algérie, la revue 14-juillet, *soupçonne de Gaulle de préparer l'instauration d'un fascisme à la française...*

La citation suivante de Jacques-François Roland donne le ton : « Il y a lieu aujourd'hui d'être davantage pessimiste en ce qui concerne la situation française qu'on ne pouvait l'être en Allemagne, à la veille de l'incendie du Reichstag... Même si le fascisme français, encore indécis, inorganique, a des aspects moins immédiatement redoutables que ceux qui présentaient les sections de meurtre de la SA et des SS... » *Les anciens collaborateurs de 14-Juillet se souviennent-ils de ces propos ?*

Christian Croisier

Départ en Angleterre

J'ai beaucoup aimé votre n° 14 sur de Gaulle. Cependant, il y a un fait dont vous ne parlez pas. Ce fait est relatif aux paroles que de Gaulle a prononcées avant son départ en Angleterre en présence du maréchal Pétain et du général Monenteuil.

Ces paroles m'ont été rapportées par la fille de ce général. Elles prouvent qu'à ce moment-là de Gaulle n'avait pas l'intention de quitter la France, bien au contraire. En effet, ce jour-là, il avait demandé un poste ministériel dans le gouvernement du Maréchal. Celui-ci lui ayant refusé de lui accorder le poste, le Général aurait répliqué : « Si c'est ainsi, on entendra parler de moi ! » *On connaît la suite.*

Pierre Leflot

Le point sur lequel vous attirez notre attention s'ajoute à un faisceau d'informations indiquant les hésitations du général de Gaulle avant son départ à Londres. Cependant, une fois sa décision prise, le Général s'y est tenu avec une constance jamais prise en défaut.